DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12470 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – DIMANCHE 3-LUNDI 4 MARS 1985

## La navette Challenger clouée au sol

La navette spatiale américaine Challenger ne partira pas. Patrick Baudry, l'astronaute français que la NASA devait, le 7 mars, faire monter à bord pour une mission d'un peu plus de quatre jours, voit, non sans amertume, son vol reporté à des jours meilleurs. Ce que l'on pressentait depuis plusieurs jours s'est donc finalement réalisé. En dépit de leurs efforts, les techniciens de la NASA ne sont pas parvenus à réparer sur le pas de tir l'une des batteries défaillantes du satelliste TDRS que Challenger devait mettre sur orbite. Ce satellite, en liaison avec l'exemplaire lancé voici deux ans environ, devait relayer les communications entre la navette et le sol. Or le satellite déjà en orbite connaît des problèmes de contrôle au sol. Aussi, la NASA, soucieuse de ne pas multiplier les risques, a donc décidé dans la soirée du vendredi 1er mars d'annuler la mission Challenger.

C'est sans doute la mort dans l'âme que les responsables de la NASA ont pris leur décision. Une décision difficile qui bouleverse leurs plans pour les missions à venir. Le calendrier des missions est en effet déjà bien perturbé dans la mesure où Challenger a connu, ces derniers mois, quelques problèmes tenant au remplacement d'une partie de son bouclier thermique. C'est ainsi que le vol a glissé petit à petit pour aboutir à l'annulation de vendredi. Certes, ce type d'incident technique, tant sur le satellite que sur la navette, est le tribut normal que les techniciens doivent payer à la conquête spatiale – ce que les Européens ne démentiront pas, – mais il révèle, et de façon criante, une des grandes faiblesses du « système-navette ». A trop vouloir bien faire, en associant au sein d'une même mission la mise en orbite des satellites et la mise en œuvre d'expériences spécifiques de vols habités, la belle machine de la NASA grippe dès que l'un des éléments présente une défaillance qui entraîne aussitôt un report de mission.

C'est la raison pour laquelle la navette Discovery, dont le prochain vol était prévu pour le 22 mars, va prendre la place de Challenger sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride), mais avec une mission modifiée. Ainsi, la NASA envisage d'installer dans la soute de la navette le satellite de télécommunications canadien Anick C-1, qui aurait dû être mis en orbite par Challenger. Il ne s'agit là que d'une hypothèse. D'ailleurs, ce n'est pas avant quelques jours que les Américains annonceront la date exacte du prochain vol, le contenu réel de la mission et la composition de l'équipage. Une annonce que les Français attendent avec impatience. Chacun au Centre national d'études spatiales se demande en effet quand Patrick Baudry pourra voler avec ses collègues américains, car, en raison de la spécialisation même des équipages pour chaque mission, il n'est sans doute pas très facile de remplacer quelqu'un au pied levé. On imagine aisément la déception de l'astronaute français, qui, en juin 1982, tint le rôle de doublure de Jean-Loup Chrétien au moment de la mission franco-soviétique, et récemment encore disait : « *Ma seule peur, ce n'est pas de monter à bord de la navette, c'est de ne pas partir.* »

J.-F. AUGEREAU.

M. LAURENT FABIUS A GRENOBLE

## Dans la mêlée des cantonales

**M. Laurent Fabius s'est engagé, vendredi 1er mars à Grenoble, dans la campagne pour les élections cantonales. Le premier ministre a défendu la politique de son gouvernement *devant huit mille* personnes, à l'occasion de la première grande réunion publique qu'il a présidée depuis sa nomination à Matignon.**

De notre envoyé spécial

Grenoble. – On ne peut pas tout avoir. *Les socialistes* de l'Isère n'ont pas les faveurs du *Dauphiné libéré*, et leur chef de file, M. Louis Mermaz, se plaint publiquement des abus politiques auxquels se livre, selon lui, ce quotidien régional en position de monopole. Mais les socialistes de *l'Isère ont remporté contre Strasbourg* le match épique du synchrotron – ce n'est pas rien – et, vendredi soir 1er mars, ils avaient l'insigne privilège d'accueillir, à Grenoble, le premier ministre pour son entrée officielle dans la campagne électorale. Evénement d'autant plus attendu que, depuis *son installation* à l'hôtel Matignon, M. Laurent Fabius n'avait jamais participé à une réunion de cette nature et rassemblant un tel auditoire : près de huit mille personnes qui, si l'on en juge par leurs applaudissements, n'ont pas regretté le déplacement.

*Déconcertant*, Laurent Fabius ! Avec ce petit sourire crispé qui lui donne parfois un air de Joconde, le voilà qui parle de ce prochain scrutin avec le plus extrême détachement, d'une voix désincarnée : « *Ces élections risquent d'être difficiles pour la majorité, peut-être même très difficiles. Si la majorité veut résister, elle doit faire un gros effort.* » Un vrai Martien ! A-t-on jamais entendu un chef de la majorité parler au conditionnel présent pour dresser le constat de sa politique, comme s'il voulait prendre ses distances vis-à-vis de sa propre action ? « *Si un observateur essayait de juger honnêtement l'évolution de notre pays, il constaterait que l'inflation a été divisée par deux, le déficit du commerce extérieur par trois, que l'investissement repart (...). Il analyserait les avancées incontestables sur le plan social* (...), *l'effort considérable entrepris sur le plan de l'éducation et de la formation* », etc. La foule suit docilement ce guide venu d'ailleurs, fidèle à son image polie, à son style, à son ton : « *J'ai promis de dire la vérité, je continuerai à le faire ce soir... On me dit souvent :* « Prenez des engagements chiffrés sur le chômage. »

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 9.)



## Avec ce numéro

## LE MONDE AUJOURD'HUI

### Dix ans de césars et de cinéma français

### Le tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes

### Il y a quarante ans, le coup de force japonais en Indochine

(Page 2)

### Grande-Bretagne : un an de grève des mineurs pour rien ?

(Pages 4 et 5)

### Chine : coquins « petits journaux »

(Page 7)

ATTENTAT D'ORLY

## Deux témoins de dernière heure

**Alors que devaient s'achever, samedi matin 2 mars, les plaidoiries au procès des accusés de l'attentat d'Orly, l'avocat général a fait savoir à la cour d'assises du Val-de-Marne que deux personnes habitant Tours s'étaient manifestées, le 25 février, auprès du service des Renseignements généraux de cette ville pour indiquer qu'elles avaient vu, le 15 juillet 1983, à Orly, peu de temps après l'explosion, trois individus de type méditerranéen âgés de quarante-cinq à cinquante ans, qui leur avaient paru se dissimuler.**

**La défense, qui voit là un élément de nature à établir l'innocence de ses clients, âgés, eux, de vingt-quatre à trente ans, a demandé que ces témoins soient entendus. *Le président Saurel* a fait droit à cette demande. Ils devaient donc déposer samedi en début d'après-midi. – J.-M. Th.**

(Lire notre compte rendu page 11.)

## Les impatiences de M. Bérégovoy

### *Le ministre veut freiner le chômage sans trahir la rigueur*

Les semaines se suivent et commencent à se ressembler. Il y a quinze jours, M. Bérégovoy déclarait que la croissance de l'économie française pourrait être proche cette année de celle de la RFA (2,5 % prévus), envisageant même un taux de 3 % « *pour peu qu'on insuffle un certain dynamisme aux entreprises françaises* ». Mardi 26 février, le ministre de l'économie et des finances récidivait, affirmant qu' « *il n'y a pas de lien mécanique entre le rythme de croissance et le déficit commercial* », et ajoutant : « *Je ne crois pas qu'une économie en récession soit plus apte à équilibrer ses comptes extérieurs qu'une économie en croissance.* »

*L'idée – l'obsession, devrait-on* dire – de M. Bérégovoy est toujours la même : pousser les feux, relancer l'activité afin de freiner la montée du chômage, un chômage qui condamne politiquement une stratégie économique en train de réussir.

Les deux articles de M. Jean Riboud publiés il y a quelques jours dans nos colonnes (*le Monde* des 26 et 27 février) n'ont fait qu'aviver les impatiences du ministre. Le président-directeur général de Schlumberger – ami personnel de M. Mitterrand – n'y rappelait-il pas que « *la stagnation économique conduit inéluctablement à une augmentation continue du chômage* », alors qu'au contraire « *une croissance se situant entre 4 % et 6 % entraîne une réduction massive* » du nombre des personnes sans emploi.

Cela est vrai. Reste pourtant, reste toujours l'éternelle question de notre capacité à forcer l'allure sans déséquilibre majeur de nos comptes extérieurs.

Ce serait mal poser le problème que de penser que la croissance économique est en elle-même porteuse de déficit. De même qu'il serait erroné de miser *a priori* sur une récession pour rééquilibrer les comptes extérieurs du pays. N'en déplaise à l'actuel ministre de l'économie et des finances, lorsqu'ils avaient lancé le plan de rigueur de mars 1983, MM. Mauroy et Delors avaient expliqué au pays que leur but était de réduire la demande intérieure d'une soixantaine de milliards de francs. La demande intérieure, et non la production.

*Cette réduction* s'est faite par le biais de prélèvements fiscaux et sociaux *importants. Elle a durement* touché les ménages, qui ont réduit leurs achats dans des proportions jamais vues jusqu'à présent. On n'a pas encore bien pris conscience du fait que, pour la première fois depuis une trentaine d'années, la consommation des Français a complètement stagné en 1984, baissant même de plusieurs points pour les seuls produits manufacturés, une baisse que l'industrie automobile ressent cruellement depuis deux mois.

Si, malgré ce régime spartiate, les importations ont tout de même progressé de quelques points l'année dernière, c'est parce que notre industrie a dû s'approvisionner pour exporter, et pour finalement beaucoup exporter. Mais le but visé a été atteint : les importations de produits destinés à la consommation et à l'équipement des ménages, qui avaient progressé de plus de 21 % en 1982, n'ont augmenté que de 7,8 % en 1983. Encore ces chiffres sont-ils exprimés en valeur. En volume, ils correspondent pour 1983 à une totale stagnation de nos achats à l'étranger dans ce domaine. Le phénomène s'est poursuivi en 1984 pour les biens de consommation, dont les importations en volume ont presque totalement stagné (+ 0,5 %).

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 17.)

## Le gouvernement éthiopien et la famine

### *Politique d'abord...*

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – Avalanche de déclarations fracassantes, depuis un mois, du côté d'Addis-Abeba : les dirigeants éthiopiens dénoncent, à *qui mieux mieux*, le vaste complot ourdi par les ennemis de la « révolution socialiste », à la faveur du drame de la famine. Celui-ci a contraint le pays à s'ouvrir sur l'extérieur pour chercher de l'aide et le colonel Menguistu Haïlé Mariam, chef de l'État, mesure les limites et les dangers de cette assistance étrangère. Il lui est donc apparu nécessaire de reprendre l'initiative, en clair d'enlever leurs illusions à ceux qui espéraient un assouplissement du régime, d'imposer le silence à ceux qui étaient tentés de poser des conditions ou de donner des conseils, de mettre en position d'accusés ceux qui critiquaient la manière dont son gouvernement s'y est pris pour répartir l'aide internationale et enrayer le fléau de la sécheresse.

« *Nos ennemis ont imaginé qu'il leur serait possible, aujourd'hui, d'arriver à leurs fins en utilisant la situation créée* [par la sécheresse] », avait affirmé, à la mi-février, le colonel Menguistu, *lors d'un rassemblement* public à Addis-Abeba. Si la réponse des Occidentaux à son appel au secours a été largement positive, *même de la part* des États-Unis, il n'en demeure pas moins qu'il s'est bien gardé de la considérer comme un geste désintéressé. Le chef de l'État n'a pas pu empêcher les pays et organisations donateurs de mettre leur grain de sel dans la marmite éthiopienne, de secourir, avec un égal empressement, tous les affamés sans s'inquiéter de l'état de leurs relations avec le pouvoir central, de dénoncer tous les obstacles – politiques et administratifs – au bon acheminement des vivres, de mettre en doute le bien-fondé d'un transfert massif de populations vers les zones encore vertes.

A son corps défendant, l'Ethiopie marxiste s'est trouvé placée, pendant plusieurs mois, sous les projecteurs de l'actualité. Les médias occidentaux ont abondamment « couvert » ce drame de la famine – leur appui était alors indispensable pour mobiliser les secours – et en ont profité pour porter, à travers ce cas de figure, un jugement sur un régime habitué à faire un secret de tout. Au bout du compte, les dirigeants d'Addis-Abeba ont compris que l'image de leur pays, ainsi donnée à l'extérieur, n'était pas très flatteuse. D'où leur idée de renvoyer la balle dans le camp de leurs adversaires et d'accuser ceux-ci de tous les péchés du monde.

Voilà donc le colonel Menguistu décidé à rendre coup pour coup. Il passe, en personne, à l'attaque. Et de s'en prendre à « *ceux qui critiquent amèrement nos efforts continus pour réinstaller nos compatriotes, affectés par la sécheresse* ». A son avis, la raison en est que « *certains sont mécontents de nous voir devenir autosuffisants* » et qu'il ne leur déplairait pas que « *nous demeurions toujours dans le dénuement, de manière à tomber sous leur joug* ». Silencieux pendant plusieurs *semaines sur le* « *retour* » en Israël de quelque douze mille falachas, le chef de l'Etat vient de dénoncer, dans un entretien accordé à une chaîne de télévision canadienne, la collusion inattendue, en cette affaire, « *des pays arabes et d'Israël* ». Pour le principe, il en appelle à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au mouvement des non-alignés pour qu'ils usent de leur influence afin d'obtenir le « *rapatriement immédiat* » des falachas. Manière de répliquer à ceux qui l'accusaient d'avoir fermé les yeux sur cette opération.

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 4.)

# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 3 mars.** – *Maroc :* fête du Trône à Marrakech. *Grande-Bretagne :* réunion du Syndicat des mineurs.

**Mardi 5 mars.** – *Washington :* visite de M. Craxi, président du Conseil italien ; M. Young, dirigeant noir américain, est reçu à Paris.

**Mercredi 6 mars.** – *Egypte :* visite du roi Hussein de Jordanie. *Tunisie :* visite de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

**Vendredi 8 mars.** – *Paris :* visite du président égyptien, M. Moubarak.

**Samedi 9 mars.** – *Argentine :* visite du président de la République italienne, M. Pertini.

### SPORTS

**Dimanche 3 mars.** – *Athlétisme :* championnats d'Europe en salle à Athènes. *Cyclisme :* Paris-Nice (jusqu'au 10) ; Salon d'hiver à Grenoble (jusqu'au 6).

**Lundi 4 mars.** – *Patinage artistique :* championnats du monde à Tokyo (jusqu'au 9).

**Mardi 5 mars.** – *Automobile :* Rallye du Portugal (jusqu'au 10).

**Mercredi 6 mars.** – *Football :* Coupes d'Europe (quarts de finale, matches aller) ; Bordeaux-Dniepropetrovsk.

**Vendredi 8 mars.** – *Football :* Coupe de France (seizièmes de finale, matches aller). *Tennis :* Coupe Davis : Paraguay-France à Asuncion (jusqu'au 10).


**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :* André Fontaine, directeur de la publication

*Anciens directeurs :* Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

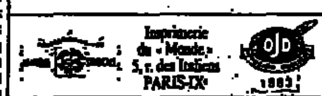
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Rédacteur en chef :* Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :* Claude Sales.








Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037


## ABONNEMENTS

| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|
| FRANCE | | | |
| 341 F | 644 F | 915 F | 1 150 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | |
| 674 F | 1 309 F | 1 913 F | 2 480 F |
| ÉTRANGER (par messageries). I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS | | | |
| 386 F | 734 F | 1 050 F | 1 330 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | | | |
| 491 F | 944 F | 1 365 F | 1 750 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,60 $ ; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1,10 $ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

## IL Y A QUARANTE ANS, LE COUP DE FORCE JAPONAIS

# La première mort de l'Indochine française

Il y a quarante ans, le 9 mars 1945, les troupes japonaises stationnées en Indochine attaquaient les garnisons françaises et mettaient fin en quelques heures à une souveraineté vieille de plus de quatre-vingts ans. Vietnam, Cambodge, Laos proclamaient aussitôt leur indépendance. Une page était tournée. Celle qui s'ouvrait devait être la première d'une interminable tragédie.

Le régime colonial auquel est asséné ce coup de grâce était en sursis depuis cinq ans. Dès juin 1940, alors que la métropole s'effondre et que le conflit sino-japonais voisin fait planer la menace d'une intrusion chinoise au Tonkin, le Japon cogne à la porte. Il contraint le gouverneur général Catroux, sans moyens suffisants ni appui extérieur, à fermer la frontière tonkinoise aux convois d'essence et de matériels destinés aux Chinois et à en accepter le contrôle. Le gouvernement de Vichy révoque Catroux et le remplace par l'amiral Decoux.

Mais le problème ne change pas, et il faut même concéder davantage. Par le protocole Darlan-Kato de juillet 1941, la France accorde au Japon l'utilisation d'aérodromes et le stationnement de troupes sur tout le territoire. Elle accepte le principe d'une défense commune contre un éventuel agresseur. Par des conventions économiques, Tokyo se voit reconnaître le statut de la nation la plus favorisée et octroyer des fournitures de riz et de matières premières. L'Indochine est ainsi englobée dans la *« sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale »*, sous hégémonie nippone. A ce prix, le Japon s'engage à respecter la souveraineté française sur la colonie.

Chargé de préserver cette souveraineté, l'amiral Decoux mesure vite sa marge de manœuvre. Elle est étroite. En septembre 1940, alors que les pourparlers sont en train d'aboutir, l'armée japonaise force le passage à Langson. Cet excès de précipitation, sanctionné par Tokyo, révèle la faiblesse de l'armée d'Indochine, contrainte de se rendre ou de s'enfuir. Des soldats indigènes désertent, phénomène inquiétant lorsqu'on ne compte que 12 000 Européens sur un effectif total de 62 000 hommes. Les communistes provoquent des troubles, il est vrai vite réprimés. Le voisin thaïlandais revendique des territoires au Cambodge et au Laos, et il attaque. Contenu sur terre, sa flotte est sévèrement battue à Koh-Chang. Mais le Japon intervient en sa faveur et lui fait obtenir satisfaction.

### Un ménage à trois

Quelques mois plus tard, la guerre éclate dans le Pacifique. Le blocus isole la colonie. *« A moi-même, menant une bien petite barque sur l'océan de la guerre,* écrira le général de Gaulle, *l'Indochine apparaissait alors comme un grand navire désemparé que je ne pourrais secourir avant d'avoir longuement réuni les moyens du sauvetage. »*

Désemparé ? Le *« grand navire »* est abandonné à son sort, mais il tient l'eau. Pour affronter avec le minimum de dommages la tempête qui fait rage, l'amiral Decoux parie sur la neutralité. Une neutralité bien particulière qui consiste d'un côté à résister au maximum aux pressions japonaises, et de l'autre à faire valoir sa propre fidélité au gouvernement de Vichy. Le pari sera perdu.

Pour l'heure, le régime qui s'instaure est une sorte de ménage à trois où chacun, le colonisateur, le colonisé, l'hôte importun, trouve son compte dans un *modus vivendi* qui n'exclut pas nombre d'arrière-pensées.

La communauté française – 40 000 personnes – se rallie dans sa grande majorité à la politique du gouverneur général, par conviction, nécessité ou résignation. Le poids des réalités s'impose. Elles ne sont pas d'ailleurs toutes à déplorer. On ne souffre pas physiquement, et surtout, c'est la paix au milieu d'un monde à feu et à sang.

L'amiral Decoux est un homme à la fois autoritaire et diplomate, obstiné et sûr de ses choix. Peu soucieux de plaire, il n'est guère aimé, mais respecté. Son engagement dans la Révolution nationale vichyste est sans faille, ostentatoire et quelque peu excessif surtout durant les premiers temps. Il crée une « Légion » de zélateurs du régime, « épure » l'administration des juifs et des francs-maçons, sévit sans faiblesse contre toute dissidence, vitupère avec violence les gaullistes. En 1942, haut commissaire de Vichy pour le Pacifique, il envisage une expédition militaire avec couverture navale nippone contre la Nouvelle-Calédonie passée à la France libre. C'est Vichy qui l'en dissuade.



ROUIL

Les thèmes pétainistes s'accordent bien avec l'état d'esprit de l'Indochine française. Lorsque le Maréchal affirme que *« la patience est aujourd'hui la forme la plus méritoire du courage »*, on y éprouve un certain réconfort.

Au demeurant le Japonais, intrus et non pas vainqueur, n'est pas le boche. Ce Jaune qu'on n'aime pas laisse l'autorité coloniale s'exercer dans toute sa plénitude. Gîte et couvert assurés, disposant de bases pour ses avions qui bombardent la Malaisie, et de bateaux pour le transport de ses marchandises, le Nippon fait l'économie d'une occupation véritable, avec tous ses problèmes, quitte à mettre en veilleuse son grandiose projet de libération de l'Asie par le Soleil-Levant.

Pour rester fidèle à cet idéal, des activistes, officiers, agents subalternes, gendarmes de la *Kempeitaï* ne manquent pas une occasion d'exciter les sentiments raciaux et nationalistes des « frères jaunes » opprimés. Les prisonniers de guerre anglo-saxons et néerlandais sont exhibés à la foule, fascinée par le spectacle de ces maîtres déchus et humiliés. *« Prenez un œuf*, dit le propagandiste qu'on appelle le *« Mikado parlant »*, *ouvrez-le, il y a le jaune et le blanc, mélangez les, le jaune absorbe le blanc, c'est naturel ! »*

Sur un plan moins élémentaire, des nationalistes vietnamiens, intellectuels non communistes ou partisans du prince Cuong De, prétendant au trône qui vit au Japon, sont encouragés à se liguer. Il y a là entre autres, Ngo Dinh Diem, le futur président, et les membres des sectes caodaïstes et Hoa Hao. Traqués par une sûreté française très vigilante, ils trouvent refuge auprès de la *Kempeitaï*. Decoux proteste et les autorités japonaises consentent à mettre une sourdine à cet activisme excessif, non sans poursuivre propagande et recrutement d'agents locaux en vue d'actions ultérieures.

Jusqu'à nouvel ordre, en tout cas, la colonie reste la colonie. La répression est tombée lourdement sur les communistes insurgés de 1940. C'est une modeste base qu'installe Nguyen Ai Quoc, devenu Ho Chi Minh, dans la région de Caobang limitrophe de la Chine. Il y crée le Vietminh en attendant le moment favorable à une entrée en lice. Pour l'ensemble des 25 millions d'autochtones, le climat est à la paix. Les prix du riz et du caoutchouc sont stables, de grands travaux assurent l'embauche. On ne meurt donc pas de faim, surtout dans le Sud. Et puis, jamais le pouvoir colonial n'a autant fait pour ce qu'il est désormais convenu d'appeler les *« Indochinois »*, et non pas les *« indigènes »*.

Afin de contrebalancer le poids de la présence nippone et d'assourdir le chant des sirènes panasiatiques, Decoux favorise l'instruction des 80 % d'analphabètes, facilite l'accès de la fonction publique aux élites locales, égalise leurs traitements à titres identiques.

### Le Maréchal confucéen

Avec son goût du faste et son sens du symbole, il va même jusqu'à flatter les patriotismes lao, kmer et vietnamien. Le royaume de Luang-Prabang se voit agrandir de provinces méridionales, premier pas vers un plus grand Laos. Un jeune roi et intronisé au Cambodge, Norodom Sihanouk. Le culte des sœurs Trung, parangons de la résistance vietnamienne aux Chinois, est célébré en même temps que la fête de Jeanne d'Arc.

Tout cela ne va pas, évidemment, sans l'exaltation de la *« France tutélaire »*, personnifiée par un Maréchal dont on souligne les vertus confucéennes, et de la solidarité indochinoise, symbolisée par le flambeau triomphalement porté de Angkor à Hanoï par les athlètes des pays fédérés. *« Unis et forts pour servir »*, les jeunes des organisations sportives du commandant Ducoroy défilent en cortèges tandis que, de leurs guérites, les *plantons-Mikados*, sentinelles japonaises au masque impavide, contemplent le spectacle de l'œil du chat prêt à donner son coup de patte.

D'Alger, le général de Gaulle commence à regarder vers le *« navire désemparé »*. Peu de signaux s'en échappent encore : quelques informations d'officiers de Hanoï ou des garnisons frontalières pour leurs collègues de la discrète Mission française de Chine. En novembre, un émissaire de Decoux, le banquier François, arrive à Alger, mais il ne rencontre pas le général. Les mauvaises langues diront qu'il s'est trompé de porte et a dû frapper à celle de Giraud... Le chef de la France libre songe au rétablissement de l'Empire dans son intégralité et juge *« indigne et dérisoire d'observer jusqu'au bout à l'égard des Japonais une complaisante passivité »*. L'intention est ferme, les réalités abruptes.

De Gaulle n'a pas les moyens d'agir seul. Il dépend des Alliés, et en Extrême-Orient surtout des Américains, aussi bien pour le transport et le matériel que pour les décisions militaires. Or Roosevelt, qui a été sourd en 1940 et 1941 aux appels de Catroux et de Decoux, est opposé à un retour de la France coloniale en Indochine.

C'est donc avec le seul soutien de la Grande-Bretagne, autre puissance coloniale, qu'un premier élément du corps expéditionnaire part à Ceylan, siège du South East Asia Command de lord Mountbatten. Mais c'est à l'intérieur de l'Indochine que de Gaulle, tenu à l'écart et dans l'ignorance de la stratégie anglo-américaine, juge capital d'organiser une résistance dans l'éventualité d'un débarquement allié ou d'une agression japonaise. Il désigne à cet effet le général Mordant, chef hiérarchique de l'armée d'Indochine comme délégué général du Comité de la France libre.

Mordant n'est guère l'homme de la situation. Il se montre hésitant, peu efficace. On le dit rancunier, jaloux de l'amiral Decoux qu'il déteste et qu'il le lui rend bien : et, après l'installation du gouvernement provisoire à Paris, demande confirmation de ses pouvoirs. De Gaulle le juge trop vichyssois pour mener le mouvement de résistance mais lui ordonne de rester à son poste et de donner le change aux Japonais. L'amiral fait acte d'obédience. Un conseil de l'Indochine est secrètement constitué avec deux têtes, Decoux servant de camouflage à Mordant, chef clandestin. C'est *« atteler un dragon et un tigre à un char de fumée »*, dirait le proverbe chinois.

### L'armée française sans ressort

Le plan d'opérations mis au point dans la perspective d'un coup de force nippon considéré comme plus probable qu'un débarquement allié, baigne dans l'irréalisme. L'armée doit, « en cas d'agression », se dégager pour éviter l'écrasement et se replier dans les zones de guérilla dans les régions montagneuses imaginées comme autant de Vercors.

Or, c'est une armée de garnison, sédentaire, transparente dont le dispostif est imbriqué dans celui des Japonais, mal équipée, peu entraînée, face à des divisions aguerries par des années de campagne. Il apparaît d'autre part en ce début 1945 qu'elle ne peut compter ni sur l'appui aérien, ni sur les renforts rapides qui lui seraient nécessaires. L'aide des civils est aléatoire, la communauté française est désorientée, partagée entre l'espoir d'une libération prochaine, la crainte des bombardements alliés, de plus en plus fréquents, et celle, latente, des Japonais. Elle cultive aussi l'illusion que rien de grave n'arrivera et que tout redeviendra comme avant... Pourquoi bouger ? Et puis aucun geste d'Européen n'échappe aux autochtones... Quant à ceux-ci, dont le concours est envisagé, mieux vaut ne pas les mettre dans la confidence. De Gaulle a beau flatter *« le noble, intelligent et fidèle peuple annamite »*, les pro-japonais espionnent, les communistes s'agitent dans le Haut-Tonkin, et la masse reste méfiante, attentiste.

En application du plan, on expédie sur le terrain quelques éléments, on parachute des matériels, on établit des liaisons radio qui permettent d'ailleurs quelques bombardements efficaces. Des indiscrétions, des bavardages et leurs espions en informent les Japonais, qui connaissent aussi l'activité de Mordant. De toute façon, depuis l'avènement à Paris du gouvernement gaulliste, ils n'ont plus confiance dans l'administration Decoux et envisagent une prise en main de la colonie.

Lorsque la bataille des Philippines s'avère perdue pour eux en décembre 1944, ils craignent un débarquement et remanient leur dispositif. Des troupes de Chine et de Birmanie arrivent en renfort pour former la 38e Armée. Au début de 1945, ils disposent de 60 000 hommes. Ils organisent aussi leurs auxiliaires vietnamiens en unité spéciale, le *Yasu Butai*, à des fins de propagande, de renseignement et de sabotage.

En janvier de violentes attaques aériennes contre leurs convois maritimes leur font croire à l'imminence d'une opération alliée. En février, la Conférence suprême sur la conduite de la guerre décide de déclencher le coup de force et d'accorder l'indépendance aux Etats indochinois. Le 9 mars, l'ambassadeur Matsumoto remet à Decoux un ultimatum l'enjoignant de placer administration et forces armées sous commandement japonais. Decoux essaye de temporiser, mais l'opération Meï est déjà déclenchée.

### Les garnisons submergées

Chez les Français, c'est la surprise ! A trop attendre, ils ont cessé de croire l'assaut possible. L'armée n'est pas en état d'alerte. Il y a eu pourtant des indices les jours précédents. La sûreté en a prévenu les autorités, mais les militaires, y compris Mordant, chef de la résistance, ont rejeté avec mépris cette information *« civile »*. Seul, le général Sabattier, commandant la division du Tonkin, a lancé des ordres d'alerte et quitté Hanoï dès le 8, avec son état-major, pour une base de repli prévue par le plan.

Submergées, les garnisons capitulent presque toutes rapidement. La quasi-totalité des chefs militaires sont capturés. A Saigon, Matsumoto peut déclarer à son entourage : *« Tout s'est passé comme si rien ne s'était passé ! »* L'opération Meï aura duré la moitié du temps envisagé par ses auteurs. Il y a eu cependant des résistances et des combats héroïques, comme à Dong-Dang, où tout s'est achevé par un massacre au sabre et à la baïonnette. Quelques milliers d'hommes seulement parviennent à s'échapper vers la Chine, en particulier le Groupement Alessandri, qui y sera mal reçu.

Pour le général de Gaulle, ce combat désespéré ouvre l'avenir. Sur le terrain, il marque pourtant l'effondrement de la France. Decoux, Mordant et leurs collaborateurs sont internés, l'armée parquée dans les *« camps de la mort lente »*. Les civils sont regroupés dans des périmètres surveillés. Certains sont torturés, mis en cage, décapités.

Pour les Français s'ouvrait le temps de l'humiliation. Je garde le souvenir d'un voyage aux relents d'expiation, accompli en wagon à bestiaux pour regagner le *« périmètre »* de Saigon : les *boys-Mikados* locaux, assoiffés de vengeance, venaient tout le long du parcours nous couvrir de crachats et d'injures. L'indépendance aussitôt proclamée sous la protection de nouveaux maîtres proches de leur chute libérait des aspirations légitimes mais aussi les haines accumulées par des décennies de frustration et de docilité. Le coup du 9 mars 1945 venait d'inaugurer, dans le drame et la confusion, un conflit de trente ans.

PHILIPPE FRANCHINI.

# Étranger

## Reprise interallemande

Après un temps mort de quelques mois, les contacts reprennent entre les gouvernements des deux Etats allemands. M. Herman Axen, responsable des relations internationales du parti communiste de RDA, qui était venu à Bonn pour participer à des discussions avec le parti social-démocrate sur la question de l'interdiction des armes chimiques, a été reçu par les dirigeants du gouvernement. Et le 12 mars prochain, à l'occasion de la foire de Leipzig, M. Martin Bangemann, ministre de l'économie de la RFA, doit être reçu à Berlin-Est par le numéro un d'Allemagne orientale, M. Erich Honnecker.

Si l'on considère les relations entre les deux Etats comme un baromètre de la tension entre l'Est et l'Ouest, cette reprise du dialogue, survenant après le dégel de Genève, est plutôt un bon signe. On est loin, cependant, de l'euphorie régnant de part et d'autre de l'Elbe, il y a un an à peine. Les autorités de l'Est avaient alors largement ouvert les portes de l'immigration, accordant, en l'espace de quelques semaines, près de quarante mille autorisations de sortie. Des contacts en tous genres s'étaient multipliés et, en juillet, un nouveau crédit de 1 milliard de deutschemarks environ — le second en un an — était accordé à la RDA contre un certain nombre d'assouplissements dans le domaine humanitaire.

Pour des raisons qui tiennent surtout à la volonté de Moscou de ne pas se laisser déborder au milieu de sa partie de bras de fer avec Washington, il avait bien vite fallu déchanter. En septembre dernier, M. Honnecker avait dû renoncer, à regret, à la visite qu'il devait effectuer en RFA, où il avait notamment prévu de se rendre dans son Land natal, la Sarre. La réouverture, en République fédérale, d'un débat sur le statut des anciens territoires allemands de l'Est n'a pas facilité, au début de l'année, la reprise des contacts. Mais elle n'a, apparemment, fait que la retarder.

Après le discours du chancelier Kohl sur *« l'état de la nation dans l'Allemagne divisée »*, l'organe du parti communiste est-allemand, *Neues Deutschland*, a pris bonne note, le 28 février, de la volonté de Bonn de respecter l'intégrité territoriale polonaise. De son côté, le gouvernement de Bonn a fait un geste en faisant recevoir M. Axen par le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui n'est pas, en principe, chargé des relations interallemandes (1). Sans doute les deux hommes n'ont-ils abordé que des questions internationales ; mais ce sont des nuances qui comptent à Berlin-Est, où l'on ne cesse d'exiger la reconnaissance, à part entière, de deux Etats allemands.

De part et d'autre, a-t-on indiqué à Bonn à l'issue de la rencontre, on estime la situation favorable à un nouveau développement des relations Est-Ouest, et on espère des *« résultats substantiels »* des négociations de Genève sur le désarmement. Les deux capitales ont réaffirmé leur volonté d'apporter leur contribution à l'évolution en cours.

HENRI DE BRESSON.

(1) M. Axen a également vu M. Schäuble, ministre d'Etat auprès de la chancellerie, qui suit les questions interallemandes.

---

**EN VISITE OFFICIELLE A MADRID**

## M. Gromyko s'est montré très préoccupé par l'initiative de défense stratégique du président Reagan

De notre correspondant

Madrid. — Les relations Est-Ouest, à moins de deux semaines de l'ouverture des négociations entre les deux Grands à Genève, ont dominé la visite qu'a effectuée à Madrid, les jeudi 28 février et vendredi 1er mars, M. Andreï Gromyko. Le ministre soviétique des affaires étrangères, qui devait regagner Moscou ce samedi, s'est entretenu, pendant plus de cinq heures avec son collègue espagnol, M. Fernando Moran. Il a, en outre, été reçu par le roi et par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez.

Dans quel état d'esprit les Soviétiques s'apprêtent-ils à se rendre à Genève ? M. Moran a affirmé qu'il avait trouvé chez son interlocuteur *« une réelle volonté de négocier »*, mais également *« une très grande préoccupation »* face à l'initiative de défense stratégique américaine, connue sous le nom de « guerre des étoiles ». Dans le discours qu'il a prononcé à l'issue du déjeuner offert vendredi par M. Moran, M. Gromyko a d'ailleurs fait de ce thème un véritable leitmotiv.

*« Il est aujourd'hui particulièrement important d'empêcher que la course aux armements ne déborde dans l'espace cosmique,* a-t-il affirmé. *Sinon, elle revêtira un caractère qualitativement nouveau, devenant incontrôlable sur tous les plans. »* Sans citer explicitement le président Reagan, M. Gromyko a critiqué *« ceux qui semblent obsédés par l'idée de militariser l'espace et qui, de plus, voudraient faire passer cette idée pour une garantie de réduction des armements. »* Poursuivant sur le même ton de fermeté, le ministre soviétique a affirmé : *« Les projets destinés à obtenir la suprématie militaire n'obtiendront de succès ni sur Terre ni dans l'espace. Tenter de se mettre à l'abri d'une riposte derrière un bouclier antimissiles constitue une illusion. »*

### La situation en Amérique centrale

Sur cette question, M. Gromyko n'a pas, toutefois, trouvé beaucoup d'écho chez ses hôtes. Le gouvernement espagnol ne s'est pas encore prononcé publiquement sur l'initiative de défense stratégique, et n'entendait pas le faire au moment de la visite du ministre soviétique. M. Moran a affirmé que son gouvernement étudiait cette question, et donnerait son opinion *« au moment opportun »*.

Les Espagnols ont, par ailleurs, expliqué à M. Gromyko leur position au sujet de l'alliance atlantique. M. Moran a tenu à souligner à plusieurs reprises qu'il n'avait été soumis *« à aucune pression »* des Soviétiques sur cette question. On considère en fait, à Madrid, que l'URSS a accepté la présence espagnole au sein de l'OTAN comme un fait accompli, pratiquement irréversible. M. Moran a toutefois souligné que cette appartenance ne se traduisait pas par un alignement automatique sur Washington.

MM. Gromyko et Moran ont examiné avec une attention particulière la situation en Amérique centrale. Faisant allusion à l'interruption, par les Etats-Unis, des négociations de Manzanillo avec le Nicaragua, et aux dernières déclarations du président Reagan sur ce pays, le ministre espagnol a affirmé : *« Une série de faits nouveaux surgis durant ces dernières semaines ne peuvent que préoccuper tous ceux qui sont en faveur d'une solution négociée, et appuient les efforts du groupe de Contadora. »* M. Gromyko, de son côté, a affirmé à propos de l'Amérique centrale qu'*« il est nécessaire de mettre fin au terrorisme d'Etat dans les relations internationales »*.

Sur le plan bilatéral, trois accords ont été signés, dont l'un de coopération culturelle et scientifique. les deux ministres sont tombés d'accord pour déplorer la faiblesse des échanges commerciaux, due au fait que les relations diplomatiques, interrompues pendant une quarantaine d'années, n'ont été rétablies qu'en 1977. M. Moran a annoncé que l'Espagne pourrait accroître ses achats d'hydrocarbures à l'Union soviétique.

THIERRY MALINIAK.

● *Une démarche d'Amnesty.* — La section espagnole d'Amnesty International a remis à l'ambassade d'URSS à Madrid un dossier sur le cas de cinq dissidents soviétiques incarcérés ou condamnés à l'exil intérieur. Cette démarche a été effectuée à l'occasion de la visite officielle en Espagne de M. Gromyko. L'organisation humanitaire a abordé le cas de Janis Rozkalns, Alexander Lavut, German Obukhov, Elena Bonner (l'épouse d'Andreï Sakharov) et Ivan Petrovitch Fedotov. — *(AFP.)*

---

**LA SITUATION EN AFGHANISTAN**

## La commission des droits de l'homme de l'ONU publie un rapport accablant pour Moscou et Kaboul

De notre correspondante

Genève. — La question de la situation en Afghanistan n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour de la commission des droits de l'homme de l'ONU, dont la dernière session se tient du 4 février au 15 mars au Palais des Nations (*le Monde* des 6 et 23 février). Mais par divers biais, on est parvenu à y dénoncer les violations des droits de l'homme dans ce pays et l'on a fini par y voter des résolutions demandant le retrait des *« troupes étrangères »*...

A la suite d'une résolution votée en ce sens le 15 mars 1984, le secrétaire général de l'ONU chargea un éminent juriste autrichien, le professeur Félix Ermacora, d'enquêter sur place et de faire rapport à la commission. Le groupe des pays de l'Est s'éleva contre cette décision et Kaboul refusa à l'enquêteur l'autorisation de se rendre en Afghanistan, protestant auprès de M. Perez de Cuellar contre l'idée même d'un rapport.

M. Ermacora se rendit alors au Pakistan, où il recueillit parmi les réfugiés afghans maints témoignages concordants, visita les hôpitaux où étaient soignés les blessés de guerre et les victimes d'exactions policières, établit des contacts avec des représentants politiques et avec les membres des organismes humanitaires. M. Ermacora voulut aussi enquêter auprès des cinquante mille réfugiés afghans qui se trouvent en Inde, mais New-Delhi lui en refusa l'autorisation.

C'est à la demande expresse de M. Diego Cordobez — représentant spécial de M. Perez de Cuellar *« pour les efforts tendant à promouvoir une solution politique en Afghanistan »* — que M. Ermacora aurait consenti à remplacer dans son rapport le terme *« Soviétiques »* par *« troupes étrangères »*. (sa seule allusion à l'URSS concerne le traité d'amitié et de bon voisinage entre Moscou et Kaboul). Quelques autres modifications furent apportées à son texte, mais la version définitive, rendue publique le 28 février, demeurée accablante pour l'URSS et ses alliés de Kaboul.

Il y est fait état notamment de massacres de populations civiles, de bombardements touchant notamment des hôpitaux, de mauvais traitements et de supplices systématiques dont sont victimes les quelque cinquante mille prisonniers politiques en Afghanistan. Différentes formes de tortures sont dénoncées : *« Les tortures à l'électricité généralement utilisées sur les parties génitales des hommes et sur les seins des femmes ; l'arrachage des ongles ; l'interdiction aux prisonniers de faire leurs besoins, de sorte qu'au bout d'un certain temps ils soient obligés de le faire en présence d'autres détenus (cette technique aurait pour objectif d'humilier les prisonniers) ; l'introduction de bouts de bois dans l'anus des hommes, spécialement des prisonniers âgés ; l'arrachage de la barbe ; la compression du cou des prisonniers pour les obliger à ouvrir la bouche pour que l'on urine dedans ; l'usage de chiens policiers contre des détenus ; la pendaison des détenus par les pieds pendant une durée indéterminée ; le viol de femmes pieds et mains liés et l'introduction dans le vagin de toute une variété d'objets. »*

M. Ermacora évoque également l'utilisation de jouets et stylos piégés à l'aspect inoffensif, qui sont largués par des hélicoptères et explosent au moindre contact.

L'auteur du rapport évalue à douze mille le nombre de personnes exécutées sur arrêt de tribunaux spéciaux contre lesquels il n'existe aucun recours. Quant au grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, il est *« fondamentalement lié à la situation d'insécurité due aux bombardements répétés des villages »*.

M. Ermacora ne lave pas non plus de tout péché les combattants de la résistance afghane et relate notamment qu'*« auparavant »* les prisonniers qu'elle capturait étaient jusqu'en 1982 partagés en deux groupes : les musulmans, qui étaient intégrés dans la résistance ou libérés (mais soumis à surveillance), et les autres, non musulmans, sommairement exécutés. *« Apparemment »* encore, écrit l'auteur du rapport, un accord a été conclu entre les mouvements de résistance et le Comité international de la Croix-Rouge sur le respect des conventions humanitaires de Genève. A la suite de cet accord, les exactions contre les prisonniers auraient cessé.

ISABELLE VICHNIAC.

---

**Pour « l'Humanité »**

### LES SOVIÉTIQUES NE PARTICIPENT PAS AUX OPÉRATIONS EN AFGHANISTAN

*L'Humanité* se veut objective. Elle a donc dépêché, pour informer ses lecteurs sur l'Afghanistan, ses envoyés spéciaux *« des deux côtés »*.

Entendons-nous : Claude Kroes, à qui incombait le côté résistance, n'a pas pénétré dans les maquis et s'est arrêté à Peshawar au Pakistan. L'endroit le fait penser au *« Tanger des années 40 »*. Outre *« quelques hippies pas trop fauchés »*, il semble y avoir surtout aperçu divers personnages plus ou moins interlopes, apparemment pas de représentants de la résistance afghane à proprement parler. Il a tout de même beaucoup entendu sur *« un peu plus d'une trentaine de mouvements aux nuances souvent subtiles, et parfois aux haines profondes,* [qui] *s'entredéchirent au nom de la résistance à l'envahisseur* [sans guillemets ! et dont] *on ne voit guère ce qui leur est commun, si ce n'est l'anticommunisme »*.

Serge Leyrac, lui, est allé sur le terrain, c'est-à-dire côté Kaboul. La description qu'il en rapporte est presque idyllique. Se promenant sans inquiétude — quoi qu'aient pu faire craindre des informations publiées notamment par *le Monde* — dans les bazars et les ruelles, il n'a été l'objet que des *« invites aimables ou roublardes des marchands »*. Son jugement est extrêmement sévère sur la première phase de la révolution afghane, celle que dirigea Amine, et que caractérisa une *« politique brutale, sinon suicidaire »*. Tout rentre heureusement dans l'ordre avec la venue au pouvoir de M. Babrak Karmal — et *« l'appel aux forces armées soviétiques conformément aux clauses du traité d'amitié liant l'URSS et l'Afghanistan »*.

Alors, demande l'envoyé spécial de *l'Humanité*, *« résister à quoi, en Afghanistan, je vous prie ? A l'alphabétisation ? A la généralisation de l'instruction ? A la libération des femmes ? (...) Au nom de quoi ? De quelles valeurs ? »*

Certes, *« une guerre non déclarée (...) existe bel et bien »* dans ce *« pays calomnié »*, mais *« le rapport des forces a désormais basculé en faveur du pouvoir révolutionnaire »*. Bien sûr, il y a des attentats. Mais on n'arrive pas à les empêcher non plus *« dans un pays policé comme la France »*... Le maintien de l'ordre, en tout cas, est strictement assuré par les forces de sécurité afghanes. Citant le vice-ministre de la défense du gouvernement de Kaboul, Serge Leyrac nous affirme que *« le contingent soviétique ne participe pas aux opérations »*. Jamais ?

---

# A travers le monde

## Bolivie

● MISE EN GARDE DES MILITAIRES. — Le commandant en chef des forces armées, le général Sejas, a averti, mercredi 27 février, que les militaires pourraient intervenir énergiquement si les manifestations organisées par la COB (Centrale ouvrière bolivienne) troublaient l'ordre public. Les dirigeants du syndicat ont, en effet, appelé à une manifestation lundi 4 mars afin d'obtenir du président Siles Zuazo l'application de l'échelle mobile des salaires. — *(AFP.)*

## Burkina

● LIBERATION DE M. ARBA DIALLO. — Nommé ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement formé après le coup d'Etat d'août 1983, M. Arba Diallo avait été exclu le 19 août dernier, en même temps que tous les ministres appartenant à la LIPAD (Ligue patriotique pour le développement), organisation de tendance marxiste. M. Arba Diallo, qui a été libéré mardi 26 février, a été réintégré dans la fonction publique, a-t-on annoncé, jeudi 28 février, à Ouagadougou, de source officielle. — *(Reuter.)*

**[Sous réserve qu'elle soit confirmée, la libération de M. Arba Diallo semble témoigner de la volonté du gouvernement du capitaine Sankara de faire « un geste » vis-à-vis des membres de la LIPAD, avec qui les relations n'ont cessé de se dégrader depuis quelques mois. M. Adama Touré, ancien ministre de l'information, réputé être le théoricien de cette organisation, reste lui sous les verrous, ainsi qu'un autre membre influent de la LIPAD, M. Soumane Touré, secrétaire général de la centrale syndicale CSB.]**

## États-Unis

● EXPORTATION ILLÉGALE DE MATÉRIEL MILITAIRE DE POINTE. — Un homme d'affaires américain et son épouse se sont livrés, jeudi 28 février, aux autorités fédérales après avoir été inculpés d'exportation illégale. Selon l'acte d'accusation, les époux Gregg auraient exporté ou tenté d'exporter pour plusieurs millions de dollars d'armements de haute technologie et d'équipements électroniques vers l'Afrique du Sud, le Japon, la RFA et Singapour, sans les licences gouvernementales appropriées.

## Tunisie

● M. ROLAND DUMAS A TUNIS LES 6 ET 7 MARS. — Le ministre des relations extérieures entreprendra ce voyage dans le cadre de ses conversations maghrébines, a annoncé, vendredi 1er mars, le Quai d'Orsay. Les entretiens porteront largement sur les exportations agricoles tunisiennes vers la Communauté, dans la perspective de son élargissement à l'Espagne et au Portugal, prévu pour le 1er janvier 1986. La situation politique dans la région et au Proche-Orient devrait être également examinée avec les dirigeants tunisiens. *« Il n'est pas exclu que M. Dumas rencontre M. Arafat si celui-ci est à Tunis »*, a, en outre, indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay.

## URSS

● LE FILS ET LE GENDRE DE LEONID BREJNEV NE SONT PLUS DÉPUTÉS. — Le fils et le gendre de l'ancien numéro un soviétique Leonid Brejnev ne sont plus députés de la Fédération de Russie (RSFSR) : les noms de MM. Iouri Brejnev, premier vice-ministre du commerce extérieur, et Iouri Tchourbanov, récemment démis de ses fonctions de premier vice-ministre de l'intérieur, ne figurent pas sur la liste officielle des députés de la RSFSR élus dimanche dernier, publiée vendredi 1er mars par les *Izvestia*, le quotidien du gouvernement soviétique. MM. Iouri Brejnev et Iouri Therbanov avaient été élus il y a cinq ans députés. — *(AFP.)*

## Zimbabwe

● L'ARMÉE QUADRILLE BULAWAYO. — Les forces de sécurité du Zimbabwe sont intervenues samedi 2 mars à l'aube à Bulawayo, capitale de la province du Matabeleland, où elles ont établi des barrages dans les rues, notamment dans le quartier noir de la ville, fief du dirigeant de l'opposition Joshua Nkomo. Plusieurs centaines de soldats auraient pris position à l'extérieur et à l'intérieur de la cité. M. Nkomo est arrivé la veille à Bulawayo pour assister aux funérailles des cinq responsables du Conseil national africain uni (UANC) assassinés dimanche 24 février à Hwange (ouest du Zimbabwe) (*le Monde* du 2 mars).

# Étranger

## Albanie

### L'ancien premier ministre Mehmet Shehu a bien été « liquidé »

Une nouvelle version — la troisième — de la mort de l'ancien premier ministre albanais Mehmet Shehu, en décembre 1981, apparaît dans un éditorial publié mercredi 27 février par l'organe du Parti du travail albanais, *Zeri I Popullit*, qui laisse pour la première fois entendre que l'ancien dirigeant a été tué.

Le décès de celui qui avait été le compagnon d'Enver Hojda dès le début des années 40 avait d'abord été présenté comme un suicide consécutif à une dépression nerveuse, avant que M. Enver Hojda lui-même ne « révèle » près d'un an plus tard, dans un de ses ouvrages, que Mehmet Shehu était en fait un « agent » des services secrets américains, soviétiques, yougoslaves, anglais et italiens, et qu'il s'était donné la mort au moment où il s'était senti « démasqué ».

Cette fois, *Zeri I Popullit*, dans un éditorial essentiellement consacré à dénoncer la politique « anti-albanaise » de la Yougoslavie, présente toujours l'intéressé comme *« un agent secret des Américains, des Soviétiques et des Yougoslaves »* qui *« avait pu autrefois pénétrer dans la direction albanaise »* (de fait, il avait été membre du bureau politique pendant plus de trente ans, et premier ministre pendant vingt-sept ans). *« Mais*, ajoute le quotidien, *il n'a réussi ni à déformer ni à modifier la ligne marxiste-léniniste de notre parti. Il a été liquidé parce qu'il s'est heurté à l'unité indestructible du parti avec le peuple. »*

Cette troisième version semble plus proche de l'hypothèse la plus couramment admise, selon laquelle Mehmet Shehu, qui souhaitait apparemment une certaine ouverture de son pays vers l'extérieur, aurait été tué au cours d'une altercation avec Enver Hojda lui-même. Selon des informations rapportées par la presse yougoslave, il aurait été abattu par les gardes du corps du numéro un, au cours d'une réunion du bureau politique, le 17 décembre 1981.

## Maroc

### Le roi Hassan II renonce à célébrer la Fête du trône à El Aïoun

Le roi Hassan II a, sans fournir d'explications, renoncé, vendredi 1er mars, à célébrer, pour la première fois, la Fête du trône dans la capitale du Sahara occidental, El Aïoun. Toutes les cérémonies auront lieu à Marrakech.

Cette annulation de dernière minute pourrait avoir deux raisons : la poursuite des entretiens secrets entre le roi et le président algérien Chadli ou des préoccupations touchant à la sécurité.

Le Front Polisario a publié, mercredi 27 février à Alger, un communiqué faisant état d'une attaque de ses forces contre le mur de défense marocain, dans la région minière de Bou-Craa, à quelque cent kilomètres au sud-est d'El Aïoun (*le Monde* du 1er mars). Rabat n'a toujours pas réagi à ce communiqué, mais si la revendication sahraouie était fondée, il s'agirait de la première pénétration du Polisario jusqu'à Bou-Craa depuis plus de trois ans.

Des responsables marocains ont cependant déclaré, en privé, que le roi a toujours l'intention de se rendre à El Aïoun la semaine prochaine. Cette visite n'aura plus la même signification symbolique que la Fête nationale du trône, qui dure deux jours au Maroc.

Le général Vernon Walters, émissaire du président Ronald Reagan et futur représentant permanent des Etats-Unis à l'ONU, est arrivé jeudi 28 février à Marrakech, en provenance d'Espagne et sera reçu par le roi. Mme Jeane Kirkpatrick, que le général Walters doit remplacer à l'ONU, était également attendue à Marrakech pour la fête du Trône. — *(AP, Reuter.)*

## Ethiopie

### Le gouvernement et la famine

*(Suite de la première page.)*

Parallèlement, les dirigeants éthiopiens crient haro sur les organisations humanitaires occidentales. M. Goshu Wolde, ministre des affaires étrangères, accuse certaines d'entre elles — sans les nommer — d'avoir gaspillé des fonds qu'elles avaient rassemblés en faveur de l'Ethiopie et qui ne sont jamais arrivés à destination. Il menace même de dévoiler *« un scandale international de grande envergure »*. Mais, pour le moment, les choses en restent là. Le chef de la diplomatie n'hésite pas, en outre, à dénoncer l'attitude du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), dont, à l'en croire, *« les actions et les programmes favorisent les ennemis du pays »* et qui *« est souvent le bras droit du gouvernement américain »*.

L'OLP et plusieurs pays arabes — Arabie saoudite, Irak, Maroc, Soudan et Syrie — se font-ils représenter, fin janvier à Khartoum, à la signature d'un accord de coopération entre trois factions de nationalistes érythréens, qu'aussitôt un communiqué du ministère éthiopien des affaires étrangères qualifie ce comportement d'*« inexcusable et répréhensible »* et somme les intéressés de dire *« s'ils considèrent l'Erythrée comme partie intégrante de l'Ethiopie ou comme terre arabe »*. Les dirigeants d'Addis-Abeba se montrent tout aussi intraitables vis-à-vis de deux de leurs voisins : au Soudan, ils reprochent d'avoir réalisé de *« substantiels bénéfices »* sur le dos des falachas en facilitant leur *« retour »* en Israël. A la Somalie qui s'en défend, ils font grief d'avoir récemment signé des accords aériens et militaires avec le régime *« raciste »* de Pretoria.

Les responsables éthiopiens jouent, maintenant, les redresseurs de torts et se posent en révolutionnaires au-dessus de tout soupçon, qui n'ont de leçons à recevoir de personne. Plus question de gérer l'aide internationale selon des critères apolitiques, mal adaptés aux exigences de la révolution en cours. Retour à l'orthodoxie marxiste : la commission d'aide et de réhabilitation (RRC), qui avait eu, jusqu'alors, un rôle de premier plan dans l'organisation du ravitaillement, est rentrée dans le rang. C'est, désormais, le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), créé en septembre dernier, qui s'est saisi du dossier et le traite à sa manière.

A quelque chose — même à la révolution — malheur est bon. Si donc la remise en ordre économique qu'impose le drame de la sécheresse et qui passe, aux yeux des dirigeants d'Addis-Abeba, par un transfert massif de populations, peut mettre en difficulté les *« ennemis de l'intérieur »* et, de surcroît, faciliter une *« avancée du socialisme »*, pourquoi s'en priver ?

JACQUES DE BARRIN.

● *Les pays africains et les affrontements d'Afrique du Sud.* — Le groupe des pays africains aux Nations-unies a officiellement demandé, vendredi 1er mars, une réunion « urgente » du conseil de sécurité à propos des affrontements qui se sont produits en Afrique du Sud, à Crossroads, à la mi-février. Le président égyptien du groupe dénonce *« le meurtre d'africains sans défense qui manifestaient contre leur expulsion, les arrestations pour « haute trahison » contre les dirigeants du Front démocratique uni et l'intensification continue de l'apartheid »*. *(Reuter.)*





# Grande-Bretagne : un an de grève pour rien ?

## La bataille, l'espoir et la déroute

De notre correspondant

Londres. — La grève des mineurs — le plus long conflit de cette importance dans l'histoire des relations du travail en Grande-Bretagne — a commencé le 1er mars 1984, dans le Yorkshire, au puits de Cortonwood, dont la direction annonce soudain la fermeture. Les dirigeants du syndicat des mineurs, la NUM, qui s'attendent depuis longtemps à une profonde restructuration de l'ensemble des houillères ne s'y trompent pas : c'est le signal. Le 6 mars, le National Coal Board (NCB), l'administration des charbonnages, confirme avoir le projet de fermer en douze mois une vingtaine de puits et de supprimer vingt mille emplois. Il convient de réagir au plus tôt et de rappeler au gouvernement que le syndicat a toujours eu plus que son mot à dire lors des précédentes étapes de la transformation de l'industrie.

Ce projet revient sur un accord à long terme conclu en 1974 et chèrement acquis après une autre grève, qui a provoqué la chute du cabinet conservateur de M. Edward Heath. Il faut mettre le holà ! C'est une question de principe pour les syndicats, dont Mme Thatcher ne cesse de réduire l'influence. Tel est l'avis du bouillant président de la NUM, M. Arthur Scargill, qui est prêt à une épreuve de force. Il entend exiger le retrait pur et simple du plan établi par le NCB.

Alors que les débrayages se multiplient dans le Yorkshire, principal bassin du pays, et en Ecosse, le 12 mars, M. Scargill envoie des piquets de grève dans les régions voisines. Le mouvement devient national et « officiel ». Mais, parce qu'il n'y a pas eu de consultation générale, la plupart des mineurs du Nottinghamshire refusent de s'y joindre. M. Scargill va payer sa conduite, jugée « autoritaire » et « antidémocratique ». La grève ne sera jamais totale. De ce fait, le gouvernement ne cédera pas. A partir de novembre, le nombre des grévistes diminue. Depuis cette semaine, ils sont devenus la « minorité », moins de 50 % des effectifs nationaux (cent quatre vingt-six mille) selon le NCB.

### Une offre « humiliante »

En position de force, le NCB, et à travers lui un gouvernement presque triomphant, a fait une *« ultime proposition de compromis »*, qui n'en est pas une aux yeux de M. Scargill. L'état-major de la NUM estime que l'accepter équivaut à un reniement. Le NCB suggère seulement la participation du syndicat à un organisme purement consultatif pour examiner la restructuration à venir. Pour éviter un armistice « humiliant », sinon une capitulation, et empêcher une débandade de leurs troupes, la plupart des délégués qui se réunissent ce dimanche 3 mars, semblent préférer la décision d'une retraite en bon ordre.

Dans les régions minières, cette grève et son échec retentissant laisseront pour longtemps des traces pénibles et même des cicatrices. Ces communautés de mineurs, fortement et étroitement soudées depuis des générations, sont aujourd'hui profondément divisées. En voulant *« préserver leur avenir »*, M. Scargill aura provoqué leur bouleversement puisque le mouvement qu'il a lancé n'a pas, dès le début, été accepté par tous alors que la règle de la solidarité, voire de l'unanimité, avait un caractère quasi sacré. Le consensus étant rompu, la confrontation entre grévistes et non-grévistes n'en a été que plus violente.

On n'avait jamais vu de tels affrontements sur le front des piquets de grève, ces campagnes de menaces, ces règlements de comptes entre voisins, sans parler de véritables embuscades. Il y a eu deux morts. A présent, de nombreux grévistes déclarent qu'ils n'admettront pas de sitôt de travailler avec des « jaunes ». Dans bien des cas, le NCB prévoit déjà un savant dosage des équipes et des mutations pour empêcher les frictions. Certains représentants de la NUM, là où la grève a été le mieux respectée jusqu'au bout, n'ont pas renoncé à sanctionner les « lâcheurs » ou à les exclure du syndicat : un sérieux problème, quand celui-ci possède le monopole de l'embauche.

Privés de salaires, les grévistes se sont endettés considérablement et toutes les professions qui dépendent de la mine ont subi les effets du conflit. L'économie de régions entières en est affectée, et ce sont souvent celles qui sont déjà les plus touchées par la crise et le chômage depuis de longues années. S'il n'y a pas de négociations, le gouvernement ne sera guère incité à proposer des compensations pour les fermetures de puits qu'il prévoit. La grève des mineurs n'aura fait que creuser davantage le fossé qui sépare le nord et le sud de l'Angleterre.

### La défaite de la NUM

Que va devenir la NUM, ce syndicat autrefois si puissant ? La carrière de M. Scargill paraît déjà compromise, mais, plus généralement, c'est l'autorité des instances nationales du syndicat qui est remise en cause. Leurs responsables ont apparemment renoncé à l'« expulsion » de la section régionale du Nottinghamshire, foyer de la dissidence. Mais les mineurs de cette partie des Midlands ont largement accru leur autonomie, à tel point qu'elle ressemble de plus en plus à une indépendance. D'autres régions s'apprêtent à suivre cet exemple.

La NUM ne risque pas l'éclatement, mais l'unité que ses dirigeants nationaux souhaitent actuellement sauver en arrêtant la grève pourrait bientôt n'être plus qu'un faux-semblant. Sans cohésion, le syndicat encourt la paralysie ou, tout au moins, éprouvera les plus grandes difficultés à s'opposer aux plans d'une administration par définition plus cohérente. Pour cette raison, la NUM sortira de cette grève doublement affaiblie.

Alors que par leur action les dirigeants du syndicat des mineurs croyaient donner un nouveau souffle au syndicalisme britannique, ils n'ont fait qu'aggraver la crise de celui-ci, non seulement parce qu'il subit le joug de plus en plus contraignant de la politique antisyndicale de Mme Thatcher, mais encore parce que, plus généralement, la récession des années précédentes continue de faire sentir ses effets dans l'industrie, où la base ouvrière est souvent démobilisée ou démoralisée. La grève dans les houillères n'a pas été un élément moteur mais perturbateur.

Tout au long du conflit, la centrale, le TUC (Trades Union Congress), a été plongée dans l'embarras, et, maintenant, la défaite de la NUM rejaillit sur tout le mouvement en permettant au gouvernement de remporter une nouvelle bataille. Pendant des mois, « durs » et « modérés », se sont opposés, les premiers estimant que le moment était venu de passer à une offensive d'envergure, les seconds jugeant au contraire que l'opinion n'était manifestement pas disposée à accepter une *« grève politique »* — cette expression résumant les accusations venant de tout bord pour caractériser les intentions de M. Scargill.

Par un habile travail de « noyautage », avec l'appui de ses alliés de la gauche ou de l'extrême gauche au sein du TUC, M. Scargill a paru faire prévaloir son point de vue lors du congrès annuel de la centrale en septembre dernier. Mais, quelque peu forcée, la promesse d'un « soutien total » à l'action des mineurs n'a jamais été honorée. C'est pour cela que la grève n'a pas eu l'impact souhaité par M. Scargill sur l'économie du pays et n'a pu obliger le gouvernement à composer. A part celles des cheminots, les autres organisations syndicales qui avaient les moyens de prêter une assistance effective à la NUM se sont dérobées ou n'ont déployé que des efforts insuffisants.

### « Nouveau réalisme »

Exemple révélateur du climat dont ont été victimes M. Scargill et les siens : les syndicats de la sidérurgie, au secours desquels la NUM était venue en 1980 (quand les effectifs des aciéries ont été réduits d'un seul coup de près de la moitié), n'ont pas rendu la pareille aux mineurs. Plus grave, les sidérurgistes ont protesté contre la démarche de M. Scargill, en soulignant que la grève dans les houillères menaçait directement leurs propres emplois.

## Arthur Scargill, le provocateur inébranlable




Plus tard, les historiens retiendront sans doute que M. Arthur Scargill a été un personnage à la mesure de Mme Thatcher ; prédestiné, comme elle, à se prêter à une transfiguration manichéenne et quasi légendaire. Face à la « dame de fer », il aura mérité son surnom de « roi Arthur ».

Malgré sa défaite, il se sera montré capable de relever le gant lancé par Mme Thatcher aux syndicats, dont elle a entrepris de réduire considérablement l'influence. M. Scargill a prouvé qu'il possédait lui aussi le sens du défi, ayant eu non seulement l'ambition d'arrêter ce qui est l'une des principales démarches du premier ministre, mais encore la prétention de provoquer la chute d'un gouvernement qui semblait inébranlable, après avoir remporté, quelques mois auparavant, un immense succès électoral. Bien que la grève ait paru d'emblée vouée à l'échec, en raison de la dissidence d'une partie non négligeable des adhérents de la NUM, M. Scargill est parvenu à plusieurs reprises à donner l'impression de pouvoir réussir l'impossible.

Le président de la NUM a plus d'un point commun avec son ennemie déclarée, notamment dans son comportement devant les médias. Tout en les accusant d'avoir donné de lui une image beaucoup plus déplaisante que celle de Mme Thatcher, il a su également tenir compte de leur importance. Devant micros et caméras, à l'instar du premier ministre, il s'est évertué à corriger certains traits de sa personnalité quand ceux-ci pouvaient le desservir. D'où une attitude paradoxale eu égard à sa réputation.

Si Mme Thatcher a appris à se composer un ton suave qui ravit ses imitateurs mais fait oublier souvent son agressivité réelle ou supposée — qui s'exprimait de façon très aiguë dans les discours du début de sa carrière, — M. Scargill a déployé un talent comparable en manifestant au cours de ses entretiens télévisés un calme imperturbable pour dissimuler une tendance évidente à l'emportement, qu'il utilise ailleurs, par exemple dans les rassemblements populaires où on l'acclame. Sur un mode très mesuré, il porte les jugements les plus contestables ou excessifs. Sous le coup des questions les plus désobligeantes, ses yeux d'un bleu transparent ne cillent jamais. Ainsi, cette semaine, quand on lui annonce le nombre record des mineurs abandonnant la grève, M. Scargill rétorque qu'il s'agit là, pour la direction des charbonnages, d'un résultat *« désastreux »*.

### L'« ennemi intérieur »

Cet aplomb, qu'il partage avec Mme Thatcher, lui aura permis les sorties les plus fracassantes. Personne d'autre que lui n'a osé traiter le premier ministre de *« sorcière »* ou de *« blonde plutonium »* — allusion à la coiffure « platinée » de Mme Thatcher et à sa volonté de maintenir en Grande-Bretagne une dissuasion nucléaire à laquelle le dirigeant syndical est fermement opposé, puisqu'il appartient à cette extrême gauche qui a rendu le Parti travailliste « unilatéraliste » et hostile au déploiement des euromissiles. Quand, durant l'expédition des Malouines, l'ensemble de l'opposition paraît céder à une ferveur patriotique générale, M. Scargill est l'un des rares à dénoncer cette *« aventure colonialiste »*. Mme Thatcher le lui rendra bien, pendant la grève, lorsqu'elle établira un parallèle avec la réponse de la nation aux généraux argentins en dénonçant cette fois l'*« ennemi intérieur »*.

M. Scargill n'a jamais craint de se placer à contre-courant. Même ses alliés les plus fidèles ne l'ont pas suivi quand il a condamné le syndicat polonais Solidarité pour être une *« organisation antisocialiste visant à déstabiliser un Etat socialiste »*.

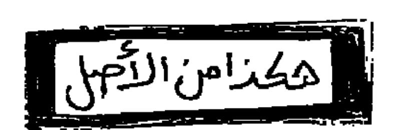
Cette disposition pour les déclarations provocantes est ancienne. M. Scargill est né il y a quarante-sept ans dans une famille de mineurs. Son père a toujours été membre du Parti communiste et, tout en se plaisant à reconnaître son influence, le fils n'aime guère qu'on lui rappelle son appartenance passée aux jeunesses du PC. C'est pourtant lui qui a rapporté comment, invité en 1957 à Moscou avec une délégation ouvrière britannique, il s'était adressé aux dirigeants soviétiques, alors en pleine déstalinisation. Prenant la parole en présence de Khrouchtchev, il avait déclaré : *« Vous ne pouvez vous débarrasser de lui* [Staline] *en retirant sa dépouille du Mausolée, vous ne pouvez réécrire l'histoire, alors qu'il a joué un rôle primordial pendant la deuxième guerre mondiale. »*

La détermination de M. Scargill est étonnante. Elu à la tête de la NUM en décembre 1981, dès le mois suivant, il sollicite l'approbation de la base du syndicat pour lancer une grève afin de contester à la direction des charbonnages le droit de procéder à la fermeture des puits qu'elle considère comme *« économiquement non rentables »*. Premier refus. M. Scargill était prévenu de ce risque, mais il s'obstine, et, à deux autres reprises, la majorité des mineurs lui fera la même réponse. Qu'importe ! En 1984, il décide de se passer d'une telle consultation pour déclancher enfin la confrontation qu'il désirait tant.

Dans ces conditions, celui qui voulait porter un coup d'arrêt au « thatchérisme » n'aura réussi qu'à laisser, lui aussi, son nom à une forme d'action politique : le « scargillisme ». Mais — ce qui n'est pas toujours le cas pour la première expression — la seconde n'est employée que dans un sens très péjoratif.

F.-C.





retagne :
ur rien ?

la déroute

« Nouveau réalisme »

# Étranger

*Il y a un an que les mineurs britanniques se battent,*
*et leur grève entre en agonie.*
*Ils sont désormais moins de 50 % à refuser le travail.*
*Dimanche, l'assemblée des cent trente-trois délégués de leur syndicat, la NUM,*
*se réunit pour décider ou non d'arrêter les frais.*
*Un an de privations, de déchirements, de guerre sociale,*
*va-t-il s'achever sur une cruelle défaite*
*aux lourdes conséquences ?*

## des mineurs

Il est vrai que M. Scargill, en mettant en place des piquets de grève de la NUM aux portes des aciéries pour forcer la main de ses débiteurs, a provoqué un tollé général, car c'était là un cas parmi beaucoup d'autres de ce « jusqu'au-boutisme » contraignant, désigné désormais sous le nom de « scargillisme ».

Un moment dépassés, les modérés du TUC et, à leur tête, le secrétaire général, M. Norman Willis, ont repris le dessus quand le mouvement des mineurs a commencé à décliner. L'échec de plus en plus prévisible de la NUM a *redonné des arguments aux tenant* d'un « nouveau réalisme », thèse en discussion depuis deux ans à la centrale. *Elle consiste essentiellement* à prêcher la patience et la prudence face à un gouvernement *indéniablement en situation de* force. Mais ces dernières semaines c'est au tour des modérés d'être sur *la défensive pour avoir voulu* s'interposer entre le gouvernement et la NUM afin de hâter une solution, c'est-à-dire, surtout, faire cesser cette grève qui, dans l'opinion, est de plus en plus condamnée et porte tort au syndicalisme.

Le Parti travailliste a lui aussi souffert de ce conflit, à peu près pour les mêmes raisons que le TUC. Divers sondages l'ont indiqué : le nombre des Britanniques désapprouvant la grève serait deux fois plus grand que celui des défenseurs de la NUM. L'action de ce syndicat a eu pour effet induit de *mettre un frein au renouveau du* Labour, qui s'était nettement amorcé après la désignation de M. Neil Kinnock comme chef de l'opposition. La grève a été le cheval de bataille de l'extrême gauche. Celle-ci a tenté de reconquérir son emprise perdue après le « raz de marée » conservateur des élections de 1983, parce qu'on la tenait pour responsable du « désastre » travailliste.



*PLANTU.*

*Dans un premier temps*, M. Kinnock, qui représente une tendance centriste, a manifestement été davantage préoccupé par ce danger interne. Quand, plus tard, il a voulu tenir son rôle de chef de l'opposition, il a fait preuve de maladresse. Durant des mois il avait réclamé en vain l'intervention du gouvernement pour régler le conflit. Mme Thatcher a d'abord refusé de se mêler elle-même de l'affaire, et quand, subitement, en janvier, *elle a changé d'avis*, cela n'a pas été du tout dans le sens désiré par M. Kinnock. Le premier *ministre a fait de la surenchère* pour précipiter la défaite de la NUM.

Même si cette grève a été financièrement très coûteuse pour le gouvernement, Mme Thatcher a certainement plus d'une raison de se dire que cette épreuve de force valait son prix.

**FRANCIS CORNU.**

## Norman Wallis, le mouton enragé des Trade Unions

Sur une scène où MM. Scargill et MacGregor imposent leur forte présence – sans compter celle de Mme Thatcher, – M. Norman Willis fait plutôt pâle figure. En dépit de sa corpulence, le secrétaire général du TUC *ne parvient pas à peser dans le* débat. Avec ses yeux gris et sa voix douce qui semblent traduire une grande *pondération, il donne le sentiment* d'être l'homme de dialogue dont la bonne volonté devrait être indispensable. *Mais les tensions* sont si vives et les éclats parfois si violents entre les principaux protagonistes que ceux-ci en arrivent à laisser croire qu'ils n'ont pas besoin des services de M. Willis.

Pourtant, depuis son entrée en fonctions il y a six mois (*le Monde* a *publié* à cette occasion son portrait dans le numéro daté 9-10 septembre 1984), M. Willis n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de trouver un compromis. La démarche était très délicate, car malgré la prudence du *secrétaire général*, la centrale prenait le risque d'être en position fausse vis-à-vis de l'une des principales organisations qui lui sont affiliées. Et cela n'a pas manqué. M. Willis s'est vu reprocher de faire le jeu du gouvernement. Au cours de réunions de la NUM, des grévistes l'ont conspué et certains ont même brandi un nœud coulant devant la tribune où il prenait la parole.

La modération de M. Willis ne s'accommode pas plus de l'inflexibilité du gouvernement que celle de la NUM. Maintenant, le discret et tranquille secrétaire général ne peut plus dissimuler son malaise et son irritation : sa démarche auprès de Mme Thatcher a donné à celle-ci, à peu de frais, l'occasion d'améliorer son image en lui ajoutant un aspect conciliant inattendu, d'autre part le médiateur ne comprend pas com*ment la NUM, au point où elle en* est, a pu rejeter un projet d'accord qui lui paraissait acceptable et com*ment M. Scargill peut avoir l'audace* de dire qu'il préfère désormais traiter « directement » avec la direction des charbonnages. *Là M. Willis* s'est mis en colère, jurant qu'on ne l'y reprendrait plus.

Mais s'il y a le moindre espoir de solution (ce dont il doute de plus en plus), il demeure disposé à encourir de nouveau le danger d'être pris entre deux feux.

**F. C.**

## Ian Mac Gregor, le « patron de combat » des charbonnages

Chargé par le premier ministre de tenir tête à M. Scargill, le président du conseil d'administration des charbonnages a, jusqu'à présent, rempli cette *mission avec un zèle remarquable*. Avant d'accepter récemment la médiation du TUC, *Mme Thatcher avait toujours* affirmé qu'elle n'entendait pas intervenir directement dans le conflit. *Elle pouvait s'offrir ce* luxe ; il n'avait pas seulement pour effet de préserver des apparences, car, dans le domaine de l'intransigeance, M. Ian Mac Gregor est un rival à la hauteur de M. Scargill et un brillant second de la « dame de fer ». Si, sur la question essentielle qui est à l'origine de la grève, on reproche à M. Scargill de n'avoir « pas bougé d'un pouce », M. Mac Gregor a fait preuve du même immobilisme. Ce dernier, de sa manière abrupte, a ainsi résumé cette question et, à l'occasion, toute la situation : *« Qui commande ? »*

Les mineurs étaient avertis : M. Mac Gregor avait le profil de carrière d'un redoutable « patron de combat ». C'est lui qui, en 1980, avait été responsable de la rigoureuse restructuration de la sidérurgie. Celle-ci, peu après l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, avait été une première et sévère défaite pour le mouvement syndical tout entier. La direction de British Steel avait soudain annoncé la suppression de cinquante-deux mille emplois en moins d'un an. Les cent trente mille ouvriers des aciéries nationalisées se sont mis en grève pendant trois mois, mais en vain ou presque. S'ils ont obtenu des augmentations de salaires, M. Mac Gregor a pu mettre en application *son plan draconien.*

Ainsi, comprend-on mieux pourquoi, dès la nomination de cet *expert à la direction des* charbonnages (en septembre 1983), M. Scargill était résolu à se passer d'un assentiment en bonne et due forme de ses troupes pour tenter de contrecarrer au plus tôt les projets très prévisibles du nouveau venu.

*C'est aux Etats-Unis que le* gouvernement a recruté cet exécutant si diligent – cet « exécuteur », dira M. Scargill. Un débauchage à prix d'or. Des sommes faramineuses (3 millions de dollars) auraient été versées en dédommagement à la Banque Lazard-Frères de New-York, où travaillait M. Mac Gregor. Même l'hebdomadaire conservateur *Economist* a émis des doutes sur l'opportunité d'un tel investissement.

*Né en 1912 à Glasgow*, M. Mac Gregor s'est installé aux Etats-Unis après avoir été *dans ce pays membre de la mission* britannique d'achat d'équipement et d'armement durant la deuxième guerre mondiale. Ce passé américain le dessert aux yeux des Britanniques. M. Scargill ne se prive pas de l'appeler le *« tueur yankee »*, et l'évêque de Durham, dans une virulente attaque, avait dénoncé l'impudence de cet *« étranger »*.

M. Mac Gregor a suscité autant, sinon plus, de controverses que M. Scargill, ce qui *n'est pas peu dire*. Bourru, ce septuagénaire cassant a multiplié les répliques offensantes, accusant *le président* de la NUM de *« mensonge »* ou s'interrogeant sur sa santé *mentale*. Son attitude a *été* jugée si peu diplomatique que des dissensions se sont fait jour *dans son entourage*. Deux de ses collaborateurs ont préféré se mettre en vacances ou prendre *une retraite anticipée*, et l'on a jugé bon de lui adjoindre un porte-parole.

M. Mac Gregor prête le flanc à la caricature avec une étrange complaisance. Se sachant en quelque sorte condamné au silence, il s'est montré un jour la tête complètement recouverte d'un sac en plastique. Mais personne n'a vraiment goûté *la plaisanterie, si c'en* était une. De sa part, quoi qu'il fasse, l'humour paraît déplacé.

**F. C.**

## Sous l'œil intéressé des pétroliers

Les observateurs les plus attentifs – *et les plus intéressés* – du conflit des mines britanniques sont probablement les milieux pétroliers. La fin de la grève, *qui, depuis* un an, soutient les cours internationaux du fuel lourd et de certains pétroles bruts, aura inévitablement pour conséquence une baisse assez forte du marché libre. Ce d'autant qu'elle risque d'intervenir à la veille du printemps, saison où la demande *se ralentit*. La grève des mineurs a, en effet, depuis le printemps 1984, entraîné un quasi doublement de la consommation britannique de fuel lourd, augmentant la demande d'environ 500 000 barils par jour (25 millions de tonnes sur l'année), soit près d'un cinquième de *la consommation* totale des pays d'Europe occidentale.

Aussi, contrairement aux prix des autres produits, les cours du fuel sur le marché de Rotterdam sont-ils restés très soutenus (1), ce qui de proche en proche a contribué à raffermir les cours des bruts lourds.

Tous les opérateurs *s'attendent* donc à une chute du marché après la fin du conflit, la rapidité de cette réaction dépendant *toutefois* du délai nécessaire aux producteurs britanniques d'électricité pour reconstituer leurs stocks de houille et reprendre des achats normaux.

**V. M.**

(1) *La moyenne mensuelle des* cotations du fuel lourd est ainsi passée de 169,9 en février 1984 à 181,1 en *décembre 1984*, alors *que* celle du supercarburant est tombée dans le même temps de 271,4 à 240,1.

### Liban

## Le mouvement Amal appelle la résistance à ne plus bombarder les positions israéliennes à partir de la zone évacuée

Beyrouth, (AFP). – Le mouvement paramilitaire chiite Amal a lancé, vendredi 1er mars, un appel à tous les combattants au Liban du Sud, afin qu'ils ne bombardent pas les positions israéliennes à partir des *« zones libérées »* (évacuées le 16 février par l'armée israélienne).

*Dans son communiqué*, le mouvement exhorte les combattants à mener *« le même type d'action qu'ils ont entrepris depuis deux ans, c'est-à-dire à agir clandestinement et à tendre des embuscades »*, mais à *« ne pas tomber dans le piège des Israéliens qui cherchent à créer des lignes de démarcation au Liban du Sud entre la région libérée et les zones toujours sous occupation »*.

Il semble qu'Amal veuille dissuader la résistance de s'engager dans une guerre *de positions* où elle serait écrasée par la supériorité militaire israélienne, tandis que la population civile pâtirait des bombardements.

Le chef du mouvement, M. Nabih Berri, avait déclaré peu après l'annonce par Israël de son retrait de la région de Saïda, le 19 janvier dernier, que *« le plus grand danger »* pour les habitants du Liban du Sud était la création par Israël d'une ligne de front entre les régions libérées et les zones occupées.

On n'a signalé jusqu'à présent aucun bombardement de positions israéliennes à partir de la zone évacuée par Israël. Par contre, l'armée israélienne a déjà effectuée trois incursions dans cette zone en invoquant *« la poursuite des terroristes »*.

### Israël

## LA LIBÉRATION PAR PRETORIA DE DENNIS GOLDBERG

## « J'avais un terrible désir de vivre »

De notre correspondant

Jérusalem. – *« J'étais fatigué, très fatigué. J'avais aussi un terrible désir de vivre, de voir à nouveau la lumière, d'être avec ma fille. La porte de ma prison était à moitié ouverte. Je n'ai pas eu le courage de la refermer. J'aurais voulu être plus fort, mais je me demandais comment je pourrais continuer après tant d'années de prison. »*

Cette humble et douloureuse confession, M. Dennis Goldberg, cinquante-deux ans, l'a faite vendredi 1er mars, au second jour de sa liberté retrouvée (*le Monde* du 2 mars), lors d'une conférence de presse donnée à Ma'ayan-Baruch, un kiboutz de Haute-Galilée. *La veille, il avait pris à* Joannesburg le vol d'El Al pour Israël – c'était son baptême de l'air.

A l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv, jeudi soir, l'attendaient sa femme Esme, tout juste arrivée de Londres et qu'il n'avait pas vue depuis treize ans, et sa fille Hilary, installée depuis deux ans à Ma'ayan-Baruch. Il semblait *fatigué, mais en bonne* santé et passa sa première nuit d'homme libre chez un ami, à Herzliya.

Pour Dennis Goldberg – le plus ancien détenu politique blanc d'Afrique du Sud, – la page la plus sombre de sa vie *était tournée. Elle s'était ouverte* il y a vingt-deux ans. Militant communiste d'origine juive, Dennis Goldberg *était alors* ingénieur diplômé de l'université du Cap. Il avait mis ses connaissances techniques au service de l'organisation nationaliste La lande de la nation.

A propos de sa libération « conditionnelle », Dennis Goldberg *explique : « L'avenir dira si j'ai eu tort ou raison. J'ai promis de ne plus inciter ou participer à des actes de violence. Je continuerai à combattre l'apartheid par des moyens politiques. J'aimerais contribuer à l'avènement d'une Afrique du Sud unie et démocratique. Mais, pour l'instant, j'ai besoin d'un peu de repos. »*

Plusieurs personnalités israéliennes ont agi en sous-main depuis un an pour hâter la libération de Dennis Goldberg. Les choses se sont accélérées il y a deux semaines avec le départ pour l'Afrique du Sud de M. Herut Lapid, directeur d'un programme de réinsertion des anciens détenus lié au Mouvement unifié des kibbutzim.

Au cours des dernières années, Dennis Goldberg n'avait pu recevoir qu'un seul visiteur, dans sa cellule de la prison centrale de Pretoria, Mme Hilary Uny, épouse d'un avocat de Johannesburg. Deux membres de son organisation avaient réussi à s'échapper de prison avant le début de leur procès, dont l'un, Arthur Goldreich, vit depuis 1964 *en Israël.*

*« C'est l'Etat sud-africain*, constate Dennis Goldberg, *qui utilise le terrorisme contre un peuple sans défense. Si certains répondent par la violence, comment les blâmer ? Aussi longtemps que la population non blanche ne jouira pas de ses droits, le conflit ira en s'aggravant. »*

Que pense-t-il des liens entre Jérusalem et Pretoria ? *« Israël est un allié sûr de l'Afrique du Sud. Il soutient une mauvaise cause vouée à perdre. Ce serait dans l'intérêt d'Israël de comprendre cela. Pendant ces vingt-deux années en prison, je ne me suis pas considéré comme un juif, mais comme un Blanc qui avait choisi la lutte dans une société où les Blancs ont tous les privilèges. »*

Dennis Goldberg, *aujourd'hui*, est libre. Ses anciens compagnons restent en prison. *« Le sentiment de les avoir laissés derrière les barreaux ne me quittera jamais. »*

**J.-P. LANGELLIER.**

### Iran

## SELON AMNESTY INTERNATIONAL

## Le nombre des exécutions capitales est très supérieur aux chiffres généralement admis

Genève, Nations unies (*AFP*). – Amnesty International a demandé, le jeudi 28 février, à la 41e session de la commission des droits de l'homme, de prendre *« toutes les mesures appropriées »* pour mettre un terme à l'accroissement des violations des droits de l'homme en Iran.

Dans un rapport remis aux *délégués, l'organisation expose* longuement les formes de torture employées dans la République islamique d'Iran, *estimant par* ailleurs que les chiffres avancés de 580 exécutions en 1984, portant le total des exécutions depuis 1979 à 6 027, est bien au-dessous de la vérité, beaucoup de mises à mort étant effectuées « en secret ».

La plupart des témoignages recueillis par l'organisation humanitaire l'ont été grâce à ses médecins qui ont eu à examiner de nombreuses victimes de la torture. Amnesty confirme, en outre, l'emploi d'une machine fonctionnant à l'électricité servant à des amputations comme à Qasr : un cas le 6 février 1985, et trois autres le lendemain.

La torture commence souvent immédiatement après l'arrestation dans les locaux des *pasdaran* – les gardiens de la révolution – qui sont les mêmes que ceux où opérait la SAVAK *sous* le chah. Les coups de fouet composé de gros câbles font partie des méthodes les plus employées.

La torture psychologique, ajoute Amnesty, est souvent pratiquée sous forme d'exécutions simulées ou de menaces d'exécution de parents des prisonniers s'ils s'obstinent à refuser de parler.

# Étranger

## ÉGYPTE

# L'intégriste et la harengère

***Dans les venelles du Caire, capitale aux « entrailles éclatées », les petites gens — notamment les dames de la Halle — se veulent d'excellents musulmans mais ne portent pas dans leur cœur l'intégrisme intolérant de certains « piliers de mosquée ». Ils se gaussent des tartufes qui sortent leur mouchoir quand ils voient... le « visage nu » d'une femme.***

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Près de treize millions d'habitants faisant ployer des équipements et des logements qui, ailleurs, suffiraient à peine pour cinq millions d'occupants ; plus d'un demi-million de véhicules à moteur sans compter quelque quarante mille charrettes à ânes et les troupeaux de moutons ou de chameaux traversant la capitale, le tout se pressant dans un réseau de rues étroites, qui était déjà engorgé il y a dix ans, avec cinquante mille voitures ; sur les corniches du Nil, des gratte-ciel d'hôtels ou de bureaux, sans parcs-autos suffisants, chassent les habitants de cette zone hier encore verte et Indique.

Chaque Cairote en convient, avec une lucidité non dénuée d'humour : *« Notre cité est devenue une anti-ville ! Dire qu'au début de l'infitah* [ouverture économique], *sous Sadate, nous étions émerveillés par nos premiers embarras de circulation, parce qu'on croyait qu'ils annonçaient la modernisation de la capitale ! »*. Les autoponts *« belges »* que l'on jette aujourd'hui un peu partout, jusque sur les rues commerçantes Ramsès ou El-Azhar, pour doubler l'espace ouvert au trafic automobile, font ressembler le Grand-Caire à la Métropolis du film de Fritz Lang et *« permettent tout au plus, au rythme rapide d'accroissement du nombre des voitures, de ne pas aggraver encore les gigantesques encombrements quotidiens perturbant aussi bien l'économie que la vie familiale »*, reconnaît le quotidien *El-Goumhouria*.

Quant au métro, que les Français ont toutes les peines du monde à creuser dans un sol tantôt spongieux, tantôt occupé par un inextricable lacis de conduites non identifiées, il a surtout, pour le moment, excité la verve des caricaturistes cairotes, en raison des multiples fuites ou coupures d'eau et pannes électriques ou téléphoniques qu'on lui attribue. De toute façon, nul n'attend de miracle du *« métro français »* depuis qu'on sait qu'il consistera seulement en cinq ou six stations égrenées sur les 4 kilomètres séparant les gares centrales Ramsès et Bab-el-Louk.

### Le béret basque

*« Malgré tous les efforts pour rajeunir Le Caire, la situation n'a pas changé ; ses membres sont usés, ses entrailles ont éclaté. Pourrait-on déclarer la capitale* « zone fermée » *aux nouveaux venus, dernière tentative pour sauver la cité de l'explosion ? »*, interroge l'hebdomadaire *El-Siyassi* en rappelant que l'urbanisation du Caire (non compris ses extensions ultérieures de Guizeh, sur la rive occidentale du Nil et d'Héliopolis, dans le désert Oriental), fut conçue en 1863 par le baron Haussmann et n'a pas été revue depuis lors. La ville du Nil comptait à ce moment-là 750 000 âmes et le préfet-urbaniste de la Seine avait tracé ses plans pour qu'elle en ait le double un siècle plus tard...

*« Allons donc, tous ces maux sont du gâteau, comparés aux conditions de vie que tentent de nous imposer les extrémistes religieux, au nom de Dieu seul sait quelle interprétation abusive du Coran ! »*, hurle, à la terrasse du café Riche, le juge en retraite Mohamed Abdelhazim. Même à ses côtés on a du mal à l'entendre au milieu d'une jungle de bruits où cognent dur klaxons, transistors, porte-voix des muezzins ou des quêteurs de piastres *« pour construire des maisons d'Allah »* — autrement dit des mosquées. Le Caire aux mille minarets est devenu *« la ville aux dix mille haut-parleurs »* (Gilles Kepel, numéro spécial de la revue *Autrement* sur Le Caire, février 1985).

Aujourd'hui, le vieux magistrat s'emporte contre le gouvernement du général Hassan Ali, qui — il l'a lu dans un journal britannique — aurait décidé de ne plus produire de vin dans les vignobles nationalisés de Gianaclis, près d'Alexandrie (la quasi-totalité de la production vinicole égyptienne), afin de *« complaire aux religieux, que ne satisfait pas la seule interdiction de l'alcool sur les vols d'Egyptair »*. *« Je suis bien meilleur musulman que tous ces piliers de mosquée, je n'ai jamais bu d'alcool en cachette ! »*, clame l'ancien juge en saluant la compagnie avec son béret basque, couvre-chef qu'affectionnent en France les curés traditionalistes, mais dont le grand romancier Toufik El-Hakim, a fait de longue date, en Egypte, un symbole de modernité laïque.

Veuf et pourvu d'une retraite modeste, notre ami, bien que logé en bordure de la ville « européenne », va s'approvisionner une fois par semaine aux étals populaires de la Gamaliya, dont le nom empêche depuis mille ans que s'éteigne le souvenir de Badr El-Gamali, un Arménien passé à l'islam et qui fut le Mazarin des califes fatimides.

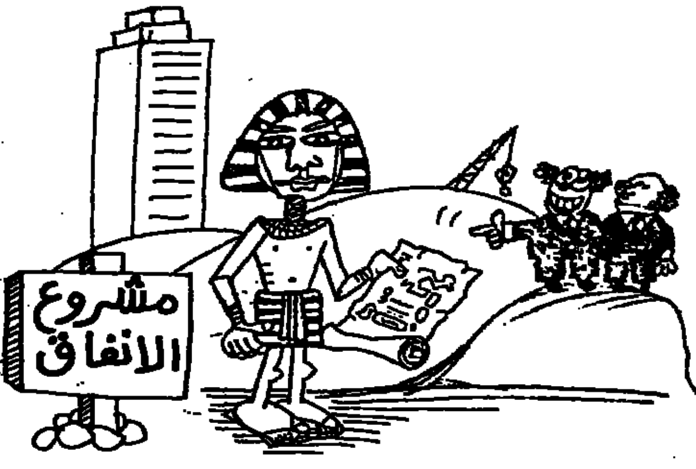
Là, pour un léger bakchich, un gamin attitré rapporte les provisions à la maison pendant que le retraité passe le reste de la journée dans ce quartier peu commun : *« Ici, au moins, je respire. C'est sans doute l'endroit du pays où il y a le plus de mosquées au mètre carré et les gens y sont très croyants, mais ils détestent tous ces cagots de Frères musulmans. N'est-ce pas, Oum Nabil ? »*

La *« mère de Nabil »* — en Orient, les femmes sont souvent désignées par référence à leur premier né mâle — est une robuste *maaléma*, une dame de la Halle, et plus précisément une harengère puisqu'elle fait commerce de *renga*. *« Inglizi, inglizi ! »* (Anglais, anglais !), crie-t-elle au chaland pour suggérer la qualité de ses harengs. Elle s'interrompt pour répondre au juge : *« O maître, ne me rappelle pas cet Abou-Ouéchine* [face de Janus] *qui dénigrait ma marchandise pour que je lui fasse un prix alors qu'il portait une galabieh de satin ; il m'a maudite, mais je l'ai traité de puceau, et s'il n'avait pas eu un livre sous le bras je lui aurais bien mis le nez dans le poisson »*, se remémore-t-elle à forte voix en relatant l'altercation qu'elle a eue avec un jeune cheikh voici quelques semaines, et qui a fait d'elle la coqueluche du quartier.

### Télévision ou tir à l'arc

Et Oum Nabil d'expliquer : *« Imagine-toi que ce rabat-joie avait entrepris d'aller sermonner nos hommes en train de regarder la télévision au café, après le turbin. Il prétendait que le Prophète — la bénédiction et la paix soient sur lui ! — avait décrété que seuls l'arc et le cheval étaient des distractions dignes du musulman ! N'est-ce pas que c'est faux, monsieur le juge ? »*. Plein de bon sens, ce dernier rétorque : *« De toute façon, la télévision n'existait pas au temps du Prophète, et, puisqu'elle retransmet fidèlement le Coran, c'est qu'elle est bénéfique ! »* L'assistance rit et applaudit.

Les tartufes islamistes n'ont qu'à bien se tenir dans ces rues musulmanes et pauvres mais bonnes vivantes et instinctivement rétives aux interdits intégristes, qui, par exemple, ne voudraient plus voir de *« femmes nues »* — entendez « au visage nu » — se montrer en public.




★ Le projet de métro du Caire vu par l'hebdomadaire *Rose El-Youssef*.

Dans ces venelles non asphaltées mal aimées des éboueurs, ces boutiques sans vitrine où le commerçant reste souvent nuit et jour à la disposition du client, ces ateliers mécaniques où les apprentis n'ont parfois pas dix ans, ces logements où trois générations vivent souvent dans la même pièce, il y a certes une fronde endémique contre les gouvernants, quels qu'ils soient. Mais on n'y trouve pas ce poujadisme à la sauce islamique, grognon et pas franc de collier, dont sont de plus en plus la proie les classes moyennes des grandes agglomérations égyptiennes.

La Gamaliya n'a pas de préjugés. Bien sûr, elle ne porte guère dans son cœur les *« athées »* (les communistes), mais lorsque, en janvier, l'organe des nasséro-marxistes, *El Ahali*, a publié l'article du célèbre journaliste Ahmed Bahaeddine déplorant l'exécution à Khartoum de Mahmoud Taha, vieux sage presque octogénaire qui avait eu le courage de condamner les amputations et les exécutions multipliées au Soudan au nom de la loi coranique, il y a eu des lectures publiques de cet article dans les cafés de la Gamaliya.

Oum Nabil et ses pareilles sont évidemment analphabètes. Elles ont écouté, debout sur le trottoir, les mains sur les hanches, et plus d'une a pleuré. Toutes se sont bruyamment scandalisées lorsque le lecteur public, en terminant, a laissé tomber que l'article de Bahaeddine était paru dans *El Ahali*, car son propre journal, l'officieux *Al Ahram*, l'avait refusé.

Quelques mois auparavant, aux élections législatives, les dames de la Gamaliya et leurs maris ne s'étaient pas refusé le plaisir d'infliger un double camouflet au pouvoir et aux islamistes en reconduisant triomphalement dans son mandat de députée Mme Oulfet Kamel, qui avait pourtant le quadruple « handicap » d'être femme, bourgeoise, opposante libérale et musulmane sans *hégab*, le tchador égyptien.

A cette occasion, le succès du rire, à la Gamaliya, est quand même allé au cheikh Salah, un intégriste collet monté candidat dans un lointain quartier « chic ». Lors d'une réunion électorale, il avait pesté contre les candidatures féminines, car *« une femme ne vaut que la moitié d'un homme »*. Sans doute ignorait-il que Mme Oulfet Kamel pèse près de cent kilos...

**J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.**

★ Plusieurs articles ou caricatures auxquels cet article se réfère sont extraits de la *Revue de la presse égyptienne*, mensuel irremplaçable pour celui qui ne lit pas l'arabe ou qui ne peut dépouiller toutes les publications cairotes. Centre d'études et de recherche sur l'Orient arabe contemporain, 3, avenue Pasteur, 13000 Aix-en-Provence.

## COMORES

# Prison sans barreaux

***Dans le petit archipel des Comores, la justice s'inspire à la fois de l'islam et du code pénal français. Elle s'exerce sans drame ni excessive rigueur, à l'image de la maison d'arrêt de Moroni, dont on sort sans trop de peine. Mais il y a pénurie de « vrais criminels »...***

De notre envoyé spécial

Moroni. — On l'appelle « Rambo », par référence au héros d'un film d'aventures. *« Il est du genre à écrire son nom avec un pistolet, comme au cinéma »*, dit de lui la rumeur publique. Aussi la cavale de ce sergent-chef de la « garde présidentielle » a-t-elle récemment défrayé la chronique locale, qui n'avait pas eu depuis longtemps un si beau fait divers à se mettre sous la dent. L'armée et la gendarmerie presque sur le pied de guerre pour retrouver ce dangereux récidiviste qui, circonstance aggravante, s'était même offert le luxe de commettre un vol d'armes.

Ce fut pour « Rambo » un jeu d'enfant de faire le mur : la prison de Moroni — tout le monde le sait — est une véritable « passoire ». Vingt et un gardiens pour cent soixante-seize pensionnaires dans des locaux on ne peut plus vétustes. Ici, on vit un peu en famille sans trop savoir au juste qui surveille qui : un régime « ouvert » par la force des choses. Les vieux habitués vaquent librement à leurs occupations, comme si de rien n'était. Il leur arrive même de sortir en ville, le temps d'un rendez-vous galant...

Pas d'armes, pas de téléphone, pas d'uniformes, bien évidemment. Une maison d'arrêt sans porte d'entrée et sans judas. *« Il faut une autorisation du juge pour pénétrer dans les cellules »*, précise cependant le gardien-chef. Des évasions, il y en a forcément mais ne serait-il pas préférable de parler d'absences prolongées, dans un univers aussi peu carcéral ?

Pour M. Saïd Ali Youssouf, le procureur général, il n'y a pas de quoi en faire un drame : *« Dans une île, les fugitifs sont vite repris ; ils écopent six mois d'emprisonnement. »* Signe des temps tout de même, une maison d'arrêt moderne est en cours de construction au centre de la Grande Comore, en rase campagne. En attendant son ouverture, prévue dans le courant de cette année, le ministre de l'intérieur, suite à l'affaire « Rambo », vient de débloquer un crédit de 6 000 francs pour l'achat de serrures...

Des malfaiteurs du « calibre » de « Rambo », ça ne court pas la campagne aux Comores. On en compte moins d'une dizaine derrière les barreaux de la prison de Moroni, encore s'agit-il, pour la plupart, de partisans de l'ancien chef de l'Etat, Ali Soilih, mêlés, en mars 1978, au massacre d'Iconi. Depuis 1982, la justice n'a été saisie que de trois affaires criminelles, dans lesquelles la mort de la victime est la conclusion involontaire d'une bagarre, entre pêcheurs par exemple, qui a très mal tourné.

Si la grande criminalité est encore inconnue dans l'archipel, les délits, en revanche, s'y multiplient. Ils sont le fait de jeunes que la quête d'un gagne-pain a poussés vers les bourgs et qui, en désespoir de cause, se livrent à de menus chapardages : des noix de coco, de la vanille au moment de la récolte, une chèvre. S'ajoutent à cela tous les attentats aux mœurs — viol, avortement — que l'islam réprime durement. A Anjouan enfin, où le manque de terres est critique, la justice est appelée à trancher de nombreux litiges fonciers, nés d'occupations illégales de propriétés. Au total, l'an dernier, quelque huit cents procès correctionnels.

Ce lundi matin, à Moroni, il y a audience de flagrant délit. Youssouf Moussa, vingt-trois ans, comparaît devant le tribunal de première instance pour un vol d'assiettes et de divers ustensiles de cuisine. Il reconnaît les faits et veut être jugé séance tenante sans profiter du délai légal de trois jours qui lui est accordé pour préparer sa défense.

### La main de Satan

Youssouf Moussa, délinquant primaire, explique qu'il est entré dans la maison de la victime en tournant simplement un verrou. La plaignante assure, au contraire, qu'il s'est servi d'une fausse clé. Le détail est d'importance, l'effraction étant une circonstance aggravante. Dans son réquisitoire, le substitut du procureur de la République se rallie à la seconde version des faits et réclame l'application pure et simple du code pénal, qui prévoit, en pareille circonstance, une peine de cinq à dix ans d'emprisonnement.

Le prévenu implore l'indulgence du tribunal : *« C'est Satan qui m'a poussé à commettre ce vol ; je ne recommencerai plus. »* Le président rédige le jugement « sur le siège » et en donne connaissance aussitôt : cinq ans d'emprisonnement dont quatre avec sursis, 400 francs d'amende avec sursis et 740 francs de dommages et intérêts, soit la valeur du butin qui a été vendu. L'audience est levée. Youssouf Moussa, accompagné d'un gardien, regagne à pied, sans menottes, la prison voisine. Il a dix jours pour faire appel.

Plutôt que de s'en remettre à la justice, ici comme ailleurs lente et coûteuse, chacun essaie, autant que faire se peut, de s'arranger à l'amiable avec son adversaire. Le gendarme et, mieux encore, le chef de village sont ainsi appelés à trancher des différends par la palabre.

Libre aux plaignants d'en appeler à la sagesse du cadi, compétent pour connaître des affaires civiles et commerciales, un litige foncier aussi bien qu'une garde d'enfants. Ici, en terre d'islam, la justice traditionnelle continue de cohabiter avec la justice moderne. Elle a pour elle l'avantage d'être gratuite, alors que l'assignation devant le tribunal de première instance coûte entre 80 et 120 francs, non compris une provision pour frais d'une centaine de francs.

Malgré tout, les plaignants semblent moins enclins qu'auparavant à faire confiance à la justice traditionnelle. D'aucuns accusent certains cadis de se laisser corrompre et leur reprochent surtout un manque de compétence. *« Ils ne suivent plus de formation et connaissent donc mal les textes, notamment le* Livre des croyants zélés *(Minhadj Talibin) »*, raconte un expert. Quoi qu'il en soit, comme il n'y a plus de grand cadi en bout de chaîne, les plaintes sont portées devant le tribunal supérieur d'appel de Moroni.

Pour des raisons d'économie, beaucoup de justiciables se défendent tout seuls. Les Comores ne comptent que trois avocats, auxquels cinq *« agents d'affaires »* — souvent des fonctionnaires à la retraite — et quelques mandataires prêtent main forte lorsqu'il s'agit de délits mineurs.

Pour le moment, c'est encore le droit français qui s'applique aux Comores. Comme la loi du 29 juillet 1975 l'a prévu, les anciens textes resteront en vigueur aussi longtemps que de nouveaux n'auront pas été mis au point. Même le code pénal, qui a vu le jour en 1982, reprend le code français à quelques dispositions près : l'avortement, par exemple, demeure un délit.

*« Nous vivons dans la continuité de la justice coloniale »*, reconnaît le procureur général. Cela n'empêche pas les tribunaux de prendre en compte le *« fait comorien »* et d'y adapter leurs jugements. La peine de mort n'existe que dans les textes, la condamnation à perpétuité aussi. Les plus lourdes sentences ne dépassent pas dix ans.



*SERGUEI.*

### L'avocat scandaleux

L'objectif de M. Ali Mroudjae, ministre de la justice, est d'unifier le système judiciaire, de refondre tous les textes, pour créer un droit typiquement comorien. *« Il faudrait envoyer nos juristes, formés à l'occidentale, en stage au Caire »*, suggère le garde des sceaux. Mais cette grande réforme n'est pas pour demain ; il y a bien d'autres priorités inscrites sur l'agenda gouvernemental.

Le problème de fond qui, dans l'immédiat, préoccupe les hommes de justice est celui du manque de personnel : *« Les tribunaux existent mais ne fonctionnent pas »*, raconte un avocat. Ainsi, en est-il du tribunal du travail comme de la cour criminelle, démunis d'assesseurs. Pour tourner la difficulté, on « correctionnalise » au maximum les crimes, en oubliant les circonstances aggravantes. Il n'en reste pas moins que cinq à six grandes affaires sont en attente devant la Cour.

Il y a quelques années, un avocat, M[e] Ali Abdou El Anin, avait fait scandale en dénonçant publiquement toutes les anomalies qu'il avait constatées dans le fonctionnement de la machine judiciaire. *« La justice n'applique pas la loi*, avait-il affirmé. *C'est une justice expéditive. Les greffiers ne sont pas compétents et ne font pas leur travail. Ils enrôlent les affaires qu'ils veulent, convoquent les parties qui leur plaisent et laissent de côté les autres. »* Pour ce *« manquement au respect et à la dignité des tribunaux »*, le tribunal supérieur d'appel de Moroni l'avait suspendu, en février 1980, pour une période de six mois.

Après une longue absence, M[e] Ali Abdou El Anin a repris ses activités. Est-ce un signe que la justice a tiré profit des quelques vérités qu'il lui avait alors assénées ? Existe-t-il des pays heureux qui puissent se passer de vrais tribunaux et de vraies prisons, voire se contenter de quelque chose qui y ressemble de très loin ? Les Comores savent que ce bonheur-là commence à leur échapper.

**JACQUES DE BARRIN.**

**BELIZE**

# Ouragans sur la drogue

***Sans les ouragans aux prénoms charmants et aux effets dévastateurs, sans la marijuana qu'il faut extirper en usant d'herbicides, sans le Guatemala voisin et annexionniste, Belize serait un petit paradis d'Amérique centrale. On y vit paisiblement dans la coexistence bariolée des races, des langues et des religions.***

Correspondance

Belize-City. — *« Si le monde avait des bornes, le Honduras britannique serait l'une d'elles. Il se trouve en dehors des chemins qui vont d'un endroit à un autre »*, écrivait Aldous Huxley dans les années 30.

La route qui mène de l'aéroport à Belize-City passe à travers un cimetière. Un panneau *« Welcome to Belize »* précède les alignements de tombes blanches. Trois kilomètres plus loin c'est, cette fois, une route côtière, boulevard Yarbrough, qui prend en tenaille un autre groupe de tombes envahies de hautes herbes tropicales entre lesquelles des basketteurs ont installé leurs paniers. Les ballons rebondissent sur des épitaphes romanesques : *« Neveu de X..., tué en 1848 par un malfaiteur d'origine espagnole, il fut vengé par son beau-frère et repose maintenant en paix. »*

Il suffit d'emprunter un pont qui enjambe un canal aux effluves nauséabonds pour entrer au cœur du quartier de la drogue. C'est par Belize que passe ce trafic, pièce essentielle de l'économie du pays. Cette activité s'est surtout développée depuis 1980, quand le Mexique, la Colombie et d'autres pays d'Amérique centrale ont lancé une importante campagne contre les plantations de marijuana. Les trafiquants de drogue se sont alors repliés sur Belize qui produit une « herbe » de bonne qualité. En même temps que culture et commerce florissaient, leur corollaire, la délinquance, augmentait.

Les régions où est cultivée la marijuana sont peu habitées et difficiles d'accès. La police du Belize a donc choisi de s'attaquer aux plantations en utilisant des herbicides. Ainsi, en 1983, trois mille plantations couvrant près de 6 000 hectares ont été détruites durant le seul mois de septembre, juste au moment de la récolte. La Drug Enforcement Agency des Etats-Unis et le gouvernement mexicain ont prêté main forte aux autorités béliziennes en fournissant hélicoptères et herbicides.

Mais autour du cimetière Yarborough, dans les bars ou sur les tombes avoisinantes, la consommation locale bat toujours son plein. Les trafiquants se donnent rendez-vous sur le terrain de football improvisé au milieu d'un colombarium abritant les victimes anonymes de l'ouragan qui a ravagé la ville au début du siècle.

## Fifi et Greta

Le Belize, comme de nombreux pays des Caraïbes et de la côte Est d'Amérique centrale est exposé aux ouragans, de juillet à novembre. Parfois, ils provoquent des désastres. En 1961, les corps des deux cent soixante victimes de l'ouragan Hattie ont dû être brûlées devant le bureau de poste, faute de pouvoir les enterrer. En 1974, l'ouragan Fifi a éprouvé les bananeraies, et en 1978, Greta détruisit 8 % des plantations d'oranges et 90 % de celles des pamplemousses.

On sait au Belize que la liste ne s'arrête pas là. Des avis accrochés aux murs des bâtiments publics indiquent les mesures de sécurité à prendre en cas d'ouragan, et une vingtaine de prénoms choisis pour les futurs cyclones. Le prochain s'appellera Arthur, le suivant Berthe, etc., la liste respectant scrupuleusement l'ordre alphabétique puis César, Diana, l'alternance de prénoms masculins et féminins.

Les maisons de Belize-City sont construites sur de hauts pilotis pour mieux résister à l'humidité et aux fréquentes tempêtes. Mais les ouragans détruisent en une seconde le bois multicolore de leurs façades. Leurs toits de tôle ondulée s'envolent et vont, tels des machettes, abattre les poteaux électriques. Les vespasiennes construites en planches de couleur émeraude ou rose, et posées sur le bord des canaux, cèdent à la violence du vent.

Lors du passage de Hattie, la ville a été en grande partie détruite et une nouvelle capitale, Belmopan, a dû être fondée à l'intérieur du pays. Inaugurée en 1970, elle ne comptait encore, en 1980, que six mille habitants.

Parmi les édifices en dur, capables de résister aux ouragans, on trouve les banques (Barclay's Nova Scotia), les écoles et de très nombreuses églises. Presque chaque coin de rue en a une, qu'elle soit catholique (pour les deux tiers de la population) ou qu'elle abrite des sectes protestantes, surtout anglicanes et méthodistes ou adventistes, des pentecôtistes et quelques groupes de témoins de Jéhovah.

Un autre culte, certainement le plus spectaculaire, s'est implanté au Belize depuis 1958 : les mennonites dont la colonie compte actuellement cinq mille personnes. Ils habitent les communautés isolées de Spanish Lookout à l'ouest et Orange Walk District dans le nord, et possèdent leur propre forme de christianisme. Le gouvernement bélizien les a exemptés du service militaire et du paiement des cotisations de Sécurité sociale et leur a permis l'achat de 10 000 hectares au prix de 80 F l'hectare. Les poulets et les produits laitiers de leurs coopératives sont un apport important dans l'agriculture bélizienne.

## Les « chrétiens à bretelles »

Les mennonites viennent souvent dans leurs charrettes à Belize-City pour vendre leurs produits. En voyant ces chrétiens à bretelles et chapeaux de feutre, ces femmes au visage pâle encadré d'un foulard et vêtues de robes grisâtres, on ne peut s'empêcher de penser aux premiers fermiers américains. Et pour cause : descendants des anabaptistes du seizième siècle, ils proviennent pour la plupart des Etats-Unis ou du Mexique, parlent encore le vieil allemand et lisent *Die Mennonitische Post*, rédigé au Manibota (Canada).

L'allemand n'est qu'un des éléments de la mosaïque linguistique du Belize. Un tiers de la population est bilingue et plus d'un dixième est trilingue. C'est ainsi que 75 % de la population parle créole, 50 % l'anglais, 32 % l'espagnol et 10 % le maya ketchi.

Le soir et les fins de semaine, c'est le plus pur accent britannique qui domine dans les rues de Belize-City, où viennent se distraire les 1 700 soldats de Sa Majesté stationnés à Ladyville (20 kilomètres de Belize-City) à la demande du gouvernement belizien. *« Nous restons ici pour défendre le Belize en cas d'intervention guatemaltèque aussi longtemps que cela sera nécessaire »*, nous explique le capitaine de Jager, porte-parole des troupes britanniques en poste à Belize.

Le Guatemala prétend, en effet, tenir de la Couronne espagnole la souveraineté sur le Belize et invoque la nullité du traité délimitant la frontière entre le Belize et le Guatemala, qui avait été signé en 1859 avec la Grande-Bretagne, celle-ci n'ayant pas exécuté son engagement de construire une route.

## La reine sur les timbres

Malgré des efforts diplomatiques déployés lors de négociations bilatérales et sous les auspices des Nations unies, le Guatemala maintient sa revendication et demeure le seul pays à ne pas avoir reconnu Belize officiellement après que celui-ci eut obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne, le 21 septembre 1981. Le Guatemala réclame l'annexion pure et simple du Belize, et la réalise *de facto* sur ses cartes touristiques. D'ailleurs le *Petit Larousse illustré*, dans sa version espagnole de 1982, fait apparaître le Belize comme un département du Guatemala. Ce climat de tension et la peur d'une intervention militaire expliquent la présence des troupes britanniques.



PANCHO.

Il serait pourtant difficile de voir une communauté ethnographique ou culturelle entre le Guatemala et le Belize, puisque les descendants d'Africains sont en nette prédominance dans ce dernier pays (60 %). Les Béliziens d'origine Maya constituent 27 %, et les Européens seulement 13 % de la population.

Mais d'autres éléments conservent un « air » anglais à cette ancienne colonie britannique, tel ce pub au centre de la ville où on joue pourtant de la musique des Caraïbes, le portrait de la reine sur les timbres, les billets de banque et même sur les murs du bureau d'immigration.

La reine d'Angleterre, chef d'Etat en titre, est représentée dans le pays par le gouverneur général. Le régime bélizien de démocratie parlementaire est inspiré du système anglais, avec deux principaux partis, tous deux modérés : le Parti de l'unité populaire (qui était au pouvoir de 1954 à 1984), et le Parti démocratique uni qui a remporté les dernières élections, le 14 décembre dernier, avec à sa tête M. Manuel Esquivel, le nouveau premier ministre.

Si l'administration du Belize est calquée sur le système britannique, dans le domaine culturel, la principale influence est celle des Etats-Unis. Il y a par exemple six chaînes de télévision au Belize, toutes diffusant directement depuis le sol américain. Seuls les bulletins d'information sont locaux. Pour sa part, la presse écrite a la particularité de se limiter à six hebdomadaires paraissant tous le même jour : le vendredi.

L'émigration vers l'Amérique du Nord se fait souvent de manière illégale et échappe donc aux statistiques officielles, mais on estime que chaque année près de mille Béliziens quittent le pays pour les Etats-Unis. Le gouvernement reconnaît que l'aide financière de ces émigrants constitue une source importante de revenus pour les familles. En 1981, lorsque le pays est devenu indépendant, environ 80 % des terres privées appartenaient à des citoyens américains. Et nous sommes ici dans le seul pays d'Amérique centrale à offrir dix variétés de « peanuts butter » dans les supermarchés.

Pour ses voisins, le Belize est un pays d'accueil. Fuyant les guerres civiles et les problèmes économiques, des réfugiés du Guatemala, du Honduras, et plus récemment du Salvador, viennent s'installer ici. Ces derniers, près de six mille, se sont vu accorder d'importantes facilités et notamment un lopin de 20 ha par famille. S'ils choisissent le Belize pour leur nouvelle patrie, c'est peut-être parce que la terre n'y fait pas défaut (il y a cinq habitants par kilomètre-carré contre deux cent quarante au Salvador), mais surtout parce que le petit pays apparaît comme une oasis de paix dans cette poudrière qu'est l'Amérique centrale.

**ANNA HUSARSKA.**

**CHINE**

# Coquins « petits journaux » !

***En Chine populaire, les lecteurs de journaux doivent généralement se contenter de la « langue de bois » d'articles soporifiques. Pourtant, quelques petites publications offrent une « littérature de gare » parfois — bien timidement — coquine. Faut-il les mettre au pas au nom de la vertu ?***

De notre correspondant

Pékin. — *« Sa main ouverte pendait hors de la baignoire, sa tête était penchée sur le rebord, les yeux ouverts. On ne voyait aucune trace de souffrance sur son visage, seulement la frayeur (...). Pour la première fois, le jeune policier de vingt-neuf ans voyait le corps nu d'une femme, la peau de la morte était tellement blanche, ses seins ronds, son corps sexy, que cela le fit rougir... »* Ce style de roman-feuilleton à bon marché, d'une banalité affligeante, prêterait à sourire en France. Mais en Chine...

Car c'est en Chine que ce texte a été publié, et pas dans un journal clandestin. Il a paru dans l'un de ces « petits journaux » (*Xiao Bao* en chinois) qui fleurissent actuellement dans tout le pays. Il a même « fait la une » du *Zunyi Wenxue* (Littérature de Zunyi), « petit journal » de la province méridionale du Guizhou, sous le titre suggestif : *Cadavre de femme dans une baignoire.*

C'est le récit de l'enquête policière qui a permis l'arrestation d'un cadre assassin de sa femme, cardiaque. Le « diabolique » l'avait tuée en lui faisant peur, pour pouvoir rejoindre sa maîtresse. Grâce à la sagacité d'un policier, émule de Sherlock Holmes, qui sut analyser la boue trouvée sur le pantalon du mari, l'affaire a été élucidée.

Les quelques « petits journaux » qui sont tombés entre nos mains sont du même acabit : histoires criminelles souvent fantaisistes, comme celle de l'exploitation de belles jeunes filles pour le trafic de l'opium (*Shanhua, la Fleur de la montagne*), romans de Kungfu, aventures sentimentales à l'eau de rose, articles pseudo-scientifiques, comme celui intitulé *« Les carottes peuvent guérir le cancer »* dans le *Ruizhou Zhoubao*, hebdomadaire du district de Rui, de Canton.

Le style, parlé plutôt qu'écrit, médiocre sinon parfois carrément « ringard », s'accompagne d'illustrations du genre des romans de gare des années 30 : coups de feu et berlines noires, casquettes d'apache et jolies femmes enchaînées...

## En guise de « polars »

Cette littérature populaire d'évasion est tolérée dès lors qu'elle n'est pas considérée comme « pornographique ». Sinon les « petits journaux », qui semblent passer allègrement à travers une censure pourtant parfois pesante, sont qualifiés de *« huangsi baokan »* (publications jaunes), et tombent sous le coup de poursuites judiciaires. La distinction peut paraître ténue dans un pays pudibond comme la Chine, où la « moralité socialiste » n'a rien arrangé. N'a-t-on pas vu récemment dans un feuilleton télévisé un ouvrier à la pensée rétrograde briser furieusement une copie en plâtre de la *Vénus de Milo* qu'il jugeait obscène !

Il était intéressant de connaître la définition officielle de la « pornographie ». Nous l'avons demandée à un intellectuel chinois versé dans les questions politiques. Il s'agit de ce qui est « illégal », comme par exemple *« l'exhibition d'organes sexuels ou d'actes sexuels »*. *« Si le nu est banal à l'étranger, la Chine y est peu habituée,* dit-il. *Mais il faut distinguer l'art de la pornographie — la* Vénus de Milo, l'Amant de lady Chatterley *ou* le Rêve dans le pavillon rouge *[célèbre roman classique chinois] — de certains « petits journaux » qui décrivent crûment ces choses, ou ne parlent que de cela. »*

Il peut paraître étrange que le régime laisse paraître une telle presse, même si elle n'est pas distribuée dans les kiosques officiels. En fait, les « petits journaux » profitent à la fois de tolérances locales, en particulier dans le Sud, et d'un vide juridique. Ils remplissent aussi une fonction de divertissement, indispensable dans un pays où les journaux sont souvent considérés comme ennuyeux, et parfois peu crédibles.

Des sondages officiels réalisés en 1982 et en 1984 l'ont reconnu. En 1982, la moitié des lecteurs du *Quotidien du peuple*, les deux tiers de ceux du *Quotidien de la jeunesse* et les trois quarts de ceux du *Quotidien des ouvriers* considéraient que ces journaux ne *« prenaient pas en considération les exigences des masses »*. En 1984, à Pékin, le quart des personnes interrogées estimaient que les articles *« ne correspondaient pas à la vie réelle »* ou *« étaient trop partiaux »*. Ces « petits journaux » comblent un vide. Ils tiennent la place des « polars », des « romans pornos », ou des histoires de midinettes que l'on trouve à Hongkong ou à Paris.

Après une période de tolérance, les autorités s'en sont émues. Ce n'est pas qu'elles refusent carrément la publication d'histoires sordides. Il suffit, par exemple, de feuilleter le très sérieux *Journal du système légal* pour y trouver le récit détaillé d'affaires scabreuses. Mais elles sont autorisées, et publiées avec un *« emballage »* idéologique indiquant la leçon qu'il convient d'en tirer. En novembre dernier, le *Yangcheng Wanbao*, quotidien du soir de Canton, avait qualifié les « petits journaux » de *« crottes de souris »* aux *« tendances néfastes »*.

## De « l'opium spirituel »

Le mois suivant, la radio de la province méridionale du Guangxi demandait que l'on *« inspecte et remette sérieusement de l'ordre dans le travail éditorial des « petits journaux » et que l'on y renforce la direction du parti »*. Certains étaient accusés d'aller à l'encontre des buts fixés *« pour faire de l'argent »* et de *« choisir des articles pour satisfaire les besoins malsains de marchands de journaux »*.


FRANCHINI.

Reproche plus grave, dans un pays où de nombreux documents et publications sont classés comme *« neibu »* (à usage interne) et voient leur circulation restreinte aux cadres, *« d'autres « petits journaux » ont simplement modifié légèrement des livres et revues à usage interne ou des articles étrangers qui ne devraient pas être diffusés publiquement »*. On n'est pas loin de la divulgation de secrets d'Etat, ce qui peut coûter cher.

Le 27 janvier, le *Quotidien du peuple* est revenu à la charge, demandant que l'*« on veille sur les « petits journaux »*, surtout sur ceux qui ne sont pas enregistrés légalement. Ces derniers sont accusés de *« chercher à attirer les gens par des affaires pornographiques, des assassinats et des histoires absurdes* (...). *Il faut veiller sur l'effet social des nourritures spirituelles »*, avertissait l'organe du PCC. *« Il ne faut jamais se livrer au trafic de l'opium spirituel ! »*

Alors, un coup à droite, un coup à gauche ? Devant une certaine désaffection pour les publications officielles, le PCC a-t-il décidé de remettre en cause, du moins partiellement, une liberté qui s'était créée toute seule ? Ou bien fait-il une concession aux « durs », ceux-là mêmes qui avaient lancé, fin 1983, la campagne contre la *« pollution spirituelle »* ? Mais pourra-t-on revenir en arrière par des mesures administratives et ne risquerait-on pas, en refermant cette timide soupape de sécurité, de favoriser les cassettes vidéo et revues en langue chinoise véritablement *« pornos »* publiées à Hongkong et qui commencent déjà à circuler sous le manteau ?

**PATRICE DE BEER.**

**LE DÉCLIN DES SOCIALISTES DU MIDI**

## Le crocodile montpelliérain est-il devenu trop boulimique ?

De notre envoyé spécial

Montpellier. — L'Hérault est un vaste marigot qui héberge beaucoup de crocodiles mâles. Vieux sauriens aux dents émoussées ou jeunes prétendants à la mâchoire carnassière, les dirigeants socialistes du département sont friands de batailles secrètes, d'alliances trahies et de réconciliations éphémères.

Anciens et modernes, « frêchistes » et « antifrêchistes » (du nom du maire de Montpellier, M. Georges Frêche), mitterrandistes « pur sucre » et tendance Rocard, Montpelliérains et Biterrois, viticoles et universitaires, plus tous les autres, frétillent joyeusement, remuent la vase jusqu'à brouiller la perspective.

Faut-il un exemple pour convaincre les sceptiques ? En voilà un, tout frais, dont l'histoire court les rues de Montpellier. La genèse de l'affaire remonte à 1977. M. Frêche, qui vient d'être élu maire de la ville, prend comme premier adjoint M. Jean-Pierre Vignau, conseiller général, enseignant d'économie, gendre de M. Gilbert Sénès, député, l'un des « anciens » dont M. Frêche est venu bousculer la sérénité. En 1978, le conflit éclate. M. Vignau se voit retirer sa délégation (*le Monde* du 11 novembre 1978). Elu en 1979 conseiller général, il veut se représenter, en 1985, avec l'accord du groupe socialiste du conseil général. Le soir du vote sur les candidats à la candidature, dans la section de M. Vignau, débarque, raconte-t-on, un bataillon de socialistes « municipaux » dont le vote, évidemment, submerge tout. *Exit* M. Vignau, au profit de... l'actuel premier adjoint de M. Frêche.

Il ne faut pas s'y tromper. Le département ne traverse pas actuellement une zone de fortes turbulences. Comme on dit à Paris, au siège du Parti socialiste : *« Le plus dur est passé... »* La vraie question est de savoir si ce théâtre d'ombres, pur produit de la vie politique méditerranéenne dans lequel entre une part de jeu, revêt quelque importance, ou s'il n'est que l'*« écume des choses »*, comme le pense M. Michel Crespy, socialiste, enseignant de sociologie à l'université de Montpellier.

### Fausser le jeu des courants

Ces questions de personnes ont sans doute peu d'importance au regard des tendances de fond, même si la nécessité d'évoluer exacerbe les individualismes. Mais les mésententes individuelles ont contribué à la perte par le PS de plusieurs villes, dont Béziers, en 1983.

Ces interférences personnelles ont aussi pour effet de fausser le jeu des courants dans une fédération où les sensibilités sont souvent fluctuantes. Si M. Gérard Delfau, sénateur, passe pour avoir l'oreille de l'Elysée, M. Gérard Saumade, président du conseil général, est souvent présenté comme l'un de ces mitterrandistes attirés par M. Rocard qui ne sont pas rares dans l'Hérault.

Au-delà de cette géographie politico-humaine, le PS héraultais doit faire face à une mutation considérable de son terreau nourricier, d'autant plus délicate à assumer qu'il ressemble selon certains à un *« colosse aux pieds d'argile »*. *« Ce n'est pas*, souligne M. Vignau, *parce que le PS a une puissance apparente qu'il a une organisation puissante »*.

Jadis légitimés par la seule tradition du « socialisme viticole », lequel, avant tout, défendait les intérêts des petites et moyennes exploitations, les socialistes doivent prendre le virage en même temps que le département. L'opulence a changé de camp : le Biterrois viticole est devenu le parent pauvre du Montpelliérain urbain. Ceux qui vivent de la monoculture de la vigne représentent moins de 10 % des actifs. Mais, même à la retraite, ou avec une autre activité, nombreux sont ceux qui ont gardé un lopin de vigne.

Dans cette partie du département, où l'empreinte de la tradition viticole marquera les esprits longtemps encore, le socialisme héraultais reste fidèle à lui-même. Les jeunes élus, qui prennent progressivement la relève des anciens, n'ont pas vraiment d'autre choix que de chausser leurs bottes. Les cantons qui « tiendront » le mieux sont ces cantons ruraux, où les socialistes, solidement installés, se meuvent dans un environnement qui leur reste favorable. *« L'apolitisme de gauche se porte assez bien ici »*, remarque M. Yannick Lemasson, premier secrétaire fédéral.

Les temps sont durs, néanmoins, pour les viticulteurs et pour les socialistes au pouvoir. Les premiers sont traumatisés par les difficultés économiques, déstabilisés par la perspective d'élargissement de la CEE, qui *« traverse notre électorat de part en part »*, dit M. Vignau. Les seconds ont parfois du mal à admettre qu'aujourd'hui le pouvoir central, c'est eux... Il leur faut ainsi assumer le passage — pas toujours bien vécu par leur clientèle traditionnelle — d'une « défense poujadiste » de tous les viticulteurs, selon l'expression de M. Frêche, à une politique de soutien à la qualité.

Encore faut-il nuancer les termes de l'équation. Pour M. Saumade, *« la situation n'est pas figée »*. Le président du conseil général souligne que ce sont des socialistes qui ont, au lendemain de la Libération, mis sur les rails les premiers instruments d'une politique d'encouragement à la qualité. Et l'on trouve, dit-il, *« même dans le Biterrois »*, des gens qui *« renouvellent la pensée socialiste »*.

Les élections européennes de 1984 ont représenté, pour le PS, un test positif de sa résistance dans les milieux viticoles face au PCF (1).

### « A la Fabius »

Le problème du Montpelliérain est exactement inverse. Les socialistes ont sans doute eu du mal à suivre la croissance urbaine très rapide du département. D'où *« un terrain pas encore assez investi »*, explique M. Saumade, dans des zones à la population en constant mouvement où la tradition socialiste locale n'existe pas.

Le socialisme urbain, dans l'Hérault, c'est d'abord celui — *« à la Fabius »*, dit-il — de M. Frêche, maire d'une agglomération qui regroupe aujourd'hui près du tiers des habitants du département. M. Frêche est sans doute la personnalité la plus controversée de tout l'Hérault. Son ambition — ses ennemis parlent de mégalomanie, — son aptitude à brûler les étapes, à bousculer les gens et les choses, son goût pour le marketing, sa ligne politique fluctuante, font les délices des conversations de salon.

Au-delà de ce phénomène de vedettariat-repoussoir, la politique de M. Frêche est très exactement une politique objectivement « électoraliste », qui vise à serrer au plus près la structure socio-professionnelle de Montpellier : intellectuels, enseignants, travailleurs des industries de pointe, la plupart du temps étrangers à la ville (environ 20 % seulement des habitants de Montpellier en sont originaires), sinon au département. M. Frêche joue la carte du dynamisme, de la culture, des industries en « ique » (informatique, télématique, etc.).

Même ses ennemis lui savent gré d'avoir réveillé sa ville. Si Montpellier bat des records de chômage, elle bat aussi des records de création d'emplois. Mais les membres du CERES reprochent au maire de négliger son électorat populaire, dans son entreprise de séduction des couches moyennes.

M. Frêche sait que Montpellier est une ville bourgeoise, où le rapport de forces entre la droite et la gauche s'équilibre à peu près. D'où ses prises de position (notamment contre le voyage à Alger du ministre des relations extérieures, le 1er novembre dernier) qui visent à ne pas froisser l'importante communauté rapatriée de la ville. D'où le refus de condamner en bloc les anciens de l'OAS ou les électeurs de M. Le Pen, dont certains, reconnaît-il, pourraient aussi bien voter pour lui.

Rien d'étonnant à ce qu'on raconte en ville que *« moins il est socialiste, plus il plaît »*. Rien d'étonnant, dans ces conditions, au fait que certains socialistes aient choisi d'aller à la bataille des cantonales leur drapeau dans leur poche, avec leur mouchoir par-dessus, en ne mentionnant pas leur appartenance politique sur leurs affiches (2).

### L'opposition divisée

Il est trop tôt pour dire si M. Frêche a réussi à s'implanter durablement à Montpellier. Certains ne croient pas à une « équation Frêche ». M. Crespy, qui raisonne en sociologue, estime tout simplement que les Héraultais urbanisés en général, et les Montpelliérains en particulier, votent comme la France. Les socialistes ne se font d'ailleurs guère d'illusions sur leurs résultats dans les cantons urbains. Heureusement pour eux, l'opposition est très divisée dans le département.

Au-delà de la permanence d'un clientélisme rural et urbain (président du conseil d'administration du centre hospitalier régional, le maire de Montpellier contrôle directement ou indirectement plusieurs milliers d'emplois), l'avenir du PS dans le département, comme dans tout le Languedoc-Roussillon, repose probablement sur sa capacité à offrir des perspectives à deux types de population bien différents, qui ont peu d'intérêts en commun.

Cela pose, notamment, le problème des hommes. Si M. Saumade, issu d'une famille viticole, enseignant d'économie à l'université, est souvent présenté comme un exemple réussi de cette synthèse, il semble que le meilleur du personnel politique socialiste subisse l'attirance du Montpelliérain. Une nouvelle ligne de partage risque de se créer, qui pourrait accroître encore le déséquilibre avec le Biterrois, qui se plaint déjà d'être oublié.

La rivalité sourde qui oppose M. Frêche à M. Saumade n'est sans doute pas seulement liée au fait que le président du conseil général semble, pour le moment, l'un des seuls hommes politiques socialistes du département — sinon le seul — qui puissent gêner M. Frêche. La boulimie de M. Frêche pour sa ville peut-elle s'exercer sans préjudice financier, économique et, à terme, politique pour le reste du département ? M. Saumade appelle à la raison : *« Il faut se féliciter que Montpellier soit devenue une capitale, mais il faut jouer stratégiquement sur le secteur Béziers-Narbonne, renforcer ce maillon. Sinon, cela éclatera. Du plus opulent, il est devenu le plus faible. Mais il reste le point d'articulation nécessaire. Il faut que des équipements modernes se portent aussi sur ce secteur. C'est la condition même de l'avenir de la région. Les socialistes sont l'une des rares forces politiques placées à un tel point d'intersection historique et géographique tel qu'elle puisse appliquer l'éclairage stratégique. Nous devons définir une stratégie régionale. Sinon, nous aurions cessé d'être fondamentalement utiles à la région, et notre influence ne pourrait que décliner. »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Aux élections européennes de 1984, le PS a obtenu dans l'Hérault 22,52 % des suffrages exprimés, le PCF 16,57 %. En 1979, les chiffres étaient respectivement 22,69 % (le PS faisait alors liste commune avec le MRG) et 29,31 %.

(2) Pendant la campagne municipale de 1983, les mots « gauche », « majorité », « union » ou « socialisme » n'ont pas figuré sur les affiches de M. Frêche (*le Monde* daté 13-14 mars 1983).

## Haute-Vienne : l'opposition dans le désordre

De notre correspondant

Limoges. — En Haute-Vienne, on votera dans vingt-et-un cantons (dix-neuf renouvelables et deux nouveaux). Neuf sortants sont socialistes, six communistes et quatre d'opposition. Sur les quarante élus que compte l'actuel conseil général, dix-huit sont socialistes, quatorze communistes et huit d'opposition (RPR, UDF ou divers) regroupés au sein du GARDES (Groupe d'action démocratique républicaine et sociale).

Malgré son handicap, c'est dans le désordre que l'opposition aborde la compétition électorale. Sur vingt et un cantons, il n'y en a que huit où le RPR et l'UDF ne sont pas en compétition face au PS et au PCF. Partout ailleurs, il y aura deux candidatures, auxquelles s'ajouteront dans cinq cantons celles du Front national.

Parfois c'est même le conflit ouvert. Ainsi, dans le canton de Limoges-Emailleurs, le sortant RPR, M. Pierre Baillot d'Estivaux, n'a pas reçu l'investiture de son parti qui soutient contre lui M. Marc Verger (div. opp.), mais il bénéficie, en revanche, de l'appui de l'UDF. Dans le canton voisin (Limoges-Puy-Las-Rodas) s'affrontent deux candidats *« d'union de l'opposition »*, Mme Anne-Marie Chartier (UDF, déjà candidate au précédent scrutin) et M. Michel Massicot, secrétaire départemental du RPR. Dans un troisième canton (Limoges-Carnot), Jean Duchesne (RPR) affrontera un candidat MSP (Mouvement pour le socialisme par la participation, proche du RPR), M. Bernard Morange, dont la campagne est soutenue par MM. Philippe Dechartre et Didier Bariani.

A gauche, deux « bavures » sont à signaler : dans le canton de Saint-Laurent-sur-Gorre, le maire socialiste M. André Rouland se présente sous l'étiquette « divers gauche » contre le candidat officiel du PS M. Louis Raymondaud. Et dans celui de Saint-Germain-les-Belles, M. Marc Ditlecadet, sans étiquette, poulain du conseiller général sortant M. Jean Lacorre (opp.) bénéficie de la neutralité de l'UDF et du soutien socialiste face à un candidat communiste, M. Pierre Lallet, et un candidat RPR, M. Gérard Chevalier.

En tout état de cause, ces diverses situations ne devraient pas modifier fondamentalement la composition d'une assemblée départementale qui reste solidement ancrée à gauche.

GEORGES CHATAIN.

● *M. Lucotte et M. Léotard.* — Dans le dernier numéro du *Journal des Républicains*, M. Marcel Lucotte, président du groupe RI du Sénat estime que M. François Léotard, secrétaire général du PR *« est le meilleur de la race des hommes politiques de demain »*. Il ajoute : *« Il faut conforter la bonne image de marque qu'a François Léotard, dans l'opinion publique »*. Le président du groupe RI met d'autre part en garde certains de ses collègues sénateurs contre deux risques : *« que le Sénat apparaisse comme n'ayant aucun rôle à jouer (...) qu'il se laisse aller à des excès tels qu'on puisse penser qu'il singe l'Assemblée nationale »*.

● *Les élections régionales par listes départementales ?* — *« Les élections aux conseils régionaux, en 1986, se feront à la proportionnelle sur des listes départementales de candidats »*, a indiqué M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du Parti socialiste, lors d'une réunion de soutien aux candidats socialistes aux élections cantonales, vendredi 1er mars à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

RECTIFICATIF. — Dans nos dernières éditions du 1er mars, deux erreurs se sont glissées dans l'article intitulé « Tout le monde prépare l'après-Defferre ». D'une part, le représentant du courant B (Mauroy) du PS cité dans l'article est M. Rosmini, et non Scormini. D'autre part, Mme Carlotti déclarait : *« L'unité, c'est Defferre qui la fait »*, et non *« l'unité c'est Defferre qui l'a faite »*.

## Le RPR à la conquête du Vaucluse

De notre correspondant régional

Avignon. — Pour Jean-Pierre Roux, le nouveau maire (RPR) d'Avignon, le score des cantonales dans le Vaucluse sera de 13 à 11. En clair, l'opposition devrait, selon lui, remporter cinq nouveaux sièges s'ajoutant aux huit qu'elle détient déjà, et ravir ainsi, sans coup férir, la majorité à la gauche. L'optimisme affiché par le maire d'Avignon procède, certes, pour une bonne part, de la volonté d'impressionner des adversaires qu'il sait sur la défensive. Sur 12 cantons renouvelables la gauche a 9 sortants, dont 6 socialistes sur 11, 2 communistes sur 4, et l'unique conseiller MRG. Pour qu'elle perde la majorité, aucun canton nouveau n'étant créé, plus de la moitié d'entre eux devraient connaître la défaite.

Depuis trois ans, il est vrai, le paysage politique du département s'est sensiblement modifié au bénéfice d'un RPR conquérant. Aux cantonales de 1982, le mouvement gaulliste avait porté sa représentation à l'assemblée départementale de 1 à 4 sièges. Dans la foulée, aux municipales de 1983, il a enlevé plusieurs communes importantes, dont trois des sept villes de plus de dix mille habitants — sur dix —, Avignon, Orange et Pertuis, administrées par le PS ou le PC.

Cette forte poussée du parti de M. Jacques Chirac n'a pas seulement créé une brèche dans l'hégémonie de la gauche. Elle a aussi fait de Jean-Pierre Roux le chef que l'opposition vauclusienne cherchait et que n'avait pu devenir l'ancien ministre giscardien Maurice Charretier, maire (PR) de Carpentras. Le nouveau maire d'Avignon a su surtout, après un succès éphémère aux législatives de 1968, suivi d'échecs répétés, mettre en place un appareil électoral efficace. Une victoire de l'opposition, sous la houlette du « tombeur » du sénateur socialiste Henri Duffaut, constituerait, toutefois, un véritable événement.

Formé de manière composite — par la réunion du comtat Venaissin, de la principauté d'Orange et d'une partie de la Provence, — le département a toujours été en effet ancré à gauche. Républicain de la première heure, il fut longtemps, ensuite, avec Edouard Daladier, une terre radicale avant de devenir, l'un des bastions du socialisme tempéré. Le radicalisme vauclusien s'est en fait perpétué à travers le PS qui a vieilli avec lui. La relève des notables socialistes a sans doute été trop tardive et ne s'est d'ailleurs guère manifesté dans la gestion des affaires locales. Les causes du reflux de la gauche ont été, au demeurant, plus externes qu'internes. Le département n'a pas connu de grande mutation socio-économique, qui aurait pu influencer les données de la sociologie électorale. Il n'a pas échappé, en revanche, au phénomène de bipolarisation de la vie politique nationale qui a condamné le type d'alliance socialo-centriste en honneur dans tout le Midi méditerranéen.

Plus qu'ailleurs, aussi, les socialistes vauclusiens, qui avaient célébré l'avènement de la gauche — et ont reçu beaucoup de ministres, — ont pâti, en retour, de l'impopularité inhérente à l'exercice de l'action gouvernementale. Avec trois députés et deux sénateurs, le PS dispose certes du monopole de la représentation parlementaire dans le département. Mais la vague rose passée, les élections municipales, puis les européennes, ont fait apparaître un inquiétant étiage des forces de gauche. En 1984, le PS (20,83 % des voix) et le PC (12,81 %) n'ont totalisé que le tiers des suffrages exprimés, alors que la liste UDF-RPR en recueillait 37,61 %, et celle du Front national 16,44 %. Qu'en sera-t-il aux cantonales ? L'opposition a-t-elle les moyens de forcer la victoire ?

### En ordre dispersé

Le premier constat est qu'elle part à la bataille en ordre dispersé, puisqu'elle n'est parvenue à désigner que quatre candidats uniques. Ses espoirs de victoire les plus sérieux se portent avant tout sur les deux cantons d'Avignon-Est et d'Avignon-Sud, tous les deux pourtant remodelés à son désavantage. Dans le premier, le sénateur Henri Duffaut a renoncé, pour des raisons de santé, à solliciter le renouvellement de son mandat. M. Roux, qui s'apprêtait à l'affronter à nouveau, en aura la tâche facilitée et paraît ainsi devoir remporter le siège sans difficulté. Dans le second, le conseiller général sortant, Guy Ravier, conseiller municipal socialiste d'Avignon, aura, de son côté, fort à faire pour repousser les attaques conjuguées des quatre candidats de droite. Parmi ceux-ci M. Yves-Michel Bechet (RPR), adjoint de M. Roux, semble le mieux placé s'il peut écarter de sa route le candidat du Front national, M. Raoul Colombe, ancien adjoint, lui, de M. Duffaut.

Pour atteindre son objectif, l'opposition compte également s'emparer du canton d'Isle-sur-la-Sorgue, dont l'élu, M. Jean Garcin (PS), siège au conseil général depuis 1945 et en est le président depuis quinze ans, ainsi que ceux, détenus par le PC, de Bédarrides et de Baumes-de-Venise. M. Garcin affronte pour la première fois le maire (sans étiquette) élu depuis 1971 d'Isle-sur-la-Sorgue, M. Xavier Battini, soutenu par le RPR et l'UDF. La notoriété du président du conseil général est, en l'occurrence, contrebalancée par la solide implantation locale de son adversaire. En 1983, celui-ci avait d'ailleurs facilement triomphé d'une liste socialiste sur laquelle figurait M. Garcin. Le poids démographique du chef-lieu (treize mille habitants sur vingt-neuf mille) joue également en défaveur du président de l'assemblée départementale, qui mise cependant sur un réseau actif d'amitiés pour conserver son siège.

Dans le canton de Bédarrides, l'inconnue réside essentiellement dans le vote qui sera exprimé par près de deux mille électeurs supplémentaires. Le sortant, M. Fernand Marin, maire de Sorgues, dispose d'une influence qui va très au-delà du seul électorat communiste. Mais son principal adversaire, M. Alain Millon (RPR) l'a mis en sérieuse difficulté aux dernières municipales. La situation de M. Camille Farc, maire et conseiller général de Beaumes-de-Venise, en plein vignoble des Côtes-du-Rhône, apparaît tout aussi fragile. Le sort du canton semble surtout dépendre de la discipline des candidats de l'opposition...

La gauche, enfin, n'est pas certaine de maintenir dans son giron le canton de Malaucène. Huit candidats y briguent la succession du seul élu MRG, M. Louis Cornillac, qui ne se représente pas. M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, aurait souhaité recevoir l'investiture du PS. La fédération lui avait donné le feu vert. Les militants du canton et le groupe socialiste du conseil général en ont décidé autrement.

Un bon report des voix est, en l'occurrence, aussi crucial pour le PS que pour le PC. M. Garcin ne doute pas qu'il se fera *« dans de bonnes conditions »*. Le secrétaire de la fédération du PC, M. Frédéric Meyer, est, lui plus réservé : *« Nous avons toujours pris nos responsabilités ; mais*, prévient-il, *l'électorat communiste risque de traîner les pieds. »*

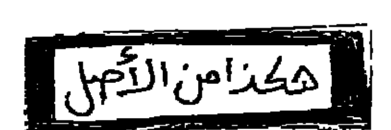
Dans l'opposition, l'union n'est pas non plus sans nuage. Le RPR n'a montré, par exemple, aucune compréhension à l'égard de M. Maurice Charretier, qui désirait être candidat dans le canton de Carpentras-Nord, à la place d'un de ses adjoints UDF, conseiller général sortant. L'ancien ministre n'a pas insisté, mais il entend ne pas être *« dupe ni naïf »*. L'UDF, en revanche, n'a pas hésité, de son côté, à investir un candidat contre le conseiller général sortant RPR d'Orange-Est, M. Jacques Bérard. Autant d'anicroches qui pourraient avoir des suites pour la formation éventuelle d'une nouvelle majorité autour du maire d'Avignon.

Le Front national pourrait jouer les trouble-fête dans les cantons d'Avignon-Sud, d'Orange-Est, voire de Carpentras-Nord. Ses scores aux européennes ont approché ou atteint les 20 %. *« Nous exigerons une bonne négociation entre les deux tours »*, proclame M. Jacques Bompard, secrétaire de la fédération du Front national. M. Roux exclut, pour sa part, qu'un candidat du Front national *« puisse arriver en tête »*. Mais, dans son entourage, l'on ne cache pas que si tel n'était pas le cas, *« le RPR retirerait ses candidats en recommandant de ne pas voter pour la gauche »*.

Une grande débauche d'affiches a marqué la première partie de la campagne. Au message de M. Roux *« Une énergie pour le Vaucluse »* celui de Jean Garcin et des socialistes répond : *« On n'arrête pas une équipe qui gagne. »*

GUY PORTE.





conquête du Vaucluse

# France

## M. FABIUS A GRENOBLE

### « La Nouvelle-Calédonie n'a pas besoin de provocations »

*Au fil de son discours, M. Laurent Fabius a également évoqué trois sujets d'actualité.*

● **La Nouvelle-Calédonie** : « Je considère comme parfaitement légitime que l'Etat et ses représentants fassent preuve de fermeté (...). Il n'est pas admissible, notamment, que des parlementaires, souvent venus de métropole, alimentent la tension et violent les lois de la République qu'ils devraient être les premiers à respecter. La Nouvelle-Calédonie a besoin d'ordre et de dialogue. Elle n'a pas besoin de provocations (...). Il faut trouver une solution d'équilibre qui réponde à la fois aux intérêts des populations diverses qui y sont installées et aux intérêts de la France. Nous avons décidé, en tout cas, de conserver et d'étendre notre implantation stratégique. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que de profondes évolutions sont nécessaires et que si ces évolutions profondes n'interviennent pas, une explosion se produira qui ira à la fois au détriment de la Nouvelle-Calédonie et au détriment de la France. Je demande solennellement aux partis politiques métropolitains de ne pas exporter leurs querelles en Nouvelle-Calédonie. Je demande à l'opposition de ne pas mettre d'huile sur le feu. Je demande que l'ordre et le dialogue soient respectés. Je demande qu'on comprenne que rien n'est possible sans une profonde évolution. Je demande qu'on écoute la voix de la raison. »

● **La cohabitation** *éventuelle entre M. Mitterrand et la droite, en cas de changement de majorité en 1986* : « Si les Français ne veulent pas que les problèmes de la cohabitation se posent, c'est facile. Il leur suffira, le moment venu, de confirmer l'actuelle majorité. J'ai d'ailleurs envie de donner aux ex-responsables du pays un modeste conseil de lecture. Qu'ils relisent donc nos vieux proverbes. L'un d'eux s'applique assez bien à la situation : il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis par terre. Avant d'examiner les difficultés d'une cohabitation hypothétique, pour demain, il serait sage de constater les difficultés réelles de la cohabitation pour la France (...). Deux crocodiles dans le même bassin, c'est déjà difficile ! Que dire alors quand ils sont trois ? Et encore plus quand ils sont quatre ! Qu'ils essaient donc déjà de cohabiter entre eux. »

● **L'extrême droite** : « Si un courant politique représente un pourcentage important d'électeurs, quel que soit le mode de scrutin, il sera, d'une façon ou d'une autre, représenté au Parlement. Qui est assez naïf pour croire qu'avec, par exemple, plus de 10 % des suffrages, l'extrême droite serait écartée du Parlement ? Je trouve d'ailleurs certains dirigeants de l'opposition très mal venus d'évoquer contre la proportionnelle l'argument de l'extrême droite. Qu'ils condamnent donc clairement ses propositions simplistes et dangereuses ! Qu'ils cessent d'utiliser le thème de l'immigration comme détonateur électoral ! Qu'ils disent clairement non au racisme, non à l'intolérance ! Qu'ils refusent, comme nous, de s'allier avec elle en aucune circonstance, où que ce soit ! Je les en féliciterai et je pense qu'elle trouvera alors peut-être dans le pays moins d'échos. »

## Dans la mêlée des cantonales

*(Suite de la première page.)*

« *Je ne le ferai pas pour la bonne raison que ce sont pour l'essentiel les entreprises qui recrutent ou qui ne recrutent pas et que le gouvernement ne peut pas s'engager à leur place...* », a poursuivi le premier ministre.

Peu à peu, pourtant, le guide distant se métamorphose en pédagogue, invitant à l'exploration de cet espace aléatoire « *entre l'idéal et le réel* » dans lequel il veut inscrire son entreprise et chercher les moyens de rendre à la gauche la capacité mythique qu'elle a perdue, au grand bonheur de M. Jean-Marie Le Pen, quand elle s'est convertie au réalisme dans sa gestion économique. « *On attend seulement de la droite qu'elle gère, alors que la gauche, elle, porte la belle charge de l'espérance.* » Laurent Fabius sort de sa coquille : « *Cette butée sur le réel signifie-t-elle que nous avons perdu en chemin nos valeurs ? Non.* » Voici le chef de la majorité parvenu à son but : exposer l'argumentaire qu'il met à la disposition du militant socialiste, pressé de se libérer de tout complexe : « *Ce n'est pas la même chose de défendre, comme nous le faisons, la sécurité sociale ou de proposer l'assurance privée. Ce n'est pas la même chose de vouloir faire progresser ensemble efficacité économique et justice sociale ou de poser comme principe que toute avancée sociale est un recul économique. Ce n'est pas la même chose de vouloir plus de justice fiscale, en créant comme nous l'avons fait un impôt sur les grandes fortunes ou d'y être opposé...* » Bien entendu, ce *vademecum* est destiné tout autant à l'opinion publique qu'aux militants.

M. Laurent Fabius accentue son plaidoyer *pro domo* : « *Ne laissons pas ensevelir les vérités. Nous ne disons pas que tout est parfait. Mais les libertés, nous en sommes les défenseurs avec tous les républicains de France. L'Etat, nous avons commencé de borner ses frontières. L'économie, nous sommes en train, même si c'est progressivement, de la redresser. Notre politique étrangère, on la respecte dans le monde. Pourquoi faut-il que ces résultats, qui sont à mettre à l'actif de chaque Français, soient systématiquement aujourd'hui dénigrés par certains ? Je ne demande pas qu'on flatte le gouvernement. Je demande seulement qu'on rende justice à la France.* »

L'orateur a personnellement mis en forme son discours avec beaucoup de soin. Les accents, sobres, sonnent juste. Un peu d'ironie, pour se gausser de la « *cohabitation* » entre les « *crocodiles* » de l'opposition ; beaucoup de gravité pour évoquer les thèmes de l'extrême droite, une certaine solennité pour parler de la situation en Nouvelle-Calédonie. On comprend mieux, alors, pourquoi cette personnalité complexe grimpe dans les sondages de popularité. Acquis d'avance, l'auditoire est devenu enthousiaste. Dans son savant crescendo, M. Laurent Fabius exalte enfin la République : « *Entre l'Etat tatillon et le libéralisme débridé il y a place pour un chemin qui permette à la liberté de s'épanouir, sans laisser sur le bord de la route, démunis, tous ceux qui ne peuvent pas suivre, sans laisser tromper les intérêts particuliers, sans céder aux corporatismes (...). Aujourd'hui, il existe dans notre pays non seulement des voix qui prônent le libéralisme sauvage, mais des courants qui remettent en cause l'égalité elle-même. Nous ne sommes pas d'accord (...). Enfin, il y a la fraternité...* » Liberté, égalité, fraternité ! Il est parti de Mars, il arrive à Jaurès ! Laissant sur une immense estrade nimbée de tricolore l'image d'un chef de gouvernement dont le ressort intérieur après sept mois d'apprentissage commence à donner sa pleine mesure.

ALAIN ROLLAT.

## *Propos et débats*

### M. Toubon : travailler plus

M. Jacques Toubon a affirmé, vendredi 1er mars, à Beauvais, que lorsque l'opposition sera revenue au pouvoir, « *ceux qui veulent maintenir, voire augmenter leur pouvoir d'achat devront travailler plus* » et que la politique économique qui sera menée nécessitera « *en matière de durée du travail, plus de flexibilité, de souplesse et de mobilité* ».

Le secrétaire général du RPR a affirmé que la nouvelle majorité « *réduira la taille du secteur public* » et « *fera cesser ce bouchon social qu'est la retraite à soixante ans* ». Toubon s'est déclaré partisan d'une « *politique rigoureuse de l'immigration, avec contrôles aux frontières et expulsion sans pitié des délinquants* », mais il s'est montré favorable à « *la pratique du droit d'asile en accueillant et protégeant les persécutés des dictatures, et non ceux qui, par le crime, prétendent lutter contre les régimes démocratiques* ».

### M. Pasqua : préavis de licenciement

La bataille des cantonales « *a pour but de donner un préavis de licenciement à tous les membres du gouvernement et à tous les députés socialistes et communistes* », a déclaré, vendredi 1er mars, à Marseille, M. Charles Pasqua.

Le président du groupe RPR au Sénat, venu soutenir la candidature de M. Hyacinthe Santoni, député, conseiller général sortant du deuxième canton de Marseille, a ajouté : « *On vous laisse un an pour vous reclasser, et si vous n'avez pas réussi à vous reclasser, vous pourrez bénéficier de la pré-retraite.* »

### M. Jospin : la valetaille de l'opposition

M. Lionel Jospin a déclaré, le vendredi 1er mars, lors d'une réunion publique à Mont-de-Marsan, que l'opposition n'a « *pas une attitude de principe* », mais « *une attitude purement tactique* » à l'égard de l'extrême droite. Les dirigeants de l'opposition se comportent, envers des hommes et des électeurs de l'extrême droite, comme « *des grands bourgeois ou des aristocrates vis-à-vis de la valetaille* », a dit M. Jospin. « *Ils veulent les voix, ils ne veulent pas les élus ; ils les veulent dans l'arrière-cour, ils ne les veulent pas dans le salon.* »

M. Jospin a accusé M. Chirac de « *broder sur les thèmes classiques de l'extrême droite* », bien que de « *façon plus molle, moins sommaire* ». Pour le premier secrétaire du PS, face à une droite où se retrouvent de « *vieux nostalgiques du vichysme et d'anciens activistes de l'OAS* », l'opposition « *peut se rassembler* » autour d'une « *démarche républicaine et socialiste* ».

## M. Marchais refuse de participer à un débat le 10 mars avec M. Le Pen

M. Georges Marchais ne participera pas à la traditionnelle soirée électorale du 10 mars sur Antenne 2. Il ne veut pas y côtoyer M. Jean-Marie Le Pen. Un communiqué du Parti communiste l'a annoncé le vendredi 1er mars, en expliquant qu'il ne pouvait être question pour un dirigeant communiste de « *débattre avec Le Pen ou un de ses porte-parole* », car « *tout ce que représente l'extrême droite — la violence, le racisme, l'obscurantisme, le chantage à la peur, la démagogie, l'anticommunisme délirant, le mépris pour la démocratie quand ce n'est pas pour la République elle-même, la haine contre les peuples qui se libèrent, le bellicisme — ne représente pas une opinion dont on peut débattre, mais un danger qu'il faut combattre* ».

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du PC, a résumé d'une formule, vendredi 1er mars à Toulon, le sentiment de son parti : « *Les nazillons ne feront pas la loi dans nos villes et nos villages ; nos candidats sont, par excellence, des candidats anti-Le Pen.* » Aussi, pour l'ancien ministre des transports, « *le sieur Le Pen (...) ne doit être ni un repoussoir ni un point d'appui* ».

Les responsables communistes ne sont pas seuls à s'opposer, clairement, au président du Front national. M. Olivier Stirn, actuellement président de l'Union centriste républicaine, élu député UDF en 1981 et qui s'est beaucoup rapproché de la majorité ces derniers mois, déclare dans un communiqué : « *Lorsque, dans un mouvement politique, on fait huer par l'auditoire le nom de Simone Veil en la traitant de juive, ou mon nom en l'associant à celui de mon grand-oncle le capitaine Alfred Dreyfus, et qu'on contribue à exacerber la xénophobie des Français à l'égard des immigrés, notamment musulmans, on est un parti raciste.* »

Tout cela n'empêche pas les dirigeants du Front national de continuer leur campagne. M. Le Pen, lors d'un meeting vendredi soir à Montpellier, a demandé « *des référendums sur la réforme fiscale, la peine de mort et l'immigration* », s'élevant particulièrement contre « *l'impôt sur le revenu qui pénalise la réussite* ». Pendant ce temps, à l'appel de plusieurs mouvements de gauche, d'extrême gauche et d'organisations antiracistes, quelque 600 personnes manifestaient dans les rues de la ville contre la présence de M. Le Pen.

M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, était le même soir à Clermont-Ferrand, où il a expliqué que l'objectif de son parti était d'obtenir aux élections cantonales « *en moyenne 11 % des voix* », c'est-à-dire un « *peu plus que la moyenne nationale atteinte lors des élections européennes* » de l'an dernier. D'après les chiffres communiqués par son parti, celui-ci sera présent dans 1 456 cantons sur les 1 954 où des élections auront lieu. L'objectif fixé par M. Stirbois est d'autant plus facile à atteindre que, dit-il, le phénomène de la progression du Front national « *est dans une certaine mesure comparable à celle du gaullisme en 1958* » !

## Le maire de Nouméa demande la clémence pour tous les « expulsés »

De notre correspondant

Nouméa. — La décision prise vendredi 1er mars en fin de soirée par M. Edgard Pisani d'annuler l'arrêté d'expulsion prononcé le 21 février à l'encontre de M. Emile Lebargy et de le transformer en assignation à résidence est accueillie dans les milieux anti-indépendantistes comme une « *mesure d'apaisement* ». Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) se déclarant même « *très satisfait* ».

Depuis le jour de la notification d'expulsion qui avait frappé cinq personnes à la suite de l'organisation d'un « pique-nique » chez les indépendantistes de Thio, M. Lebargy avait décidé de tout tenter dans le cadre légal pour obtenir une mesure de clémence de la part du délégué du gouvernement. Il n'est pas membre du Front calédonien (extrême droite), contrairement aux quatre autres personnes interdites de séjour et qui sont toujours dans la clandestinité. Le président de la section locale de l'Union nationale des parachutistes (UNP), s'il n'a jamais caché ses sympathies pour le mouvement anti-indépendantiste, ne cesse de répéter qu'il s'était rendu à Thio avec un couple de Wallisiens pour restaurer la maison que ceux-ci avaient dû abandonner, et qu'en aucun cas il ne s'était agi pour lui de provoquer les Canaques indépendantistes.

Immédiatement après avoir pris connaissance de la mesure d'expulsion, il avait fait savoir — comme les quatre militants du Front calédonien dont il s'est rapidement désolidarisé — qu'il ne quitterait jamais la Nouvelle-Calédonie, car son épouse venant de subir une grave intervention chirurgicale, il ne pouvait la laisser seule à Nouméa.

Multipliant les démarches, tant auprès des juridictions compétentes qu'auprès de M. Pisani, M. Lebargy a gardé, semble-t-il, le contact avec ses amis du RPCR sur lesquels il comptait pour l'aider à obtenir une mesure d'assouplissement de la part du haut commissaire. Les efforts des uns et des autres ont abouti à un rendez-vous avec les collaborateurs de M. Pisani. Vers 19 heures (9 heures à Paris), M. Lebargy s'est présenté accompagné de MM. Roger Laroque et Jean Lèques, respectivement maire de Nouméa et président de l'Assemblée territoriale. Les trois hommes ont été reçus par le directeur du cabinet du haut commissaire en présence de cinq hauts fonctionnaires, dont trois officiers de police. Il a été demandé à M. Lebargy de rédiger une lettre qui a été transmise immédiatement au délégué du gouvernement.

Une longue attente a alors commencé pour MM. Lebargy, Laroque et Lèques. « *Je pense*, a dit le maire de Nouméa, *que des instructions ont été demandées à Paris sur cette affaire. C'est ce qui a fait perdre beaucoup de temps. Alors, pendant quatre heures, nous avons traîné dans les salons du haut commissariat. On nous a offert des sandwiches et de la bière, ce qui était très aimable...* »

Peu avant minuit, le délégué du gouvernement faisait savoir à M. Lebargy que l'arrêté d'interdiction de séjour le concernant était annulé et transformé en assignation à résidence. M. Lebargy pourra donc regagner son domicile, mais il devra se présenter deux fois par semaine au commissariat de police de Nouméa.

M. Laroque ne cache pas sa satisfaction d'avoir obtenu cette mesure de clémence, accordée surtout en fonction de l'état de santé de l'épouse de M. Lebargy. Mais le maire de Nouméa estime qu'une mesure du même type devrait être appliquée aux quatre membres du Front calédonien sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

### Selon la SOFRES

## HAUSSE DES COTES DE CONFIANCE DE MM. MITTERRAND ET FABIUS

D'après le baromètre mensuel *Sofres-Figaro Magazine*, les cotes de confiance du président de la République et du premier ministre continuent de se redresser. 41 % des personnes interrogées (39 % le mois dernier) contre 54 % (59 % le mois dernier) affirment faire « *tout à fait* » ou « *plutôt confiance* » à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent à la France. M. Fabins, pour sa part, gagne cinq points par rapport au précédent sondage de janvier : 55 % des Français (au lieu de 50 %) lui accordent leur confiance, 36 % (au lieu de 40 %) la lui refusent.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Michel Rocard, qui perd deux points, occupe toujours la première place avec 55 % d'opinions favorables. *Il* est suivi par M. Fabius (54 %), en hausse de cinq points.

Dans l'opposition, c'est toujours M. Raymond Barre qui est en tête avec 50 %. Viennent ensuite Mme Veil (45 %) et M. Chirac (37 %) qui reculent chacun d'un point. M. Giscard d'Estaing (30 %) qui perd deux points n'arrive qu'en cinquième position. Il est devancé par M. François Léotard (32 %) en hausse de deux points. M. Jean-Marie Le Pen (15 %) enregistre quant à lui, une baisse de trois points.

Ce sondage a été effectué du 15 au 20 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

### Ecarté du comité central

## M. TRICART QUITTE LE SECRÉTARIAT DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE DE L'ESSONNE

Le comité fédéral du Parti communiste de l'Essonne, réuni le mercredi 27 février, a élu comme premier secrétaire M. Serge Guichard en remplacement de M. Ivan Tricart. Premier secrétaire depuis 1976, M. Tricart était entré au comité central en mai 1979. Il y avait mis en cause, en septembre 1984, M. Georges Marchais, à la suite du nouveau recul subi par le PCF aux élections européennes du mois de juin. En octobre, M. Tricart avait été l'un des six membres du comité central qui s'étaient abstenus lors du vote sur le projet de résolution préparant le vingt-cinquième congrès.

Minoritaire dans sa fédération, comme M. Pierre Juquin, ancien député de l'Essonne et, alors, membre du bureau politique du PCF, M. Tricart avait, finalement, voté pour le projet de résolution lors de la conférence fédérale réunie peu avant le congrès (*le Monde* du 5 février). Le comité fédéral avait décidé, néanmoins, de ne pas élire son bureau ni son secrétariat avant le congrès. Au terme de celui-ci, M. Tricart avait été écarté du comité central.

Réélu, mercredi, au bureau fédéral, M. Tricart a lui-même renoncé à la fonction de premier secrétaire. Il cesse, aussi, d'être permanent de la fédération et il se prépare à reprendre une activité professionnelle. Son successeur, M. Guichard, permanent depuis plusieurs années, technicien supérieur de formation, s'était occupé de l'action dans les entreprises, avant d'être chargé, il y a quelques mois, de l'organisation.

Le remplacement de M. Tricart était prévisible dès lors que ses positions, dans la dernière période, n'avaient pas reçu l'appui de sa fédération. Il était, parmi les secrétaires fédéraux minoritaires, écartés du comité central, celui dont la situation était la plus difficile. Il est le premier d'entre eux qui doive renoncer à ses responsabilités fédérales.

P. J.

## LA FORMATION DES JEUNES POUR L'EXPORTATION

# Les perles rares de Langues O

***Qu'y a-t-il de commun entre les élèves parisiens de l'Institut des langues orientales, autrement dit Langues O, promis à un brillant avenir, et deux « jeunes volontaires » poitevins guettés par l'ANPE ? La réponse à cette devinette pourrait plaire à M. Laurent Fabius : les uns et les autres sont conquis par l'exportation et s'y préparent par de la formation. Dans chaque cas, il n'est pas question d'attendre que l'expérience soit acquise. On se jette déjà dans l'action concrète.***

Dans un petit bureau d'étudiants pareils aux autres, au premier étage du centre Dauphine, des éclats de rire saluent la fin de la tirade : *« La mayonnaise Ducros, c'est la bonne cuisine française ! »* (Well french cooking). Amusé, Mohamed Chenguel, un Tunisien de trente ans, savoure son effet en observant ses camarades. Le texte qu'il vient de lire, en anglais puis en arabe, avec l'accent des pays du Golfe, lui a été commandé par la société Ducros, celle qui *« se décarcasse »*, affirme un slogan célèbre. Il doit servir à une campagne publicitaire radio-télévisée destinée à convaincre les consommateurs du Koweït et des Emirats arabes unis.

Mohamed, comme tous ceux qui l'entourent, appartiennent à l'Institut national des langues et civilisations orientales, le réputé Langues O. Ensemble, ils suivent plus précisément les cours du CPEI (Centre de préparation aux échanges internationaux), créé en 1978 pour former en quatre années, dont deux de préparation, quelques-uns des élèves de Langues O aux postes commerciaux pour l'exportation. Ensemble, encore, ils font partie du petit groupe d'une trentaine d'élèves qui participe aux activités de Linguexport, une association récente qui se charge de trouver des missions auprès des exportateurs à des prix très concurrentiels, inférieurs de 60 % à ceux du marché.

A la demande de Ducros, ils ont déjà réalisé des argumentaires pour la Nouvelle-Calédonie et le Cameroun, et ils espèrent bien qu'on leur confiera les prochains, destinés à l'Asie du Sud-Est et au Japon.

*« Au début,* raconte Isabelle Michelet, la présidente de Linguexport, *on s'adressait à nous pour des traductions, spécialité reconnue de Langues O. Puis, peu à peu, on nous a proposé de servir d'interprète, de participer à des négociations commerciales ou de suivre des Salons professionnels avec des délégations étrangères ».*

Depuis septembre, une vingtaine de « missions » ont ainsi été accomplies, toutes recueillies par la permanence de bénévoles qui permet à Linguexport de fonctionner et, même, de se livrer à un travail de prospection vers de nouveaux clients ou des exportateurs potentiels.

Tous sont ravis de mener cette expérience originale, de pair avec leurs études. *« Cela nous stimule, car c'est complémentaire »*, soulignent Vincent et les autres. Ils découvrent, grâce à une intervention concrète, le monde des affaires, dont ils apprennent les règles au CPEI. *« Il y a un échange avec l'entreprise, un apport de chaque partenaire »*, s'enthousiasment les membres de Linguexport qui, dira l'un d'entre eux, pensent acquérir *« un plus »* pour devenir *« une perle rare »* dans les milieux d'import-export.

En concurrence avec d'autres grandes écoles, les élèves se préparent déjà pour l'avenir, décidés à prouver leurs capacités. Non seulement ils savent faire une étude de marché, possèdent toute la technique de l'exportation, mais ils pratiquent la langue (plus l'anglais, nécessairement), aiment la civilisation et, mieux encore, connaissent les mentalités comme les coutumes. *« Il y a des exportateurs qui expédient des armoires normandes au Japon,* s'étonne Isabelle Michelet, *alors que, là-bas, on apprécie tellement l'artisanat qu'on peut y vendre des paniers en osier. »*

Un seul regret, pour ces orientalistes distingués : le japonais, le chinois et l'arabe sont plus demandés que le russe, l'indonésien ou le malais.

# A la recherche de nouveaux marchés

Il a des idées, M. Philippe Arnon. Il aime foncer. Directeur du service « commerce extérieur » de la Chambre de commerce et d'industrie de la Vienne à Poitiers, il s'est mis un jour en tête qu'il pouvait tout à la fois aider au développement de l'exportation dans son département et participer, même modestement, à la lutte contre le chômage.

Après bien des recherches, et davantage de consultations, il a fini par mettre au point un dispositif original qui, s'il était appliqué par toutes les chambres de commerce, aboutirait à la création de trois cents emplois de responsables « export ».

Le principe ? Pendant neuf mois, et depuis le 1er décembre 1984, deux stagiaires du programme « Jeunes volontaires » du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, rémunérés à 2 500 F, ont été recrutés par la Chambre de commerce qui agit en établissement public. Durant toute cette période, Rémy Pailloux, vingt-quatre ans, et Alain Hueghes, dix-neuf ans, apprennent à connaître les techniques de base nécessaires à l'exportation en effectuant des séjours dans les administrations concernées — les douanes, la direction générale du commerce extérieur, le Centre français du commerce extérieur de Paris, — les banques, les transporteurs spécialisés, les exportateurs locaux et la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Placés sous tutelle, donc, les deux « jeunes volontaires » sont également rattachés à une entreprise qui veut développer ou implanter un service exportation. Parallèlement à l'acquisition d'un bagage, ils découvrent son activité et, peu à peu, doivent tenter d'y préparer leur insertion. M. Arnon imagine même qu'ils pourront s'y livrer à un début d'expérimentation et ainsi, pourquoi pas, *« générer leur propre emploi ».*

Février SA, une entreprise familiale du bâtiment devenue une société moderne spécialisée dans la maison individuelle, et Serval SA, une PME qui exporte 80 % de ses salaisons sous vide selon un procédé unique, se sont engagées dans l'aventure, l'objectif étant qu'elles concluent le stage par une embauche. *« Quand on leur explique ce qui nous arrive,* racontent Rémy et Alain, qui n'avaient pas trouvé d'emploi à la fin de leur scolarité, *nos copains ne comprennent pas. Ils sont surpris et n'y croient pas. »* Eux sont ravis et donnent l'impression de vivre un rêve qu'ils veulent avec force transformer en réalité.

*« J'examine comment le procédé Février SA pourrait trouver une place sur le marché italien »*, explique Rémy Pailloux. Constructeur de maisons individuelles, l'entreprise a mis au point la conception assistée par ordinateur (CAO) pour réaliser ses plans et la représentation graphique, sous tous les angles, du futur pavillon. Les devis sortent automatiquement, et le chef de chantier dispose, instantanément, grâce à une bibliothèque des éléments normalisés, de toutes les indications techniques. Surtout, le client peut obtenir toutes les modifications souhaitables et se faire dessiner, par terminal interposé, sa maison personnalisée.

Février SA possède déjà une filiale aux Caraïbes, pense étendre son implantation en France par le biais d'entreprises franchisées, et lorgne vers le Proche-Orient.

Chez Serval SA, où Alain Hueghes fait ses premières armes, la situation est tout à fait différente. Toute la production, ou presque, est destinée aux DOM-TOM, et particulièrement aux Antilles où l'on apprécie beaucoup les museaux, jarrets et queues de porc conservées sous vide dans la saumure, tout comme les bas morceaux de bœuf et, depuis peu, les petits poulets. *« En revenant en France, après les vacances, les Antillais ramènent des boîtes de Serval »*, dit M. René Lemesle, le patron de cette entreprise de quarante personnes qui commence à prospecter les hypermarchés de la région parisienne pour suivre sa clientèle.

A la Polynésie, déjà prospectée, l'inventeur du procédé voudrait bien ajouter d'autres débouchés, au Maghreb et surtout en Afrique noire en commençant par le Togo. *« Avec ces produits,* souligne Alain, déjà convaincu, *il n'y a pas besoin de chaîne de froid pour la conservation et les pays tropicaux peuvent être intéressés. »* Le patron de Serval SA ne doute pas de l'énormité du marché potentiel dans les pays en voie de développement. Mais il n'a qu'un souci : profiter de son avance pour s'implanter avant que des concurrents ne se mettent sur les rangs. Si son « jeune volontaire » fait l'affaire, l'avenir s'annonce radieux...

**ALAIN LEBAUBE.**

# L'islam dans les manuels scolaires

Au moment où *« un changement de regard est devenu nécessaire sur l'histoire du monde méditerranéen »*, comme l'écrit M. Mohammed Arkoun, professeur à Paris-III, l'initiative de l'association française Islam et Occident (1) mérite d'être retenue. Dès 1980, cette association s'était en effet attachée à examiner l'image que l'on donne de l'islam et de la civilisation musulmane à travers les manuels scolaires utilisés par des élèves âgés de onze à treize ans (classes de 5e et 6e). Une commission avait été créée à cet effet, composée de quatorze personnes — historien, universitaire, arabisant, islamologue, politologue, etc. — dont, notamment, Mme Hélène Ahrweiler, recteur de l'académie de Paris, MM. Georges Dupuis et Roger Arnaldez, professeurs à Paris-I, et M. Mohammed Arkoun. Cette commission, après avoir passé au crible onze manuels scolaires (2), a récemment publié ses conclusions.

Si *« aucune erreur grossière n'a été relevée »*, comme le note le rapport, en soulignant au passage que *« cela change des appréciations malveillantes ou cocasses de l'islam que l'on trouvait dans les ouvrages, même scientifiques, du début de ce siècle »*, le bât blesse toutefois en de nombreux points. On a noté dans ces livres nombre de clichés, de stéréotypes et de tournures de phrases *« reflétant moins une hostilité qu'une habitude et paraissant maintenir des attitudes périmées »*. A l'évidence, *« il n'est point innocent,* peut-on lire, *d'employer des vocables lourds de connotations péjoratives tels que « fatalisme, fanatisme, répression, brutalité, intolérance ».*

Aux manuels, les auteurs du rapport reprochent d'abord de se montrer trop peu diserts quant au « décor » où se situe l'Islam au moment où il surgit dans l'histoire : *« On pourrait croire,* écrivent-ils, *que Mohammed a jailli d'un pays désertique, quasiment inconnu et n'étant pas parvenu à la civilisation. »* Même remarque au sujet de l'expansion toujours minimisée d'*« un empire ayant pour religion l'islam, pour langue l'arabe (...) et pour codes, privé et public, les principes musulmans d'organisation de la société ».*

En ce qui concerne la personnalité du prophète Mohammed, les manuels examinés se révèlent toujours insuffisamment précis. Il est présenté comme un personnage *« assez étrange »* pour les uns, tandis que pour d'autres il *« poursuit des intérêts matériels »* ou bien se montre même *« assoiffé de pouvoir »*. Des insinuations tendent à faire du Prophète un imposteur et du Coran *« l'expression d'une religion totalement nouvelle et comme un message purement spirituel, au même titre que l'Evangile »*, alors que le Coran n'est pas uniquement un livre religieux puisqu'il contient des règles de conduite générale, les bases d'un droit civil, commercial et pénal...

### « Une religion des pauvres »

Le rapport dénonce ensuite la manière dont la plupart des manuels déprécient l'apport de la civilisation arabe au monde occidental. A l'aide de formules telles que, *« s'ils n'ont pas toujours été de grands inventeurs, les Arabes ont su recueillir l'héritage de l'Antiquité, assimiler les traditions des pays qu'ils occupaient et nous les transmettre »*, ce qui équivaut à nier la pensée arabe *« qui ne doit pas tout à des emprunts,* comme le notent les auteurs du rapport, *et fut une pensée vivante et novatrice ».* Aussi s'élèvent-ils contre une manière de procéder qui ramène le rôle des grands penseurs musulmans *« à celui d'intermédiaire, d'imitateur, de transmetteur »*, tout en laissant entendre que les Arabes *« rejoints et dépassés par les Européens sont sortis de l'histoire pour avoir « manqué le coche » de la civilisation ».*

Dans leurs conclusions, les auteurs de l'étude s'élèvent contre la tendance voulant faire de l'islam *« une culture du passé, une religion des pauvres »*, presque toujours identifiée *« avec des travailleurs immigrés non qualifiés »*, au fil d'un discours *« bon, gentil, marqué de paternalisme et d'européocentrisme ».* On aboutit ainsi, écrivent-ils, à la vision d'*« un islam mutilé, qui semble avoir été immobile pendant des siècles et que l'on redécouvre maintenant parce qu'il pose des problèmes à l'Europe ».*

**J.-M. DURAND-SOUFFLAND.**

(1) 14, rue de l'Arcade, 75008 Paris. Tél. : 265-47-08.

(2) Belin (classes de 5e et 6e) ; Bordas (5e et 6e) ; Colin-Hachette (5e et 6e) ; Delagrave (5e et 6e) ; Hatier (5e) ; Istra (5e) ; Larousse (5e) ; Nathan (5e).

# En bref

### Deux directeurs de la société Rhône-Poulenc condamnés

MM. Georges Clerc et Marcel Chapuriat, les deux directeurs du centre de recherche de la société Rhône-Poulenc situé à Décines, dans la banlieue lyonnaise, ont été condamnés, jeudi 28 février, par le tribunal correctionnel de Lyon à six mois de prison avec sursis et 8 000 francs d'amende pour un accident du travail qui avait provoqué la mort de deux personnes, le 28 octobre 1980. Les victimes avaient été brûlées et asphyxiées dans une cuve d'élimination de déchets chimiques où deux produits avaient été mélangés par erreur.

Le responsable de la sécurité, M. Jean-François Roget, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 6 000 francs d'amende, et son adjoint à 4 000 francs d'amende. Les familles des victimes, les syndicats CFDT, CGT et CGC parties civiles, recevront des dommages et intérêts.

### Première banque du sperme en Chine

Pékin (AFP). — L'institut médical de la ville de Qingdao (nord-est de la Chine) a créé la première banque de sperme de Chine, en vue de pratiquer des inséminations artificielles, a indiqué la revue *Jiankang* (Santé), dans son dernier numéro, publié le 1er mars. Cette banque doit également servir aux recherches sur l'eugénisme, la physiologie, le planning familial et pour le traitement de la stérilité masculine, ajoute la revue sans fournir d'autres précisions.

● *Les hauts plateaux du Vercors classés réserve naturelle.* — La décision a été annoncée le 1er mars dans un communiqué du ministère de l'environnement. Cette réserve, la plus grande de France, s'étend sur plus de 16 000 hectares, à cheval sur la Drôme et l'Isère, à la charnière des Alpes du Nord et du Sud. Au sein du parc naturel régional du Vercors, les hauts plateaux abritent une flore et une faune particulièrement variées. Ils servent de refuge aux chocard, chamois, martre et campagnol des neiges ainsi qu'à l'aigle de Bonnelli, devenu si rare en France.

### René Audran a été tué par des balles de fabrication allemande

Deux armes ont été utilisées lors de l'assassinat, le 25 janvier, de l'ingénieur général René Audran, revendiqué par Action directe. C'est ce que révèle une expertise balistique plus poussée des huit balles de calibre 11,43 — six dans l'abdomen, deux dans la tête — qui ont atteint le directeur des affaires internationales du ministère de la défense *(nos dernières éditions du 2 mars)*. Deux balles portent en effet des rayures différentes des six autres.

L'expertise a, aussi, révélé que les huit balles sont de fabrication ouest-allemande. Les douilles portent, sur leur culot, les lettres HP (Hirtenberger Patronen, du nom d'un fabricant ouest-allemand de munitions).

Ces résultats renforcent la thèse d'une opération franco-allemande, menée par des membres de la Fraction armée rouge (RAF) ouest-allemande avec l'appui logistique de membres d'Action directe. En effet, aucun vol de balles de calibre 11,43 de cette marque n'a été signalé en France depuis trois ans. Ces munitions sont principalement vendues en RFA et en Autriche.

● FOOTBALL : *championnat de France.* — La vingt-septième journée du championnat de France de première division, qui a eu lieu vendredi 2 mars, a donné les résultats suivants : *Nantes b. Metz, 1-0 ; *Brest b. Auxerre, 2-0 ; *Toulon b. Lens, 1-0 ; *Monaco b. Strasbourg, 3-0 ; *Paris Saint-Germain b. Tours, 2-0 ; *Laval b. Marseille, 4-2 ; *Lille et Sochaux, 1-1 ; *Nancy et Rouen, 2-2 ; RC Paris b. *Toulouse, 3-1.

Classement. — 1. Bordeaux, 45 pts ; 2. Nantes, 38 ; 3. Toulon, 33 ; 4. Auxerre, 32 ; Monaco et Brest, 30 ; 7. Metz, 29 ; 8. Lens, 27 ; 9. Paris SG 26 ; Laval et Bastia, 23 ; 12. Sochaux, Lille, Nancy et Toulouse, 22 ; 16. Marseille, 21 ; 17. Rouen, 18 ; 18. Strasbourg et Tours, 17 ; 20. RC Paris, 15.

● AUTOMOBILISME : *Grand Prix de Monaco le 19 mai.* — La Fédération internationale du sport automobile a annoncé, vendredi 1er mars à Paris, que le Grand Prix de Monaco aura lieu le 19 mai. L'Automobile-club de Monaco a notamment accepté de céder à la Fédération internationale automobile les droits de télévision du Grand Prix qu'il avait accordés à la chaîne américaine ABC.

## UNE CLASSE MULTICOLORE A PARIS

# « Français... entre guillemets »

Sarham, Jean-Paul, Yaelle et Sergio mêlent leurs origines (tunisiennes, chiliennes, juives et portugaises) dans une classe de troisième du collège Charles-Péguy, en plein cœur du dix-neuvième arrondissement de Paris. Une classe où la couleur de la peau ne compte pas, assure leur professeur de français, Mme Marie-Paule Josse. Une classe vraiment multicolore où l'on n'évoque jamais le spectre du racisme, si ce n'est pour *« se traiter en rigolant de sale juif ou de sale arabe ».*

La projection d'un film vidéo réalisé sur ce thème par la fondation Civisme et démocratie (1) a été l'occasion pour ces jeunes, de nationalité française pour la plupart, de confronter leur perception de la société multiraciale dans laquelle ils vivent... bien.

A la Fourguette, un grand ensemble de la banlieue de Toulouse, explique le film, la création d'une maison de la musique a permis de rapprocher toutes les communautés (Maghrébins, Turcs, Africains, Portugais, etc.).

Mais les collégiens parisiens jugent avec scepticisme ce tableau idyllique. *« Ils n'ont pas montré les parents immigrés qui refusent que leur fille sorte avec un Français »*, remarque Kamel.

Les parents, la religion et l'histoire figurent parmi les principaux facteurs d'incompréhension cités par les élèves. Naïma n'envisage pas d'épouser un non-Marocain et Marc, israélite, sait que ses parents *« sont capables »* de renier sa sœur si elle convolait avec *« un Français ou un Arabe ».* Dans cette classe, ce ne sont pas les Maghrébins mais les juifs qui ont le plus de difficultés à se situer face au problème de la nationalité.

Issue d'une famille très pratiquante, Yaelle s'accommode mal de l'emploi du temps hebdomadaire de l'école publique et envisage de la quitter pour un établissement religieux, au risque de raviver le conflit qu'elle avoue porter en elle : *« Avec les copains on est français,* explique-t-elle, *mais hors de l'école on vit plus avec des juifs qu'avec des Français ».* Cette « différence » est, également, mal vécue par d'autres élèves.

Isabelle, qui se proclame « sans religion », lance à ses trois camarades juives groupées dans un coin de la classe : *« Vous dites que vous avez toujours été rejetés. Ce n'est pas une raison pour se tenir à part ! »* et Cyrille tempête : *« C'est pas moi qui vous ai persécutés, alors arrêtez ! »*

### La diversité contre l'ennui

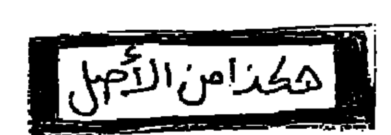
Pour résoudre ces antagonismes, des élèves comptent sur l'atténuation progressive du sentiment religieux et sur le mélange accéléré des cultures. *« La nouvelle génération pratiquera moins et le racisme s'arrêtera »*, croit pouvoir prédire l'un d'eux. Jean-Paul, que chacun est fier de présenter comme *« un Chilien d'origine belge né dans un avion »*, plus draconien encore, annonce d'ici vingt ans l'effacement des cultures d'origine dans un pot commun anglo-saxon. *« Même la culture française va disparaître »*, avance-t-il. *« Les Français d'origine vont bientôt se sentir très seuls* renchérit Sergio, en évoquant les problèmes démographiques. *Mais seule la diversité peut nous préserver de l'ennui. »*

Musulman, juif, de parents portugais, cambodgiens ou normands, ces jeunes semblent oublier au collège leurs origines parce que personne — si ce n'est un journaliste intrus — ne vient les leur rappeler. L'avenir ne se lit pas dans les cartes d'identité, d'ailleurs françaises pour la plupart. Des élèves évoquent un retour en Israël ou en Algérie. *« Si mon père me dit demain : « on retourne au pays », je vais pas rester ici,* explique Kamel, résigné. *Pourtant, là bas, je serais étranger. »* En attendant de choisir sa vie, il s'affirme *« français »*, mais croit bon de préciser : *« français... entre guillemets ».* *« A condition d'aller rechercher nos ancêtres,* confirme Isabelle, *nous pouvons tous ajouter des guillemets. »*

**PHILIPPE BERNARD.**

(1) Fondation créée conjointement par la Ligue française de l'enseignement et la Ligue des droits de l'homme : renseignements à CIDEM, 3, rue Récamier, 75007 Paris, tél. : 544-38-71.





## L'ATTENTAT D'ORLY AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

# La défense plaide l'acquittement

***A la cour d'assises du Val-de-Marne, où sont jugés trois Arméniens accusés d'avoir participé à l'attentat commis le 15 juillet 1983 à Orly, la parole est maintenant à la défense.***

***La journée du vendredi 1er mars n'a pas toutefois été suffisante pour épuiser les plaidoiries. On a entendu les avocats de Nayir et de Semerci. Mais l'arrêt ne devait intervenir que samedi 2 mars après l'audition de Me Jacques Vergès avocat de Garbidian.***

Si chacun des avocats est censé plaider le cas d'un accusé nommément désigné, il apparaît que la défense est, ici, un tout et qu'elle fonctionne de manière collective. On a pu le mesurer en écoutant Me Christian Bourguet. Il assiste Soner Nayir. Mais, durant les trois heures un quart de sa plaidoirie, ce qu'il disait concernait tout autant Garbidian et Semerci. C'est Me Bourguet, en effet, qui avait la charge d'examiner dans ses moindres détails le dossier constitué par l'accusation pour en faire apparaître *les failles et les insuffisances*. Du même coup, ce qu'il disait intéressait obligatoirement les trois accusés.

Le thème majeur de Me Bourguet est simple : pour être épais, le dossier n'apporte cependant aucune certitude, aucune assurance. *Qui peut dire ce qui s'est exactement* passé à l'aéroport d'Orly le 15 juillet 1983 ? L'heure de l'explosion a été *fixée à 14 h 11*, mais cela n'est fondé sur aucun élément. Des témoins ont parlé de 14 heures, d'autres de 14 h 05. Une seule certitude : le drame eut lieu avant 14 h 14. Pour Me Bourguet ce détail est important, car il faut bien savoir, *si l'on retient les aveux de Garbidian poseur de l'engin*, de combien de temps celui-ci disposait pour se rendre de Courbevoie, où l'on sait qu'il se trouvait encore chez Nayir à 13 h 30, jusqu'à Orly.

Toujours aussi critique, Me Bourguet a relevé d'autres incertitudes. Des témoins ont vu une boule de feu au ras du sol, d'autres à une hauteur de deux mètres. Mais surtout il apparaît à l'avocat que l'expertise n'est pas parvenue à établir la nature exacte de l'explosif utilisé. L'expert n'a-t-il pas reconnu qu'après un tel attentat on ne trouve rien ni du détonateur ni du dispositif de retardement ? Dès lors, comment pourrait-on affirmer que ce détonateur *et ce dispositif provenaient* bien du dépôt trouvé chez Semerci ?

Si l'expert est certain que l'explosif était à base de penthrite, il a bien précisé, dans son rapport, comme le jour de son audition par la cour, que l'autre élément *« pourrait être de l'exogène »*. Pourrait être, mais non pas *« était »*. Dans ces conditions, on ne sait donc pas, non plus, s'il s'agissait bien de ce fameux « synthex », qui, lui, est effectivement composé de penthrite et d'exogène. Et l'on ne sait pas davantage si Semerci détenait ce synthex puisqu'on n'a retrouvé chez lui que des traces d'une poudre mal définie.

### Les silences de la DST

C'est la même absence de certitudes qui, selon Me Bourguet, doit être constatée au sujet des bouteilles de gaz qu'auraient employé les terroristes pour amplifier les effets de leur explosif. Là encore, l'expert a admis que si ces bouteilles *s'étaient trouvées dans le* bagage d'un passager de la Turkish Airlines, posé à moins de 50 mètres de celui qui renfermait l'engin, il aurait trouvé, sur les débris de ces bouteilles ramassées après l'explosion, les mêmes traces de combustion que si elles avaient été effectivement couplées à la bombe.

Pourtant, la Direction de la surveillance du territoire (DST), *n'a-t-elle* pas déclaré qu'elle avait su, le 16 juillet, que, deux jours plus tôt, Garbidian avait demandé à Nayir d'acheter précisément des bouteilles de gaz ? Me Bourguet refuse de s'en émouvoir. *« Assurément*, a-t-il dit, *si la DST nous avait précisé comment elle a obtenu ce renseignement, si par exemple elle nous avait produit une écoute téléphonique, force serait de nous incliner, mais elle refuse de fournir la preuve de ses affirmations. Nous en sommes réduits, là encore, à douter. »* De surcroît, le dossier n'apporte pas le moindre élément sur les circonstances dans lesquelles Nayir aurait remis les bouteilles à Garbidian. Où ? Quand ? Autant d'inconnues. Certes, Nayir reconnaît avoir acheté des bouteilles de gaz. Il dit que c'était en vue d'un pique-nique projeté entre Arméniens. On n'a pas retrouvé les bouteilles, mais cela ne donne pas, pour autant, les réponses aux questions.

Ces quelques exemples d'un propos de plus de trois heures illustrent la manière de Me Bourguet. On l'a écouté sans lassitude; une tâche bien remplie dont il convenait de saluer l'auteur.

Mes Serge Balian et Michel Zavrian avaient à défendre Semerci. Le premier parla avec simplicité de ce *jeune Arménien* marqué par le destin cruel de son pays, ce qui pouvait le conduire à être, sans qu'il ait à en rougir, un sympathisant de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) dans la mesure où celle-ci fit connaître et progresser la cause arménienne. Le second revint au dossier, ayant à combattre, tout à la fois, la charge que représente la détention par Semerci non seulement de valises d'armes et de munitions déposées *chez lui par Garbidian*, mais aussi celle constituée par la découverte à son domicile de bâtons de dynamite qui, eux, n'étaient pas dans des valises fermées mais sur l'étagère d'une armoire. Me Zavrian est un procédurier averti. Et la procédure, dans le cas particulier, n'est pas convaincante, car les procès *verbaux de perquisition et de saisie* n'ont pas été conformes aux règles qu'impose le code de procédure pénale. Dès lors, on peut émettre des doutes sur une enquête qui mit en cause Semerci sur la seule foi d'un rapport de la *DST*. Là encore, la critique passait du particulier au général.

### Garbidian et les gendarmes

Comme ce procès ne va pas non plus sans quelques éclats périodiques, c'est Me Vergès qui a fait le sien, vendredi 1er mars, en annonçant que son client Garbidian avait été, la veille, lors de son retour à la prison de Fleury-Mérogis, copieusement rossé par les gendarmes de l'escorte. De fait, un incident a bien eu lieu. Des rapports avaient d'ailleurs été adressés à l'avocat général. Version de Me Vergès et de Garbidian : les gendarmes ont frappé pour punir le prisonnier de ses dénégations et *« lui fermer la gueule »*.

Version des rapports d'un surveillant de la prison et des gardiens de la paix témoins de la chose : c'est Garbidian qui fit la mauvaise tête et dut être maîtrisé. La cour a finalement refusé de donner acte à Me Vergès, qui le lui demandait, des faits dont elle a constaté qu'*« ils se sont passés en dehors de son prétoire et qui, dans ces conditions, ne peuvent être appréciés dans leur réalité »*.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### Prison à perpétuité pour deux des meurtriers du curé de Fenouillet

Les sept hommes jugés pour le meurtre du curé de Fenouillet (Haute-Garonne) ont été condamnés, le vendredi 1er mars, à des peines allant de huit ans de réclusion criminelle à la réclusion à perpétuité, pour deux d'entre eux, par la cour d'assises de la Haute-Garonne. Les sept hommes étaient accusés d'avoir tué pour le dévaliser, le 19 décembre 1982, l'abbé Charles Madaule, soixante-six ans, curé de Fenouillet, dans la banlieue toulousaine, après avoir blessé la sœur de l'ecclésiastique, Mme Jeanne Bonhaure.

## UNE EXPOSITION A PARIS

# Cartes d'un autre monde

En une soixantaine de cartes anciennes, *l'exposition du Centre culturel canadien « La découverte du monde »* permet aux Parisiens de suivre l'évolution de la connaissance et de la représentation de notre planète. Ces cartes sont une sélection de la collection David Macdonald Stewart (un des joyaux du Musée de l'île Sainte-Hélène de Montréal) qui a été prêtée l'été dernier à la ville de Saint-Malo, à l'occasion de la célébration du quatre cent cinquantième anniversaire de la découverte du Canada par le Malouin Jacques Cartier.

Les cartes exposées — toutes des originaux — ont été dressées entre la fin du quinzième siècle et le milieu du dix-huitième siècle. La plus ancienne, faite en 1493 (c'est-à-dire un an après la découverte de l'Amérique), ne concerne, évidemment, que l'Ancien Monde. Mais, dès 1497, le livre *la Chronique de Nuremberg* (publié en 1493) est mis à jour par un *addendum* où le Nouveau Monde est mentionné pour la première fois.

Au long des siècles, la représentation du monde devient *moins fantaisiste*. Le visiteur peut lui-même évaluer les progrès en comparant chaque carte *ancienne à un petit planisphère* moderne gravé dans du plastique. Chose curieuse, la presqu'île de *Basse-Californie, soudée correctement* à la côte ouest de l'Amérique aux seizième siècle et dix-septième *siècles, est représentée* comme une île dans les premières décennies du dix-huitième siècle.

Les premiers tracés de l'Amérique — et aussi ceux de l'Asie et de l'Afrique — dessinent des continents plutôt biscornus. Quand on ne sait pas, on invente. Tel cet énorme continent austral qui envahit peu à peu une bonne partie de l'hémi*sphère sud et qui ne disparaît* qu'en 1730 dans la carte dressée par Guillaume Delisle, premier *géographe de Louis XV*. Delisle fait preuve d'un esprit scientifique et rigoureux ; il ne fait figurer que les côtes dont il est sûr. Ainsi voit-on, sur son double planisphère, seulement une partie de l'Australie, et voit-on la côte ouest d'Amérique du Nord s'arrêter brusquement au niveau de l'actuelle Los Angeles.

Les cartes d'Amérique du Nord, précises et détaillées pour leur époque, sont agrémentées de charmants dessins montrant la vie des Indiens ou le commerce des fourrures. Elles comportent aussi parfois des inscriptions qui nous font sourire, sur les terres situées à l'ouest du Mississippi, John Mitchell a écrit, notamment, sur sa grande carte de 1756 *« prairies immenses remplies de buffles »*.

Quelques cartes sont volontairement fantaisistes : la Hollande s'inscrit dans le lion héraldique de ses *armoiries*, l'Europe dans la silhouette de la Vierge dont l'Espagne est la tête, l'Asie dans celle de *Pégase*. Deux cartes témoignent de la folie de ce bas monde : un planisphère *anonyme (de la fin du seizième* siècle) s'inscrit dans le bonnet d'un fou du roi, et le grand cartographe *George Matthaus Seutter* dessine fort sérieusement et en détails le monde de l'Utopie.

YVONNE REBEYROL.

* Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine, Paris 7e. Ouvert tous les jours (sauf le lundi) de 10 h à 19 h jusqu'au 24 mars. *Entrée gratuite. Visites guidées* gratuites le mercredi sur rendez-vous (551-35-73). Le catalogue est vendu 50 F au profit de la restauration de la maison de Jacques Cartier à Saint-Malo.

## AU BRÉSIL

# Offensive tous azimuts des Américains pour concurrencer la vente d'hélicoptères français

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — La vente par l'Aérospatiale de quinze hélicoptères Super-Puma à l'armée brésilienne (*le Monde* du 8 février) a déclenché avec la firme concurrente américaine Sikorsky une petite guerre *qui n'est sans doute pas près* de se terminer. L'Aérospatiale tente, en effet, de conclure un second *accord, cette fois-ci avec la marine*, portant sur la livraison d'une dizaine d'appareils du même modèle, et cette perspective a incité le concurrent américain à engager une offensive tous azimuts dans la presse et auprès des autorités de Brasilia.

*« Etrange »* : c'est l'adjectif qui revient le plus souvent dans les journaux pour qualifier la décision, prise au début de l'année, de préférer aux Black Hawk de Sikorsky les Super-Puma français. Les articles consacrés à l'affaire reproduisent généreusement les arguments américains, même les plus contraires à la vérité, et certains les présentent comme *s'ils émanaient* du propre journal, alors que les explications *des Français sont à peine* mentionnées.

Dans un communiqué du 7 février, le ministère de l'armée de l'air a expliqué son choix : la proposition française faite en octobre dernier était *« satisfaisante »* sur le plan technique et ses conditions financières étaient *« bonnes »*. Pour le ministère, ce n'était pas le cas des offres reçues précédemment. Des tentatives avaient été faites, en 1983, d'acheter des appareils d'occasion aux Etats-Unis, mais *elles n'avaient pas abouti*.

Selon la version des négociations diffusée par la presse, le secrétaire à la planification, M. Delfim Neto, aurait imposé le choix des Super-Puma pour profiter d'un crédit ouvert par la France en vue de l'achat de matériel militaire. Le quotidien *O Estado de Sao Paulo* écrit que le contrat a été conclu *« dans le seul intérêt du ministre de la planification, M. Delfim Neto »*, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les suppositions. Le même journal qualifie l'opération de *« nébuleuse »* et s'étonne de la hâte mise à traiter avec l'Aérospatiale, alors que Sikorsky était sur les rangs *« depuis dix-sept mois »* et que le problème était *« en partie réglé »*.

### Un quasi-monopole

*« Nous ne souhaitions qu'une chose : disputer le marché à égalité de conditions »*, affirme le président de Sikorsky à Rio. Rien n'indique que ces conditions n'aient pas été égales, mais il est paradoxal de voir le délégué d'une multinationale américaine se plaindre de concurrence déloyale dans un pays où les intérêts des Etats-Unis sont si puissants ! Le plaidoyer présenté par Sikorsky et par la presse « amie » fait feu de tout bois : la firme américaine aurait offert *autant* d'avantages financiers, sinon plus que son concurrent français ; le Super-Puma est d'une conception dépassée ; il n'est qu'une nouvelle version du Puma, dont l'armée de l'air brésilienne possède déjà six *exemplaires* qui sont si défectueux qu'elle veut les revendre. Les pilotes brésiliens n'ont même pas pu tester l'appareil acheté, etc.

Du côté français, on réplique que le Super-Puma 332-M — modèle vendu aux Brésiliens — est fabriqué *depuis 1981 et qu'il a une capacité* de transport de vingt-cinq passagers, soit sept de plus que le Black Hawk de Sikorsky. *On indique* aussi qu'il est particulièrement bien adapté au climat brésilien en raison de sa résistance à la chaleur. Les négociations engagées avec la marine portent sur une dizaine d'appareils du même type destinés au transport de troupes.

Le crédit offert par la France pour couvrir le prix (92,5 millions de dollars) des quinze hélicoptères déjà vendus comporte des taux d'intérêt et des délais d'amortissement particulièrement intéressants. Mais les Français se gardent bien d'en dévoiler les conditions. Selon *les Brésiliens*, la France aurait emporté le marché en offrant des compensations matérielles à leur *pays sous la forme* d'achat d'avions civils à Embraer, la compagnie brésilienne d'aéronautique, mais on indique du côté français que rien n'a été décidé à ce sujet.

L'affaire des Super-Puma a soulevé beaucoup de bruit au Brésil, parce que les fabricants américains détiennent un quasi-monopole dans la vente des matériels militaires. *Selon les Français*, il y a un « lobby » américain, au sein des trois armées, qui oppose des *barrages très difficiles à forcer. « Nous ne pouvons emporter des marchés qu'en étant meilleurs sur certains matériels*, disent les spécialistes français, *en offrant des conditions financières intéressantes et en faisant valoir aux Brésiliens qu'ils ont intérêt à diversifier leurs sources d'approvisionnement. »*

L'offensive américaine de ces dernières semaines incite les mêmes spécialistes à se montrer prudents : le contrat portant sur les quinze Super-Puma doit encore être complété par certaines procédures administratives, et il ne sera effectif que *les premiers* acomptes auront été versés. On rappelle à ce propos que lorsque le gouvernement de Sao-Paulo avait signé il y a quelques années un contrat d'achat de neuf Airbus, mais que, par suite de difficultés financières, il ne l'a jamais définitivement respecté.

CHARLES VANHECKE.

## ASSISTÉ D'UN ALLEMAND

# M. Jean Pierson prend la tête d'Airbus Industries

M. Jean Pierson, directeur de la *division « avions » de la société française* Aérospatiale, vient d'être nommé administrateur-gérant d'Airbus Industries, a annoncé un communiqué du consortium européen, vendredi 1er mars, au lendemain du quarante-cinquième sommet franco-allemand. Pour la première fois depuis la création, il y a un peu plus de dix ans, d'Airbus Industries, un Allemand, M. Johann Schaeffler devient directeur général de consortium européen, en remplacement du Français Roger Béteille.

Agé de 49 ans, M. Schaeffler était jusqu'ici *membre du directoire* et directeur de la division « avion » de la société ouest-allemande MBB, *et il a pris une part* active au début du programme Airbus.

Cette nouvelle était attendue, *M. Pierson était le candidat* que proposait la France pour remplacer M. Bernard Lathière, nommé, le 1er février dernier, vice-président du conseil de surveillance d'Airbus-Industries (*le Monde* daté 3-4 février). Dès le 5 février, le pre*mier ministre, M. Laurent Fabius*, confirmait la future nomination du responsable de l'Aérospatiale, lors d'entretiens à Bonn avec des membres du gouvernement ouest-allemand.

Ces nominations devraient, selon M. Franz Joseph Stauss, président du conseil de surveillance d'Airbus Industries, s'accompagner prochainement du lancement d'une étude sur la réorganisation du consortium.

[*Né le 17 novembre* 1940 à *Bizerte* (Tunisie), M. Jean Pierson est entré en 1963 à l'Aérospatiale où il a poursuivi toute sa carrière. Directeur de l'établissement de Toulouse de cette société de 1976 à 1983, il a assuré l'organisation de la production des avions Airbus et a conduit le lancement technique et industriel de l'A-320, biréacteur court-moyen courrier qui devrait entrer en service en *1988*. Nommé *ensuite directeur de la* division « avions » de l'Aérospatiale, M. Pierson a animé les programmes *relatifs au Concorde, à la gamme* Airbus et à l'avion franco-italien AIR-42.]

## PROTESTANT CONTRE LES NOUVEAUX STATUTS

# Le directeur du Muséum d'histoire naturelle donne sa démission

M. Jean Dorst a démissionné de son poste de directeur du Muséum *national d'histoire naturelle qu'il* occupait depuis 1976, a-t-on appris le 1er mars. Cette démission, la première depuis la création du Muséum en 1793, est la conséquence de la publication dans le *Journal officiel* du 8 février (*le Monde* du 9 février) des nouveaux statuts qui modifient complètement les structures établies par la convention il y a cent quatre-vingt-douze ans.

Ces nouveaux statuts mettent fin au pouvoir exclusif de l'assemblée de vingt-six professeurs du Muséum, seul organe de décision et de gestion. Les professeurs proposaient l'un d'entre eux comme directeur, et celui-ci était nommé par le ministre de tutelle de l'établissement (actuellement le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé des universités). Désormais, le directeur sera choisi parmi les professeurs (directeurs de laboratoire) et les soixante-neuf maîtres de conférences (sous-directeurs de laboratoire). L'organe de décision et de gestion sera le conseil d'administration. Celui-ci sera composé de seize représentants élus par les cinq collèges regroupant les différentes catégories de personnels, de huit personnalités extérieures nommées en raison de leurs compétences, et du président de chacune des trois sections du conseil scientifique (prévu lui aussi dans les nouveaux statuts). De même seront élus les directeurs de département où seront regroupés les différents laboratoires. Depuis 1793, les professeurs avaient l'exclusivité de la nomination des nouveaux professeurs.

### « Inertie et incohérence »

Dans une lettre, datée du 18 février et adressée à tous les personnels du Muséum, M. Dorst écrit notamment : *« Ces statuts sont intrinsèquement mauvais et leur application fera peser de graves menaces sur l'indépendance et l'originalité de notre maison. Ils risquent de la déstabiliser gravement et de la mettre dans une position subalterne dans les proches années à venir. »*

Le directeur démissionnaire estime, en effet, que les nouveaux statuts *« se caractérisent tout d'abord par l'absence délibérée, au sein des diverses instances, de toute représentation organique des grandes unités de fonctionnement et de recherche de l'établissement. Ensuite, par un alourdissement de la gestion à tous les niveaux et le « flou » dans lequel demeurent les responsabilités propres des divers conseils et des unités de recherche (département et « laboratoires » aux contours indécis), dirigées par des hommes aux fonctions précaires et sujettes à des aléas étrangers à la science. Enfin, par la prédominance de groupes de pression extérieurs à l'établissement et de syndicats politisés. »*

*« Par ailleurs*, ajoute-t-il, *ces statuts ne règlent aucun des problèmes financiers auxquels le Muséum devra faire face — un budget basé pour le plus clair sur des ressources aléatoires est un non-sens absolu dans le cadre de la recherche scientifique actuelle, — pas plus que ceux touchant à ses personnels spécifiques, tant chercheurs que techniciens, bien différents pour beaucoup de ceux d'une quelconque université. Selon ces statuts, les pouvoirs du directeur pourront être, selon le cas, dictatoriaux ou dérisoires, d'autant plus qu'il sera dorénavant seul à décider, sans adjoints capables de le remplacer en cas d'absence ou d'incapacité.*

*« Inertie et incohérence risquent fort d'être les conséquences inévitables de l'application de tels statuts, en flagrante contradiction avec les exigences de la recherche scientifique contemporaine telle que la préconise, au moins en apparence, le gouvernement, et que nous l'impose une sévère compétition internationale. »*

*« La situation est d'autant plus grave*, conclut M. Dorst, *que, par une volonté délibérée de notre ministère de tutelle, de très nombreux postes demeurent vacants au sein de l'établissement, parfois depuis plusieurs années... »*

[Né le 7 août 1923 à Mulhouse, M. Jean Dorst a été successivement professeur et directeur du laboratoire de zoologie (1964) puis assesseur au directeur et directeur (depuis 1976) du Muséum national d'histoire naturelle. C'est un scientifique de renom, auteur de nombreux ouvrages sur les oiseaux et les mammifères notamment. Il fait partie des conseils d'administration de plusieurs établissements scientifiques, comme l'Institut océanographique et le Conservatoire des arts et métiers. Il est membre de l'Institut depuis 1973. Le prix Europe lui a été décerné en 1983 pour l'ensemble de son œuvre.]

# France / société

## EN RÉPONSE A DES CRITIQUES DE MÉDECINS

# M. Hervé défend « ses » hôpitaux

***Budget global, départementalisation, réforme des statuts des médecins, restrictions budgétaires. Plus que toute autre, la communauté hospitalière est soumise à une impressionnante série de réformes et de contraintes. M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, souligne, dans un entretien avec le Monde, sa volonté de « passer à l'offensive », en réponse aux récentes prises de position médicales dénonçant les effets des restrictions budgétaires sur la quantité et la qualité des soins dans les hôpitaux publics.***

Pourquoi bouleverser l'actuelle organisation des établissements hospitaliers fondée sur la notion bien connue de service ? *« L'objectif de la départementalisation,* rappelle M. Hervé, *est de permettre une meilleure approche, globale, du malade compte-tenu des évolutions. Cette départementalisation passe par une meilleure coordination des équipes qui ont, entre elles, des complémentarités ainsi que par une promotion des responsabilités. »* La départementalisation est synonyme de rentabilité puisqu'elle vise *« à une participation des différents personnels de la réalité hospitalière »*, et, par là, *« à une meilleure utilisation des moyens, des techniques et des disponibilités ».*

Le secrétaire d'Etat à la santé explique longuement l'importance de cette réforme tout en rappelant *« qu'il ne s'agit ni d'une révolution ni d'une idée nouvelle ». « Déjà,* estime-t-il, *une circulaire, celle du 5 mai 1976, soulignait la nécessité d'une coordination nouvelle entre les différents services hospitaliers. La technique de la départementalisation est déjà une réalité de la vie quotidienne hospitalière dans certains établissements de l'Assistance publique de Paris ou à l'hôpital de Mâcon, par exemple. Ailleurs, les regroupements existent, comme dans certains pavillons de la mère et de l'enfant. »*

### Impertinence

La départementalisation est-elle bien acceptée aujourd'hui par la communauté médicale hospitalière ? Notant, avec satisfaction, que certains syndicats de médecins se sont prononcés en faveur de cette réforme, le secrétaire d'Etat estime toutefois que *« certains ont voulu faire preuve d'impertinence en versant dans l'ignorance ».* Il qualifie de *« ridicules »* les accusations de *« soviétisation de l'hôpital »* prononcées, par exemple, par le professeur Bernard Debré. *« Je remarque,* souligne-t-il, *que l'appréciation sur le département varie selon que la réforme est décrite par les uns ou les autres. »*

Point important selon le secrétaire d'Etat : ne pas confondre ce qui relève du département et ce qui a trait à la réforme des statuts des médecins hospitaliers : *« La carrière des médecins hospitaliers se déroulera indépendamment des fonctions qu'ils pourront être appelés à exercer dans le cadre de la départementalisation. »*

En réponse à certaines critiques exprimées dans le corps médical sur la présence de délégués syndicaux du personnel hospitalier au sein de la commission de départementalisation, M. Hervé rappelle que cette commission *« est une institution transitoire et consultative ». « Si l'on a souhaité faire désigner, par les organisations syndicales, des membres représentant le personnel hospitalier non médical, c'est pour des raisons d'efficacité qui ne sont pas contradictoires avec l'exigence de la démocratie. Leur place et leur répartition seront fonction de la représentativité de chaque organisation, compte tenu des résultats des élections aux commissions paritaires qui auront lieu le 25 avril prochain. »*

Concernant le problème particulier de la psychiatrie, discipline qui comporte au travers de la notion de secteur un volet hospitalier et un autre extra-hospitalier, M. Hervé précise que *« dans le cadre de la concertation avec les intéressés, des propositions ont été faites pour permettre d'associer les personnels médicaux et paramédicaux extra-hospitaliers à la mise en place des départements et, ultérieurement, au conseil de département. De plus, la légalisation du secteur sera soumise à la prochaine session du Parlement ».*

Plus généralement M. Hervé estime que *« les réformes mises en œuvre ne sont pas des réformes de conjoncture, mais des réformes de fond qui intéressent les décennies à venir ». « Il n'est plus possible,* explique-t-il, *que les dépenses de santé – 8 % du produit intérieur brut – soient gérées de façon autonome ».*

### Mise au point

Dans le même temps, pourtant, M. Hervé tient à faire une mise au point : *« Depuis mai 1981,* affirme-t-il, *les moyens mis à la disposition du secteur hospitalier n'ont pas cessé d'augmenter. Les dépenses de fonctionnement des hôpitaux publics ou des établissements participant au service public ont toujours augmenté plus rapidement que l'inflation, même en 1983 et 1984, progrès et rigueur de gestion ne s'excluant pas. »* Affirmant sa volonté de *« passer à l'offensive »*, pour répondre à ceux qui évoquent une diminution de la qualité des soins, le secrétaire d'Etat aligne les chiffres : *« Depuis 1981, nous avons créé dans le secteur hospitalier public plus de 20 000 postes non médicaux. De 1982 à 1984 inclus, le nombre de postes médicaux créés a été de 2 250, dont 915 dans les CHU. Dans ces derniers, de 1981 à 1984, nous avons créé 231 postes de chef de service. A tout cela, il faut ajouter les sommes importantes correspondant aux investissements biomédicaux des hôpitaux. Faits et chiffres à l'appui, nous démontrons que très concrètement depuis 1981 les moyens de nos hôpitaux n'ont pas cessé d'augmenter, indépendamment de la conjoncture économique pourtant difficile. »*

De même, en réponse à l'actuelle rumeur sur la démobilisation du corps médical hospitalier et sur la fuite des chefs de clinique vers le privé, M. Hervé fait procéder à une enquête nationale. D'ores et déjà il indique : *« En 1984, sur 12 000 médecins à temps plein chefs de service ou non des hôpitaux généraux, on n'a enregistré que 103 démissions, soit moins de 1 %. A ma connaissance et pour la même année, dans les CHU aucun professeur n'a démissionné pour s'installer dans le secteur privé. »*

JEAN-YVES NAU.

## LE PHILOSOPHE FERDINAND ALQUIÉ EST MORT

# Un passionné de la raison

***Le philosophe Ferdinand Alquié est mort le jeudi 28 février à Montpellier. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.***

De sa voix de rocaille au bel accent du Sud, Ferdinand Alquié a transporté des générations d'étudiants. Entre 1952 et 1976, les amphithéâtres de la Sorbonne ont résonné des envolées de ce philosophe pour qui Descartes, Malebranche ou Spinoza vivaient au présent. Car ce savant, né en 1906, était un maître, le pair de ses collègues Jean Wahl, Raymond Aron, Jean Hyppolite. Pour les fervents de Descartes, il fallait choisir entre l'interprétation d'Alquié et celle de Martial Guéroult ! Amis dans la vie, ces deux maîtres se querellaient avec érudition sur un dix-septième siècle plein de rebondissements.

Disciple d'Emile Bréhier, d'Etienne Gilson, de Jean Laporte, Ferdinand Alquié respirait l'histoire de la philosophie. Chez lui – qui a écrit *le Désir d'éternité* et *le Rationalisme de Spinoza* – les enjeux théoriques avaient le vif d'une présence éternelle. Pour cet homme de l'Etre les grandes métaphysiques étaient irréfutables. Ainsi l'on peut annuler une proposition scientifique de Descartes, mais l'on ne peut – pas plus qu'au temps de la princesse Elisabeth – prouver, au sens fort, que le monde extérieur existe...

Dans cette œuvre l'inépuisable *« Je pense donc je suis »* se découpait finement. Le *« Je pense »* est un énoncé, le *« Je suis »* en est un autre. Aussi il importe d'analyser ce *« donc »*, qui, subtilement, nous force la main en nous amenant à donner à l'objet pensant une dignité supérieure à celle de l'objet pensé. Et puisqu'on ne peut penser sans être, Alquié n'arrêtait pas de se demander, de nous demander ce que l'on exprime quand on dit *« je suis ».*

Ce héraut de la raison retrouvait là son amour des paradoxes surréalistes. De fait, un dieu calculateur aurait pu décider que deux et deux fissent cinq ! Cet amoureux des concepts savait que le rationalisme se construisait par la méthode, par l'organisation des sciences, qu'il rencontrait aussi les difficultés de l'idée d'infini. Il suivra plus tard ces aventures chez Malebranche ou Spinoza.

Car, prendre en compte l'infini, c'est s'obliger à sortir d'un rationalisme étroit, savoir que la poésie, l'amour, l'art, la mort, relèvent aussi de l'affectif. Pour ce passionné de la raison – comme l'avaient baptisé ses amis – l'affect ne déploie pas les mêmes modalités que le cacul. Car si la connaissance affective se déploie avec « ma » conscience, on ne peut dire « ma » raison.

Pourtant cette dernière est affectée ; ainsi cette œuvre d'art que je perçois selon les lois de l'optique produit des effets singuliers que je suis loin de tous maîtriser... Mais comprendre, c'est aussi se laisser charmer, déporter par l'Etre qui est toujours plus que ce que j'ai en face de moi. En un sens l'objet n'est vraiment en face que pour la science et la technique.

Entendre toute la raison révèle alors une présence qui ne relève pas du seul calcul. Et c'est dans cette séparation radicale d'avec tout objet que gît la possibilité de la métaphysique, l'ouverture à un monde qui ne serait pas pure technique de manipulation. Alquié relisait les grands systèmes comme des promenades vers l'Etre, sans jamais se faire le champion d'une orthodoxie.

### Le mystère de l'œuvre d'art

Dans son amitié pour André Breton, Ferdinand Alquié retrouvait le fait que les sciences pures n'ont rien à dire – ou presque – des expériences esthétiques ou morales. L'œuvre d'art dit le mystère puisqu'elle résiste au scalpel de l'analyste. Cette idée-là, Alquié l'avait empruntée au Kant qui ne confondait pas connaissance et savoir. Car à côté de la connaissance scientifique nécessaire, vitale, nous ne cessons de vivre cette autre vie que révèlent l'art, la folie, l'acte moral. Seul celui qui éprouve une peine la sait vraiment, tout comme l'amoureux seul sait son amour.

La philosophie doit se rendre capable de tenir ensemble des registres dissemblables, comme l'histoire de la philosophie doit être capable de se faire cartésienne ou spinoziste quand elle étudie ces auteurs. Alquié, épris de clarté et de sensibilité, proclamait avec Kant que *« la nature est la somme de tous les objets de l'expérience ».*

La passion savante avec laquelle il rassemblait les œuvres complètes de Kant dans la collection de « La Pléiade » définissait les concepts un à un. Et ce polémiste se mettait en fureur quand on osait traiter d'idéaliste celui qui avait inventé l'idéalisme transcendental. Au reste, sa grande édition de Kant – dont le deuxième tome vient de sortir – modifie notre lecture de celui qui a su *« étudier le problème moral, l'histoire, le progrès, mais aussi l'homme dans son être concret ».* Grâce à Alquié et à son équipe, nous pouvons maintenant découvrir le Kant astronome, géographe, logicien, mathématicien.

Alquié a retenu la leçon du penseur de Königsberg ; toute sa vie, il aura su se faire critique. Déporté sans cesse par la poésie, ce savant militait pour que l'on ne se satisfasse d'aucun donné, pour que la connaissance objective n'oublie pas l'Etre. A partir de prémisses différentes de celles de Heidegger, il luttait avec fermeté contre la domination de la technique.

Chaque nuit, nous rêvons et – avant Freud – bien des philosophes qu'étudiait Alquié avaient trouvé des trésors de connaissance dans ces productions nocturnes. Philosopher pleinement, c'est se rendre capable de saisir l'intellectuel et l'affectif. Pour savoir, le poète a besoin de science et, pour sentir, le scientifique emprunte au poète. Ce passionné de surréalisme savait que les femmes *« ont des chevelures de feu de bois »* et que la terre pouvait *« être bleue comme une orange ».*

CHRISTIAN DESCAMPS.

***

*Né à Carcassonne le 18 décembre 1906, Ferdinand Alquié a fait ses études dans cette ville, puis au lycée Louis-le-Grand à Paris et à la faculté des lettres de Bordeaux et à la Sorbonne. Reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1931, il enseigne à Mont-de-Marsan, puis dans sa ville natale et à Paris, aux lycées Saint-Louis et Rollin. En 1939, il devient professeur de khâgne à Caen, puis à Paris, à Condorcet, Henri-IV et Louis-le-Grand. Il enseigne ensuite à la faculté des lettres de Montpellier (de 1947 à 1952), puis à la Sorbonne, jusqu'en 1976, où il est professeur d'histoire de la philosophie moderne.*

*Il est élu en 1975 à l'Académie des sciences morales et politiques. Par son rayonnement, Ferdinand Alquié illustre la tradition des grands universitaires qui ont été les guides et les maîtres à penser de nombreuses générations d'étudiants.*

*Il a publié* Leçons de philosophie *(1939)*, le Désir d'éternité *(1943)*, la Découverte métaphysique de l'homme chez Descartes *(1950)*, la Nostalgie de l'être *(1950)*, Philosophie du surréalisme *(1955)*, Descartes *(1956)*, l'Expérience *(1957)*, Solitude de la raison *(1966)*, la Critique kantienne de la métaphysique *(1968)*, Signification de la philosophie *(1971)*, le Cartésianisme de Malebranche *(1974)*, Malebranche et le rationalisme chrétien *(1977)*, la Conscience affective *(1979)*, le rationaliste de Spinoza *(1981)*.

*Il est l'auteur des éditions commentées des œuvres complètes de Descartes chez Garnier et de Kant à « La Pléiade ». Il avait participé aux « Douze leçons de philosophie » publiées dans* le Monde *à l'été 1982, en rédigeant l'article sur le « savoir affectif ».*

# Une nouvelle campagne de Greenpeace contre les essais nucléaires

L'organisation internationale Greenpeace a annoncé le 1er mars à Paris le lancement d'une campagne d'opposition à l'expérimentation d'engins nucléaires et de leurs vecteurs dans le Pacifique, notamment par les Etats-Unis et la France.

Le *Rainbow Warrior*, arc-en-ciel guerrier, ancien chalutier de recherche, récemment équipé de voiles, se dirigera dans un premier temps vers Hawaii avant de se rendre dans les îles Marshall où, selon Greenpeace, un grand nombre d'habitants souffrent toujours des effets des retombées atomiques résultant des expériences effectuées par les Américains entre 1946 et 1958, et plus particulièrement de l'opération « Bravo » du 1er mars 1954.

Le bateau se rendra ensuite près de l'atoll Kwajalein, cible des vecteurs nucléaires malgré le moratoire décidé en 1983 par la convention de Londres, selon l'organisation écologiste. Après une escale en Nouvelle-Zélande, où il sera rejoint par le voilier *Vega*, le *Rainbow Warrior* mettra le cap sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie française, site de plus d'une centaine d'essais nucléaires français.

Greenpeace demande l'arrêt de tous lezs essais nucléaires, et la conclusion d'un traité d'interdiction totale considéré comme le premier pas crucial vers la désescalade nucléaire. L'importance d'un tel traité, souligne l'organisation, est rappelée dans le préambule du traité de non-prolifération dont la troisième conférence d'examen est prévue pour septembre 1985 à Genève. Ce texte, rappelle-t-on, a été signé par cent vingt-quatre pays, dont les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne. Ni la France ni la Chine ne l'ont signé. Mais la France a déclaré qu'elle en respecterait les termes.

# Communication

## Lotus, un terminal de traitement de texte en chinois

Comment faire du traitement de texte en chinois ? C'est-à-dire, à partir d'un clavier, saisir rapidement les trois mille caractères les plus utilisés dans la langue chinoise. Les recherches et les premières réalisations ont exploré deux voies. Celle des claviers à transcription phonétique et celle où l'on combine plusieurs touches pour faire un caractère. Par exemple, une touche sert à faire une barre horizontale, une autre une courbe à gauche, une autre une courbe à droite. En frappant successivement ces trois touches, on écrit *grand*. Mais aucune de ces deux méthodes n'est naturelle pour un Chinois, qui voit le caractère globalement.

L'Association linguistique franco-asiatique (ALFA) (1) a présenté récemment un terminal de saisie automatique et de traitement des caractères chinois qui repose sur une tout autre approche. On demande seulement à l'opérateur d'écrire normalement son texte sur une tablette à numériser, et le logiciel, qui s'appuie sur les logiciels de reconnaissance des formes, identifie le tracé de l'écriture et l'affiche à l'écran. Deux caractéristiques de l'écriture chinoise ont favorisé cette démarche : les caractères sont indépendants les uns des autres et la façon de les écrire est rigoureuse ; elle obéit à des séquences strictes. Lorsqu'il y a deux variantes courantes pour écrire un caractère, elles ont été mémorisées et peuvent être utilisées indifféremment.

L'ALFA, association de type loi de 1901, regroupe une dizaine de personnes. A sa création, en 1979, c'est une équipe tricéphale avec des linguistes de l'université de Paris-VII, des chercheurs du CRIN (Centre de recherche informatique de Nancy) et des ingénieurs de la Compagnie générale d'automatisme (CGA), laquelle, depuis, s'est retirée du projet. Des membres de l'ALFA ont séjourné à plusieurs reprises en Chine, notamment six semaines au cours de l'été 1981, et y ont acquis la conviction que leur terminal de saisie, baptisé Lotus, a un avenir commercial. Sans apprentissage, Lotus permet de communiquer avec n'importe quel ordinateur utilisant la norme chinoise de communication GB 2312 – l'équivalent de notre code ASCII, – dans laquelle chaque caractère est représenté par deux octets (deux fois 7 bits + 1 bit de contrôle). Sur le clavier, on peut taper les codes des caractères moins employés et dont le tracé n'est pas reconnu par le logiciel, et aussi les chiffres. On peut ainsi traiter six mille caractères de la langue chinoise. Lotus peut également affecter à chaque caractère traité son code télex (4 chiffres) et servir ainsi à éditer de la bande perforée.

Le champ d'application de Lotus est donc vaste : il recouvre tout le domaine des communications télex pour les entreprises, les administrations, les agences de presse, les journaux. Lotus est un terminal de dialogue avec les bases de données en chinois, mais peut aussi trouver sa place dans l'enseignement assisté par ordinateur, et, à terme, aborder la traduction automatique. ALFA reste très discrète sur ses contacts avec des industriels français. L'objectif visé est d'arriver à commercialiser une première série de plusieurs centaines de machines, qui permettrait de proposer un terminal à 50 000 francs environ.

CHRISTIAN BATIFOULIER.

(1) ALFA, 2, place Jussieu, Tour centrale 808, 75251 Paris Cedex 05.

## Le Luxembourg confirme son projet de satellite

Comme le laissaient entendre les dernières déclarations de son gouvernement (*le Monde* du 9 février 1985), le Luxembourg va développer son propre satellite de télévision *(nos dernières éditions du 2 mars)*. La Société européenne de satellite (SES) a, en effet, été constituée le vendredi 1er mars. Son capital de départ, fixé à 330 millions de francs belges, est détenu à 80 % par des actionnaires privés européens. On y trouve neuf sociétés représentant des intérêts allemands, suédois, danois, belges, luxembourgeois ainsi que la holding luxembourgeoise RITA représentant des intérêts français. Les 20 % restants sont détenus par la Caisse d'épargne et la Société nationale de crédit et d'investissement, deux groupes publics luxembourgeois.

La constitution de cette nouvelle société marque une rupture définitive avec le projet Coronet de l'homme d'affaires américain, M. Clay Whitehead. Ce dernier n'a pas encore accepté le poste de consultant avec participation aux bénéfices que la SES lui propose. Selon M. Paul Zimmer, conseiller du gouvernement luxembourgeois, la SES va reprendre rapidement l'étude technique d'un satellite à seize canaux de télévision *« en intégrant autant de technologies européennes que possible ».*

M. Zimmer paraît raisonnablement optimiste sur les chances de réserver un lancement sur Ariane l'année prochaine et de trouver des candidats pour les seize canaux de télévision.

Reste à savoir comment les ambitions de la SES vont pouvoir cohabiter avec le projet franco-luxembourgeois sur le satellite TDF 1. M. Jacques Pomonti, qui est attendu le 2 mars à Luxembourg pour reprendre les négociations au nom du gouvernement français, ne semble plus se faire beaucoup d'illusions.

J.-F. L.

# Carnet

### Naissances

– Marie-Christine BARRAS,
Daniel MARCHAND,
Mathieu, Chloé et Coline,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,
à Nîmes, le 21 février 1985.

320, chemin de la Calmette,
Courbessac 30000 Nîmes.

### Décès

– Mme Adolphe Diagne,
ses enfants, ses petits-enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

médecin général inspecteur
Adolphe DIAGNE,
compagnon de la Libération,
survenu le 28 février 1985, à l'hôpital du Val-de-Grâce.

– La générale Pierre Maillotte,
Le colonel et Mme Pascal Guillemet,
Le lieutenant et Mme Nicolas Guillemet,
M. et Mme Christophe Guillemet,
Mlle Virginie Guillemet,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

général de division
Pierre MAILLOTTE,
commandeur de la Légion d'honneur,

décédé à son domicile, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 4 mars en l'église abbatiale de Saint-Maixent-l'Ecole.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Villon,
79400 Saint-Maixent-l'Ecole.

– Nella NOBILI

est décédée en son domicile le lundi 18 février 1985.

La cérémonie de l'incinération aura lieu le jeudi 7 mars, à 9 h 30, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise (métro Gambetta).

Sa famille, ses amis.

12, avenue des Lumières,
94230 Cachan.

### Anniversaires

– Il y a un an disparaissait

Daniel CLAVAUD,
ancien chef des informations générales de notre journal.

Que ceux qui l'ont connu aient, ce 4 mars, une pensée pour lui.

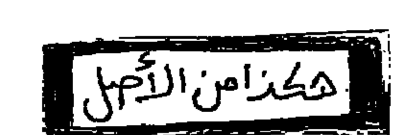
### Commémorations

– A l'occasion du quarantième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, une pensée est demandée pour tous ceux qui ont été assassinés et pour ceux qui sont morts depuis leur retour.

Les rescapés et familles de disparus se retrouveront le dimanche 10 mars pour la traditionnelle Rencontre de l'amitié et du souvenir, à partir de 15 heures, à la mairie du quatrième arrondissement, place Baudoyer (métro Hôtel-de-Ville) 75004 Paris.







**« L'AMULETTE D'OGUM »**
**un film de Nelson Pereira dos Santos**

# Une histoire policière magique

A l'âge de cinquante-cinq ans, *le cinéaste Nelson Pereira dos Santos*, l'auteur de *l'Amulette d'Ogum* (1974), qui sort pour la première fois sur nos écrans, porte, en trente ans de carrière, l'histoire du cinéma de son pays sur ses épaules. Il sera dans huit jours au Festival du réel, au Centre Georges-Pompidou. Membre du jury, il présentera quelques-uns de ses documentaires tournés tant à Brasilia qu'à Rio-de-Janeiro.

Journaliste de formation — il collabora longtemps au *Jornal do Brasil*, — Nelson Pereira dos Santos a connu toutes les modes, introduit le néoréalisme au Brésil et vu apparaître le *cinema novo*, tentative de synthèse originale entre l'apport italien et la nouvelle vague française. Président du jury du dernier Festival de Rio-de-Janeiro, il n'a pas dû jouer un mince rôle dans l'attribution du Grand Prix au film d'Eduardo Coutinho *Un homme condamné à mourir* (*le Monde* du 3 janvier 1985). Il accompagne les soubresauts de la démocratie brésilienne. Très classique dans sa manière de raconter, il est le seul cinéaste d'Amérique latine à traverser avec la même force pratiquement tout l'après-guerre.

*L'Amulette d'Ogum*, sans être son meilleur film, narre avec humour une histoire mi-religieuse, mi-policière, qui laisse le spectateur surpris, dérouté et finalement conquis. Un chanteur de rue, Firmino, rappelle l'étrange aventure du jeune Gabriel qui débute au Nord-Est. Enfant, Gabriel est amené à un guérisseur et, après une mystérieuse cérémonie, se voit doté d'un « corps fermé » (*corpo fechado*) : il devient immortel, tant que sa *mère vivra*. Ainsi, adulte, va-t-il prospérer dans les milieux du crime. Les balles le *traversent sans l'affecter*. Un jour, il s'installe à son compte et entre en lutte avec son ancien patron, *qui essaie en vain de faire* abattre la mère pour supprimer enfin le fils. Gabriel l'invincible *ressuscite une fois de plus*.

Pour Nelson Pereira dos Santos, impossible n'est pas brésilien, tout peut arriver, sur l'écran comme dans la vie, à condition de mettre de côté notre cartésianisme. Sans se moquer du public, sans la moindre gratuité, *mélangeant* le côté Méliès du cinéma et le vieil héritage afro-brésilien de sa culture, il fait *resurgir d'entre les morts*, au sens littéral, son jeune héros protégé par l'amulette du guérisseur. Avec cet *humour imparable* qui le caractérise, il rend l'irrationnel concevable.

Nous pourrons vérifier dans quelques jours à Beaubourg, à travers son documentaire *A nova era*, qu'au Brésil la magie demeure une réalité vivante.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les *films nouveaux*. Du même auteur, sont prévues pour le mois d'avril, puis pour l'été, les sorties de *Mémoires de prison* (1984) et *Rio zone nord* (1957).

**CRÉATION D'« ATEM » A LA SCALA DE MILAN**

# Donatoni saisi par le spectacle

***Atem vient d'être créé à la Scala de Milan. Donatoni a réuni onze partitions, en a composé cinq nouvelles, et Giorgio Pressburger a imaginé l'argument du spectacle.***

Indépendamment même du regain de faveur dont jouit l'opéra depuis une vingtaine d'années, l'opinion ancienne selon laquelle un compositeur ne saurait mieux couronner sa carrière qu'en abordant le théâtre lyrique est redevenue si naturelle qu'on finit par se demander pourquoi certains tardent *encore à se décider, en dépit* des sollicitations dont ils sont l'objet. Franco Donatoni (né en 1927) a mis un peu plus de temps que d'autres compositeurs de sa génération à accéder à la notoriété ; il est donc resté longtemps à l'abri de la nécessité de s'imposer ainsi.

Lorsqu'on a commencé à lui proposer de travailler pour le théâtre, sa réponse invariable était : *« non »*, et cela se comprenait aisément de la part d'un compositeur qui, depuis 1959, n'avait plus mis un seul texte en musique, refusant de voir une liaison possible entre deux mondes aussi indépendants et se suffisant à eux-mêmes. Puis, en 1978, après avoir réaffirmé qu'*« on ne peut plus écrire de mélodies aujourd'hui, ce n'est même pas convenable »*, il décida sans doute de prendre le taureau par les cornes et dédia sa nouvelle partition, *De près*, à la voix.

Depuis lors, c'est la voix qui ne l'a plus quitté, et de même qu'il se plaît à comparer sa méthode de composition, partant d'un élément presque insignifiant, à *« une croissance désordonnée, semblable au résultat provoqué dans un organisme vivant par l'introduction d'un virus »*, on a l'impression que la vocalité prend actuellement une place de plus en plus grande dans son inspiration.

Pourtant, on ne devient pas un compositeur lyrique si on ne l'était déjà. La conviction de Bussotti que toutes les œuvres de Donatoni comportaient une dimension scénique était bien faite pour troubler l'intéressé, puis le projet (non réalisé) d'un spectacle chorégraphique sur certaines de ses œuvres finit par vaincre ses *résistances : Donatoni était* curieux sans doute d'observer ce qu'on allait lui dévoiler de sa propre musique.

L'idée fit son chemin ; un jour il s'avisa de *réunir onze partitions* et d'en composer cinq nouvelles, en vue d'un spectacle mais en se préoccupant seulement de la validité des enchaînements musicaux et de la qualité théâtrale de cet assemblage, laissant à Giorgio Pressburger le soin d'imaginer l'argument du spectacle en toute liberté. Comme il s'agissait, musicalement, d'une sorte d'anthologie de vingt-cinq années de création, rien n'était plus naturel que de puiser dans le livre de Donatoni *Antecedente X. Sulla difficoltà del comporre* (1) les récits oniriques qui y sont consignés au même titre que des réflexions plus techniques.

## Les lois du genre

Ainsi est né *Atem*, créé le 16 février à la Scala de Milan et qui n'aura été représenté que trois fois, en raison des grèves des musiciens suscitées par la lenteur des négociations en cours avec la direction. Sans ce rappel historique, il aurait été difficile de comprendre comment Donatoni a mis *délibérément* sa musique dans une situation aussi problématique, car devenue le support d'une pantomime, elle sacrifie malgré elle à toutes les lois du genre : le vu l'emportant toujours sur l'entendu, la partition semble illustrer le spectacle, quelque effort qu'on fasse pour se convaincre que c'est l'inverse. On peut *penser que si Donatoni avait* composé une musique spéciale sur l'argument de ce ballet-pantomime, il aurait pu réaliser beaucoup plus sûrement cette *« indépendance comme unique rapport possible »* (entre la musique et le spetacle) qu'il appelait de ses vœux.

Il est impossible de raconter la matière des quinze « tableaux *vivants » qui se succèdent et dont* on ne peut comprendre le détail qu'en suivant attentivement le programme. Le principal protagoniste, X, à la fois acteur et spectateur, y est aux prises avec des personnages réels ou imaginaires, avec des souvenirs d'enfance et ses fantasmes d'homme : militaires, prostituées, moines, religieuses, épouse, père et mère, *amantes... Tous ces rôles sont* tenus par des danseurs, et la chorégraphie a été réalisée par Jorma Uotinen, en scène du début à la fin sous les traits de X.

## Les voix enfouies

*Le* spectacle dure près de trois heures, et il faut reconnaître à la régie de Giorgio Pressburger le grand mérite d'une invention de tous les instants qui retient si visiblement l'attention du public qu'on doit lui attribuer une bonne part du succès de la représentation. *Il est plus difficile de savoir* dans quelle mesure la musique est réellement écoutée et ce qu'elle gagne à ce jeu... Peut-être de futurs auditeurs, et l'on ne peut que *s'en* réjouir.

Conçue comme un collage, la partition d'*Atem* pourrait n'être qu'une œuvre de circonstance, moins importante que la somme de celles qui - citées intégralement ou non - ont servi à la composer et, partant, moins significative. *Pourtant elle intéresse par le* travail de réécriture auquel Donatoni s'est ivré parfois. Il a ainsi révisé l'orchestration de la section de *Double II* 1970, y ajoutant deux sopranos solio et un chœur, composé *Diario 83* pour accompagner l'exécution (sur bande) de *Diario 76*, ajouté une seconde partie de soprano dans *Aria II* et *Aria IV* et superposé un chœur parlé à *Darkness*, conçu pour les percussions seules... Enfin le spectacle s'achève avec une œuvre électronique mélangeant et transformant des fragments de diverses pièces instrumentales.

Tandis que le metteur en scène et le chorégraphe se sont efforcés de mettre en lumière, par la pantomime, le contenu dramatique implicite de la musique, le compositeur a donc fait sortir des voix enfouies dans des œuvres achevées, modifiant parfois profondément l'apparence stylistique (*Double II* avec ses suaves vocalises impensables en 1970).

La juxtaposition d'ouvrages d'époques différentes, l'alternance de pièces orchestrales jouées dans la fosse et de musique de chambre préenregistrée et diffusée à un niveau élevé, suscitent des confrontations nouvelles et une approche plus globale des caractéristiques invariables du langage de Donatoni perceptible à travers son évolution. Parmi les *œuvres nouvelles, il faut signaler Diario 84* pour orchestre, animé d'un souffle puissant, et le *Trio II* pour contralto, flûte et clarinette basse, d'une grande délicatesse d'écriture, d'abord très austère puis de la plus en plus délié.

Placé sous la direction vigilante de Zoltan Pesko, l'orchestre de Scala a fait de louables efforts pour s'adapter à une musique qu'il ne pratique pas de gaîté de cœur. Les six voix solistes étaient remarquables ainsi que le chœur de la Philharmonie de Varsovie, rompu de longue date à toutes les difficultés.

GÉRARD CONDÉ.

(1) *Antécédent X. Sur la difficulté de composer*. Editions Adelphi, Milan 1980.



■ **JOSEF SUK, VIOLONISTE.** — Le violoniste Josef Suk étant souffrant, c'est Patrice Fontanarosa qui jouera le concerto en sol majeur de Mozart avec l'ensemble orchestral de Paris, dirigé par Jacques Houtmann, le samedi 2 mars, salle Gaveau, à 20 h 30. Le concert du trio Suk est maintenu lundi 4 mars, même lieu, même heure.

■ **MARIVAUX AU THÉATRE DES AMANDIERS.** — La première de *la Fausse Suivante* de Marivaux, mise en scène au théâtre des Amandiers de Nanterre par Patrice Chéreau et prévue le 5 mars, est reportée au 8 mars. Les spectateurs munis de billets pour les représentations des 5, 6 et 7 mars pourront les faire valider pour une autre date au théâtre ou en téléphonant au 721-18-81.









**« LE MARIAGE DU CIEL ET DE L'ENFER » par Roland Petit**

# Divorce des décibels et de la chorégraphie

A l'origine du *Mariage du ciel et de l'enfer*, il y a un coup de cœur de Roland Petit pour le groupe rock Art Zoyd, l'envie de mettre des corps en mouvement sur des symphonies de rythmes, d'en capter l'énergie comme cela s'était déjà *produit* avec le Pink Floyd.

Mais cette fois il ne s'est pas contenté de chorégraphier sur une musique préexistante et a demandé à Art Zoyd d'écrire une partition *originale sur* un *support dramatique* précis. Le ballet agite les thèmes de l'érotisme, de l'amour, de la mort... toute une veine poétique qui à travers *les Chants de Maldoror*, *l'Eloge de la folie*, *Septentrion*, *Allumez les étoiles*, témoigne périodiquement du désir qu'a Roland *Petit d'échapper à une réputation* de parisianisme, symbole de frivolité.

Placé sous le signe du poète maudit William Blake,le *Mariage du ciel et de l'enfer* se propose d'évoquer *James Dean, idole des* années 50, curieusement associé ici au personnage de Pier Paolo Pasolini.

Une fois levé le rideau de scène, peint vigoureusement par Keith Harring, spécialiste new-yorkais des graffitis, le regard est attiré vers le fond du plateau occupé, tel l'Olympe, par les musiciens et leurs équipements électroniques. Forêt bruissante et sauvage, magma en fusion traversé de lambeaux fumigènes, ils sont un spectacle à eux seuls. Au-dessous, dans une sorte d'arène, les danseurs, propulsés par une porte *étroite*, vont *devoir tenir* tête au déchaînement des décibels.

Le rapport de forces est inégal : la partition de Gérard Houlette et Thierry Zaboitzeff, fluctuante et implacable, d'une grande richesse instrumentale, ne désarme jamais. A ses injonctions (coassements, cris *rauques*, *halètement* de violoncelles, saccades de métronomes), la chorégraphie ne répond jamais directement. Se refusant à explorer l'espace ouvert par la musique, elle s'en tient benoîtement à une suite de tableaux sans progression, à une structure banale, linéaire, où chaque scène répète les mêmes développements frontaux, les mêmes parcours en diagonale.

Comment croire au personnage de Pasolini, incarné par un Paolo Bortoluzzi livré à une gestuelle emphatique et noyant ses dérives existentielles dans des grands manèges de *cirque ? Et n'y a-t-il pas une certaine naïveté* à penser que l'on peut exprimer la sensibilité d'aujourd'hui et le désarroi meurtrier à travers un langage conventionnel ? — une danse de séduction tout en déhanchements lascifs pour symboliser la femme, un trio (Pasolini, James Dean, la Mort) avec des poses laides dont Luciana Savigniano fait les frais, et ces flots de danseuses aux *mains crispées comme des pattes de* loups, soumises aux rayons X de plein feux rouges et blancs.

Roland Petit, passé maître dans le ballet à intrigues et les rebondissements de théâtre reste court dans l'expression d'états intérieurs. Son savoir-faire affleure dans quelques beaux moments de danse pure, un pas de deux en contrepoint de Dominique Khalfouni et Denys Gannio, une bagarre bien réglée entre Thierry Le Floch et Hacène Bahiri, quelques détentes tristes de Luigi Bonino dans la scène de la folie. C'est vrai aussi que Jean-Pierre Aviotte possède beaucoup de présence et qu'il aurait mérité un rôle de James Dean plus fouillé.

La troupe du Ballet de Marseille, jeune et homogène, se défend bien mais il est à craindre que plus tard, privé de la présence vivante du groupe Art Zoyd, ce *Mariage du ciel et de l'enfer* ne se réduise à un divertissement sans envergure.

*MARCELLE MICHEL.*

★ Théâtre des Champs-Élysées. 20 h 30, jusqu'au 13 mars.














# Paris / programmes

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**ROMÉO ET JULIETTE** : Athénée (742-67-27), sam. 20 h 30, dim. 16 h.

**IMPASSE PRIVÉE** : Athénée, salle Berard, sam. 20 h 30.

**LE BAISER D'AMOUR** : comédie italienne (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30.

**AMOUREUX SAUVETAGE** : Palais des Glaces (607-49-93), sam. 21 h.

**FORUM NOHAIN** : Tristan Bernard (522-08-40), sam. 18 h.

**ONDINE** : Ranelagh (288-64-64), sam. 20 h 30.

**LA PORTE, LA CRISE** : Marie-Stuart (508-17-80), sam. 20 h 30.

**DOUBLE MORT D'UN CRIMINEL ORDINAIRE** : Cergy, CC (030-33-33), sam. 21 h.

**LA DOUBLE INCONSTANCE** : Créteil, Maison des arts (899-94-50), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30.

**L'ENCHAINEMENT NÉCESSAIRE** : Vanves, théâtre (645-46-47), sam. 20 h 30.

**DOM PERLINPLIN** : Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

**LA PASSION** : Théâtre de Ménilmontant (636-97-67), sam. 17 h, dim. 15 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

## *Les salles subventionnées*

**SALLE FAVART** (296-06-11) Danse : sam., 20 h 30 ; Hommage à A. Tudor (Jardin aux lilas ; Shadowplay ; Contineo ; Dark Elegies ; dir. musicale : Marius Constant).

☞ **COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), dim. 14 h 30, sam. 20 h 30 : le Triomphe de l'amour ; dim. 20 h 30 : la Mort de Sénèque.

☞ **CHAILLOT** (727-81-15), Grand Théâtre sam. 20 h, dim. 15 h : Hernani ; Théâtre Gémier sam. 20 h 30, dim. 15 h : Hôtel de l'homme sauvage, de J.-P. Fargeau.

☞ **TEP** (364-80-80), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : les Trois Chaleurs ; dim. 20 h : la Terre, d'A. Dovjenko (v.o.) ; Biquefarre, de G. Rouquier.

**BEAUBOURG** (277-12-33), Image et Science : sam. 10 h : La vulgarisation ; 14 h : Histoire ; Cinéma-Vidéo : sam., dim. 16 h, les Appeaux de Carpentras, de J. Arland ; 19 h, la Sagesse de la terre, de M. Sibra ; Cinéma chinois : sam. 17 h 30 : Héroïne des années 20, de L. Pingqian ; 20 h 30, Immortels dans les flammes, de S. Hua ; dim. 14 h 30 : Sur le Soungari, de J. Shan ; 17 h 30, Par monts et par vaux, de C. Fan ; 20 h 30, la Maison de thé, de X. Tian ; sam., dim. 13 à 21 h : Vidéodanse 85.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83), lyrique : sam. 20 h 30 ; dim. à 14 h 30 : la Traviata ; sam. 18 h 30 : le Médium ; Concerts : dim. 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Nice, B. Klobukar ; M. Rudy (Roussel, Prokofiev, Scriabine).

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Volpone, de Jules Romains.

**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-28-34), sam. 20 h 30 ; dim. à 16 h : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

## *Les autres salles*

☞ **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (208-77-71), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : le Sablier.

**ARCANE** (338-19-70), sam. 20 h 30 : le Terrier.

**ARTS-HÉBERTOT** (387-23-23), sam. 21 h, dim., 15 h et 21 h : Asmodée : sam. 15 h : Dom Juan.

**ARTISTIC-ATHEVAINS** (355-27-10), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30 : Théâtre à mains nues.

☞ **ATELIER** (606-49-24), sam., 21 h, dim. 15 h : la Danse de mort (dern.).

**ATHÉNÉE** (742-67-27) Salle L. Louvet, sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : Roméo et Juliette ; salle Ch. Bérard, sam. 20 h 30 : Impasse privée.

**BARAQUE** (707-14-93), 21 h, dim. 15 h : 2 + 2 + 2 = 1.

☞ **BASTILLE** (357-42-14), sam., dim., 19 h 30 : Ma vie, ma mort, de Pasolini (dern.) ; sam., 21 h, dim. 17 h : Still Life.

☞ **BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ **CARTOUCHERIE**, Epée de Bois (808-39-74), sam. 20 h, dim. 15 h 30 : la Maison de Bernarda Alba. Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Rêves. II. Sam. à 21 h ; dim. à 15 h 30 : Premier Amour ; Th. de l'Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : les Incurables. Chaudron 328-97-04) sam., 20 h 30 : Teatr Grupa Chwilowa.

**CC XVIII** (227-68-81), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Charivari.

**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (589-38-69), Grand Théâtre sam., 20 h 30 : Mille francs de récompense ; La Resserre, sam., 20 h 30 : le Dernier Jour d'un condamné ; Galerie sam., 20 h 30 : le Plus Heureux des trois.

**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41) sam. 17 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-37-21), sam., 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ **COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), sam., 20 h 30 ; dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

**DAUNOU** (261-69-14), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

**DÉCHARGEURS** (236-00-02), sam., 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.

**DIX-HEURES** (606-07-48), sam., 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

**EDOUARD-VII** (742-57-49), sam. 17 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

**ESCALIER D'OR** (523-15-10), sam. 17 h, 21 h et dim. 17 h : le Misanthrope.

**ESPACE-GAITÉ** (321-56-05), sam. 20 h 30 : Morpioni's palace.

**ESPACE KIRON** (373-50-25), sam. 20 h 30 : la Parenthèse de sang ; sam. 22 h 15 : Adam et Eve.

☞ **ESPACE MARAIS** (271-10-19), sam. 18 h 30, dim. 16 h : les Hivernants.

**ESSAÏON** (278-46-42), I. sam. 17 h : Un habit d'homme. II. sam. 21 h : Caméléon (dern.).

**FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE** (707-77-75), sam. 21 h : Un homme véritablement sans qualité.

☞ **FONTAINE** (874-74-40), sam. 17 h, 20 h 30, dim. 16 h : Orphée aux enfers.

☞ **GAITÉ-MONTPARNASSE** (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Love.

**GALERIE 55** (326-63-51), sam. 20 h 30 : Pink Thunderbird.

**HUCHETTE** (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ **LA BRUYÈRE** (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ **LIERRE-THÉÂTRE** (586-55-83), sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra nomade.

☞ **LUCERNAIRE** (544-57-34) sam. I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Jonas. — II. 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 20 h : Orgasme adulte échappé au zoo ; 21 h 45 : Cocktail Bloody M.

☞ **LYS-MONTPARNASSE** (327-88-61), sam. 21 h : Lou Andréas Salomé.

☞ **MADELEINE** (265-07-09), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : l'Ouest, le vrai.

**MARIE-STUART** (508-17-80), sam. 20 h 30 : la Porte, la Crise.

**MARIGNY** (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam. 21 h 30 : la Berlue.

☞ **MATHURINS** (265-90-00), sam. 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau. Petite salle sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : les Fantasmes du boucher.

**MICHEL** (265-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

**MICHODIÈRE** (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ **MONTPARNASSE** (320-89-90). Grande salle sam. 21 h, dim. 16 h : Duo pour une soliste. Petite salle sam. 21 h. dim. 16 h : Arbres de vie.

**NOUVEAU TH. MOUFFETARD** (331-11-99), sam. 17 h, dim. 15 h 30 : le Chat de la Saint-Sylvestre.

**NOUVEAUTÉS** (770-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Loulou.

**ŒUVRE** (874-42-52), sam. 19 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), sam. 21 h, dim. 15 h : Amoureux sauvetage.

**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

**PÉNICHE DE L'ADAC** (540-81-93), sam. 19 h et 21 h : Histoires de l'arbre.

**PLAISANCE** (320-00-06), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Halo.

**POCHE-MONTPARNASSE** (548-92-97), sam. 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils ; sam. 20 h 30 : Ma femme.

☞ **PORTE-SAINT-MARTIN** (607-37-53), sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans une valise.

**POTINIÈRE** (261-44-16), sam. 18 h et 21 h : Double foyer.

**RENAISSANCE** (208-18-50, 203-71-39), sam. 16 h et 21 h, dim. 15 h : Une clé pour deux.

☞ **SAINT-GEORGES** (878-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

**SPLENDID-SAINT-MARTIN** (208-21-93), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Tous aux abris.

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-36-82) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79). I. sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Ecume des jours. II. Sam. 20 h 30 : Huis clos.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

**THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS** (633-48-65), sam. 20 h 45, dim. 17 h : les Bâtisseurs d'empire.

☞ **THÉÂTRE DU MARAIS** (278-03-53), sam. 20 h 30 : Androclès et le lion.

**THÉÂTRE DE MÉNILMONTANT** (636-97-67), sam. 17 h, dim. 15 h : la Passion à Ménilmontant.

**THÉÂTRE 13** (588-16-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Rôdeur (dern. le 3).

☞ **THÉÂTRE 14** (545-49-77), sam. 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

**THÉÂTRE DE PARIS** (280-09-30), Petite salle sam. 21 h, dim. 17 h : Games.

**THÉÂTRE PRÉSENT** (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Madeleine de Proust en forme.

**THÉÂTRE DU TEMPS** (355-10-88), sam. 21 h : Lysistrata.

**THÉÂTRE-TROIS SUR QUATRE** (327-09-16), sam. 20 h : le Petrel Fulmar ; 22 h : Ce qui est bon dans la tarte ; dim. 20 h 30 : 12 m² de théâtre politique.

☞ **THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-70-80). Grande salle sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Oiseaux ; Petite salle sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Arbre des tropiques.

**THÉÂTRE DE L'UNION** (246-20-83) sam. 20 h 45, dim. 16 h 30 : Dis à la lune qu'elle vienne.

**THÉÂTRE DE LA VILLA** (542-80-72), sam. 20 h 45, dim. 16 h 30 : Oncle Vania.

**TOURTOUR** (887-82-48), sam., dim. 20 h 30 : les Mille et Une Nuits ; sam. 22 h 30 : Carmen cru.

**TRISTAN BERNARD** (522-08-40), sam. 18 h, dim. 15 h : Forum Nohain.

☞ **VARIÉTÉS** (233-09-92), sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.



## *Samedi 2 - Dimanche 3 mars*

## *La danse*

☞ **PALAIS DES GLACES** (607-49-93), sam. 21 h, dim. 15 h : Cie A. Germain.

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-47-77) sam. 20 h 30 : Ballet national de Marseille.

**THÉÂTRE DE PARIS** (280-09-30), sam., dim. 20 h 30 : Cie Q. Rouillier (dern.).

**TEMPLIERS** (278-91-15), sam. 20 h 30 : Cie R. Descartes, Cie Frequentable, Cie Le pied dans l'eau (dern.).

## *Opérettes*

**ÉLYSÉES-MONTMARTRE** (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : les Mille et Une Nuits.

## *Les concerts*

**SAMEDI 2**

Salle Gaveau 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J. Houtman ; soliste : P. Fontanarosa (Mozart, Beethoven).

Lucernaire, 20 h : Trio Ledoux, C. Valenti, A. Ruiz-Maigne (Ibert, Poulenc, Diabelli).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : K. Gilbert (Bach).

Théâtre du Musée Grévin, 20 h 30 : H. Delavault.

Salle Cortot, 20 h 30 : C. Luca, Ch. Cukersztein (Haendel, Prokofiev, Mozart...).

Eglise Saint-Merri, 21 h : Ensemble Diferencias.

Eglise Saint-Gervais, 16 h 30 : O. Baillieux (Bach, Guilain).

**DIMANCHE 3**

Conciergerie, 20 h : Camerata Amsterdam (Haendel).

Salle Pleyel, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. E. Krivine (Beethoven).

Eglise Saint-Merri, 16 h : Quatuor Parrenin (Franck).

Théâtre du Musée Grévin : voir samedi.

☞ Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos (Liszt).

Eglise des Billettes, 10 h : M. Leclerc (Boely, Demessieux, Schumann...) — 17 h : A.-M. Miranda, D. Selig (Mozart, Bellini, Ravel...).

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 17 h : M. Guyard (Bach).

Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : P. Gallois, Trio à cordes de Paris (Haydn, Schoenberg).

Eglise des Dominicains, 17 h 30 : C. Comois, D. Herlido, A. Ladrette, J.-S. Fremont (Couperin, Scarlatti).

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## *La Cinémathèque*

**CHAILLOT (704-24-24)**

**SAMEDI 2 MARS**

17 h : Rain or shine, de F. Capra ; 19 h : Horizons perdus, de F. Capra ; 21 h 15 : cinéma japonais : La lune s'est levée, de K. Tanaka.

**DIMANCHE 3 MARS**

15 h : Sa dernière culotte, de F. Capra ; 17 h : Miracle Woman, de F. Capra ; 19 h : l'Homme de la rue, de F. Capra ; 21 h 30 : Cinéma japonais : Mademoiselle Ogin, de K. Tanaka.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

**SAMEDI 2 MARS**

17 h : Nosferatu le vampire, de F.-W. Murnau ; Soixante-dix ans d'Universal, 17 h : le Prix d'un meurtre, de Don Siegel ; 21 h : Andy, de R.C. Sarafian.

**DIMANCHE 3 MARS**

Classiques du cinéma mondial : 15 h : Fantôme, de F.-W. Murnau ; 17 h : le Trésor, de G.-W. Pabst ; Soixante-dix ans d'Universal 17 h : Mirage, d'E. Dmytryk ; 21 h : la Fièvre sur la ville, de H. Hart.

## *Les exclusivités*

**A LA RECHERCHE DE GARBO** (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

**ALSINO EL CONDOR** (Nicaragua, v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-32).

**AMADEUS** (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Calypso, 17e (380-30-11). — V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

**LES AMANTS TERRIBLES** (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

**L'AMOUR A MORT** (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

**ANOTHER COUNTRY** (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

**L'ARBRE SOUS LA MER** (Fr.), Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

**AU-DESSOUS DU VOLCAN** (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Espace Gaîté-14e (327-95-94).

**L'AVENTURE DES EWOKS** (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**LE BÉBÉ SCHTROUMPF** (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**BODY DOUBLE VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX** (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

**BOY MEETS GIRL** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**ÇA N'ARRIVE QU'A MOI** (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

**CARMEN** (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

**CARMEN** (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

**LA COMPAGNIE DES LOUPS** (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Miramar, 14e (320-89-52).

**LA CORDE RAIDE** (A., v.o.) (*) : UGC-Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

**COTTON CLUB** (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Escurial, 13e (707-28-04). — V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

**LA DÉCHIRURE** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**DIVA** (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

**DUNE** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

**ELEMENT OF CRIME** (Dan., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

**EL NORTE** (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Normandie, 8e (569-16-16).

**EMMANUELLE IV** (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

**L'ÉTÉ PROCHAIN** (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

**LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI** (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

**LES FAVORIS DE LA LUNE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

**GREMLINS** (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES** (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

**GWEN LE LIVRE DE SABLE** (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

**HEIMAT** (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

**L'HISTOIRE SANS FIN** (All., v.f.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

**IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE** (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

**INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT** (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

**JE VOUS SALUE MARIE** (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Colisée, 8e (359-29-46).

**KAOS, CONTES SICILIENS** (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

**LOVE STREAMS** (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

**MARCHE A L'OMBRE** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

**MARIA'S LOVERS** (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H.sp.), 11e (700-89-16).

**1984** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

**LE MOMENT DE VÉRITÉ** (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**LES NANAS** (Fr.), Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE** (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

**OUT OF ORDER** (All., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

**PARIS, TEXAS** (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

**PAROLES ET MUSIQUE** (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07).

**LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES** (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

**PETER LE CHAT** (Suédois, v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Reflet Logos-II, 5e (354-42-34) ; Studio 43, 9e (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

**PÉRIL EN LA DEMEURE** (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**PHILADELPHIA EXPERIMENT** (A., v.f.) : Gaîté Boulevard (233-67-06).

**PRÉNOM CARMEN** (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

**PURPLE RAIN** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

**LES RIPOUX** (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75).

**ROUGE GORGE** (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Olympic, 14e (544-43-14).

**LES SAINTS INNOCENTS** (Esp., v.o.) ; Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

**SAUVAGE ET BEAU** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

**LA 7e CIBLE** (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

**SIGNÉ CHARLOTTE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (342-21-21) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**SOS FANTOMES** (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

**STAR TREK III A LA RECHERCHE DE SPOCK** (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

**STAR WAR, LA SAGA** (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (330-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

**LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS** (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**TRAIN D'ENFER** (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**TRANCHES DE VIE** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

**LA ULTIMA CENA** (Cub.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

**UN FILM** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**URGENCE** (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

**LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES** (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

**LA VIE DE FAMILLE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'AMOUR BRAQUE** (*), film français de Andrzej Zulawski : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (261-77-99).

**ALPHABET CITY**, film américain de Amos Poe, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

**L'AMOUR EN DOUCE**, film français d'Edouard Molinaro : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**C.H.U.D.** (*), film américain de Douglas Cheek, v.o. : Paramount City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

**HOLLYWOOD GRAFFITI**, film américain de Ron Blackman et Bruce Goldstein, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

**O AMULETO DE OGUM**, film brésilien de Nelson Pereira dos Santos, v.o. : Latina, 4e (278-47-86) ; République Cinéma, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

**LA PART DES CHOSES**, film français de Bernard Dartigues : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Olympic, 14e (544-43-14).

**LES SAISONS DU CŒUR**, film américain de Robert Benton, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-70) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**VARIETY**, film américain de Bette Gordon, v.o. : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Olympic, 14e (544-43-14).

# RADIO-TÉLÉVISION

## Samedi 2 mars

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 **Au théâtre ce soir : Chacun pour moi.**
De Daniel Colas, avec B. Godillot, Y. Renier...
*Un couple sans histoire. Un homme, en plein chagrin d'amour, déboule dans la vie et la maison du couple et s'y incruste sans vergogne. Conséquences : une suite de malentendus, de scènes de ménage, de contretemps sur le mode cocasse et tendre.*

22 h 30 **Droit de réponse : Revue de presse.**
Avec *D. Vernet* (*le Monde*), N. Copin (*la Croix*), D. Jamet (*le Quotidien*), C. Cabannes (*l'Humanité*), J.-F. Kahn (*l'Événement du jeudi*), J.-M. Bougereau (*Libération*), P. Benichou (*le Nouvel Observateur*), P. Freydel (*le Matin de Paris*), M. Dejour (*Sud-Ouest*).

0 h **Journal.**

0 h 20 **Ouvert la nuit.**
Alfred Hitchcock présente : *Le réveillon manqué.*
Extérieur nuit : *l'Instant nommé désir.*

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Nuit des Césars.**
*La nuit du cinéma : le palmarès des meilleurs de l'année, acteurs, actrices, seconds rôles... Maîtres de cérémonie : Pierre Tchernia, Guy Marchand, Jeanne Moreau... Un hommage particulier sera rendu à François Truffaut, avec la participation (par satellite, de Los Angeles), d'Orson Welles et de Steven Spielberg.*

23 h 35 **Journal.**

0 h **Rugby : Tournoi des cinq nations.**
Ecosse-Galles, à Murrayfield.

### TROISIÈME CHAINE : A 3

20 h 5 **Disney Channel.**
*La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.*

21 h 55 **Journal.**

22 h 20 **Feuilleton : Dynastie.**

23 h 5 **La vie de château.**
*J.-C. Brialy reçoit P. Chatel, S. Marceau, T. Lhermitte.*

23 h 35 **Prélude à la nuit.**

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 35, L'aventure vécue par... ; 18 h, 3e rang de face ; 18 h 25, Un trait c'est-tout ; 18 h 30, Clip clap ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

### CANAL PLUS

20 h 30, L'amour en gachette ; 21 h 25, Variétés : Stock chocs ; 22 h 15, Le radeau d'Olivier ; 23 h, Laura ou les ombres de l'été, film de D. Hamilton ; 0 h 30, Napoléon, film de S. Guitry ; 3 h 30, Sarah, film de M. Dugowson ; 5 h 10, Androïde, film de A. Lipstadt ; 6 h 25, Batman.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 **C'est le chien qui est mort**, de Tom Stoppard, traduit par Guy Dumur, avec P. Le Person, G. Tréjean.

22 h 10 **Démarches**, avec Jacques de Langlade.

22 h 30 **Musique** : Manca, musiques actuelles Nice - Côte-d'Azur.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** Festival Mozart de Francfort (donné le 11 juin 1984 à l'Alter Oper) : Quatre fugues de Mozart d'après J.-S. Bach, *Quatuor à cordes en sol majeur nº 14, Quatuor pour piano et cordes en sol mineur nº 1, Quatuor à cordes en ut majeur*, de Mozart, le Quatuor Melos et Sir Georg Solti au piano.

22 h 30 **Les soirées de France-Musique** : feuilleton, « Zarah, Marlène et Hildegarde » ; à 23 h 5 le zodiaque *bien tempéré : les Poissons* ; à 1 h l'Arbre à chansons.

## Dimanche 3 mars

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h **Journal.**
9 h **Emission islamique.**
9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **Source de vie**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur : les Deux témoins.**
11 h **Messe célébrée à Etampes (Essonne).**
12 h 2 **Midi presse.**
*Invité : un mineur de Forbach.*
12 h 30 **La séquence du spectateur.**
13 h **Journal.**
13 h 25 **Série : *Starsky et Hutch*.**
14 h 20 **Sports dimanche.**
16 h 30 **Variétés : La belle vie.**
*Avec E. Mitchell.*
17 h 30 **Les animaux du monde.**
18 h **Série : les Roses de Dublin.**
19 h **Sept sur sept.**
Le magazine de la rédaction présenté cette semaine par Anne Sinclair. *Avec Julien Clerc.*
20 h **Journal.**
20 h 35 **Cinéma : I... comme Icare.**
Film français d'Henri Verneuil (1979), avec Y. Montand, M. Etcheverry, P. Vernier, J.-F. Garreaud, J. Lescot, R. Planchon (rediffusion).
*Après l'assassinat d'un chef d'Etat, un procureur refuse les conclusions de la commission d'enquête officielle. Il cherche lui-même la vérité. Allusions à la mort du président Kennedy, pour une réflexion sur les crimes politiques : aperçus inquiétants sur un complot et la manière de conditionner les individus.*
22 h 40 **Sports dimanche soir.**
23 h 25 **Journal.**
23 h 45 **C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 38 **Journal et météo.**
9 h 40 **Les chevaux du tiercé.**
10 h 10 **Récré A 2.**
10 h 40 **Gym tonic.**
11 h 15 **Dimanche Martin : Entrez les artistes.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Dimanche Martin (suite).**
17 h **Série : Molière ou la vie d'un honnête homme.**
18 h **Stade 2 (et à 20 h 20).**
19 h **Série : Hôtel de police.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Jeu : Le grand raid.**
*Suite des aventures d'« aventuriers » autour de la planète, de Katmandou à Hongkong.*
21 h 35 **Documentaire : L'île heureuse.**
*Une promenade guidée, poétique, en forêt, sur l'île des monts Déserts (au Nord-Est des Etats-Unis), en compagnie de Marguerite Yourcenar.*
22 h 35 **Magazine : Désirs des arts.**
De P. Daix, réal. P. Collin et P.-A. Boutang.
*Pignon, hors de toutes les modes. Figuratif ou abstrait ? Un peintre qui épouse les grandes formes de ce siècle : Pignon, âgé de quatre-vingts ans, dont les œuvres sont actuellement exposées au Grand Palais, feuillette les carnets de sa vie.*
23 h 5 **Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h **Emission pour les jeunes.**
10 h **Mosaïque.**
13 h **Magazine 85.**
15 h **Musique pour un dimanche (et à 17 h 45).**
15 h 15 **Théâtre : le Malade imaginaire.**
De Molière. Enregistré au Théâtre de la Criée à Marseille, mise en scène M. Maréchal, avec C. Lachens, C. Benamou, M. Aria...
*Première comédie de Molière donnée par la Troupe du Roi le 10 février 1678 au Palais-Royal. Argan, malade imaginaire, se moque de lui-même. On peut admirer l'habileté démoniaque de Molière à rire de son corps malade et à faire rire de ses propres misères.*
18 h **Emission pour les jeunes.**
19 h **Au nom de l'amour.**
20 h **RFO Hebdo.**
20 h 35 **Architecture et géographie sacrées.**
*Reims, cathédrale du sacré. Les significations symboliques de ce monument, compris comme espace dans lequel se concentrent analogiquement toutes les structures et les lois du cosmos. Un documentaire « religieux », un essai-poème, vibrant hommage à une certaine idée du monde uni.*
21 h 30 **Aspects du court métrage français.**
Jo, *d'Yves Benoît* ; Elle fuyait, *de Philippe Gauthier* ; Après la nuit, *de Pierre Wallon.*
22 h **Journal.**
22 h 30 **Cinéma de minuit : la Vie de Bohème.**
Film français de M. L'Herbier (1942), avec M. Denis, L. Jourdan, G. Pascal, S. Delair, L. Salou (N).
*A Paris, sous le règne de Louis-Philippe, un poète désargenté s'éprend d'une grisette, mais leur amour est menacé. Adaptation des chroniques d'Henri Murger, avec musique de l'opéra de Puccini. Marcel L'Herbier a retrouvé l'atmosphère du romantisme dans des décors de studio, avec de jeunes acteurs accordés à leurs rôles.*

0 h 25 **Prélude à la nuit.**

### CANAL PLUS

7 h, Spécial tous en scène ; 7 h 40, Le corps parchemin ; 8 h 40, Cabou Cadin (les Gym's, Sherlock Holmes, Paul et les dizygotes, Pataclop Pénélope, Les quatre filles du docteur March, Un bateau pour l'aventure) ; 10 h 45, Gym à gym ; 11 h, Blow out, film de B. de Palma ; 13 h 30, Cabou Cadin (Heathcliff et Marmaduke, Cobra) ; 14 h 15, L'homme au katana ; 15 h, Soap ; 15 h 25, Batman ; 16 h, Robin des bois ; *16 h 50*, Avec *Buster Keaton* ; *17 h 45, Top 50* ; *19 h 15*, Club de la presse ; 20 h 30, le Mariage de Maria Braun, film de R. W. Fassbinder ; 22 h 30, La Boum 2, film de C. Pinoteau ; 0 h 15, Une langouste au petit-déjeuner, film de G. Capitani ; 1 h 45, Variétés : Stock chocs.

### FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 03 Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : avec C. de Ponfilly ; *7 h 45, Dits et récits : la science ingénieuse* ; *8 h, Foi et tradition* ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5 Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand-Orient de France ; 10 h, Messe à Saint-Louis d'Antin (Paris) ; 11 h, Histoires du futur : entretien avec Thierry Gaudin ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : présence de la peinture canadienne ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Comédie-Française : « Platonov » de Tchekhov - Avec P. Noelle, C. Vernet. C. Salviat... ; 16 h 30, Conférence de Carême, en direct de Notre-Dame de Paris (les droits de l'homme) ; 17 h 20, La tasse de thé ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h, Musique : le son de chose (portrait d'Hubert Reeves).

20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : Robert Flaherty.

22 h 30 **Musique** : Concertino praga.

0 h **Clair de nuit.**

### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres de Saint-Saëns, *Massenet, Rubinstein, Drigo, Rossini, Adam*, Tchaïkovski... ; 9 h 5, Cantate BWV 51, de J.S. Bach ; 10 h, Gustav Mahler à Vienne ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Disques compacts : Bach, Beethoven, Haendel, Verdi ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? ; Beethoven et l'histoire par Jacques-Francis Rolland, écrivain ; 19 h 5, Jazz vivant : jazz out west ; 20 h 4, Avant-concert.

20 h 30 **Grand concert d'archives** (*donné* au Festival de Montreux le 24 septembre 1956) : *Suite : Sarabande, Gigue, Badinerie*, de A. Corelli ; *Quatrième symphonie en ré mineur*, de R. Schumann ; *Concerto nº 2 pour piano et orchestre en fa mineur*, de Chopin ; *Procesion del Rocio*, de J. Turina ; *la Vie brève*, extrait, de M. de Falla, par l'Orchestre national, dir. A. Argenta, W. Malcuzynski au piano.

22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : feuilleton, « Zarah, Marlène et Hildegarde » ; à 23 5 Ex-Libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 4 MARS

| | |
|---|---|
| TF1 | 20 h 35, Cinéma : *Goupi mains rouges*, film de Jacques Becker ; 22 h 25, Étoiles et toiles, magazine du cinéma : autour du Festival de Rio-de-Janeiro ; 23 h 20, Journal ; 23 h 40, C'est à lire. |
| A2 | 20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : *Macbeth*, opéra de Verdi d'après Shakespeare ; 23 h 25, Journal. |
| FR3 | 20 h 35, Cinéma : *Laisse-moi rêver*, film de Robert Menegoz ; 22 h 10, Journal ; 22 h 40, Thalassa, le magazine de la mer ; 23 h 25, Henri Vincenot dans « Histoire de trains » ; 23 h 30, Prélude à la nuit. |

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 3 MARS

– *M. Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, participe à l'émission « L'oreille en coin » sur France-Inter, de 9 h 30 à 12 heures.

– *M. Jack Lang*, ministre de la culture, est l'invité du « Forum » de RMC, à 12 h 30.

– *M. Joël de Rosnay*, écrivain, scientifique, répond aux questions des journalistes du « Grand Jury RTL-*le Monde* » sur RTL, à 18 h 15.

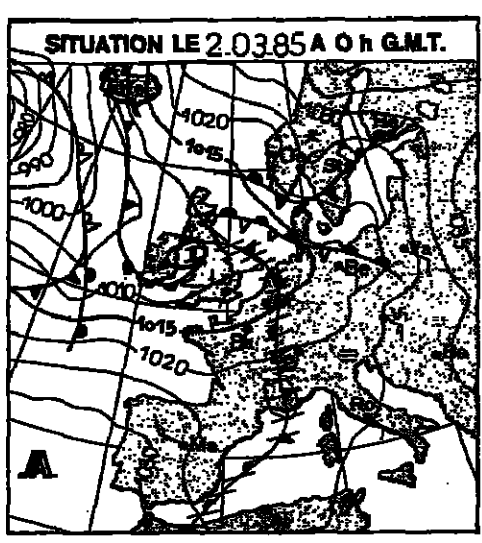
– *M. Jacques Toubon*, secrétaire général du RPR, est reçu au « Club de la Presse », sur Europe 1 et Canal Plus, à 19 h 15.

### LUNDI 4 MARS

– *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, est l'invité du journal de France-Inter, à 7 h 40.

– *MM. Michel Barnier*, député RPR de la Savoie et *André Laignel, député socialiste de l'Indre*, participent à l'émission « Face au public » (spécial élections cantonales), sur France-Inter, à 19 h 20.

# MÉTÉOROLOGIE




PRÉVISIONS POUR LE 3.3.85 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

**Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 mars à 0 heure et le dimanche 3 mars à 24 heures.**

L'Europe occidentale reste soumise à un défilé de perturbations océaniques. Une profonde dépression qui s'installe au sud de l'Irlande va diriger un temps très pluvieux et venteux sur la France.

Dimanche matin, excepté sur les régions méditerranéennes, beaucoup de nuages sur la France et même quelques pluies des Pyrénées au Massif Central et au Nord. Au fil de la journée, ces faibles pluies vont gagner nos régions orientales, épargnant toutefois l'extrême Sud-Est et la Corse, mais le ciel se couvrira.

Une zone pluvieuse et venteuse active va gagner la Bretagne le matin puis s'étendra l'après-midi vers le Pas-de-Calais, le Bassin parisien et le Sud-Ouest (neige vers 1 000 mètres) ; des vents de sud-ouest deviendront forts à très forts, en particulier près de l'Atlantique et de la Manche. L'après-midi, déclin de l'activité pluvieuse sur le quart nord-ouest avec établissement d'un temps capricieux : soleil et averses mais très *fortes rafales de vent d'ouest à nord-ouest.*

Les températures de 3 degrés à 8 degrés le matin du nord au sud seront voisines l'après-midi de 10 à 14 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le vendredi 2 mars à 7 heures, de 1 014,9 millibars, soit 761,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er mars ; le second, le minimum de la nuit du 1er mars au *2 mars : Ajaccio, 14 et 10 degrés*; Biarritz, 12 et 6; Bordeaux, 12 et 4; Bourges, 12 et 3; Brest, 9 et 5; Caen, 13 et 3; Cherbourg, 9 et 4; Clermont-Ferrand, 10 et 3; Dijon, 8 et 4; Grenoble-St-M.-H., 9 et 2; Grenoble-St-Geoirs, 8 et 1; Lille, 9 et 2; Lyon, 9 et 4; Marseille-Marignane, 13 et 7; Nancy, 10 et 3; Nantes, 13 et 3; Nice-Côte d'Azur, 13 et 9; Paris-Montsouris, 12 et 4; Paris-Orly, 12 et 4; Pau, 10 et 4; Perpignan, 15 et 7; Rennes, 11 et 3; Strasbourg, *6 et 5*; *Tours, 12* et 4; Toulouse, 10 et 5; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 4 et 2; Athènes, 11 et 8; Berlin, 2 et 1; Bonn, 11 et 3; Bruxelles, 7 et 3; Le Caire, 18 et 8; îles Canaries, 23 et 18; Copenhague, 2 et −1; Dakar, 27 et 19; Djerba, 20 et 8; Genève, 5 et −3; Istanbul, 3 et −2; Jérusalem, 8 et 1; Lisbonne, 14 et 6; Londres, 12 et 2; Luxembourg, 6 et 3; Madrid, 13 et 3; Montréal, 6 et 2; Moscou, −3 et −9; Nairobi, 28 et 12; New-York, 10 et 2; Palma-de-Majorque, 17 et 9; Rio-de-Janeiro, 28 et 21; Rome, 15 et 9; Stockholm, 0 et −5; Tozeur, 21 et 9; Tunis, 19 et 6.

PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

# MOTS CROISÉS

### PROBLÈME Nº 3914

#### HORIZONTALEMENT

I. Tout a été mis en œuvre pour qu'il atteigne son objectif. Peut obliger à tenir la corde. – II. Peut nous envoyer au tapis. – III. Possessif. N'a pas été dispensé d'affranchissement. – IV. Connaît bien les grands magasins. Ne mènera pas une vie d'enfer. N'a rien à envier au précédent. – V. Symbole *chimique. Où l'on* trouve parfois de jolies pensées. *Conjonction.* – VI. A plus qu'il ne faut pour se croiser les bras. Doit donc faire des jalouses. – VII. Prouve qu'on a « pris » du champ. Démontre. – VIII. Il pousse comme un champignon. Peut réserver sa semence à une jolie bergère. – IX. Travaille toujours dans les règles. Personnel. – X. Est peut-être sur le sable. Ne sont pas rares à Roland-Garros. – XI. Inspira un fils de général. Pronom. – XII. Egaye quelque peu les Londoniens. Dans le vocabulaire d'un *Mauritanien.* Il en est que certains n'hésitent pas à toucher du doigt. – XIII. Changea de régime. Est, aux *deux sens du terme*, destiné à renverser. – XIV. Pleine d'eau. Tirer sur la corde. Ont parfois la gorge nouée. – XV. Grands fours. N'existe plus sous ce nom.

#### VERTICALEMENT

1. Ne suffit pas à provoquer un ralentissement de la circulation. Prouver qu'on s'attendait au pis. – 2. Ne concerne pas les grands mangeurs. Pas nécessairement approuvé. Prénom. – 3. Donnait une sensation de chaleur. N'a pas eu l'occasion de savourer sa dernière victoire. Interjection. – 4. Peut mettre fin à un manque d'inspiration. – 5. *Plan* d'eau. Ne pas tirer en longueur. – 6. Hors d'affaires. Ne nageait pas *que dans la joie. Parties de campagne.* – 7. Conjonction. Doit se sentir gênée. Symbole chimique. – 8. Préposition. Est donc vraiment bête. En avance. Coupe des « tartines ». – 9. A été en bien meilleur état. Un homme à la mer. – 10. Etait donc presque arrivé à la fin. Pas du meilleur goût. – 11. Incités. Porte la barbe. – 12. Pièce résistante. Adverbe. Dans la province de Liège. Dans le vent. – 13. Ont vite fait de prendre la queue. Va bien avec elle. Ceux-là, on les a continuellement sur les bras ! – 14. Note. Outil de travail pour les Curie. Met de l'eau dans son vin. N'est pas sans talent. – 15. Ramenés à la surface. Ici ou là.

#### Solution du problème nº 3913

*Horizontalement*

I. Important. – III. Japonaise. – IV. Utopistes. – V. Rétiaires. – VI. Elan. Lace. – VII. Egide. – VIII. Iseo. Ite. – IX. Nets. – X. Eve. Arias. – XI. Euphuisme.

*Verticalement*

1. Injure. Idée. – 2. Atèles. Vu. – 3. Papotage. EP. – 4. Opinion. – 5. Renia. Eau. – 6. Asile. Tri. – 7. Anitra (bayadère, dans *Peer Gynt*). Isis. – 8. Seeckt. AM. – 9. Tresse. Erne.

GUY BROUTY.



# PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 3 MARS

« Louis-le-Grand » : 15 h, 123, rue Saint-Jacques (Lemarchand). « Exposition Degas », 10 h 30, 28, rue des Francs-Bourgeois (Bouchard).

« Un aqueduc du Moyen Age au Pré-Saint-Gervais », 15 h, métro Mairie-des-Lilas (apporter lampe de poche).

« Cités d'artistes et jardins de Montmartre », 10 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Botteau).

« Les tombes célèbres du Père-Lachaise », 15 h, entrée principale boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'hôtel de Camondo », 15 h, 63, rue de Monceau (Ferrand).

« *L'appartement* de Clemenceau », 15 h, 8, rue Franklin (La France et son passé).

« L'Ecole militaire », 15 h, métro Ecole militaire (Jaslet).

« L'Académie française et l'Institut », 15 h, 23, quai de Conti (Lasnier).

« L'hôtel de Roquelaure », 15 h, 246, boulevard Saint-Germain (Paris et son histoire).

# CONFÉRENCES

### DIMANCHE 3 MARS

*14 h 30 : 60, boulevard de Latour*-Maubourg, M. Brumfeld : « Victor Hugo » ; 16 h 30 : « La Thaïlande » ; 18 h 30 : « Singapour ».

17 h 30 : 11 *bis*, rue Keppler : « Les rêves et la vie intérieure ».

## REPÈRES

### Bois : baisse des exportations aux Etats-Unis

Les ventes à l'étranger de bois non transformé et des produits de sciage ont baissé aux Etats-Unis de 5 % en 1984, avec une valeur globale de 2,7 milliards de dollars. Cette faiblesse est due à la diminution de la demande du Japon, qui reste de loin le premier client avec 38 % des exportations américaines (contre 56 % en 1979); baisse également des achats canadiens, second marché pour les Etats-Unis (381 millions d'exportation, – 6 %). Par contre, les livraisons à la Chine populaire continuent de progresser : leur part dans les exportations américaines de bois, inexistante en 1979, s'élève à 11 % en 1984 (288 millions de dollars).

### Conjoncture : forte montée du baromètre aux Etats-Unis

Le baromètre est au beau aux Etats-Unis : l'indice composite des principaux indicateurs économiques a enregistré en janvier une nette progression de 1,7 % contre un recul de 0,5 % (chiffre révisé) en décembre 1984. Il s'agit de la plus forte hausse depuis vingt mois de cet indice censé préfigurer la conjoncture économique à court et à moyen terme. Le département du commerce a, par ailleurs, révisé l'indice du mois d'août dernier, en précisant qu'il avait progressé de 0,1 %, et non pas baissé de 0,2 %, comme annoncé à l'origine. Ainsi cet indice, qui avait baissé en juin et en juillet derniers, n'a pas reculé en 1984 pendant trois mois de suite, ce qui, selon certains spécialistes, annonce généralement une récession.

### Finances : l'URSS liquide son antenne bancaire de Zurich

Sur décision de Moscou, la banque soviétique Wozchod de Zurich sera prochainement mise en liquidation. Spécialisée dans le commerce de l'or et des devises, cet établissement a, selon la Commission bancaire suisse, subi de très lourdes pertes au cours de ces deux dernières années. Les responsables soviétiques n'en ont jamais révélé le montant, mais d'après certaines informations, celles-ci seraient supérieures à 100 millions de dollars. Actionnaire de la Wozchod, avec la Banque d'Etat de l'URSS, la Banque soviétique du commerce extérieur pourrait reprendre les activités de la Wozchod et ouvrir un bureau à Zurich. C'est par le canal de la Wozchod que l'URSS écoule la plus grande partie de son or sur le marché mondial.

### Vin : le bordeaux 1984 s'est bien vendu

Les ventes de vin de Bordeaux ont augmenté en 1984 en volume de 10 % pour le rouge et de 15 % pour le blanc, atteignant 3,8 millions d'hectolitres pour une valeur de 7 milliards de francs. Les exportations (1,6 million d'hectolitres pour une valeur de 3 milliards de francs) ont représenté 31 % du chiffre d'affaires du vin français réalisé à l'étranger (champagne exclu) contre 27 % les deux années précédentes. Ces exportations se répartissent entre 70 % de vin rouge en progression de 22 % sur 1983 et 30 % de vin blanc, en augmentation de 8 % seulement. Les principaux acheteurs sont : les Etats-Unis (711 millions de francs), la Belgique (486 millions) et la Grande-Bretagne (420 millions). Ces trois pays absorbent plus de la moitié des exportations.

## Ouverture des Salons du machinisme et de l'agriculture

**La traditionnelle semaine de l'agriculture s'ouvre le dimanche 3 mars au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris. Précédée d'un colloque international, sur le thème du «développement agricole et rural… une expérience à partager», cette semaine regroupe deux Salons, celui du machinisme agricole et celui de l'agriculture proprement dite. Comme à l'accoutumée, on comptera dans les halls et les travées les machines et les animaux par centaines, les exposants par milliers et les visiteurs par centaines de milliers. Peut-être aurait-il fallu, pour être en harmonie avec le monde et l'économie agricoles, instituer ici aussi des quotas, histoire de toucher du doigt la réalité.**

### *Les derniers feux*

Si la semaine de l'agriculture est traditionnelle et ne constitue pas en elle-même un événement, cette édition 1985 s'inscrit dans un contexte exceptionnellement délicat : les marchés sont bloqués et la Communauté économique européenne se trouve à court de ressources ; la «menace» de l'élargissement de la CEE à l'Espagne se précise, et la concurrence des Etats-Unis se fait plus âpre.

Marchés bloqués : faute de débouchés solvables, les Dix ont dû limiter les droits à produire dans le secteur laitier ; ils viennent d'adopter un règlement sur le vin destiné à réduire la production ; l'exceptionnelle récolte céréalière trouve difficilement preneurs, et les sucriers sont contraints au stockage pour ne pas faire chuter encore plus les cours.

La limitation volontaire du budget européen conduit la Commission d'une part à abaisser le volume des denrées bénéficiant d'une garantie de prix, d'autre part à réduire le niveau des prix de garantie eux-mêmes (en moyenne pour la Communauté et l'ensemble des produits). Le provisoire s'installe en Europe avec un budget pour 1985 qui n'est toujours pas voté. L'accroissement de ce budget lui-même est lié à l'élargissement de la Communauté qui n'est toujours pas acquis.

#### L'offensive américaine

De ce point de vue, l'incertitude est double : ou bien l'élargissement est retardé, et les pays de la CEE qui y sont favorables, telle l'Allemagne fédérale, refuseront d'accroître le montant des ressources communautaires en 1986 ; ou bien l'élargissement a lieu, et les producteurs français de fruits, légumes et vin, et pas seulement au bord de la Méditerranée, auront à redouter la concurrence espagnole, mais aussi celle du Maroc, de la Tunisie et d'Israël qui demanderont des compensations.

Du côté américain, l'offensive se déroule sur quatre fronts. Offensive au GATT (accord général sur les prix et les droits de douane) où les Etats-Unis entendent saper les murs de la protection européenne constituée par le système des prélèvements et restitutions ; à moins qu'ils ne se désintéressent du GATT et multiplient les accords commerciaux bilatéraux. Offensive sur les marchés d'exportation, au soutien desquels ils reporteraient les crédits économisés sur le budget intérieur de l'agriculture. Offensive poursuivie avec les ventes en Europe des produits de substitution de céréales, qui concurrencent les productions protéiques destinées à l'alimentation animale. Offensive encore, avec le risque de fermeture des frontières aux produits européens, notamment pour les vins et spiritueux.

#### Une situation paradoxale

S'il ne s'agissait que d'une passe difficile, les alarmes de la paysannerie seraient vaines. Mais celle-ci vit en France une mutation profonde : de nombreux agriculteurs âgés vont «disparaître», un producteur de lait sur huit abandonne son étable, la double activité (du chef d'exploitation, comme des ménages) s'accroît. Il faut à l'agriculture française du sang neuf, mais il faut aussi aux jeunes que ce métier continue d'attirer «un cœur gros comme ça». Pour ceux qui viennent de s'installer, ou qui envisagent de le faire, des prix en baisse et un volume de production autoritairement bloqué ne constituent pas des conditions de démarrage dans la vie particulièrement enthousiasmantes.

Tout cela, les responsables politiques et économiques, du moins ceux qui connaissent l'agriculture, le savent. En se grattant la tête… le commissaire européen chargé du dossier, M. Franz Andriessen, a proposé, pour ne pas désespérer les campagnes, la tenue d'une conférence sur l'avenir de l'agriculture en Europe, qui se tiendrait… quand la négociation sur les prix de campagne 1985-1986 sera terminée. A Paris, on cherche quelles seraient les portes de sortie. Les choix n'apparaissent pas très nombreux. Le secteur de l'élevage offre peu d'élasticité, les petites productions représentent un créneau étroit, qui n'est cependant pas à négliger. Restent les céréales. On espère une reprise du marché international et l'on mise aussi, pour peu que les pouvoirs publics parviennent à arrêter une politique, sur les débouchés industriels, avec la mise en place d'une filière chimique du blé. Côté oléo-protéagineux, la formidable poussée de la production peut se poursuivre, à la condition ici encore que la filière industrielle soit en mesure de l'absorber. Même remarque enfin pour la culture des arbres pour lesquels les débouchés existent, à la condition que l'outil de transformation se révèle plus efficace.

Cette situation conduit naturellement à s'interroger sur la formation des agriculteurs et sur les objectifs du développement. Quels points d'application donner au progrès technique? Sur quoi faire porter la productivité? Ce sont là des questions posées au secteur de la recherche.

Au total, la situation est paradoxale ; l'agriculture française ne sait pas de quoi son avenir sera fait; l'incertitude se mêle de désespérance. Dans le même temps, cette agriculture a été, en 1984, avec les industries alimentaires, le moteur de la croissance : la production agricole a augmenté de 7,8 %; les livraisons ont augmenté de 8,3 % pour atteindre en valeur le niveau record de 273 milliards de francs. Sur une augmentation du produit national brut de 2 %, l'agriculture et l'industrie alimentaire en ont apporté 0,8 %. S'agit-il des derniers feux?

JACQUES GRALL.

## QUAND LA « SÉCU » RÉCLAME DES INTÉRÊTS A L'ETAT

L'Etat a-t-il vraiment fini de payer ses dettes de 1984 à la Sécurité sociale? En apparence oui : un dernier versement de 1,7 milliard (1,2 milliard correspondant à la taxe sur les tabacs supprimée et 0,5 milliard pour la formation des personnels hospitaliers) a été enregistré jeudi 28 février après les 10 milliards payés le 20 février.

Ces dettes avaient commencé à s'accumuler à l'été 1984, atteignant fin novembre 12,6 milliards de francs. Elles provenaient pour l'essentiel de la contribution au Fonds national de solidarité (FNS) et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) prises en charge par l'Etat depuis 1983. Leur montant avait ensuite fluctué, selon les versements des cotisations dues par l'Etat pour les fonctionnaires, descendant à 11,1 milliards fin décembre, 10,6 milliards fin janvier 1985, mais remontant à 14,9 milliards le 18 février. Des retards dûs au désir de limiter le déficit du budget en 1984.

Mais un sujet de litige subsiste encore ; les responsables de la Sécurité sociale estiment que l'Etat doit payer les intérêts que l'institution aurait retiré du placement des sommes dues pendant plusieurs mois : un «manque à gagner» de 250 à 300 millions de francs. Au ministère des affaires sociales on espère bien que ceux-ci seront payés avec le prochain «gros» versement de l'Etat, fin mars-début avril, le budget devant désormais acquitter tous les trimestres les contributions pour l'AAH et le FNS…

## ACCORD SALARIAL DANS LES BANQUES + 4,5 %

Un accord salarial pour 1985 vient d'être signé dans les banques. Il prévoit trois augmentations échelonnées sur l'année : 1 % au 1er avril ; 1,5 % au 1er octobre et 2 % au 1er décembre. Il s'inscrit donc, comme l'accord de 1984, dans le cadre des directives gouvernementales en matière de hausses de salaires, puisque, à la fin de l'année, les salaires auront augmenté de 4,5 % en niveau. En outre, une clause de sauvegarde prévoit un éventuel réajustement «en masse» si la hausse des prix dépassait l'objectif fixé par le gouvernement de 5,2 % en moyenne annuelle.

Pour l'instant, seul le SNB-CGC a signé cet accord avec l'Association française des banques. (Il avait aussi signé l'accord 1984). La CGT, la CFDT (qui réclamait des mesures pour les bas salaires) et la CFTC ont refusé. FO a réservé sa réponse jusqu'au 5 mars.



## M. Reagan lève les limitations d'importations américaines de voitures japonaises

M. Reagan a annoncé, le 1er mars, qu'il ne demandera pas au Japon de limiter en 1985 ses exportations d'automobiles aux Etats-Unis. Parallèlement, il a appelé Tokyo à adopter *«un traitement réciproque»*, c'est-à-dire à ouvrir ses marchés aux produits américains. Les exportations d'automobiles japonaises étaient limitées à 1,85 million en vertu d'un accord signé *«volontairement»* par le Japon avec les Etats-Unis en 1981, qui a été reconduit ensuite chaque année.

La décision du président américain de ne pas prolonger ces limitations au-delà de leur date d'expiration officielle du 31 mars et pour une cinquièm année était attendue. La commission américaine du commerce le lui avait recommandé (*le Monde* du 22 février), en s'appuyant sur une étude faite aux Etats-Unis qui prouvait que ces mesures avaient coûté fort cher aux consommateurs, – en permettant aux constructeurs américains de maintenir des prix élevés, – sans être d'une grande efficacité. L'excellente santé financière de General Motors, Ford et Chrysler, qui ont enregistré l'an passé des bénéfices records de 10 milliards de dollars, devait aussi inciter le président américain à lever les limitations. En outre, les constructeurs en réclamaient le maintien officiellement, mais déclaraient aussi vouloir accroître leurs propres importations pour revendre les véhicules japonais sous leur marque. Chrysler a ainsi déclaré qu'il allait tripler ses importations pour les porter à 287000 unités.

Disparition attendue de mesures protectionnistes devenues inutiles donc, mais que M. Reagan cherche à valoriser face aux Japonais. Washington et Tokyo sont en effet engagés dans de très difficiles négociations pour l'ouverture de plusieurs marchés japonais, comme ceux des télécommunications ou des médicaments, aux firmes américaines. M. Reagan veut réduire le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon, déficit qui a encore doublé en 1984 pour atteindre 36 milliards de dollars.

## ACCORD FINAL SUR LES EXPORTATIONS DE TUBES D'ACIER EUROPÉENS AUX ÉTATS-UNIS

Bruxelles (Communautés européennes). – Les représentants de la Commission européenne et du gouvernement des Etats-Unis sont parvenus le 1er mars à Washington à un accord difficile sur les ventes de tubes d'acier de la CEE sur le marché européen. Le 29 novembre 1984, les autorités fédérales, faisant valoir l'accroissement spectaculaire des exportations européennes en 1984, fermaient leurs frontières aux produits des Dix. Le 10 janvier dernier, la CEE acceptait de limiter à 7,6 % (soit 662 000 tonnes) sa part de marché en 1985 et 1986 contre 14 % l'année dernière.

Il restait toutefois à trouver une solution pour les quantités bloquées dans les ports américains pendant les quarante jours d'interdiction d'importer. Washington demandait que, sur les 196 000 tonnes concernées, 90 % soient imputés aux quotas de 1985 et 10 % à celui de l'année suivante. La Communauté souhaitait, de son côté, une répartition à parts égales. Finalement, 65 % des produits sous douane seront comptabilisés en 1985 et 35 % l'an prochain.

M. S.

## Suez va devenir actionnaire de Roussel-Uclaf

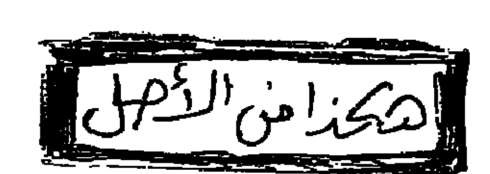
La Compagnie financière de Suez va racheter à l'Etat français une partie des actions que celui-ci détient (40 % au total) dans le capital de la firme pharmaceutique Roussel-Uclaf. Un accord de principe a été signé. Les modalités de l'opération n'ont toutefois pas encore été arrêtées. Les discussions se poursuivent. Mais la participation de Suez dans Roussel-Uclaf ne pourrait être supérieure à 10 %.

Il y a plus d'un an que Suez cherchait à entrer chez Roussel-Uclaf (*le Monde* des 20-21 mai 1984). Faisant valoir que l'Etat n'était pas «outillé» pour gérer des participations industrielles, Rhône-Poulenc avait tenté de faire obstacle à l'opération et posé sa candidature. Mais l'accord signé entre la France et le groupe allemand Hœchst, principal actionnaire avec 54,5 %, l'avait empêché de parvenir à ses fins. Cet accord contient en effet une clause interdisant à l'Etat français de revendre ses titres à un concurrent, donc à un chimiste.

● CANADA. – Le produit national brut (PNB) du Canada a progressé de 4,7 % en 1984 contre 3,3 % en 1983. Il atteignait ainsi 420,8 milliards de dollars canadiens (un dollar canadien vaut environ 72 cents américains), contre 390,3 milliards 1983 (chiffre révisé), soit une progression en valeur de 7,8 % (4,7 % après déduction de l'inflation). L'organisme fédéral Statistique Canada attribue pour une large part à l'industrie automobile, notamment à l'exportation, la forte augmentation de l'activité économique. – *(AFP.)*







## L'Arabie saoudite et l'Iran augmentent leur production de pétrole

L'Arabie saoudite et l'Iran ont très récemment augmenté massivement leur production de pétrole brut. Selon la revue spécialisée *Pétrole et Gaz arabes*, les deux principaux producteurs de l'OPEP dépasseraient largement depuis la mi-février leurs quotas de production, d'environ un demi-million de barils/jour chacun : 4,8 au lieu de 4,35 millions de barils/jour pour l'Arabie saoudite, et 2,8 au lieu de 2,3 millions de barils/jour pour l'Iran. Selon d'autres sources, le dépassement serait moins important. Il semble en tout cas certain que l'un et l'autre pays ont depuis quelques semaines cessé de limiter au minimum leur production.

Cette nouvelle risque d'affaiblir les marchés libres du pétrole, qui donnaient depuis quelques jours, après un mois de raffermissement, de nouveaux signes de fléchissement. La hausse des productions saoudienne et iranienne intervient en effet au moment où la demande de brut devrait se ralentir, du fait de l'approche du printemps et de la fin, de plus en plus probable, de la grève des mineurs britanniques. Déjà affaiblie par la hausse des cours du dollar, la demande en Europe devrait s'en trouver diminuée de plus de 3 %.

*Il semble en outre que l'OPEP*, en dépit de ses appels répétés à la discipline, continue de pratiquer des rabais *occultes par rapport aux* prix officiels, notamment par le biais des accords de troc – pétrole contre produits – en vif développement. Ainsi l'Iran a-t-il récemment conclu un grand nombre d'accords de ce type avec notamment les sociétés Volvo, Massey-Ferguson et Mercedes. Il en va de même pour l'Irak, la Libye et l'Algérie – du brut algérien aurait été vendu sur le marché spot par des compagnies japonaises plus de 2 dollars au-dessous du prix officiel.

Fait nouveau, selon *Pétrole et Gaz arabes* l'Arabie saoudite aurait récemment vendu, par l'intermédiaire de sa société de négoce Norbec, un certain nombre de cargaisons à des prix inférieurs de 15 à 20 cents aux tarifs officiels.

V. M.

## Faits et chiffres

● **Chômage partiel à Peugeot-Sochaux en mars.** – Les salariés de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) auront deux à cinq jours de chômage technique, a annoncé, le vendredi 1er mars, la direction. En janvier et février, il y a eu dix jours de chômage partiel. A l'usine des Cycles Peugeot de Beaulieu (Doubs), quatre journées de chômage ont été annoncées pour le mois de mars.

● **Grève dans une cimenterie de l'Aisne.** – La majorité des deux cent sept salariés de la cimenterie d'Origny-Sainte-Benoite (Aisne) sont en grève, depuis le lundi 25 février, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, pour obtenir une augmentation des salaires de 5 %. La direction n'a proposé qu'une hausse de 3 %.

● **Cinq cents TUC pour Paris.** – Cinq cents jeunes Parisiens, de dix-huit à vingt et un ans sans emploi, vont pouvoir bénéficier d'un travail d'utilité collectif (TUC) pendant un an dans les services administratifs ou techniques de la Ville de Paris (parcs et jardins, architecture, etc.), a annoncé, le vendredi 1er mars, M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire. Dans le cadre de la convention conclue avec l'Etat, ils recevront une formation complémentaire destinée à leur donner une qualification professionnelle et à les aider à la recherche d'un emploi. Le 18 février, au cours d'une visite à Meaux, le premier ministre, M. Fabius, avait déploré le retard de l'Ile-de-France pour la mise en œuvre de TUC.

● **Baisse de l'activité industrielle.** – En février, l'activité industrielle a légèrement fléchi dans toutes les branches, excepté les biens d'équipement, indique l'INSEE. La demande étrangère s'est améliorée, en particulier dans les biens intermédiaires. Au cours des prochains mois, les chefs d'entreprise prévoient que la production sera en hausse dans les biens d'équipement, en baisse dans l'automobile et stable ailleurs.

● **La Télémécanique se renforce aux Etats-Unis.** – La société française Télémécanique, spécialisée dans l'automatisation et la distribution électrique vient de reprendre une division du groupe américain Gould. Celle-ci, Industrial Controls, réalise un chiffre d'affaires de 70 millions de dollars. Les activités de la Télémécanique aux Etats-Unis avaient représenté en 1984 un chiffre d'affaires de 15 millions de dollars. Télémécanique précise que les gammes des produits fabriqués dans les trois usines reprises à Gould sont complémentaires aux siennes. La société a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires proche des 5 milliards de francs, en progression de 18,5 % sur 1983.

● **Composants électroniques : Thomson prend le contrôle d'une petite société américaine.** – Le groupe nationalisé Thomson a pris le contrôle majoritaire d'une petite société américaine Vatic System Inc. (VSI) spécialisée dans les circuits intégrés, créée en 1983 à Phoenix (Arizona) et qui emploie une dizaine de personnes dans la conception de circuits.

● **Britt Air suspend certaines de ses commandes d'avions.** – La compagnie aérienne régionale Britt Air suspend sa commande de deux avions ATR 42 (fabriqués par Aerospatiale et Aeritalia) et envisage d'acheter un avion brésilien. M. Xavier Leclercq, PDG de la compagnie bretonne, a précisé, le 1er mars, que le Trésor refusait un certain nombre de facilités bancaires pour l'achat des ATR 42. Selon lui, il manque une vingtaine de millions de francs pour boucler l'opération à laquelle le FIM (Fonds industriel de modernisation) refuse de participer. Le constructeur brésilien, Embraer, proposerait un meilleur financement mais le fait que ses avions soient payables en dollars rend son prix moins compétitif qu'il n'était avant l'envolée de la devise américaine.

● **Sept des principaux fabricants mondiaux de verre s'associent dans une coopérative de recherche.** – Dotée de 5 millions de dollars, l'International Partners in Glass Research coordonnera les travaux de plusieurs groupes de chercheurs universitaires pour la mise au point d'un type de verre à récipient, dix fois plus solide et moitié moins lourd que le verre actuel.

# Les impatiences de M. Bérégovoy

*(Suite de la première page.)*

Ainsi sommes-nous parvenus, sans fermer nos frontières, et donc sans nous isoler de la communauté internationale, à freiner un flot d'importations ruineuses pour la pays.

La stratégie Mauroy-Delors a d'autant mieux réussi qu'elle s'est développée dans un climat d'extraordinaire reprise de la demande mondiale qui a plus que facilité la tâche de nos exportateurs. Le commerce mondial a augmenté de presque 9 % en volume l'année dernière, soit au rythme des folles années de l'avant-boom pétrolier : + 8,5 % l'an en moyenne entre 1963 et 1973, mais 0 % en 1981, – 2 % en 1982, + 2 % en 1983.

Le résultat de tout cela n'est pas difficile à imaginer. La demande extérieure de biens manufacturés adressée à la France par le reste du monde a littéralement bondi, passant d'une croissance de 1,6 % en 1983 à 7,5 % en 1984.

Dans ces conditions – et dans ces conditions seulement – la France a pu tout à la fois rééquilibrer son commerce extérieur – par compression de ses importations – et éviter la récession grâce à un fort développement (+ 7 % en volume) de ses ventes à l'étranger. Heureuse conjonction des hasards, des cycles économiques, des *politiques gouvernementales*, des appétits des citoyens-consommateurs et des spéculations des hommes d'affaires. Les faits sont là en tous les cas et ils nous ont été très favorables.

Si favorables même qu'ils ont gommé nos faiblesses. L'appareil français de production s'est finalement comporté plutôt médiocrement sur les marchés étrangers malgré des performances spectaculaires dues à l'aéronautique, à l'agriculture et aux ventes d'armes. Les chiffres montrent en effet que, outre un plafonnement dès le début de 1984 des progrès accomplis sur les marchés allemand et américain, le taux de pénétration de la France dans le monde, par rapport à ses concurrents étrangers, a diminué l'année dernière alors que le taux de pénétration de l'étranger en France augmentait. Au total, nos performances s'expliquent beaucoup plus par un très fort appel du monde que par une amélioration de notre compétitivité par rapport à la concurrence étrangère (1).

De telles remarques ne sont pas destinées à ternir nos succès mais à montrer leur fragilité ou plutôt leur dépendance. Que se passera-t-il cette année avec une demande mondiale qui devrait augmenter deux fois moins vite qu'en 1984 (+ 4 1/2 % au lieu de + 9 %) du fait d'un net ralentissement de la croissance attendu aux Etats-Unis ?

En annonçant que la France peut viser cette année un taux de croissance semblable à celui de la RFA sans risquer de déséquilibrer son commerce extérieur, M. Bérégovoy accrédite l'idée que la stratégie mise en place il y a deux ans n'a plus de raison d'être, une stratégie qui énonçait clairement que la France réduirait – ou retiendrait, comme on voudra – sa demande intérieure de telle sorte que celle-ci augmente moins vite qu'en RFA afin de créer un décalage de conjoncture avec notre voisin, favorable à nos échanges *extérieurs*.

### Sous les apparences

L'actuel ministre de l'économie et des finances ne commet-il pas *ce faisant plusieurs erreurs* d'appréciation ?

● Le rééquilibrage du commerce extérieur et une croissance économique plus forte que prévu en 1984 coïncident de façon moins évidente qu'il n'y paraît : le taux de 2 % enregistré aurait été de 1,5 % seulement si les récoltes céréalières avaient été seulement normales et non pas exceptionnelles. Cela est si vrai que la production industrielle a, quant à elle, fléchi en fin d'année et que, sur sa lancée actuelle, nous aurions bien du mal à dépasser en 1985 un taux de croissance du PIB supérieur à 1 %.

● Un environnement mondial exceptionnel a littéralement tiré l'économie *française l'année dernière*. Sur les 2 % de croissance réalisés, plus de la moitié s'explique *par le commerce extérieur* et le reste par la formation de stocks. La demande intérieure a au contraire *joué négativement* (de 0,1 %). En 1982, année au cours de laquelle l'expansion avait été également de 2 %, la demande intérieure avait joué très fortement expliquant 4,3 % de croissance alors que le commerce extérieur avait pesé négativement (– 2,5 %). Il y a donc une certaine légèreté à rapprocher, comme le fait M. Bérégovoy, les taux de croissance semblables des deux années pour montrer que dans un cas (1982) le déficit *commercial atteint 93 milliards* de francs et que dans l'autre cas (1984) il est inférieur à 20 milliards de francs, tirant de cela la conclusion qu'aucun lien n'existe entre croissance et commerce extérieur.

Sous des apparences semblables les deux années ont emprunté des itinéraires de croissance radicalement différents, l'un tout entier axé sur la demande intérieure, l'autre au contraire tout *entier orienté sur la demande* étrangère. Quand cette dernière est très forte, il est effectivement possible de marier croissance économique et équilibre du commerce extérieur. L'ennui vient de ce que nous ne pouvons pas forcer les pays étrangers – quand cela nous est utile – à stimuler leur croissance et donc leurs importations pour nous faire plaisir. La RFA l'a fait en 1979. Elle en conserve de bien mauvais souvenirs et s'est jurée de ne pas recommencer.

● *La troisième erreur d'appréciation* porte sur les prix. La France ne pourra viser des taux de croissance à l'allemande (3 % environ) sans déséquilibrer ses échanges extérieurs que lorsque ses prix n'augmenteront pas plus vite qu'outre-Rhin. Il nous faut donc viser des taux d'inflation de 3 % l'an. Nous n'y sommes pas encore même si de réels progrès ont été accomplis. La plupart des instituts de conjoncture (voir *le Monde* daté du 2 mars) estiment que les prix augmenteront cette année d'un pourcentage compris entre 5 et 6 1/2 %, c'est-à-dire deux fois plus vite qu'en RFA, et cela malgré une réglementation relativement contraignante.

***

Les déclarations du ministre de l'économie et des finances risquent finalement d'accréditer l'idée que les sacrifices imposés par les plans Mauroy-Delors de 1982 et 1983 ne sont peut-être plus nécessaires. Une certaine logique voudrait pourtant qu'on rende *hommage à une politique* qui porte maintenant ses fruits, même si ceux-ci sont amers pour beaucoup.

Une certaine sagesse voudrait aussi *qu'on mise avec prudence* sur un état du monde qui peut à tout moment se modifier et nous être moins favorable, les fluctuations incessantes du dollar étant là pour nous le rappeler.

Ne rejetons pas trop vite – même pour des raisons électorales pressantes – ce qui finalement ne nous a pas si mal réussi jusque-là.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Voir *Situation et perspectives de l'économie française* (note de conjoncture de l'INSEE) en date du 17 février.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

### Semaine du 22 février au 1er mars

### Consolidation

« COMME les agriculteurs ont besoin de pluie pour faire pousser leurs récoltes, la Bourse a besoin de baisse pour faire fructifier son patrimoine. » Saisie dans une conversation, surprise non loin de la rue Vivienne, cette remarque reflète le sentiment général qui a régné cette semaine autour de la corbeille.

Depuis le début de l'année, professionnels et familiers scrutaient l'horizon dans l'espoir de la voir arriver, cette baisse. Quelques petits nuages noirs s'étalent bien profilés par endroits. Disparus aussi vite qu'apparus. Irrésistiblement le marché montait, montait de très peu chaque fois, mais assez pour que tous les jours un nouveau record tombât. Il fallait bien que le temps de la moisson arrive. Enfin, ces derniers jours, les investisseurs se sont décidés à prendre leurs bénéfices, mais ils l'ont fait avec parcimonie et à bon escient, sans hâte ni précipitation, et presque à regret, puisque, à la veille du week-end, ils se remettaient en piste pour dénicher à nouveau quelques bonnes affaires. Bref, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises ont baissé de 1,5 %, mais, répétons-le, sans réelle conviction.

Reprenons le film des événements. Lundi, sur sa lancée précédente, le marché grignotait encore un peu de terrain (+ 0,14 %) Mais visiblement il s'essoufflait. De fait, le lendemain, les cours décrochaient légèrement (– 0,41 %). Mercredi, le mouvement s'accentuait (– 0,83 %), mais jeudi il se ralentissait sensiblement (– 0,28 %). A la veille du week-end, un peu à l'étonnement général, une reprise s'amorçait et en fin de séance l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,6 %.

Faut-il s'en étonner ? Parvenue le 22 février dernier à ses plus hauts niveaux historiques, sans avoir pris sa semaine de repos habituelle, la Bourse de Paris avait accumulé la fatigue, il lui fallait, vraiment, digérer ses acquisitions. Ce qui l'en empêchait, c'était l'abondance des liquidités. C'est un lieu commun de le dire et le marché financier est à peu près le seul endroit où les capitaux peuvent encore trouver un emploi intéressant. Il n'y a pas d'autres explications à la frénésie des achats.

Il fallait tout de même trouver un prétexte pour quitter le jeu un instant : le dollar le lui a fourni, par ses débordements initiaux, puis son repli précipité. On dit que la Bourse n'aime pas les situations monétaires troubles et c'est vrai. La fermeté du dollar lui plaît. C'est un facteur de hausse mais, à partir du moment où le mouvement devient incontrôlable, le pire peut arriver. A l'inverse, une baisse trop rapide de la devise américaine aurait été tout aussi dangereuse. En l'occurrence le franc, bien défendu jusqu'ici, se serait retrouvé en première ligne. Et qui dit affaiblissement du franc, dit risque de tension monétaire. La menace de désordres majeurs n'a donc pas échappé aux opérateurs, mais elle ne les a pas vraiment inquiétés. Cependant l'occasion était belle de procéder aux dégagements d'usage, qui n'avaient que trop tardé. Quelques-uns par prudence l'ont saisie, tandis que les autres se sont purement et simplement abstenus dans le secret espoir de se glisser sur les sièges laissés vacants.

La Bourse s'est donc repliée en bon ordre, et ce qui devait arriver arriva : suivant le principe des vases communicants, les quelques places momentanément abandonnées ont été immédiatement occupées. « Il n'y a pas le feu dans la mare », faisait remarquer un gérant de portefeuille. De fait, en dehors des problèmes posés par ce sacré dollar, les nouvelles parvenues autour de la corbeille n'étaient pas de nature à inquiéter. Au contraire. En France, l'inflation reste sous contrôle (+0,5 % en janvier). A son propos, l'influent mensuel américain *Institutional Investor* n'estime-t-il pas qu'elle est « *rentrée en grâce* » et constitue maintenant un bon refuge pour le capital à risque ? C'est presque un compliment. Une incitation en tout cas à rester vigilant. Aux Etats-Unis, l'expansion a repris à une cadence rapide. On le subodorait cette semaine. Confirmé vendredi soir. Le mois dernier, le principal indicateur du département du commerce a monté de 1,7 %. Alors tous les conjoncturistes peuvent toujours affirmer que la croissance dans notre pays sera faible cette année, la Bourse s'en moque pas mal, d'autant qu'elle a au moins deux raisons supplémentaires de se montrer confiante : les SICAV Monory n'ont plus qu'un mois pour réinvestir l'argent collecté en 1984 qui reste inemployé. D'autre part, le montant des achats à découvert à fin février, bien qu'en augmentation (+ 11,6 %) est peu élevé : 941 millions de francs. Dans les conditions actuelles d'activité, il représente trois à quatre séances de Bourse. A l'inverse, les ventes à découvert (270 millions de francs) ont progressé très sensiblement (+ 21 %) et constituent une bonne protection contre une baisse éventuelle. Autrement dit, la Bourse se trouve en quelque sorte condamnée à monter, pour un temps encore.

Si d'aventure, New-York redonnait l'impulsion, le temps de la consolidation serait compté. Mais faut-il s'en plaindre ?

ANDRE DESSOT.

### *Valeurs à revenu fixe ou indexé*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| 4 1/2 % 1973 | 1 646 | + 13 |
| 7 % 1973 | 7 678 | + 2 |
| 10,30 % 1975 | 96,10 | – 0,70 |
| PME 10,6 % 1976 | 96,60 | – 0,10 |
| 8,80 % 1977 | 117,87 | + 1,47 |
| 10 % 1978 | 95,80 | – 0,80 |
| 9,80 % 1978 | 95,30 | – 0,70 |
| 8,80 % 1978 | 97 | – 0,35 |
| 9 % 1979 | 92,10 | – 1,20 |
| 10,80 % 1979 | 98,30 | inch. |
| 12 % 1980 | 101,43 | + 0,03 |
| 13,80 % 1980 | 105,70 | + 0,05 |
| 16,75 % 1981 | 112 | – 0,10 |
| 16,20 % 1982 | 116,30 | – 0,70 |
| 16 % 1982 | 116,10 | – 0,45 |
| 15,75 % 1982 | 113,70 | – 0,30 |
| CNE 3 % | 4 089 | + 19 |
| CNB bq. 5 000 F | 102,55 | – 0,04 |
| CNB Paribas 5 000 F | 102,70 | inch. |
| CNB Suez 5 000 F | 102,70 | inch. |
| CNI 5 000 F | 102,49 | – 0,06 |

### *Alimentation*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Béghin-Say | 276 | – 3,5 |
| Bongrain | 1 640 | – 30 |
| BSN G.-Danone | 2 420 | – 48 |
| Carrefour | 1 895 | – 75 |
| Casino | 883 | – 7 |
| Cédis | 560 | – 9 |
| Euromarché | 900 | + 12 |
| Guyenne et Gasc. | 324 | – 1 |
| Lesieur | 865 | – 85 |
| Martell | 1 908 | – 30 |
| Moët-Hennessy | 1 910 | – 65 |
| Mumm | 732 | – 43 |
| Nestlé | 24 340 | – 610 |
| Occidentale (Gle) | 765 | – 16 |
| Olida-Caby | 282 | + 2,20 |
| Pernod-Ricard | 725 | – 8 |
| Promodès | 1 435 | – 25 |
| St-Louis-Bouchon | 350 | – 5 |
| C.S. Saupiquet | 550 | – 10 |
| Source Perrier | 539 | + 2 |
| Veuve Clicquot | 2 600 | + 80 |
| Viniprix | 906 | + 11 |

### *Métallurgie construction mécanique*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Alspi | 105 10 | – 1,90 |
| Avions Dassault-B. | 1 100 | – 50 |
| Chiers-Châtillon | 47,20 | + 8,7 |
| Creusot-Loire | – | – |
| De Dietrich | 410 | – 30 |
| FACOM | 1 006 | – 31 |
| Fives-Lille | 370 | – 15 |
| Fonderie (Générale) | 57,40 | – 1,50 |
| Marine Wendel | 197 | – 2,90 |
| Penhoët | 772 | – 76 |
| Peugeot SA | 270 | – 15 |
| Poclain | 49 | – 2,2 |
| Pompey | 170 | – 5 |
| Sagem | 1 425 | + 35 |
| Valéo | 235 | + 3 |
| Vallourec | 99 | – 4,70 |

### *Filatures, textiles, magasins*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| André Roudière | N.C. | – |
| FF Agache-Willot | N.C. | – |
| BHV | 190 | + 2,20 |
| CFAO | 863 | + 63 |
| Damart-Serviposte | 2 300 | – 65 |
| Darty | 1 215 | – 2 |
| DMC | 189 | – 1 |
| Galeries Lafayette | 281,50 | + 0,50 |
| La Redoute | 1 270 | – 9 |
| Nouvelles Galeries | 139,90 | + 1,90 |
| Printemps | 199 | + 3 |
| SCOA | 88 | + 4,70 |

### *Matériel électrique services publics*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Alsthom-Atlantique | 242 | + 15,1 |
| CIT-Alcatel | 1 250 | – 20 |
| Crouzet | 250 | – 12 |
| Générale des Eaux | 546 | – 24 |
| IBM | 1 441 | – 24 |
| Intertechnique | 2 135 | – 115 |
| ITT | 326,80 | – 29,2 |
| Legrand | 2 075 | – 50 |
| Lyonnaise des Eaux | 748 | – 9 |
| Matra | 1 620 | – 110 |
| Merlin-Gérin | 1 690 | – 21 |
| Moteurs Leroy-Somer | 500 | + 4 |
| Moulinex | 112 | + 5,40 |
| Philips | 174 | – 0,80 |
| PM Labinal | 462,50 | – 10,5 |
| Radiotechnique | 262,80 | – 6,80 |
| SEB | 419 | – 16 |
| Signaux | 600 | – 15 |
| Téléméc. Electrique | 2 365 | + 5 |
| Thomson-CSF | 490 | – 14 |
| Schlumberger | 445 | – 9,90 |
| Siemens | 1 788 | – 4 |

### *Mines d'or, diamants*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Amgold | 846 | – 8 |
| Anglo-American | 121,70 | – 2,30 |
| Buf. Gold M. | 358 | – 4,50 |
| De Beers | 48,25 | – 0,25 |
| Drief. Cons. | 255 | – 2,50 |
| Free State | 221,40 | – 4,60 |
| Gencor | 132,50 | + 3,10 |
| Gold Field | 57,80 | – 2,70 |
| Harmony | 137 | – 5,70 |
| President Brand | 245,10 | + 3,10 |
| Randfontein | 932 | – 27 |
| Saint-Helena | 172,90 | – 5,60 |
| Western Deep | 391 | – 0,30 |
| Western Holding | 281,10 | – 20,90 |

### *Bâtiment, travaux publics*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Auxil. d'entreprises | 856 | – 19 |
| Bouygues (1) | 640 | – 8 |
| Ciments Français | 359 | inch. |
| Dumez (2) | 619 | + 1 |
| GTM | 254 | + 2 |
| J. Lefebvre | 204 | + 8,10 |
| Lafarge | 417 | – 16,50 |
| Maisons Phénix | 209,50 | + 5 |
| Poliet et Chausson | 509 | – 6 |
| SCREG | 125,50 | + 0,40 |
| SGE-SB | 60,90 | + 0,60 |

(1) Compte tenu d'un droit de 126 F.
(2) Compte tenu d'un droit de 99,30 F.

### *Valeurs diverses*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Accor | 259,50 | – 2,50 |
| Agence Havas | 645 | + 8 |
| Appl. Gaz | 198 | – 8 |
| Arjomari | 910 | + 20 |
| Bic | 557 | – 12 |
| Bis | 339 | – 3 |
| CGIP | 667 | – 6 |
| Club Méditerranée | 1 185 | – 70 |
| Essilor | 2 945 | + 25 |
| Europe 1 | 1 000 | – 8 |
| Hachette | 1 805 | + 17 |
| L'Air Liquide | 630 | inch. |
| L'Oréal | 2 409 | – 26 |
| Navigation Mixte | 346,20 | – 5,80 |
| Nord-Est | 80,80 | + 3,60 |
| Presses de la Cité | 1 895 | + 19 |
| Sanofi | 642 | + 14 |
| Skis Rossignol | 1 950 | – 55 |

### *Banques, assurances sociétés d'investissement*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Bail Équipement | 289 | – 3 |
| Bancaire (Cie) | 577 | – 15 |
| Cetelem | 537 | – 21 |
| Chargeurs SA | 446 | + 11 |
| CFF | 741 | – 9 |
| CFI | 325 | + 1 |
| Eurafrance | 1 259 | – 36 |
| Hénin (La) | 445 | – 3 |
| Imm. Pl.-Monceau | 453 | + 4 |
| Locafrance | 357 | + 8 |
| Locindus | 744 | – 6 |
| Midi | 2 277 | – 5 |
| Midland Bank | 222 | – 11 |
| O F P (Omn. Fin. Paris) | 1 000 | – 15 |
| Parisienne de réesc. | 950 | + 15 |
| Prétabail | 1 185 | – 8 |
| Schneider | 127,10 | – 8,80 |
| UCB | 315 | – 8 |

### *Pétroles*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Elf-Aquitaine | 242 | – 7 |
| Esso | 550 | – 19 |
| Exxon | 511 | + 1 |
| Francarep | 276,50 | – 3,50 |
| Petrofina | 1150 | + 10 |
| Pétroles (Française) | 263 | – 1,70 |
| Pétroles B.P. | 118,80 | – 3,20 |
| Primagaz | 312 | + 12 |
| Raffinage | 80,50 | – 1,30 |
| Royal Dutch | 562 | – 16 |
| Sogerap | 520 | + 1 |

### *Mines, caoutchouc, outre-mer*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| Charter | 23,80 | – 0,80 |
| Géophysique | 870 | – 5 |
| Imétal | 84,80 | + 0,90 |
| INCO | 141,10 | – 5 |
| Michelin | 839 | – 15 |
| Min. Penarroya | 87,20 | + 9,70 |
| RTZ | 74,40 | – 3,50 |
| Zambia | 2,16 | – 0,01 |

### *Produits chimiques*

| | 1-3-85 | Diff. |
|---|---|---|
| BASF | 654 | + 21 |
| Bayer | 672 | + 21 |
| Hoechst | 661 | + 21 |
| Imp. Chemical | 97,90 | – 5,10 |
| Institut Mérieux | 1 690 | – 58 |
| Laboratoire Bellon | 850 | – 46 |
| Norsk Hydro | 120,60 | – 3,80 |
| Roussel-Uclaf | 1 555 | inch. |

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| | Cours 22 fév. | Cours 1er mars |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 98 800 | 96 000 |
| — (kilo en lingot) | 98 700 | 96 300 |
| Pièce française (20 fr.) | 581 | 584 |
| Pièce française (10 fr.) | 405 | 425 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 573 | 588 |
| Pièce latine (20 fr.) | 565 | 563 |
| ● Pièce tunisienne (20 fr.) | 565 | 545 |
| Souverain | 712 | 685 |
| Souverain Elizabeth II | 713 | 710 |
| ● Demi-souverain | 380 | 380 |
| Pièce de 20 dollars | 4 000 | 4 000 |
| — 10 dollars | 2 100 | 2 070 |
| ● — 5 dollars | 1 325 | 1 325 |
| — 50 pesos | 3 655 | 3 600 |
| ● — 20 marks | 686 | 685 |
| — 10 florins | 583 | 578 |
| ● — 5 roubles | 400 | 405 |

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

| | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
|---|---|---|
| BSN (1) | 10 576 | 24 352 355 |
| Matra (1) | 12 773 | 20 581 268 |
| CGIP (1) | 31 206 | 20 148 604 |
| Lesieur | 21 334 | 18 271 895 |
| CSF | 5 487 | 16 310 009 |
| SCOA (1) | 186 220 | 15 894 044 |
| Schlumberger (1) | 28 057 | 12 456 967 |
| Michelin | 11 594 | 9 565 050 |
| Presses Cité | 4 393 | 8 283 005 |
| Club Med | 6 297 | 7 329 390 |
| CNE 3 % | 1 682 | 6 884 500 |
| CFP | 25 795 | 6 852 879 |
| Sony | 33 415 | 6 529 552 |

(*) Du 21 fév. au 28 fév. inclus.
(1) Séance du 1er mars comprise.

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 25 fév. | 26 fév. | 27 fév. | 28 fév. | 1er mars |
|---|---|---|---|---|---|
| RM | 384 106 | 397 909 | 454 980 | 369 937 | 434 988 |
| Comptant R. et obl. | 1 974 176 | 2 180 974 | 1 949 357 | 1 930 054 | 1 897 581 |
| Actions | 106 020 | 85 511 | 88 496 | 60 879 | 153 292 |
| Total | 2 464 302 | 2 664 394 | 2 492 833 | 2 360 870 | 2 485 861 |
| **INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)** | | | | | |
| Franç. | 110,3 | 109,4 | 108,4 | 108,1 | – |
| Étrang. | 112,7 | 112,7 | 112,6 | 111,2 | – |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)** | | | | | |
| Tendance | 110,6 | 110,1 | 109,2 | 108,9 | 109,6 |
| **(base 100, 31 décembre 1981)** | | | | | |
| Indice gén. | 205,1 | 204,2 | 202,5 | 201,5 | 203 |

### SECOND MARCHE (base 100, 28 décembre 1984)

| | 1er mars | 22 fév. | Variat. % | Plus haut | Plus bas |
|---|---|---|---|---|---|
| Indice | 108 | 108 | – | 108,2 | 99,7 |

## Le milliard de Mister Jones

Epoustouflants. Il n'y a pas d'autre adjectif pour qualifier les résultats obtenus en 1984 par ICI (Imperial Chemical Industries), premier groupe privé britannique et numéro cinq de la chimie mondiale. Pour la première fois dans l'histoire, leur bénéfice brut a atteint et même franchi la barre du milliard de livres (11 milliards de francs), 1 034 millions très exactement, pour un chiffre d'affaires voisin de 10 milliards de livres (110 milliards de francs). Plus significative encore que ce chiffre magique, qui permet à ICI de pénétrer dans le club très fermé outre-Manche des milliardaires en profits, est la progression du résultat. Elle atteint 67 % et prend tout son sens quand on sait que, l'année précédente, ICI avait déjà doublé la mise.

Sans doute le fisc prélève-t-il sa dîme, mais, après cette ponction, le niveau des profits nets n'en reste pas moins excellent : 585 millions de livres (6,43 milliards de francs). Il est supérieur de 54,8 % au précédent et procure au groupe un rendement de 5,9 %. Ce taux est le plus élevé de toute la chimie mondiale. Le président John Harvey-Jones ne s'est évidemment pas privé de dire que son groupe était le meilleur et le plus performant. Mais, pour annoncer la bonne nouvelle, il se devait d'innover. La conférence de presse ? Bien sûr. Les journalistes britanniques y ont eu droit, sur place, dans l'étroite et peu confortable salle à manger de la direction, située au dernier étage du siège de Millbank à Londres, au bord de la Tamise.

Mais, habituellement conviés, leurs collègues français et allemands n'ont pas eu cette fois à se déranger. Ils étaient confortablement installés, les uns dans la salle Gustave-Eiffel, au premier étage de la tour Eiffel, les autres dans le salon de réception de la Deutsche ICI, à Francfort. Car M. Harvey-Jones avait choisi le satellite européen ECS-2, en orbite géostationnaire à 37 000 kilomètres au-dessus de l'équateur, pour transmettre simultanément les images de cette réunion de famille de caractère exceptionnel.

Exceptionnel est bien le mot. Car, en plus de son milliard de livres de bénéfices, même avant impôt, ICI peut se vanter d'avoir fait un parcours impeccable. A part des images un peu sautillantes et un son pas toujours parfait, il n'y eut pas une seule fausse note. Toutes les divisions du groupe ont dégagé des résultats d'exploitation très positifs. Les plus copieux (249 millions de livres) ont été fournis par la pharmacie (+ 25,1 %), par les produits agricoles (218 millions, + 25,2 %), la grande chimie (145 millions, + 26,2 %) et le pétrole (109 millions, + 17,2 %), pourtant lourdement taxé (169 millions de livres).

Mais les meilleurs scores ont été réalisés par les peintures (39 millions, + 50 %), les explosifs (41 millions, + 57,7 %) et les colorants, polyuréthanes et spécialités (14 millions, + 40 %). Il est vrai que ces branches venaient de très bas. Divine surprise : les fibres sont redevenues bénéficiaires, avec un résultat de 22 millions de livres (contre une perte de 7 millions), et la pétrochimie aussi (138 millions, contre – 7 millions) pour la première fois depuis dix ans.

De quoi faire blêmir de jalousie bien des chimistes. Bien sûr, ICI a recueilli les fruits de sa restructuration, d'une gestion rigoureuse et de ses investissements massifs. Mais la conjoncture également a été bonne fille et le dollar bon prince. A lui seul il a fait gagner 100 millions de livres de plus au groupe.

De fait, à chiffres d'affaires à peu près comparables, les activités en Amérique (sans compter les exportations à partir du Royaume-Uni) ont permis de dégager une marge d'exploitation (214 millions de livres) trois fois plus importante qu'en Europe (66 millions).

Longtemps mis à la portion congrue, les actionnaires ont enfin été associés à cette prospérité. Leur dividende est majoré de 25 % pour être porté à 30 pence. Pour 1985, l'« extravagant Mister Jones », demain peut-être Sir John Harvey-Jones, si Sa Gracieuse Majesté se décide à reconnaître ses mérites en l'anoblissant, veut faire mieux encore, à condition que le dollar ne joue pas les trouble-fête. Les produits chimiques en provenance du Golfe ? Des mesures ont été prises pour en minimiser l'impact. Le président de ICI pense décidément à tout. Il a même songé à profiter de l'enthousiasme que l'événement allait provoquer à la Bourse de Londres. Mister Jones a fait passer un ordre pour placer 148 millions de livres d'actions nouvelles ICI, une somme dont il avait besoin pour financer une partie du dernier achat fait aux Etats-Unis (Beatrice Chemicals). Mais il n'avait pas prévu que les actionnaires américains prendraient leurs bénéfices. Résultat : le cours de l'action a baissé de 3,5 %.

Tous les ans, M. Harvey-Jones trouve un mot ou une phrase lapidaire pour qualifier les résultats de son groupe. En février 1983, pour annoncer ceux de l'année précédente, il avait employé l'adjectif « *lousy* » (dégueulasse). En février 1984, c'était « *could do better* » (peut faire mieux). Cette fois, ce fut « *reward* » (la récompense). La leçon de la persévérance et le milliard de Mister Jones valaient bien un satellite.

A. D.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

**Record battu**

De même que les autres marchés, Wall Street n'a pas été très impressionné cette semaine par les caprices du dollar et ses revers de fortune. Assez passivement, le New York Stock Exchange a observé la scène, en se repliant légèrement sur ses positions. Manifestement, il n'attendait qu'un signe pour bondir en avant. L'impulsion allait bien être donnée vendredi par le département du commerce dont le principal indicateur révélait que, pour janvier, l'expansion avait très vigoureusement repris (+ 1,7 %). Devant ce taux de croissance le plus élevé depuis vingt mois, le marché s'est brutalement redressé. Il a regagné tout le terrain perdu et même au-delà, l'indice des industrielles s'établissant à son plus haut de toujours, soit à 1 299,35 (contre 1 275,83 le 22 février).

Les opérateurs avaient tout lieu de se féliciter dans la mesure où aucun signe de tension n'apparait sur le front de l'inflation (+ 0,2 % de hausse des prix de détail le mois dernier). L'activité hebdomadaire a porté sur 552,44 millions de titres contre 406,31 millions.

| | Cours 22 fév. | Cours 1er mars |
|---|---|---|
| Alcoa | 37 3/4 | 37 1/8 |
| ATT | 21 | 21 7/8 |
| Boeing | 63 5/8 | 66 5/8 |
| Chase Man. Bank | 52 3/8 | 53 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 52 7/8 | 53 1/8 |
| Eastman Kodak | 69 | 69 7/8 |
| Exxon | 46 3/8 | 48 1/4 |
| Ford | 44 1/8 | 45 3/8 |
| General Electric | 62 1/8 | 64 1/8 |
| General Foods | 59 1/8 | 59 3/4 |
| General Motors | 77 1/2 | 79 7/8 |
| Goodyear | 28 1/2 | 28 3/8 |
| IBM | 132 7/8 | 135 7/8 |
| ITT | 32 3/4 | 30 1/8 |
| Mobil Oil | 28 7/8 | 30 |
| Pfizer | 38 3/8 | 41 7/8 |
| Schlumberger | 40 3/4 | 41 7/8 |
| Texaco | 36 1/8 | 35 1/2 |
| UAL Inc. | 45 1/8 | 48 7/8 |
| Union Carbide | 39 | 39 5/8 |
| US Steel | 27 5/8 | 28 1/4 |
| Westinghouse | 30 1/2 | 32 1/4 |
| Xerox Corp | 45 1/8 | 45 7/8 |

### LONDRES

**Le statu quo**

Partagé sur l'interprétation à donner aux informations qui lui sont parvenues, le marché a cette semaine campé sur ses positions. La baisse de la livre sterling et les doutes grandissants nourris sur la réduction des impôts ont contrebalancé la bonne impression causée par le rééquilibrage de la balance des paiements en janvier, les prévisions économiques plus encourageantes et la reprise progressive du travail dans les charbonnages.

Indices « FT » du 1er mars : industrielles, 975 (contre 975,2) ; mines d'or, 476,5 (contre 466,2) ; fonds d'Etat, 80,17 (contre 79,32).

| | Cours 22 févr. | Cours 1er mars |
|---|---|---|
| Beecham | 353 | 346 |
| Bowater | 243 | 245 |
| Brit. Petroleum | 560 | 523 |
| Charter | 201 | 200 |
| Courtaulds | 149 | 156 |
| De Beers (*) | 437 | 445 |
| Dunlop | 45 | 44 |
| Free State Ged. (*) | 20 1 4 | 20 1 2 |
| Glaxo | 11 51/64 | 11 7/32 |
| Gt. Univ. Stores | 692 | 702 |
| Imp. Chemical | 882 | 844 |
| Shell | 775 | 756 |
| Unilever | 11 45/64 | 11 9/64 |
| Vickers | 243 | 248 |
| War Loan | 34 3/4 | 35 |

(*) En dollars.

### FRANCFORT

**Au sommet**

Sur des achats massifs de l'étranger, le marché de Francfort a cette semaine atteint son plus haut niveau historique à l'issue d'une hausse de 1,7 %.

Indice de la Commerzbank du 1er mars : 1 196,4 contre 1 176,3.

| | Cours 22 fév. | Cours 1er mars |
|---|---|---|
| AEG | 110 | 111 |
| BASF | 197,90 | 206,90 |
| Bayer | 201,20 | 210,90 |
| Commerzbank | 163,30 | 167 30 |
| Deutschebank | 403,20 | 418,50 |
| Hoechst | 196 90 | 205,70 |
| Karstadt | 219 | 218 |
| Mannesman | 153 | 157 |
| Siemens | 544 | 553 |
| Volkswagen | 196 | 194 |

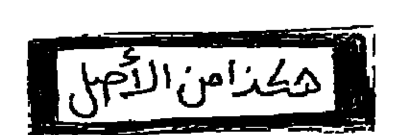
### TOKYO

**Nouvelle performance**

Après une baisse initiale, le marché s'est remis à progresser très vite et, à l'issue de quatre séances de hausse, les divers indices se sont inscrits samedi 2 mars à leurs plus hauts niveaux historiques, le Nikkei Dow Jones à 12 439,66 (contre 12 171,92) et l'indice général à 986,03 (contre 956,85). Les achats étrangers ont été importants.

| | Cours 22 fév. | Cours 1er mars |
|---|---|---|
| Akaï | 461 | 435 |
| Bridgestone | 520 | 523 |
| Canon | 1 340 | 1 410 |
| Fuji Bank | 1 540 | 1 650 |
| Honda Motors | 1 420 | 1 440 |
| Matsushita Electric | 1 560 | 1 620 |
| Mitsubishi Heavy | 242 | 247 |
| Sony Corp. | 4 460 | 4 790 |
| Toyota Motors | 1 330 | 1 300 |





# Crédits — Changes — Grands marchés

## L'euromarché

# L'heure est aux obligations convertibles

C'est à New-York autant que sur l'euromarché que la devise de la communauté européenne paraît appelée au stade de l'activité primaire, *celle des nouvelles émissions*, à faire valoir ses qualités de stabilité que les secousses monétaires de ces derniers jours ont mis en évidence. Le groupe chimique et aéronautique américain Hercules a en effet annoncé son intention de lever 50 millions d'ECU sur le marché new-yorkais des capitaux par le biais d'un emprunt d'une durée ferme de sept ans. Sur la base des indications préliminaires fournies au marché, le coupon, semestriel comme il se doit à New-York, paraissait devoir se situer entre 10 % et 10,1/8 %, soit à un niveau conforme à celui qui est de mise sur l'euromarché.

L'opération, qui demandait encore à être confirmée vendredi, devrait être la seconde transaction en ECU jamais lancée à New-York et la première de ce type pour une société américaine. Si besoin en était encore plusieurs mois après l'éclatant succès rencontré par l'emprunt « yankee » de 200 millions d'ECU pour le compte de la Communauté européenne, il s'agit bien là d'une nouvelle affirmation du rôle international joué par l'ECU et de sa situation de devise à part entière.

Il n'y a pas eu, de toute la semaine passée, d'émissions nouvelles en ECU sur l'euromarché où, par ailleurs, le répit qui s'imposait depuis longtemps dans le secteur engorgé des opérations traditionnelles *en dollars a fini par être* observé sous la pression des événements monétaires. Depuis mercredi dernier, le marché de l'eurodollar n'a plus connu de propositions nouvelles que convertibles en actions.

Le coup d'arrêt à la hausse de la devise américaine s'est accompagné mercredi d'une activité primaire inhabituellement intense dans le secteur des euro-obligations à taux fixe classiques en livres sterling. Trois émissions nouvelles y sont apparues mercredi — un nombre jamais atteint auparavant en un seul jour — tandis que la livre se reprenait (pour coter au-dessus de 1,10 dollar) tout en faisant preuve de fermeté vis-à-vis des autres grandes monnaies d'Europe. En tout, six nouveaux emprunts en eurosterling ont été lancés la semaine dernière pour un total de 245 millions de livres. Ce chiffre se compare aux 175 millions enregistrés durant les trois premières *semaines de février ainsi* qu'à celui de 180 millions du mois de janvier. Mardi, American Express a offert pour 30 millions de livres d'obligations sur sept ans sur la base d'un coupon de 11,3/8 %. Mercredi sont apparus tour à *tour General* Motors par l'intermédiaire de sa succursale britannique GMAC (UK) qui a sollicité le marché pour 400 millions de livres sur cinq ans en offrant un coupon de 11 %, la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 50 millions de livres sur huit ans avec un coupon de 11,1/8 % et l'établissement canadien Royal TrustCo pour 30 millions de livres sur cinq ans et un coupon de 11,3/8 %. Vendredi l'australienne PIBA (Primary Industry Bank of Australia) s'est présentée avec la proposition suivante : 30 millions de livres sur neuf ans avec un coupon de 11,5/8 %.

C'est encore ce marché que le Royaume de Suède a retenu pour son emprunt portant sur un total de 100 millions de livres, dont 60 millions sont présentement offerts, le reste devant être émis au cours des six prochains mois. Les obligations suédoises, d'une durée de dix ans, sont munies d'un coupon de 11'1/4 % et émises à 99 375 %, ce qui leur confère un rendement brut de 11,36 %. Le produit est destiné au refinancement d'une partie de la dette bancaire de la Suède en sterling. Cette proposition venant d'un emprunteur particulièrement apprécié a été relativement bien accueillie comme en témoignait sur le marché gris une décote d'environ 2 %, inférieure au total des commissions de 2,1/8 %. Cela contrastait *avec les cours de moins* 2,3/4 %, moins 2,1/4 % auxquels se situaient les obligations Royal Trustco alors que l'ensemble des commissions liées à cette transaction ne représentent que 1,7/8 %. La BEI était encore plus malmenée, à moins 2,5/8 %, moins 2,3/8 %, soit une décote nettement plus importante que l'ensemble des commissions. Ces dernières jugées trop justes pour un emprunt de cette durée (sa vie moyenne est de 6-7 ans) ne paraissent pas avoir reçu l'assentiment de toutes les banques invitées.

### Deux leçons

A la fin de la semaine, la saturation du marché était évidente. L'attrait de coupons élevés continuait certes de s'exercer sur la clientèle privée mais l'abstention des *grands investisseurs* institutionnels faisait sentir ses effets. Les changements annoncés jeudi par le fisc britannique ont ajouté à la confusion bien que généralement on ne s'attend pas à ce que leur influence *s'entende largement en dehors du* marché domestique.

A une leçon de sagesse — celle d'avoir su à temps fermer ses portes aux émissions étrangères internationales de style classique, — le marché *allemand des capitaux vient* d'ajouter une leçon de ténacité, montrant qu'on ne saurait rester sur un échec. Quatre émissions y ont été lancées la semaine passée, dans un secteur demeuré ouvert parce que non lié à un calendrier, celui des emprunts *convertibles et des emprunts* warrants permettant l'achat d'actions. Même si dans l'ensemble elle a été dépourvue de vraie chaleur, leur réception a été tout à fait honorable. Le but principal, qui était de montrer que le mark se prête fort bien à des opérations de ce *genre*, *a été* atteint.

Le fait est particulièrement important alors qu'au mois de janvier quelques échecs retentissants avaient été enregistrés et que, *récemment*, certains candidats qui à l'origine avaient songé au mark sont revenus à des places plus familières et plus accueillantes, en particulier au marché suisse et à celui de l'eurodollar. Ceci dans un contexte ou pourtant les emprunteurs japonais se montrent particulièrement soucieux de diversifier leurs sources d'emprunts. La concurrence entre les différentes places risque d'ailleurs de devenir plus serrée encore d'ici quelques semaines avec l'élargissement du secteur de *l'euro-yen* aux transactions convertibles dont on dit déjà qu'il attire certains des noms les plus prestigieux parmi les grandes sociétés nippones.

Ces derniers souhaitent y trouver, en plus des fonds recherchés, le prestige à la participation à un nouveau secteur.

Parmi les obligations convertibles annoncées à la fin de la semaine, l'une d'entre elles a retenu particulièrement l'attention et par sa durée, vingt-cinq ans, et par le fait que les obligations d'une société, Newmont Corp, seront convertibles en actions d'une autre, Du Pont de Nemours qui bénéficie d'un meilleur classement de la part des agences spécialisées *américaines. La prime de* conversion devrait être fixée la semaine prochaine sur la base d'une première indication d'environ 17,20 %. Le coupon devrait être de l'ordre de 8,1/4 % à 8,1/2 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

# Une très forte secousse sur le dollar

Quelle semaine ! Une baisse de près de 6 % en moins de deux jours sur le dollar ! Il y a très longtemps que l'on n'avait enregistré une variation instantanée d'une telle ampleur, exactement depuis le 1er novembre 1978, lorsque le président Carter rendit public le plan de soutien international au dollar et que ce dernier remonta de 6 % à 10 % sur les différents marchés de devises.

*Il existe toutefois une similitude* entre les deux coups d'arrêt : les interventions qui les avaient provoqués n'ont pas vraiment réglé le problème de l'heure, qui était la chute du dollar il y a sept ans et son envolée actuellement. C'est la constatation que l'on peut faire en tout cas au terme d'une semaine fertile en événements.

Ladite semaine commençait en fanfare, avec la poursuite de la hausse du dollar, sur sa lancée des jours précédents. De 10,34 F à Paris, le « billet vert » bondissait à 10,54 F lundi, puis à 10,62 F, nouveau record historique, mardi matin. A Francfort, il franchissait allègrement le seuil des 3,40 DM pour frôler les 3,48 DM au plus haut depuis l'automne 1971. L'ascension semblait *irrésistible, avec toutefois cette* particularité qu'elle était due autant à l'abstention des vendeurs qu'aux appétits des acheteurs. Après tout, quel argument solide pouvait bien déterminer les détenteurs d'avoirs en dollars à les liquider pour acheter autre chose. Seulement, voilà, l'avance très rapide, trop rapide, du dollar pendant les deux premiers jours l'avait rendu vulnérable. Sur les graphiques des organismes spécialisés, comme Fintrend à Paris, les cours venaient de sortir de leur courbe haussière les plus classique et, manifestement, ils étaient entrés en « zone rouge ». La probabilité d'une réaction technique devenait de plus en plus grande.

Cela ne tarda pas. En fin d'après-midi du mardi, vers 17 heures, les chiffres se mirent soudain à danser sur les écrans des terminaux dans les salles de change, de plus en plus vite. En quelques minutes, le « billet vert » chutait de 3,45 DM à 3,43 DM et de 10,60 F à 10,45 F. Deux heures plus tard, il était ramené à 3,37 DM et 10,32 F. De quoi rendre cardiaques les plus blindés des opérateurs. Que s'était-il passé ? Une intervention des banques centrales ? Pas encore, mais tout simplement des déclarations percutantes de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis qui, déposant devant une commission du Congrès, essayait, une fois de plus, de faire peur aux parlementaires pour obtenir une réduction du déficit budgétaire. Comme l'an dernier à pareille époque, il réitérait ses sombres prédictions sur l'avenir du dollar, agitant le spectre de sa chute : *« Je ne sais pas quand, mais le scénario est en place. »* Pour lui, le gonflement des emprunts américains pour combler le déficit budgétaire contient en germe la destruction du système. Evoquant l'ascension folle du « billet vert », il a confessé : *« Je n'aime pas ce qui se passe sur les marchés des changes. »*

Bien que ses propos n'aient été que *« paroles verbales »*, leur effet immédiat fut dévastateur, comme on l'a vu. Le lendemain matin, le calme était apparemment revenu, avec un dollar raffermi à 3,45 deutschemarks et 10,50 F dans un climat d'inquiétude toutefois, car l'alerte avait été chaude. C'est ce moment, tout à fait propice, que les banques centrales choisirent pour donner l'impulsion nécessaire à un basculement plus important de nature à vraiment « casser » les cours. Vers 11 heures du matin, la Banque fédérale d'Allemagne proposa aux banques centrales européennes de passer à l'attaque sur les marchés « mûrs » et prêts à « craquer ». Ce qu'elles firent en vendant un peu plus de 1 500 millions de dollars, la seule Bundesbank intervenant pour la moitié de cette somme. C'était peu en rapport avec les 150 à 300 milliards de dollars échangés quotidiennement, mais suffisant dans le contexte du moment.

Ce coup-ci, ce fut la débâcle et l'affolement, une anarchie totale s'installant sur les cotations. Le dollar passa en peu d'heures de 10,50 F à moins de 10 F et de 3,45 DM à 3,27 DM. Non seulement la spéculation rebondit, mais des investisseurs européens liquidèrent des actifs en bons du Trésor américain et en papiers financiers libellés en dollars, si bien que les cours de ces produits baissèrent à New-York et que ce phénomène contribua à faire monter les taux outre-Atlantique.

Jeudi, après cette seconde et forte secousse, le calme revint derechef avec des cours un peu plus fermes : 3,32 DM et 10,14 à 10,20 F. Le soir, à New-York, toutefois et le lendemain matin en Europe, les acheteurs de dollars firent une opération prudente, les cours remontant à 3,38 DM et 10,34 F. La Banque fédérale d'Allemagne intervint alors avec quelques centaines de millions de dollars, pour ramener le « billet vert » à 3,32 DM et 10,17 F. Mais cela ne dura guère, et, la veille du week-end, le dollar cotait 3,36 DM et 10,26 F, c'est-à-dire à des cours très proches des 3,35 DM et 10,36 F du week-end précédent.

Commentaire général des marchés : *« Pour une fois, les banques centrales ont bien travaillé, agissant quand il le fallait en se contentant d'accélérer un repli déjà techniquement engagé. Mais, si elles ont secoué les marchés, elles n'ont pas cassé la tendance à la hausse du dollar. »*

*Effectivement*, en fin de semaine, la monnaie américaine opposait une très forte résistance à la baisse, avec un support graphique très net aux environs de 3,30 DM selon Fintrend. Pour beaucoup d'opérateurs, tous les facteurs qui ont provoqué sa montée jusqu'à présent sont toujours en place.

Prospérité aux États-Unis, où la progression des indicateurs économiques a été en janvier dernier la plus forte depuis vingt mois, couplée avec une inflation faible et des taux d'intérêt orientés à la hausse (voir marché monétaire et obligataire). Dans ces conditions, les banques centrales sont placées devant un dilemme : où elles s'abstiennent d'intervenir, et le dollar peut aller jusqu'à 3,50 DM, voire 4 DM suivant certains. Ou elles continuent à agir, et cela risque de leur coûter très cher.

Quant au franc français, dans ce hourvari, il s'est fort bien comporté. La reprise du mark ne l'a pratiquement pas éprouvé. A cette occasion, M. Pierre Bérégovoy, s'exprimant au cours d'une journée organisée par notre confrère *International Herald Tribune* a reconnu que le franc était en partie protégé par le dollar, c'est-à-dire par la faiblesse du mark, évidence que nous soulignons dans ces colonnes depuis un certain temps. Face à l'ascension du « billet vert », il s'est montré moins amer que son prédécesseur, M. Jacques Delors, qui de Bruxelles a prédit néanmoins qu'un heurt se produirait fatalement entre les États-Unis et l'Europe et qu' « il y aurait des blessés ».

FRANÇOIS RENARD.

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 FÉVRIER AU 1er MARS 1985**

*(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)*

| PLACE | Livre | $ E.U. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Londres | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | — | — | — | — | — | — | — | — |
| New-York | 1,0725 | — | 9,7466 | 34,7826 | 29,8062 | 1,4883 | 26,3088 | 0,0478 |
| | 1,0765 | — | 9,6525 | 35,0263 | 29,5377 | 1,4678 | 26,0756 | 0,0474 |
| Paris | 11,0038 | 10,2600 | — | 356,86 | 305,81 | 15,1587 | 269,92 | 4,9867 |
| | 11,1525 | 10,3600 | — | 362,87 | 306,01 | 15,2062 | 270,14 | 4,9099 |
| Zurich | 3,0834 | 2,8750 | 28,0221 | — | 85,69 | 4,2561 | 75,6379 | 1,3749 |
| | 3,0734 | 2,8550 | 27,5579 | — | 84,33 | 4,1905 | 74,4459 | 1,3531 |
| Francfort | 3,5982 | 3,3550 | 32,7000 | 116,69 | — | 4,9666 | 88,2662 | 1,6044 |
| | 3,6445 | 3,3855 | 32,6156 | 118,58 | — | 4,9692 | 88,2790 | 1,6045 |
| Bruxelles | 72,4473 | 67,55 | 6,5838 | 23,4956 | 20,1341 | — | 17,7716 | 3,2305 |
| | 73,3419 | 68,13 | 6,5763 | 23,8634 | 20,1240 | — | 17,7653 | 3,2289 |
| Amsterdam | 4,0765 | 3,8010 | 37,0400 | 1,3220 | 113,29 | 5,6269 | — | 1,8177 |
| | 4,1284 | 3,8350 | 37,0174 | 1,3433 | 113,28 | 5,6289 | — | 1,8175 |
| Milan | 2242,59 | 2091,80 | 203,80 | 727,38 | 623,34 | 30,9548 | 550,11 | — |
| | 2271,42 | 2110,00 | 203,67 | 739,05 | 623,25 | 30,9782 | 550,20 | — |
| Tokyo | 280,46 | 261,50 | 25,4874 | 90,9565 | 77,9433 | 3,8712 | 68,7976 | 0,1250 |
| | 282,74 | 262,65 | 25,3523 | 91,9965 | 77,5889 | 3,8551 | 68,4876 | 0,1245 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1er mars, 3,9235 F contre 3,9444 F le vendredi 22 février.

**LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE**

1er mars 1985

COURONNE DANOISE — LIVRE IRLANDAISE — LIRE ITALIENNE — FRANC FRANÇAIS — MARK ALLEMAND — FRANC BELGE — FLORIN

% 0 · −0,25 · −0,50 · −0,75 · −1 · −1,25 · −1,50 · −1,75 · −2,00 · −2,25

**Système monétaire européen*

## Les matières premières

# Baisse de l'argent et du platine

Le dollar par ses folles fluctuations a une fois de plus exercé son influence dominante sur les différents marchés commerciaux. Mais, cette fois-ci, le fait saillant a été constitué par la chute des cours des métaux précieux revenus à leurs niveaux les plus bas depuis plusieurs années. Les négociations viennent de commencer — elles seront laborieuses — pour parvenir à la conclusion d'un nouvel accord de stabilisation des prix du cacao. Sera-t-il enfin possible de rapprocher les points de vue divergents des représentants des pays producteurs et ceux des pays consommateurs ?

MÉTAUX. — *La chute des cours de l'or, revenus pratiquement à leurs niveaux les plus bas depuis 1979, s'est répercutée sur les autres métaux précieux. Ainsi, l'argent s'est sensiblement replié à Londres, abandonnant près de 8 %. Baisse également du platine, et dans une moindre mesure, du palladium.*

*Effritement des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Le marché attend des précisions sur l'évolution récente de la consommation de métal rouge et sur l'état des stocks dans les différents pays importants utilisateurs.*

*La hausse s'est poursuivie sur les cours du zinc à Londres qui atteignent leurs niveaux les plus élevés depuis douze ans.*

*Le nickel se maintient à ses meilleurs cours sur la marché de Londres. Un mouvement de reconstitution des stocks s'ajoutant à l'évolution de la situation politique en Nouvelle-Calédonie incite de nombreux industriels à intervenir plus activement sur le marché.*

TEXTILES. — *Faibles variations des cours du coton sur le marché de New-York. En raison d'une récolte tombée à son niveau le plus bas depuis sept ans, l'URSS va se trouver dans l'obligation d'accroître ses achats à l'étranger. En revanche, les exportations des Etats-Unis ont progressé durant le premier semestre de la campagne en cours de 10 % sur celles de la période correspondante de la campagne précédente. Quant à la récolte du Pakistan, elle est estimé à 5,7 millions de balles, soit pratiquement le double de la précédente. Conséquence : ce pays compte placer à l'étranger au moins 1,8 million de balles.*

*Les cours de la laine tendent à se stabiliser à de bons niveaux. Pour les cinq premiers mois de la saison 1984-1985, les ventes australiennes de laine ont atteint 1,7 million de balles environ.*

DENRÉES. — *Le cacao a consolidé à des degrés divers son récent mouvement de reprise. Le département américain de l'agriculture évalue la récolte mondiale de fèves de la saison en cours à 1,81 million de tonnes, en hausse de 4 % sur l'évaluation faite en octobre 1984 et de 18 % sur celle de la précédente saison.*

*Le café a peu varié sur la plupart des marchés.*

CÉRÉALES. — *Le blé a légèrement fléchi sur le marché aux grains de Chicago. L'Argentine pourrait exporter 10 millions de tonnes de blé, sa récolte ayant atteint le niveau record de 13,5 millions de tonnes contre 11,3 millions de tonnes.*

*Nouveau recul des cours de tourteaux de soja. Toutefois, la récolte brésilienne de soja risque d'être inférieure, en raison de pluies diluviennes.*

**LES COURS DU 1er MARS 1985**

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

**MÉTAUX.** — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1273 (1287) ; à trois mois, 1 288 (1 306,50) ; étain comptant, 10065 (10060) ; à trois mois, 10105 (10070) ; plomb, 326 (334,50) ; zinc, 840 (825) ; aluminium, 1 013,50 (1 016)) ; nickel, 4775 (4770) ; argent (en pence par once troy), 523 (557,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 58,65 (59,15) ; argent (en dollars par once), 5,62 (6,07) ; platine (en dollars par once), 249,3 (268). — Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

**TEXTILES.** — New-York (en cents par livre) : coton, mai, 64,18 (64,30) ; juillet, 64,70 (65,25). — Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 514 (515). — Roubaix (en francs par kilo), laine, mai, 53,80 (53,60).

**CAOUTCHOUC.** — Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 720 (710).

**DENRÉES.** — New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2163 (2177) ; juillet, 2141 (2155) ; sucre, mai, 4,12 (4,15) ; juillet, 4,43 (4,38) ; café, mai, 139,96 (141,78) ; juillet, 139,95 (141,57). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mai, 118 (118,80) ; août, 126,20 (124) ; café, mai, 2399 (2392) ; juillet, 2337 (2450) ; cacao, mai, 2174 (2202) ; juillet, 2153 (2162). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mai, 2362 (2330)) ; juillet, 2335 (2350) ; café, mai, 2640 (2558) ; juillet, 2680 (2450) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1405 (1418) ; octobre, 1545 (1502). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), mai, 130,30 (135) ; juillet, 135,80 (140). — Londres (en livres par tonne), juin, 136,40 (140) ; août, 138,50 (141).

**CÉRÉALES.** — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mai, 336,25 (337,75) ; juillet, 326,25 (331,25) ; maïs, mai, 271,25 (272,50) ; juillet, 274,50 (275,50).

**INDICES.** — Moody's, 950,7 (962,50) ; Reuter, 2 015,60 (2022,80).

## Marché monétaire et obligataire

# Tristesse et morosité

La joie ne règne pas sur le marché obligataire de Paris, pas plus qu'ailleurs, faut-il le souligner, tant l'environnement international se montre médiocre, notamment aux Etats-Unis où une certaine tension s'installe sur les taux.

Il faut dire que, depuis quelque temps, les rendements remontent sur le marché secondaire, en Bourse : 11,41 % contre 11,14 % il y a trois semaines pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 11,06 % contre 10,87 % pour ceux à moins de sept ans et 12,54 % contre 12,40 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas.

Dans ces conditions, les liquidités toujours abondantes n'éprouvent aucune hâte à s'investir. Les émissions se placent sans fièvre, celles à taux fixe recevant même un accueil glacial, telle la semaine dernière, la tranche de 1 milliard de francs, lancée à taux fixe de 11,80 % (12,12 % de rendement réel) par la Caisse pour le financement et le développement de l'industrie (CFDI).

Dans ce contexte assez peu favorable, le gros emprunt de la Caisse nationale des autoroutes a été décalé d'une semaine et renvoyé au BALO du 12 mars, avec, dit-on, deux tranches, l'une à taux révisable annuellement (TRA) et l'autre à taux fixe de 12 %, soit un niveau légèrement supérieur aux 12,10 % du Crédit foncier de France à la fin de janvier dernier.

L'intervalle a été comblé par des emprunts de banques. Après le Crédit mutuel et la CASDEN-BP, banque populaire liée à la Fédération de l'éducation nationale, la BNP a levé 2 milliards de francs à taux révisible annuellement (TRA), avec 12 % pour la première année. L'emprunt est diffusé d'abord dans son propre réseau, mais se trouve, également, « distillé » à l'extérieur avec parcimonie, selon la nouvelle formule « à la Tricot » (du nom du président de la commission des opérations de Bourse) : non syndication, prix plus libres, conditions plus ou moins adaptées au client. Apparemment, cela marche assez bien, la BNP tenant bien son marché.

Après le « feu vert » donné aux émissions de certificats de dépôts négociables par M. Pierre Bérégovoy lors de la réunion cette semaine, du Conseil national de crédit, le Crédit du Nord a étrenné la procédure en émettant, lundi prochain, 50 millions de francs de ces certificats à 10 3/4 % et six mois. Voilà donc la France sur les pas de l'Amérique, où de tels certificats sont le pain quotidien des banques et du marché.

Faut-il suivre en tout l'Amérique? En ce qui concerne les taux d'intérêt, ce serait fâcheux, car, de l'autre côté de l'eau, ils montent. A la veille du week-end, l'eurodollar à six mois, poursuivant sa progression, a dépassé 10 %, cotant 10 1/4 %. Pour les milieux financiers new-yorkais, la Réserve fédérale, tôt ou tard, va devoir durcir sa politique, en raison de la croissance rapide, trop rapide, de la masse monétaire M 1, qui s'inscrit nettement au-dessus de la fourchette retenue officiellement, 4 % à 7 % par an. Au surplus, l'économie des Etats-Unis semble repartie sur le chemin d'une croissance vigoureuse, comme le révèle la hausse de 1,7 % des indicateurs économiques pour janvier. Dans ces conditions, les autorités monétaires, délivrées de la hantise de ne pas casser l'expansion, vont pouvoir agir sur le frein sans remords, mais sans excès non plus.

F. R.

**Le Monde**

## UN JOUR DANS LE MONDE



AU BANGLADESH

## Le général Ershad impose à nouveau la loi martiale

New-Delhi. – En vigueur depuis le coup d'Etat militaire de mars 1982, puis partiellement levée en décembre dernier, la loi martiale a été réimposée vendredi 1er mars dans toute sa rigueur par le général Ershad, chef des armées et président du Bangladesh. Les libertés civiles et toutes les activités politiques sont à nouveau suspendues, la censure réinstaurée et les tribunaux militaires d'exception, qui avaient été dissous il y a moins de trois mois, rétablis dans leur fonction.

Depuis vendredi minuit, un couvre-feu nocturne de cinq heures a été décrété sur l'ensemble du territoire pour une période indéterminée. Le chef de l'Etat, qui cherche sans succès à légitimer son pouvoir par les urnes depuis deux ans, a annoncé que les élections générales, prévues pour le 6 avril, étaient une nouvelle fois reportées *sine die*. Avant qu'il soit question de rétablir le régime parlementaire, suspendu depuis trois ans, les Bangalais seront appelés le 21 mars prochain à exprimer par référendum leur confiance au général. En attendant, tout porte à croire que les six universités du pays, fermées par les autorités dans la matinée du 1er mars, le resteront jusqu'à la consultation.

Jeudi, un étudiant avait été tué et six autres blessés au cours d'affrontements violents sur le campus de Chittagong, la seconde ville du pays, entre partisans et adversaires du régime militaire. A l'université de Dhaka, la capitale, un responsable estudiantin opposé au général Ershad avait été tué quelques jours plus tôt. La brutale volte-face du

De notre correspondant

général-président est liée, dit-il, à ces « *désordres* » mais aussi, et surtout, à l'intransigeance des partis politiques d'opposition qui refusent de participer aux élections dans les conditions prescrites par le régime militaire.

Conduits par deux femmes, la veuve du président Ziaur Rahman, assassiné en mai 1980, et la fille du « Père de la nation », Mujibur Rahman, tué en août 1975, lors d'un putsch militaire – le premier d'une série de quatre en dix ans, – les vingt-deux partis d'opposition, regroupés dans deux alliances distinctes, avaient promis, non seulement de boycotter les élections, mais de s'y opposer « *par tous les moyens* », y compris la grève générale.

Les deux coalitions exigeaient pour prix de leur participation la levée de la loi martiale, la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement dans leurs droits civiques de neuf hommes politiques connus, écartés de la consultation après avoir été condamnés pour « *turpitudes morales* » par des tribunaux militaires. Au cours des derniers mois, le général Ershad avait rétabli l'essentiel des libertés civiles, – y compris celle de manifester, – libéré une centaine d'opposants, remanié son gouvernement dans le sens réclamé par les partis et accepté, par avance, de se plier au verdict des urnes selon les termes de la Constitution démocratique de 1972, suspendue en 1982. Il a considéré qu'il était allé assez loin dans la voie des concessions. Rappelant qu'il avait déjà renoncé par trois fois, sur la pression des opposants, aux élections qu'il souhaitait, le général avait menacé, début février, de revenir, en cas de nouvel échec, à la loi martiale et d'appliquer « *une autre stratégie* ».

La méthode référendaire choisie par le maître de l'ancien Pakistan Oriental a été utilisée avec un succès mitigé en décembre dernier par le général Zia Ul Haq au Pakistan. Les élections générales de la semaine dernière se sont déroulées à peu près comme le régime militaire le souhaitait. En ira-t-il de même au Bangladesh pour le général Ershad ? Cela paraît beaucoup moins probable.

En effet, les deux nations, qui se sont séparées dans le sang il y a treize ans, sont très différentes, les Bangalais étant à la fois plus politisés et plus ardents que leurs « cousins » pakistanais. Par ailleurs, la dictature de Dhaka s'est montrée jusqu'ici un plus plus « molle » que celle d'Islamabad et, en tout cas, plus disposée à composer avec les partis civils. Enfin, c'est précisément parce que ces organisations, celles de quinze partis emmenés par la ligue Awami (du peuple) de Mme Hasina Wajed (du centre à la gauche communiste) et celle de sept partis conduits par le Parti national du Bangladesh (BNP, droite), que dirige la veuve de Zia Ul Rahman, sont bien mieux implantées et disposent d'une capacité de mobilisation bien plus grande que la coalition d'opposition du Pakistan.

PATRICE CLAUDE.

A MONTEVIDEO

## Rencontre entre M. Shultz et M. Ortega

**Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, devaient se rencontrer samedi 2 mars à Montevideo, où les deux hommes ont dirigé leurs délégations respectives aux cérémonies marquant l'entrée en fonctions du nouveau président uruguayen, M. Julio Sanguinetti.**

Cette rencontre, la première depuis plusieurs mois entre responsables de haut rang des deux pays, a reçu l'aval de la Maison Blanche.

Elle intervient après l'annonce, mercredi, par le Nicaragua du gel de ses achats d'armement et du retrait de conseillers militaires cubains. M. Reagan avait considéré que ces mesures ne constituaient pas un « *changement substantiel* » de la politique de Managua. Il a depuis réaffirmé son soutien aux insurgés anti-sandinistes, précisant toutefois qu'il était « *opposé à l'envoi de troupes* [américaines] *en Amérique centrale* ».

Le gouvernement français estime pour sa part que les décisions du gouvernement de Managua « *constituent des gestes positifs qui vont dans le sens de la détente* ».

D'autre part, le président colombien Belisario Betancur a révélé, vendredi, à Montevideo, que le Nicaragua libérerait mercredi 6 mars le déserteur nicaraguayen José Urbina Lara, arrêté le 24 décembre dernier à Managua, alors que l'ambassade du Costa-Rica lui avait accordé le droit d'asile. La décision de Managua devrait permettre la reprise des travaux du groupe de Contadora bloqués par ce différend entre le Nicaragua et le Costa-Rica. M. Betancur a souligné que la décision des autorités sandinistes avait été prise de manière « *unilatérale* » et « *sans conditions* ».

Enfin, le Costa-Rica a annoncé le même jour avoir expulsé M. Adolfo Calero, un des chefs de l'opposition anti-sandiniste, et avoir interdit l'organisation d'une conférence de presse des rebelles nicaraguayens. MM. Calero, chef de la force démocratique nicaraguayenne (FDN), Robelo, dirigeant politique de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), et Cruz, leader de l'opposition conservatrice, devaient révéler une nouvelle initiative de paix en Amérique centrale lors de cette conférence de presse. Celle-ci, selon le gouvernement costa-ricien, aurait pu compromettre la libération du déserteur nicaraguayen. – *(AFP, AP, UPI, Reuter.)*

● *Le Parti socialiste et le Nicaragua.* – Dans un communiqué, diffusé le vendredi 1er mars, le PS déclare que, « *pas plus qu'ailleurs, le recours à la force ne saurait être accepté au Nicaragua. Les véritables « combattants de la paix » sont ceux qui, avec le soutien du groupe de Contadora et de la diplomatie française, cherchent à bâtir une paix durable en Amérique centrale par la démilitarisation, la réconciliation nationale et une coopération régionale accrue* ».

### Après l'annulation du championnat du monde d'échecs

## QUAND KASPAROV FAIT L'ÉLOGE DE KARPOV...

Oh ! que Karpov a bien joué ! C'est du moins ce que Kasparov a dit, en substance, dans l'entretien qu'il a « accordé » vendredi 1er mars à l'agence Tass. En toute simplcitié, le jeune grand maître soviétique a estimé que le match du championnat du monde qui l'a opposé au tenant du titre Anatoli Karpov « *a ouvert de nouveaux horizons dans le jeu des échecs* ». Il a également observé qu' « *une compétition aussi intense et longue a fourni aux spécialistes et amateurs d'échecs un matériel d'étude considérable* ». Dans une analyse succinte, Kasparov considère que le match peut être divisé en trois phases. *La première*, a-t-il expliqué, *a été marquée par une certaine nervosité et de nombreuses erreurs de ma part, alors que, dès le début, Karpov a su placer son jeu grâce à une grande expérience des tournois. Il a joué conformément à son style, en calculant avec précision les variantes et en exploitant au maximum chacune de mes erreurs.* »

« *La deuxième phase*, a-t-il poursuivi, *a été une longue série de nulles. Ce fut le triomphe de l'art de la défense, et le rythme de l'affrontement est devenu plus régulier et plus stable.* »

La troisième période du match a donné lieu, toujours selon Kasparov, « *aux parties les plus étoffées du point de vue de la qualité du jeu* ».

Plus généralement, Kasparov trouve « *intéressante* » une série de finales de parties que les spécialistes, a-t-il dit, « *estiment nécessaire d'inclure dans les manuels d'échecs* ».

Voilà quelques déclarations de nature à remettre le climat au beau fixe entre les deux joueurs. On imagine mal Karpov contredisant son jeune challenger sur le niveau élevé du match. Seuls des propos concernant l'arrêt scandaleux du championnat eussent relancé la polémique entre les deux adversaires. Ou bien Kasparov ne les a pas tenus, ou bien Tass n'a pas voulu les entendre.

F. F.



A B C D F G H

AUX ETATS-UNIS

## La chaîne CBS menacée par deux tentatives de rachat

Qui va racheter CBS? C'est le thème du grand feuilleton qui agite les milieux professionnels américains depuis quelques semaines, et passionne depuis peu le grand public. Apparemment, toute prise de contrôle brutale paraît impossible. Il faudrait investir plus d'1 milliard de dollars pour acheter la moitié des actions du plus puissant des trois « networks » américains qui a annoncé pour 1984 un chiffre d'affaire de 4,5 milliards de dollars.

Et pourtant, l'action CBS a gagné trois dollars à Wall Street le 28 février où elle était activement traitée. On sait que le sénateur républicain de Caroline du Nord, M. Jesses Helmes, a engagé ses concitoyens à racheter CBS « *pour devenir le patron de Dan Rather* ». Le célèbre présentateur des actualités de CBS passe en effet, aux yeux des conservateurs, comme un adversaire acharné de l'administration Reagan.

CBS qui, au début, n'a pas pris au sérieux cette tentative d'intimidation politique, s'inquiète maintenant des agissements d'un groupe financier, Fairness in media, proche du sénateur. La chaîne a porté plainte auprès de la commission fédérale des communications (FCC) pour tentative de prise de contrôle illégale. En effet, la FCC doit être avertie de toute prise de contrôle ou rachat d'une chaîne de télévision.

Mais voilà justement qu'un des membres de la FCC vient de révéler à la presse une autre tentative de prise de contrôle. *Le candidat*, cette fois, est M. Ted Turner, l'ambitieux patron de la chaîne d'information Cable News Network. Et la menace paraît d'autant plus sérieuse que M. Turner est coutumier des coups spectaculaires. N'a-t-il pas annoncé récemment son intention de s'implanter, dès cette année, en Europe?

Le capital de CBS est détenu par de nombreux actionnaires, dont les plus importants sont la Chase Manhattan Bank (8,9%) et Bankers Trust (6,2%). La chaîne de télévision et la radio représentent seulement 52% du chiffre d'affaires du groupe qui a de gros intérêts dans le disque, les instruments de musique, la presse, l'édition, la vidéo et le cinéma. Pionnier des nouvelles technologies, le groupe s'intéresse de très près au télétexte et au vidéotexte ainsi qu'à la télévision à haute définition.

J.-F. L.

## M. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A N'DJAMENA

Le *Journal officiel* du vendredi 1er mars a annoncé la nomination de M. Christian Dutheil de La Rochère comme ambassadeur de France à N'Djamena, en remplacement de M. Claude Soubeste, récemment nommé ambassadeur à Nyamey (*le Monde* du 27 février).

[Né le 1er janvier 1934, licencié en droit, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Dutheil de La Rochère a commencé sa carrière à l'administration centrale (service du chiffre), avant d'être affecté à Canberra en 1964, à Rabat en 1966 et à Varsovie en 1971. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence en 1975-1976, il a ensuite appartenu à la direction des affaires africaines et malgaches, notamment comme sous-directeur à partir de 1978. En janvier 1982, il a été nommé ambassadeur à Brazzaville.]


Le numéro du « Monde »
daté 2 mars 1985
a été tiré à 445418 exemplaires


### A Chypre

## M. KYPRIANOU VA RELANCER LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'ILE

Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, a écarté, le vendredi 1er mars, toute hypothèse de scrutin anticipé, malgré le vote, le 22 février, d'une motion de censure à son encontre au Parlement, indique l'Agence France-Presse. Une coalition circonstantielle entre le Rassemblement démocratique (droite) et le Parti communiste Akel, ancien allié du chef de l'Etat, avait en effet condamné la façon dont les négociations en vue d'une solution fédérale avaient été conduites en janvier dernier à New-York.

En dépit de la préparation intensive de cette rencontre, organisée par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, M. Kyprianou et M. Rauf Denktash, leader de la communauté turque chypriote, s'étaient séparés sur un constat d'échec.

Constitutionnellement, M. Kyprianou n'était pas tenu par le vote négatif de la majorité des députés ; l'impact politique de ce geste de défiance ne pouvait cependant pas être négligé. Aussi le chef de l'Etat a-t-il également annoncé qu'il allait ouvrir un dialogue sur les hypothèses de restauration de l'unité de l'île avec tous les partis chypriotes grecs. Ecartant certaines suggestions selon lesquelles il serait opposé à une solution du problème, M. Kyprianou a, au contraire, renouvelé son appui aux démarches de M. Perez de Cuellar. Les deux hommes doivent se rencontrer le 11 mars à Genève.

De son côté, le Parlement européen a, dans une résolution votée le vendredi 1er mars à l'unanimité, appelé les deux parties en cause dans le conflit sur l'avenir de Chypre à « *regagner la table de négociations* ».

EN POLOGNE

## De brefs débrayages ont été observés en divers endroits

Les informations qui continuent à parvenir aux correspondants occidentaux à Varsovie confirment que des débrayages ont eu lieu jeudi 28 février dans diverses villes de Pologne, en dépit de l'annulation du mot d'ordre de grève symbolique de protestation contre la hausse des prix (*le Monde* du 2 mars).

Des arrêts de travail auraient été observés aux chantiers navals Warski à Szczecin – où un ouvrier a été licencié sur-le-champ, – dans une usine de camions de Starachowice (sud du pays), aux aciéries de Varsovie – où une déclaration enregistrée du dirigeant clandestin Zbigniew Bujak a pu être diffusée par un système de sonorisation pirate, – dans certains ateliers des usines Ursus, près de la capitale.

Certains de ces débrayages semblent indiquer que les militants n'ont pas été partout prévenus de l'annulation du mot d'ordre de grève – à moins qu'ils ne témoignent de leur réticence à renoncer à un mouvement qui semblait avoir été soigneusement préparé.

D'autres actions symboliques ont été signalées. Ainsi, l'inscription « Solidarité vit » est apparue jeudi soir sur les écrans de télévision dans un quartier du nord de Varsovie. Des opérations de ce type avaient déjà été réalisées à plusieurs reprises au cours des dernier mois, notamment à Cracovie et à Poznan, mais c'est, semble-t-il, la première fois qu'un piratage est réussi à Varsovie, où l'affaire est beaucoup plus difficile à réaliser en raison de la puissance des émetteurs de la télévision. – *(AFP, AP.)*

## NOUVELLES BRÈVES

● *Manifestation de nationalistes basques français à Bayonne.* – Deux cents jeunes nationalistes basques français ont participé, vendredi 1er mars dans la soirée, à un rassemblement à Bayonne sur les lieux où, il y a un an exactement, un jeune militant du groupe clandestin Iparretarak, Didier Lafitte, avait été tué d'une balle lors d'une opération de police.

● *Amnisties en Corée du Sud.* – Le président Chuw Doo-hwan a décrété, samedi 2 mars, une amnistie concernant 2 821 prisonniers, tous de droit commun, à l'occasion du quatrième anniversaire, dimanche, de son élection à la présidence. Dans un communiqué, le ministère de l'information affirme « *que cette mesure de grâce est fondée sur la détermination du président Chuw Doo-hwan d'étendre la réconciliation* » et de permettre aux personnes concernées « *de participer activement à l'effort de construction nationale* ». – *(AP.)*

## M. JOËL DE ROSNAY invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Joël de Rosnay, docteur ès sciences, écrivain scientifique, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* », le dimanche 3 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. de Rosnay, qui est également conseiller du directeur général de l'Institut Pasteur et chargé de mission auprès du directeur de la cité des sciences et de l'industrie de La Villette, répondra aux questions de Maurice Arvonny et d'André Dessot, du *Monde*, de Pierre Kohler et de Christian Menanteau, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

## Mort du pianiste Eugène List

Le pianiste américain Eugène List est mort, le 1er mars, à New-York. Il était âgé de soixante-six ans.

Eugène List avait fait ses débuts dans les années 20, en jouant à l'âge de douze ans le *Concerto nº 3* de Beethoven.

Au cours de sa carrière, il avait été applaudi aussi bien par Staline que par Churchill et Truman. Ce dernier l'invitait souvent à jouer à la Maison Blanche. Eugène List enseignait encore à l'université Carnegie-Mellon.

### L'attentat contre un diplomate libyen à Vienne

## TRIPOLI ACCUSE ARAFAT, LA CIA ET LES FRÈRES MUSULMANS

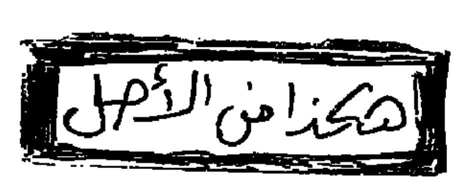
Vienne *(AFP, UPI, Reuter.)* – Le « bureau populaire » (ambassade) de Libye en Autriche déclare, dans un communiqué publié le vendredi 1er mars, que l'ancien ambassadeur de la Jamahiya à Vienne, grièvement blessé le 28 février au cours d'un attentat, n'était pas un opposant au régime du colonel Kadhafi, contrairement à ce qui a été suggéré (*le Monde* du 2 mars). La victime, M. Ezzedine Ghadamsi, occupait les fonctions de conseiller au « bureau populaire » et avait conservé la résidence de fonction qu'il occupait de 1971 à 1981 en sa qualité d'ambassadeur.

Le communiqué libyen affirme d'autre part : « *Cet attentat n'aurait pas pu être perpétré sans l'assistance criminelle fournie par les groupes de terroristes de Yasser Arafat et des Frères musulmans qui coordonnent leur sale besogne avec celle de la CIA.* » Un autre communiqué, diffusé celui-là à Tripoli, rappelle que cet attentat fait suite à d'autres perpétrés à Rome, où d'autres diplomates libyens ont été assassinés par des « *terroristes hostiles au peuple arabe de Libye* ».

On apprend, d'autre part, que M. Ghadamsi a subi, vendredi, une deuxième opération et que son état reste alarmant. Il avait été atteint à la poitrine et au ventre par au moins sept balles de calibre 7,65. Son agresseur a pris la fuite.







**Le Monde**
*Aujourd'hui*



ISABELLE ADJANI A OBTENU EN 1982 POUR POSSESSION LE CÉSAR DE LA MEILLEURE ACTRICE. ELLE EST DEVENUE EN DIX ANS *LA* STAR DU CINÉMA FRANÇAIS. PHOTOGRAPHIE DE XAVIER LAMBOURS.

# DIX ANS DE CINÉMA FRANÇAIS

**Symbole d'un cinéma proche de son public, la dixième cérémonie des Césars est l'occasion de s'interroger sur l'industrie du septième art, ses faiblesses, ses réussites (page III).**

**Les réalisateurs français explorent des thèmes de prédilection : l'adolescence (page IV), l'amour (page V), le comique (page VI), et se distinguent aussi dans le film noir (page VII) ou dans le film de recherche (page VIII).**

**Daniel Toscan du Plantier, démissionnaire de la Gaumont, Eric Rohmer, Gérard Depardieu et Frédéric Mitterrand donnent leur point de vue (pages IV à VIII).**

## LOUIS XIV, LES HUGUENOTS ET L'EXIL

Deux cent à trois cent mille protestants quittèrent la France, il y a trois siècles, au moment de la révocation par Louis XIV de l'édit de Nantes, qui leur avait accordé, en 1598, la liberté de culte et une citoyenneté à part entière. Les autres furent convertis par la force, ou persécutés. La commémoration, en France et dans les pays d'Europe qui accueillirent les réfugiés huguenots, de ce douloureux épisode de notre histoire sera marquée cette année par de nombreuses manifestations. Dans le climat d'œcuménisme et de dialogue qui permet de regarder aujourd'hui cet acte d'intolérance comme un symbole de l'atteinte à une liberté fondamentale : celle de penser autrement. (Page XII.)



HUGUENOTS FRANÇAIS ARRIVANT A DOUVRES, EN ANGLETERRE, APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

Supplément au nº 12470. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 3-Lundi 4 mars 1985.

## ACIDE

Dans votre supplément le *Monde aujourd'hui* daté 24-25 février 1985, page 11, vous avez traité la question des pluies acides, l'une des « dix plaies d'Europe ». Il est certain que l'idée de pollution ne touche pas beaucoup de personnes, mais il y a effectivement là un problème très important, qui devrait être accompagné de moyens antipollution plus efficaces et plus souvent appliqués.

Mais cette question, primordiale pour l'homme — tant pour lui-même que pour la nature — est lente à évoluer.

La France n'est pas le seul pays à souffrir de cette question. Dans son dernier numéro paru daté de mars 1985, la National Geographic Society a publié un article, avec photos en couleurs, sur des déchets dangereux (Hazardous Waste). Les photos de cet article sont vraiment suggestives de ce que peuvent constituer comme dangers les dépôts contrôlés ou non.

La lecture de cet article est édifiante. En dépit de solutions sûres (calcination, enfouissage, etc.), il reste beaucoup à faire. Le DDT, si employé en Europe, est critiqué aux USA. L'auteur signale aussi l'agent orange utilisé comme défoliant pendant la guerre du Vietnam, et divers produits dérivés du phénol.

Sont signalés aussi les dégâts occasionnés par le rejet dans la baie de Minamata de résidus dérivés du mercure, et par le cadmium (sous-produit d'une raffinerie de zinc) dans les eaux potables.

RENÉ JACOB.
*(Perpignan).*

## UNE OPINION RESPECTABLE

Comme beaucoup de spécialistes de questions culturelles, je suis inscrit à l'Association pour le renouveau du Louvre.

M. Emmanuel Legrand ne pourrait-il pas avoir l'honnêteté d'admettre que nos opinions sont aussi sincères et respectables que les siennes, et éviter de nous qualifier de « ramassis de tartuffes » ? (*le Monde Aujourd'hui* daté 24-25 janvier).

GEORGES POISSON,
*conservateur en chef des musées de la Ville de Paris.*

## BON APPÉTIT, MESSIEURS !

La France architecturale est une terre d'accueil, une terre bonne et grasse qui donne à ses frères étrangers tous ses plus beaux programmes. Foster construit à Nîmes face à la Maison carrée. Bofill exécute ses mascarades en plein Paris comme au cœur des villes nouvelles avec les félicitations conjuguées des maires et des ministres. Ieoh Ming Pei se taille au Grand Louvre la part du lion et vient expliquer à des Français réputés ignares le symbolisme essentiel de la pyramide. Car le business fait maintenant dans la métaphysique.

A la proue de la Défense flotte le pavillon danois. L'Opéra d'un Canadien reflétera l'amoncellement de toutes les modes architecturales en cours sur le canal Saint-Martin. Kenzo Tange attend patiemment son heure. On lui a promis la place d'Italie.

Les architectes français, pendant ce temps, sont chômeurs ; de vingt à soixante-dix ans, ils chôment. Les plus chanceux donnent dans le baraquement HLM avec prix plafond et colifichet obligatoire.

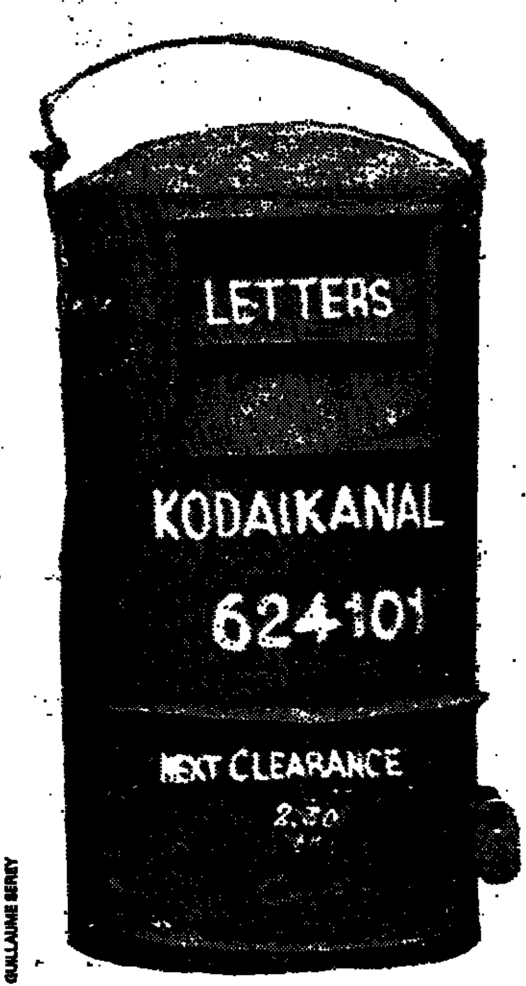
Tout le monde sait qu'ils sont nuls. Que leur école vient même après celle du Kinshasa. Qu'ils sont inutilisables dans un monde moderne qui se respecte. Quant à leurs fragiles vedettes, elles concourent à tout va, et perdent tout à la fois la commande et leurs illusions.

Le terrorisme architectural prospère avec la complicité de l'Etat et des collectivités publiques. L'administration trouve commode de s'en laver les mains. Pas de combines à lui reprocher, l'étranger est pur, il a l'œil bleu, le cœur universel et le langage binaire.

Pendant ce temps le Français dépérit, pendant ce temps l'architecte français réprime. Pendant ce temps le désespoir le ronge : on se repaît en toute bonne conscience de son cadavre. On se pare joyeusement de ses dépouilles.

« Bon appétit Messieurs ! La France, terre d'accueil, vous invite à vous goberger sans scrupules. »

CLAUDE PARENT,
*architecte (Paris).*




**Boîte aux lettres à Kodaïkanal, station de villégiature en Inde (1984).**

## TOMBEAU

Le recul provincial permet de voir le projet de la pyramide du Louvre dans une perspective qui n'a pas, jusqu'ici, retenu l'attention. En effet, nous savons que tout pouvoir a utilisé l'architecture, et plus particulièrement l'architecture funéraire, pour marquer son époque de son sceau. Alors, tout s'éclaire ; cet édifice est de toute évidence un tombeau, prestigieuse synthèse qui allie à la forme de Guizeh la transparence cristalline qui donne à voir le corps vénéré à Moscou ou à Lisieux. Tout cela en un lieu omphalique qui hébergea les monarques qui ont fait la France royale et impériale et abrite les trésors culturels qui meublent habituellement les grands tombeaux.

S'explique aussi le choix de l'architecte : les Chinois ne partagent-ils pas avec les Egyptiens la plus prestigieuse tradition d'architecture funéraire ? Deux points restent cependant à élucider : à qui peuvent bien être destinés un tel sépulcre et les vastes locaux souterrains ? Nous savons que certains empereurs chinois les peuplaient d'une armée de guerriers en effigie, tandis que d'autres ont été trouvés entourés des cadavres de leurs serviteurs et conseillers sacrifiés lors de leurs funérailles. Tout cela donne à réfléchir...

JEAN POUJOL,
*médecin (Nice).*

## HUMOUR ASIATIQUE

« La question du Louvre ». Je crois que le problème a été abordé d'un mauvais côté. Si, par curiosité, on avait d'abord cherché à trouver, pour mettre dans le centre de la cour du musée quelque chose qui s'y adapte le moins et dérange le plus, on n'aurait pas découvert mieux qu'une pyramide.

Les Chinois ne sont pas des incapables, mais nous trouvons ici un peu du zeste de l'humour asiatique. Je vois très bien M. Pei raconter un jour à ses gens comment il serait presque arrivé à faire édifier une pyramide dans la cour du plus grand musée de Paris.

Et de se taper sur les cuisses.

A. SCHWARZ.
*(Nice.)*

## STOPPER A L'ARRÊT

Votre article « Le français tel qu'on l'affiche... » (*le Monde daté 17-18 février 1985*) décrit la situation tokyoiste tout en évoquant beaucoup d'aspects d'une quotidienneté linguistique vécue au Québec, et plus particulièrement à Montréal.

Depuis presque une décennie, la métropole arbore une tenue franchement latine. Avant 1976, et l'avènement d'un gouvernement souverainiste, Montréal affichait massivement dans la langue de Shakespeare. Aujourd'hui, rabroué, le gouvernement provincial doit en appeler de la décision de la Cour suprême qui déboute la loi sur la langue d'affichage. Le français, seul, avait pignon sur rue.

Les cinq millions de francophones d'Amérique doivent ériger des barrages pour contrer le tsunami anglo-saxon. Ici, nous parlons volontiers de hambourgeois plutôt que hamburger, de chien-chaud (*hot dog*), de libre-service (*self-service*), d'arrêt (*stop*)...

LOUIS-HENRI COMTE,
*(Montréal).*

## L'EXILÉE

J'ai lu l'article de M. Vitrat (*le Monde Aujourd'hui* daté 13-14 janvier) intitulé « Vers le Nord... » et je me permets de répondre à cet « heureux Méridional » qui ne connaît pas l'exil. M. Vitrat appelle « nostalgie » une revendication légitime née de l'exil, une véritable hantise : revenir chez nous..., vivre chez nous, au pays.

Gardons donc la nostalgie pour des sentiments plus tendres. Voir mourir notre pays n'est pas pour nous rendre mélancoliques.

M. Vitrat parle de la carence industrielle de l'Occitanie... Languedocienne, j'ai vu, depuis ma plus tendre enfance, nos industries traditionnelles s'écrouler lamentablement malgré de nombreux efforts et de longues luttes. Industries qui eurent leur heure de gloire pourtant. Passéiste ? Simplement effrayée et révoltée en contemplant le spectacle désolant qu'offre le Languedoc.

Ce que M. Vitrat ne semble pas avoir compris, c'est que cette carence industrielle du Sud a, en fait, toujours été entretenue (sinon provoquée) par un Etat français centralisateur en son essence et qui considère avant tout la province — mot ô combien péjoratif ! — comme le réservoir de main-d'œuvre pour les usines du Nord, les lycées de la région parisienne...

En attribuant cette carence à un imaginaire (et au fond raciste) manque d'esprit d'entreprise de l'occitan, M. Vitrat ne fait que fonser dans le panneau d'un cliché depuis longtemps véhiculé par Paris : à savoir celui du Méridional préoccupé avant tout par son pastis, sa pétanque, sa sieste... le tout couronné, est-il besoin de le préciser, par le chant des cigales...

GHISLAINE GUAREA,
*exilée à Paris*
*(Villeveyrac, Hérault).*

## LOTO-COURROUX

Enfin un loto sportif ; enfin un journal qui nous explique - avec une imprécision tout de même : les paris seront ouverts sur une course cycliste et non sur un match de football, - un journal qui nous explique le mécanisme des difficultés qu'ont rencontrées les partisans de ce nouveau jeu pour faire admettre leurs idées. Si simples.

Il ne s'agit certes pas d'entraîner nos compatriotes dans les abîmes du vice, mais plutôt de les distraire. Sont-ils à ce point rassasiés de loisirs qu'il faille leur fermer les portes d'une distraction somme toute assez innocente ?

Quant à l'Etat, quant aux bénéfices et aux gains qu'il pourra en tirer, rions ! quelle naïveté dans le courroux !

PAUL EMPLAIN.
*(Carpentras).*

Chronique

# QUAND LES VIEUX FINISSENT

C'EST le bout de la vie. Pas encore la mort, plus vraiment l'existence. Ils sont douze, sagement assis autour d'une grande table ovale recouverte d'une nappe fleurie, dans les tons roses. Tout tourne autour de cette table, tout s'y achève. Au début — il y a soixante-dix ans, quatre-vingts, quatre-vingt-quatorze pour la doyenne, — leur destinée biologique avait commencé dans le ventre maternel par un œuf riche de promesses. La grande table ovoïde qui les verra mourir — car ils ne mourront pas ailleurs — rappelle cruellement la circularité qui nous fait partir d'une enfance bénie pour durer jusqu'à une autre enfance, la dernière, celle dans laquelle on « retombe » et qu'on cache.

Brutalement parlant, on dirait d'eux — neuf femmes, trois hommes — qu'ils sont « *gâteux* ». La psychiatrie aurait une étiquette : « démence sénile ». Une médecine plus tendre les dirait « *impotents* ». A l'hôpital, ils seraient des quasi-grabataires, gibier des « longs séjours ». La technocratie s'abriterait derrière la formule neutre du « quatrième âge ». Un esprit charitable se contenterait de dire : « *Ils n'ont plus toute leur tête.* » Ici, on a inventé un autre mot, mélange d'indulgence, de simplicité et de respect : on les appelle « *les désorientés* ». M. Caussanel, directeur du foyer-retraite Emilie-de-Rodat, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), a résumé dans ce mot son diagnostic et dans un autre son projet : le « cantou ». *Cantou*, en occitan, signifie foyer, cheminée. C'est près du foyer, dans la ferme familiale, que la France rurale gardait ses vieux jusqu'au dernier de leurs jours. C'est ce qu'il a voulu recréer ici dans cette grande pièce à vivre où s'activent des maîtresses de maison salariées, en blouse blanche, mais bonnes comme le bon pain, tendres et chaleureuses.

### La table du cantou

Fatiguées aussi, parfois. Nerveusement soumises à des épreuves que peu d'entre nous supporteraient : la cohabitation avec la décrépitude, l'angoisse de cette loterie de l'âge qui fait les uns admirables, tenaces et bien debout, et transforme les autres en semi-vivants, caricatures végétatives d'humanité.

Tournons autour de la table finale. Voici d'abord, à gauche, une femme au teint jaune, au regard appuyé, sévère et qui vous jauge. Elle fut naguère secrétaire dans une grande société d'automobiles. C'est un cas : elle a des accès d'agressivité. Pas de violence, mais c'est la limite. Passe le plat de frites : elle en prendra trop plutôt que pas assez, lorgnant sur les autres assiettes. En face, cette vieille personne a la peau du visage tachetée, les yeux rougis, le regard bas, absent. Elle ne dit rien. Quand son assiette est pleine, elle ne bouge pas. Il faut lui mettre la fourchette en main, l'aider à la porter une fois à la bouche pour relancer la machine.

A côté d'elle, un vieillard, grand mais penché, et dont on ne pourra pas croiser le regard une seule fois. Il fut naguère artisan d'art. Il se bat sans cesse avec son bracelet-montre, qu'il ôte et qu'il remet en le montrant à sa voisine. Il n'est pas commode : il refuse furieusement le fromage qu'on lui propose. A sa gauche un petit être ratatiné qui grommelle sans cesse et ne fait que répéter « *Non ! Non !* » cent fois par repas, mille fois par jour. On dit qu'elle fut, dans la première moitié de ce siècle, « repasseuse de *fin* ».

Sa voisine, ébouriffée, ne fuit pas les regards. Au contraire, elle les provoque jusqu'à la gêne, vous perçant comme si elle retrouvait en vous un familier pour un contact indicible : « *On se connaît, hein ? On se connaît bien ?* » On finit par douter de soi et se demander si, en effet, on ne l'a pas connue — de toute éternité — avant de la rencontrer dans ce cantou de Rueil-Malmaison.

Au fond, là-bas, cette grande dame à lunettes, maigre et bien droite, semble une directrice d'école mais muette. Elle est la plus jeune du groupe. Elle fut restauratrice. Tout à l'heure une maîtresse de maison devra la conduire à petits pas jusqu'aux toilettes, où elle attendra patiemment qu'on veuille bien venir la rechercher.

Et ainsi de suite. Cette petite grosse très vive et sympathique, cheveux filasse, joue avec son voisin un jeu étrange. Il la prend pour sa femme, la rabroue, lui impose des « promenades » de quelques mètres et, parfois, la conduit dans sa propre chambre. Quand le manège tourne à l'ambiguïté, la maîtresse de maison intervient. Car cet homme de quatre-vingt-deux ans n'est pas veuf. Sa vraie femme vit encore. Elle l'a placé ici il y a dix-huit mois. Elle ne vient pas le voir car elle est psychologiquement fragile. Elle se contente de l'appeler et pleure au téléphone.

### Journées

Dans un coin de la pièce, pour finir, on remarque la présence, si l'on peut dire, sur un fauteuil bas d'un septuagénaire hémiplégique. Il ne bouge pas. Il ne regarde pas. Il ne parle pas. Il mange à peine. Simplement, il est là.

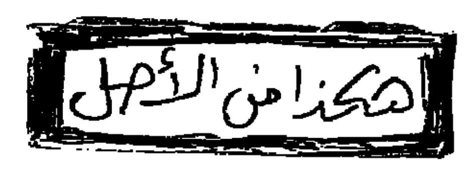
Le cantou est une très vaste pièce sur laquelle donnent les chambres des pensionnaires. Ils y passent tous leurs jours. La préparation du déjeuner occupe les matinées, celle du goûter puis du dîner suffit à occuper l'après-midi. Les plus valides pèlent les pommes de terre et les carottes, aident à la vaisselle quand ils sont bien lunés. Pour le reste, ce ne sont qu'immobilités, prostrations, d'où émerge parfois une phrase incohérente, un semblant de conversation qui s'achève en queue de poisson.

Il y aura des visites. Certains sont assidus. Tous les mois, on réunit les familles pour une sorte d'AG du cantou. La dernière fois, sous la pression des « enfants », on a décidé d'acheter une télévision. Vain programme, sans doute plus destiné à rassurer ceux qui, dehors, vivent encore qu'à distraire des pensionnaires dont l'attention est limitée, l'intelligence enfouie, et la curiosité nulle. Quant au cœur, allez savoir... Faut-il lire l'ennui existentiel ou le vide absolu dans ces regards fixes ? Faut-il voir la tristesse, le regret, la peine dans ces dos voûtés ? On se consolera en décrétant que ces vieux-là ont dépassé le cap des sentiments et qu'ils n'éprouvent pas ce que leur vue nous inspire. Cela nous aide au moins à vivre, nous. Le cantou de Rueil est comme une pouponnière où un personnel dévoué — il faut l'être — s'occupe de ce que nous deviendrons peut-être.

Dans un beau livre qui vient de paraître — *le Grand Age de nos proches* (1) — Jean Ormezzano, psychologue, retraité par la vertu des contrats de solidarité, écrit : « *Le plus grave des problèmes de notre société, c'est qu'il y a déjà aujourd'hui autant d'octogénaires en France à nous créer des soucis qu'd'enfants de moins de dix-huit mois à élever.* » Il note aussi : « *Le rassemblement des vieillards en groupe, à demeure, rend palpable le déclin ; la démence nous renvoie à la précarité de notre propre équilibre psychique.* » Le livre de ce psychologue, qui s'était jusque-là consacré à l'éducation des enfants, n'est pas un livre sur les vieillards, c'est une enquête et une méditation sur nous-mêmes face à ce qu'il appelle la « *vieillardise* ». « *Nous croyons parler d'un vieillard et nous parlons de nous.* »

Au cantou de Rueil, il fait bon, il fait chaud, on dorlote les vieux. Il y a même de la musique. Ce jour-là on passait une cassette des *Valses* de Strauss, et certains trouvaient la force d'accompagner la musique de « *pom ! pom !* » ou de petits coups tapés sur la table. Quant à danser, il était trop tard. Une agricultrice champenoise citée par Jean Ormezzano a eu cette formule : « *Il faut du courage pour finir ses vieux.* » Et à eux, que leur faut-il ?

BRUNO FRAPPAT.





# DIX ANS DE CINÉMA FRANÇAIS

*Samedi 2 mars. Les Césars fêtent leurs dix ans. Le cinéma national se congratule. Des techniciens aux producteurs, on est ensemble au chaud, pour montrer à la France que l'industrie du septième art a encore des raisons de la séduire. Bluff, spectacle ou réalité ? Un peu des trois mais peu importe.*
*Les chiffres de la décennie écoulée sont là pour servir de juge de paix. Ils ne sont pas mauvais. Au demeurant, la qualité non plus : loin du pire, quelquefois proche du meilleur.*
*En cinq tableaux, l'adolescence, l'amour, le comique, le film noir et la recherche, nous dressons le décor d'un anniversaire.*



XAVIER LAMBOURS

Sandrine Bonnaire, révélation de l'année 1984 avec *A nos amours*.

## LOIN DU PIRE, PROCHE DU MEILLEUR

par Jacques Siclier

LA première cérémonie des césars eut lieu le samedi 3 avril 1976. Le palmarès concernait, évidemment, la production 1975. Or, à cette époque, le cinéma français avait déjà fait un retour à ce qu'on avait appelé, dans les années 50, « la tradition de la qualité », c'est-à-dire une revalorisation de la construction du scénario, des dialogues écrits pour les acteurs, qu'il s'agisse d'adaptations littéraires ou de sujets originaux.

Six cent cinquante adhérents à l'Académie des arts et techniques du cinéma (ils sont aujourd'hui deux mille cinq cents) étaient appelés à voter. Résultat significatif : *le Vieux Fusil*, de Robert Enrico (écrit avec Pascal Jardin et Claude Veillot) fut élu meilleur film de 1975, et Bertrand Tavernier meilleur réalisateur pour *Que la fête commence*. Or Tavernier, jeune cinéaste, travaillait avec le scénariste Jean Aurenche, l'un des plus célèbres représentants (en compagnie de Pierre Bost) de cette fameuse « tradition de la qualité » honnie et jetée bas par la « nouvelle vague ».

Sans faire des césars le baromètre des tendances générales du cinéma français, on peut constater que, des nominations au choix définitif, en dépit de quelques erreurs d'appréciation (récompenses excessives pour *la Balance* en 1982), les choix de la profession ont suivi une évolution artistique qui s'est faite en douceur vers le romanesque social, l'étude psychologique, l'univers intimiste.

Evolution d'ailleurs compatible avec une attitude, un point de vue d'auteur de films : ce fut toujours le cas de François Truffaut, et, parmi les huit films qu'il tourna, de 1975 à 1983, *le Dernier Métro* remporta dix césars, record non battu jusqu'ici. Ce fut celui de Bertrand Tavernier, spécialement avec *Une semaine de vacances* (1980) et *Un dimanche à la campagne* (1984). Encore s'agit-il de cas d'espèces.

### Critique sociale et historique

Les représentants les plus caractéristiques de la « tradition de la qualité » proprement dite sont Pierre Granier-Deferre, qui, avant 1975, comptait à son actif plusieurs adaptations de Simenon et a réalisé par la suite *Une femme à sa fenêtre* (1976), *le Toubib* (1979), *Une étrange affaire* (1981), *l'Etoile du Nord* (1981), *l'Ami de Vincent* (1983) ; Jacques Deray avec, surtout, des films policiers tels *Trois hommes à abattre* (1980), *le Marginal* (1983) ; Jacques Rouffio : *Sept morts sur ordonnance* (1976), *Violette et François* (1977), *le Sucre* (1979), *la Passante du Sans-Souci* (1982), chez lesquels apparaissent des éléments de critique sociale et historique ; Claude Sautet, peintre de la classe moyenne contemporaine (les cadres) et d'un certain mal de vivre sentimental continuant sur sa lancée avec *Mado* (1976), *Une histoire simple* (1978), *Un mauvais fils* (1980), *Garçon* (1983).

Cette qualité française se retrouve, dans le domaine de la comédie, chez Yves Robert, qui a renouvelé le cinéma de Boulevard (*Un éléphant, ça trompe énormément*, 1976, *Nous irons tous au paradis*, 1977, *Courage, fuyons*, 1979), chez Georges Lautner, parfois, pour les films dont Jean-Paul Belmondo est la vedette (*Flic ou voyou*, 1978, *le Guignolo*, 1979, *le Professionnel*, 1981, *Joyeuses Pâques*, 1984), et chez Gérard Oury, le perfectionniste des gags burlesques, qui, au cours de la période qui nous occupe, a réalisé *la Carapate* (1978), *le Coup du parapluie* (1980), *l'As des as* (1981), *la Vengeance du serpent à plumes* (1984).

Réussissant avec la même « patte » technique le film d'action, l'étude de mœurs et la comédie, Henri Verneuil a été l'un des soutiens du mythe Belmondo (*Peur sur la ville*, 1974, *le Corps de mon ennemi*, 1976, *les Morfalous*, 1983), qui semblait marquer le pas en 1984.

La « qualité française », c'est aussi Claude Lelouch, cinéaste-auteur dont la virtuosité à la mise en scène ne fait que grandir, avec son goût affirmé d'un cinéma populaire fait pour raconter des histoires émouvantes : *Un autre homme, une autre chance* (1977), *Robert et Robert* (1978), *les Uns et les Autres* (1981), *Edith et Marcel* (1983), *Viva la vie* (1984). En son domaine, Lelouch cherche toujours à innover, dans les scénarios, la réalisation.

SIMON/MAOUS/GAMMA

Sans faire rire, Coluche a obtenu le César du meilleur acteur en 1984 avec *Tchao Pantin*.

### « Littéraire » et « intimiste »

Mais on ne connaît plus d'innovation profonde du langage cinématographique. Ainsi Alain Resnais, qui fut un grand créateur de formes, semble-t-il, depuis *Providence* (1977) et le changement de *Mon oncle d'Amérique* (1980), chercher quelque chose qu'il n'arrive pas à trouver complètement (*La vie est un roman*, 1983, *l'Amour à mort*, 1984) ; Jacques Rivette fait du super-Rivette (*Merry go round*, 1979, *le Pont du Nord*, 1983, *l'Amour par terre*, 1984). Après *la Marquise d'O* et *Perceval le Gallois*, Eric Rohmer a ouvert une série de films d'essence littéraire (textes et images) et très modernes dans l'analyse du comportement des personnages : *la Femme de l'aviateur* (1980), *le Beau Mariage* (1982), *Pauline à la plage* (1983), *les Nuits de la pleine lune* (1984), ce dernier film ayant été son meilleur succès public.

Dans la voie de l'intimisme qui s'installe un peu partout, Michel Deville, cinéaste secret, se distingue par l'éblouissement esthétique de jeux pervers ou innocents (mais l'innocence est rare, sauf chez les enfants !) sur des scénarios diaboliquement travaillés : *le Voyage en douce* (1979), *Eaux profondes* (1981), *la Petite Bande* (1982) et, surtout, *Péril en la demeure* (1984).

La vogue du film policier et criminel a tendance à se renforcer, depuis le début des années 80, avec Claude Berri (*Tchao Pantin*, 1983), Claude Miller, Jean-Jacques Beineix, Gilles Béhat, Jean Becker, Jacques Bral. Le comique de café-théâtre a gagné du terrain avec les films de Patrice Leconte, Jean-Marie Poiré, et d'acteurs passés à la réalisation : Michel Blanc, Gérard Jugnot, Josiane Balasko.

Restent des cinéastes campant sur des positions isolées. Robert Bresson, avec ses hautes exigences, sa conception inaltérable du « cinématographe », ne cessant d'épurer, de calciner son style : *le Diable probablement* (1976), *l'Argent* (1983). Et puis Marguerite Duras, qui impose l'écrit et le parlé dans le monde des images, qui tourne en dépit des contraintes économiques (une dizaine de films depuis 1976, dont *le Camion, Baxter, Véra Baxter, Navire Night, l'Homme atlantique*). Et puis, encore, Philippe Garel, sorti de l'underground où il se complaisait, redécouvert avec *l'Enfant secret* (1982), *Liberté la nuit* (1984).

Mais le cinéma d'auteurs existe-t-il encore ? Après *Loulou* (1980) et *A nos amours* (1983), Maurice Pialat s'est trouvé consacré... à cinquante-huit ans. André Téchiné, Benoît Jacquot, Paul Vecchiali se trouvent maintenant coincés dans le système de concentration des réseaux de production et de distribution.

Le film d'auteur à petit budget et sans vedettes des cinéastes débutants (mais le budget d'un film moyen peut atteindre 9 millions et, en dessous de cela, les réalisateurs sont voués au bricolage) est maintenant ignoré par le public, faute de lancement publicitaire, ou sous l'effet de sorties furtives. Rare est, aujourd'hui, l'itinéraire d'un Jacques Doillon – dont l'univers, si exacerbé qu'il soit, relève, d'une certaine manière, de l'intimisme – qui a pu tourner *la Femme qui pleure* (1978), *la Drôlesse* (1979), *la Fille prodigue* (1980) et, en 1984, *la Pirate* et *la Vie de famille*. Jean Eustache, qui fut aux années 70 ce que Jean-Luc Godard – à présent retrouvé et récupéré même s'il tourne en Suisse – fut aux années 60, est devenu, par sa nature même, un artiste maudit, et s'est donné la mort le 6 novembre 1981.

### La crise des films d'auteurs

Or 1981 fut une année décisive de changement politique. Le cinéma français, dont le ministère de la culture se préoccupe continuellement, ne s'en est pas trouvé affecté dans son fonctionnement. La crise des « films d'auteurs » avait commencé avant. Pourtant, elle s'est aggravée. La fréquentation des salles a remonté, puis redescendu.

Des tentatives de productions historiques à gros budget comme *les Cavaliers de l'orage*, de Gérard Vergez, et *Fort Saganne*, d'Alain Corneau, n'ont pas, en 1984, ramassé leur mise sur le seul marché intérieur. La France reste, quantitativement, avec plus de cent cinquante films par an, un des pays qui produisent le plus en Europe (où le cinéma italien s'est effondré, où le cinéma allemand dépend surtout de la télévision) et, même, dans le monde.

Le cinéma français est-il, économiquement, en bonne ou en mauvaise santé ? (*cf. le Monde* du 26 septembre 1984) ? Les réponses sont variables selon l'interprétation des données.

(Suite page IV.)

### CÉSARS 1975-1984

**Meilleur film** : *le Vieux Fusil* (Robert Enrico, 1976) ; *M. Klein* (Joseph Losey, 1977) ; *Providence* (Alain Resnais, 1978) ; *l'Argent des autres* (Christian de Chalonge, 1979) ; *Tess* (Roman Polanski, 1980) ; *le Dernier Métro* (François Truffaut, 1981) ; *la Guerre du feu* (Jean-Jacques Annaud, 1982) ; *la Balance* (Bob Swaim, 1983) ; *A nos amours* (Maurice Pialat) et *le Bal* (Ettore Scola, 1984).

**Meilleur réalisateur** : *Bertrand Tavernier* (Que la fête commence, 1976) ; *Joseph Losey* (M. Klein, 1977) ; *Alain Resnais* (Providence, 1978) ; *Christian de Chalonge* (l'Argent des autres, 1979) ; *Roman Polanski* (Tess, 1980) ; *François Truffaut* (le Dernier Métro, 1981) ; *Jean-Jacques Annaud* (la Guerre du feu, 1982) ; *Andrzej Wajda* (Danton, 1983) ; *Ettore Scola* (le Bal, 1984).

**Meilleur acteur** : *Philippe Noiret* (le Vieux Fusil, 1976) ; *Michel Galabru* (le Juge et l'Assassin, 1977) ; *Jean Rochefort* (le Crabe-Tambour, 1978) ; *Michel Serrault* (la Cage aux folles, 1979) ; *Claude Brasseur* (la Guerre des polices, 1980) ; *Gérard Depardieu* (le Dernier Métro, 1981) ; *Michel Serrault* (Garde à vue, 1982) ; *Philippe Léotard* (la Balance, 1983) ; *Coluche* (Tchao Pantin, 1984).

**Meilleure actrice** : *Romy Schneider* (L'important, c'est d'aimer, 1976) ; *Annie Girardot* (Docteur Françoise Gailland, 1977) ; *Simone Signoret* (la Vie devant soi, 1978) ; *Romy Schneider* (Une histoire simple, 1979) ; *Miou-Miou* (la Dérobade, 1980) ; *Catherine Deneuve* (le Dernier Métro, 1981) ; *Isabelle Adjani* (Possession, 1982) ; *Nathalie Baye* (la Balance, 1983) ; *Isabelle Adjani* (l'Eté meurtrier, 1984).

# DU BLÉ EN HERBE

par Hervé Guibert

*Depuis* American graffiti *qui, des Etats-Unis, donnait un modèle au genre, l'exploitation des cabrioles de l'adolescence n'a cessé de faire recette. Pas toujours de la meilleure façon. Seuls quelques vieux manœuvriers du cinématographe ont réussi à percer le mystère. Pourtant Léos Carax...*

CE n'est certainement pas un hasard si le *film* de jeunes est devenu un genre en vigueur dans les années 70. Subsistaient les résidus des grands mythes américains, liés à leurs figures viriles naissantes : James Dean et sa *Fureur de vivre,* Marlon Brando et son *Equipée sauvage.* Le filon provincial des *Zozos* ne fut pas prémédité : un auteur véritable, Pascal Thomas, se repenchait sur sa jeunesse tout juste perdue et sur des jeunettes qu'il avait envie de rattraper. Le succès et la demande de redites, semble-t-il, l'exténuèrent.

La recette dut être reprise par d'autres, dans de plus ou moins débiles *Petites Anglaises, Diabolo menthe* et *Boum bis*. Les Français avaient assimilé la leçon des Américains, qui, avec *American graffiti,* avaient démontré que jeunesse rimait bien avec musique et avec rétro. Les jeunes gens et les jeunes filles des années 70 durent se remettre dans les fringues portées par leurs parents dans les années 50.

Le scénario d'un film de jeunes est tracé d'avance : son héros, ou son héroïne, ne sera pas fortiche en classe, mais sera physiquement en avance sur son âge, poitrine ou braguette en avant, il aura comme meilleur copain un laideron qui lui fera ses devoirs et, en l'accompagnant, partout fera ressortir sa taille très élancée et la splendeur de sa mine, il sera en révolte contre ses parents, mais rencontrera son premier amour au premier tiers du film, le perdra au second tiers pour vivre une aventure dangereuse, prendra sa première cuite ou son premier joint, retrouvera son dulciné ou sa greluche au dernier tiers du film, en même temps qu'il se réconciliera avec ses parents, pas si mauvais bougres que ça.

Les décors des films de jeunes sont aussi interchangeables : on passera de l'ennuyeuse salle de classe (dans laquelle l'irrévérence est une brise d'air frais) à l'étriquée mais si réconfortante – ou au contraire si oppressante – maison familiale,en s'en libérant entre-temps sur une bretelle d'autoroute – moto ou première voiture – et dans un dancing. La chambre sera le domaine secret envahi de posters de bolides et de stars de références. Inévitablement, le garçon sera montré à moitié nu avec ses camarades, comme subrepticement, en passant du vestiaire sportif à ses douches ; la fille en petite tenue-nuisette, et très songeuse ou très babillante avec quelques copines affriolantes dans un dortoir.

N'ayons pas l'air de nous plaindre de ces stéréotypes : quand ils viennent au bon moment, quand ils sont bien dosés et maniés, ils comblent le spectateur en mal de jeunesse. C'est que le film de jeunes tient un filon doré par les deux bouts : en ce qu'il s'adresse aux jeunes et leur propose une identification immédiate, il touche un énorme public potentiel, et il permet aux spectateurs adultes, il faut le dire carrément, de se rincer un peu l'œil dans des reconstructions de situations où, dorénavant, il se ferait mettre à la porte comme un intrus.

Le problème est que ces films sont souvent des entreprises commerciales si éhontées qu'elles ternissent l'éclat de ce qui pourrait être l'étincelle adolescente, qu'elles la ravalent en égalisant les physiques sur des clichés de consommation publicitaire, et que ces corps, qui doivent se démener sur une piste de danse, *donnent finalement* l'impression de cachetonner en s'ennuyant à mourir. Les suites des succès ont toujours quelque chose de sinistre, de décoloré, d'essoufflé, elles sont gonflées d'une fausse chaleur et d'une énergie factice.

On ne tarde pas à découvrir, dans la bande idéale de jeunes, un faux jeune, poussé par un producteur ou qui est passé par un mensonge entre les mailles d'un casting pas assez stalinien, et dont la ride la plus banale devient tout à coup criante d'horreur, un délit dénoncé par un plan trop rapproché ou un travelling qui traîne trop la patte.

Les Japonais, comme pour la fraîcheur de leurs aliments, ont cette folie – et la phobie qui en découle – de la jeunesse comme valeur absolue, commerciale et représentative, faisant porter aux moins de vingt ans le flambeau de tous leurs objets de consommation, et repoussant dans l'ombre ceux qui ont déjà craquelé ce moule de vigueur totalement lisse et souriant.

Ils ont même fait d'une tranche d'âge (les seize-dix-huit ans) un modèle de communication : le *« talento »*, talent de papillon vite menacé par son crépuscule, un temps compté qui donne à l'être et à chacune de ses manifestations un surplus d'énergie dont les spectateurs plus âgés sont les vampires de plus en plus avides et angoissés.

Sophie Marceau, la vedette de *la Boum,* est devenue, par sa prestation juvénile, une star au Japon. La France a emboîté le pas en faisant de cette petite personne bien ordinaire une vedette à tout faire ; reculant encore un peu, appuyée dans cette hystérisation par les médias, la limite d'âge de l'examen de passage à la candidature de star. Une carrière d'actrice semble maintenant beaucoup plus brève qu'une carrière de danseuse.

Les scénaristes ne doivent plus écrire pour Catherine Deneuve mais pour Isabelle Adjani. Alors Catherine Deneuve n'a pratiquement plus comme rôles que ceux qu'a refusés Adjani (*Paroles et musique*). Mais, comme là-dessus, Sophie Marceau a douze ans de moins qu'Adjani, c'est elle désormais qui rafle les rôles conçus pour elle (*l'Amour braque*). Ce mécanisme entraîne un mauvais placement de l'image : non seulement ces actrices doivent mentir sur leur âge, mais elles n'ont plus l'âge de leurs rôles. A dix-huit ans, elles veulent se dépoisser de l'utilisation excessive qu'on a fait de leur juvénilité, et, à trente, elles sont forcées de s'y refondre dans des simagrées.

Heureusement qu'il y a dans le cinéma des vieux loups très sensibles à *la chair fraîche* en même temps que très sensibles tout courts : l'ancien professeur de français Eric Rohmer, le tonton un peu vicieux Maurice Pialat, et le doux diable Robert Bresson. Ils ne cherchent pas à faire jeune, mais le cinéma est pour eux un moyen de fréquenter la jeunesse, d'en choisir les plus rares spécimens, et de les pousser dans leurs expressions les plus bouleversantes.

*Le Diable probablement* et *l'Argent, Pauline à la plage* et *les Nuits de la pleine lune, A nos amours* resteront des archétypes de beaux films, non pas « de jeunes », mais « avec des jeunes ». Leurs auteurs se sont servis des stéréotypes précités : pour les détourner, pour les combattre, pour s'en jouer, pour n'en conserver que l'essence la plus risquée. Et un morpion mal mouché, Leos Carax, réussit, dans *Boy meets girl,* comme de l'intérieur d'une tribu invisitable, un vrai film de jeunes, vertigineux et insupportable comme toute sensation adolescente : le nombrilisme, la paranoïa, le narcissisme et la mégalomanie, toutes ces choses d'ordinaire si mal vues, sont devenus des facteurs troublants de fiction. Fauché aussi comme une poche de gamin, mais tout plein de ces petites choses subtiles, savoureuses et indéfinissables qu'il aime triturer entre ses doigts.



Vedette de « la Boum »,
Sophie Marceau est devenue, par sa prestation juvénile, une star au Japon.

# PROCHE DU MEILLEUR

(Suite de la page III.)

Mais, artistiquement, c'est net : le cinéma français stagne désormais, malgré quelques œuvres sortant de l'ordinaire (1), dans une honorable « qualité moyenne » (films de Claude Pinoteau, Michel Lang, Elie Chouraqui, Nadine Trintignant, Caroline Huppert, par exemple).

Phénomène assez curieux : depuis 1981, le film politique ou « d'intervention sociale », qui était, nécessairement, de gauche, a pratiquement disparu. Yves Boisset, spécialiste du genre, a viré dans une autre inspiration. *La Raison d'Etat* et *l'Amour en question* d'André Cayatte datent de 1978. *Missing* (1982) et *Hanna K* (1983), de Costa-Gavras, concernent des problèmes américain et israélien. Avec *Y a-t-il un Français dans la salle ?* (1982), Jean-Pierre Mocky a mis en cause l'ancienne majorité (d'après un roman de Fréderic Dard) d'une manière tellement outrée que le pamphlet s'est désamorcé. Dans *Une chambre en ville* de Jacques Demy (1982), les grèves de Nantes, en 1955, viennent comme toile de fond d'une tragédie intime. Exilé politique accueilli en France, Yilmaz Güney y a réalisé, avant sa mort, *le Mur,* film sur les prisons pour enfants en Turquie.

Les allusions à la corruption et à la violence dans les films de Philippe Labro, *la Crime* (1983) et *Rive droite Rive gauche* (1984), relèvent plutôt d'une attitude morale. Averc *le Grand Frère* (1982), Francis Girod a abordé, au fil d'une intrigue policière, le racisme et la délinquance juvénile d'une façon émotionnelle. Il a réalisé, ensuite, *le Bon Plaisir* (1984), comédie sur les jeux de l'amour dans les coulisses du pouvoir.

Le seul film « de gauche » de ces quatre dernières années (avec ce que la définition suppose de démonstration, de manichéisme, d'idéologie anti-extrême droite) est *Train d'enfer,* de Roger Hanin, sorti en janvier 1985. Qui dit mieux ?

(1) En ce qui concerne les adaptations littéraires, on peut considérer comme point extrême de la tradition de la qualité *Un amour de Swann,* d'après Proust (1984), réalisé par Volker Schlöndorff.

JACQUES SICLIER.

CLAP !

# POUR QUI SONNE LE GLAS ?

*Daniel Toscan du Plantier avant sa démission de la Gaumont le jeudi 28 février.*

A quelques heures d'une démission qu'il n'envisageait pas, Daniel Toscan du Plantier, ex-directeur de la Gaumont, restait d'un optimisme inaltérable. Producteur de plus d'une centaine de films depuis dix ans, il apparaît derrière son bureau prestigieux, ravi comme au premier jour.

On le savait avide, entre deux avions, de découvrir ses dossiers accumulés. Il était ce jour-là impatient de rencontrer Bergman avant la fin de la semaine pour un nouveau projet, fier du dernier Deville, curieux du prochain film de Luc Besson, un jeune metteur en scène : *« Ça coûtera 2 milliards de centimes, tout le monde parle de la folie Toscan »,* affirmait-il en souriant, ravi.

C'est un avaleur de mots, de talents, d'acteurs, *« et d'actrices »,* ajoutait-il non sans coquetterie. On apprendra ainsi qu'il a été marié dix ans avec Marie-Christine Barrault et qu'il a vécu des années avec Isabelle Huppert. Le producteur entretien sa légende.

Tout l'homme est dans la jolie formule qu'il aura sur la faillite de Gaumont Italie : *« Ce n'aura pas été une erreur, mais un désastre. »*

Pas l'ombre d'une critique sur le choix stratégique fait il y a cinq ans en direction de cette Italie que Montaigne et Stendhal, rappelle-t-il, avaient déjà aimée en leur temps. Les réalités économiques auraient imposé l'axe Paris-Rome plus que jamais : 450 millions d'entrées il y a quelques années dans la péninsule, 200 millions en France, les deux pays représentaient plus de la moitié du marché nord-américain. *« La seule chose,* dit-il, *que nous n'ayons pas prévue, c'est la volonté suicidaire de l'Italie ; l'Etat, là-bas, a favorisé systématiquement les télévisions ».*

Le cinéma, selon lui, doit bénéficier d'*« une protection écologique »* qui le préserve *« de la mécanique sauvage du court terme ».* M. Fabius l'aurait compris, et il s'en félicite. *« En matière de cinéma,* dit-il, *il y a l'Amérique d'un côté et de l'autre la région du monde où la France joue un rôle de leader. »*

Sa grande fierté dans cette France-leader est d'avoir réconcilié le monstre Gaumont et le cinéma non commercial. Avant, selon lui, il y avait d'un côté les proxénètes qui faisaient de l'argent et la nouvelle vague qui refaisait le système. *« Je me suis créé une obligation,* dit-il, *de faire du cinéma d'auteur. »*

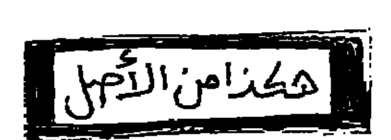
Non sans élégance pourtant, il veut défendre aussi *Marche à l'ombre,* une superproduction de l'autre ex-responsable de Gaumont, Christian Fechner. Il ne recule pourtant pas devant une jolie formule ambiguë : *« Avec Fechner,* ajoute-t-il, *nous sommes d'accord sur tout, nous sommes d'accord sur rien, et c'est cela le pluralisme. »* Et de s'amuser.

Daniel Toscan du Plantier est un gourmand qui ne se refuse rien. Il a pour cela un bien joli alibi : le cinéma non commercial. *« Le cinéma,* dit-il, *c'est comme l'eau des lacs ou les forêts allemandes, c'est simplement là, il faut le garder. »* Il découvrait le septième art à douze ans, assistant dans le Chambéry conventionnel où il était né son premier grand film *la Symphonie fantastique.* Il épousait le monde du spectacle à jamais en découvrant à Paris Jean-Louis Barrault dans *Volpone* au Théâtre Marigny. *« Je me suis dit, c'est ça ma famille, je veux être un enfant du paradis. »*

Nicolas Seydoux, le PDG de Gaumont, un ami de toujours, lui donna la chance d'entrer dans le cénacle. Et, depuis, Daniel Toscan du Plantier vit au superlatif dans ce monde de films « immenses » et de « grandes stars ». Il aime à l'évidence *« cette diaspora française »,* ses metteurs en scène qui, de Wajda à Rosi, de Danton à Carmen, ont fait de la France une deuxième patrie : *« C'est,* dit-il, *les affinités électives. »*

Pas de tentation de créateur chez lui : quand on côtoie les plus grands, il vaut mieux se cantonner dans son rôle. Une seule fois le producteur a mis en scène à l'Opéra, pour trois représentations, *Don Giovanni : « Et encore,* dit-il, *la salle n'était pas grande. »* Charmante fausse modestie chez le puissant homme. *« Je ne suis,* dit-il, *qu'un marchand. »* Mais, tout de même, un marchand qui commerce avant tout *« au désir »* et qui, à propos de l'Italie, parle de son *« imaginaire ».* Daniel Toscan du Plantier, « lacanien » à ses heures, ne s'occupe que d'*« Art-gent »* — immortel à sa juste place de producteur *« chez Gaumont ou ailleurs ».*

NICOLAS BEAU.



# HAREM CAMERA

par Colette Godard

***De l'héroïne à tourments à la maîtresse fatale et tendre, en passant par la bourgeoise dégagée de ses obligations de réserve, le cinéma français a le registre d'amoureuses le plus étendu qui soit. Une particularité, une qualité qui ne déplaisent pas à l'export.***

ELLE a seize ans, veut aimer, mais ne veut pas souffrir. *On ne badine pas avec l'amour,* disait Alfred de Musset, ce que Maurice Pialat traduit par *A nos amours.* Quand son film commence, Sandrine Bonnaire, délicieusement nunuche, répète la pièce de Musset. L'histoire est celle d'une Camille « libérée », qui se cherche de lit en lit, qui aime ça et n'aime personne, et qui souffre. Une adolescente comme beaucoup, amorale, animale. Hier, elle s'appelait BB – à ne pas confondre avec les Viviane Romance et Ginette Leclerc, putes au grand cœur, personnages qui ont pratiquement disparu de la cinématographie française.

Sandrine comme Brigitte est indépendante, n'a pas de projet d'avenir, vit les sensations de l'instant dans une complicité passionnelle avec un père lui même infantile. Rôle tenu par Maurice Pialat. Il installe sur le plateau une tension de psychodrame qui se répercute sur l'écran. Rien à voir avec le dandysme de Vadim. Insouciante, fière de son corps, Brigitte s'amusait au jeu de la séduction. Sandrine n'est pas moins passive, mais il y a chez elle davantage d'inquiétude, une violence verbale et physique. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas peur des mots, ni des actes, ni des coups, non plus de leurs désirs. Et pourtant ils souffrent, ils ont mal à leur jeunesse.

Jezabel souffre elle aussi. En tout cas, elle pleure. Elle pleure à l'aube, sans trop savoir pourquoi. Ainsi se termine *la Nuit porte jarretelles,* de Virginie Thevenet, premier long métrage dont les acteurs sont presque tous venus de la publicité et de la mode. Ils se font un look qui leur colle à la peau, leur peau fraîche en dépit des nuits blanches dans des draps qui ont déjà servi. Chaque génération raconte à sa manière les désarrois du no man's land entre l'âge tendre et l'âge adulte. *Altitude 3 200, les Tricheurs,* et à l'heure post-yéyé *Boy meets girl* ou cette nuit qui porte des jarretelles.

Jezabel, émule de Bernadette Laffont, s'achète une guêpière, elle trouve ça marrant. Elle s'amuse des sensations qu'elle découvre. Tout la fait rire. Pour rire, elle drague un minet qui la rate, elle ne va pas en faire un opéra. On prend la voiture, on s'en va rouler de Saint-Denis au Bois, itinéraire obligé du sexe aussi artificiel que les néons et les pommettes rehaussées au plastique des travestis forcément brésiliens. La réalité fait peur à ces enfants qui jouent les uns avec les autres comme à la *poupée.*

Poupée qui marche à grands pas conquérants : Valérie Kaprisky, *la Femme publique* de Zulawski : une actrice, c'est-à-dire une femme aussi jeune, aussi vieille que le théâtre. Malmenée, exhibée, déchiquetée et toujours intacte, abandonnée aux fantasmes grimaçants d'un déraciné, un rêveur de la Mittel Europa, qui tranche à vif dans les schizophrénies des comédiens, et en fait jaillir les viscères de passions convulsives. Théâtre et amour sont un même jeu de l'hystérie *qui noue et dénoue* le vrai-faux, l'amour haine, qui enroule tout un nid de serpents autour d'une fille trop belle. Et puis, encore haletante, les yeux encore brouillés, elle se casse en deux et salue le public invisible.

On a cru un moment que Valérie Kaprisky allait passer devant Isabelle Adjani dans les emplois de torturées maléfiques, de victimes dévorantes pour qui amour rime avec morbide. D'autant plus qu'après avoir hurlé ses frustrations incestueuses (*Adèle H* de Truffaut ou *Possession* de Zulawski), après avoir hurlé la peur fascinée de la bête immonde qu'elle élève au fond d'un placard berlinois, Isabelle gagnait la popularité commerciale en garce de comédie années 50, c'était *Mortelle randonnée,* de Claude Miller.

*Qui sait ce que deviendra* Valérie Kaprisky. Quelle chance le cinéma français donne-t-il aux excessives pour qui amour rime avec terre brûlée, les filles flambées qui se prêtent, dispersent leur cœur *en lambeaux, se perdent à la* recherche d'un paradis de sensations impossibles. Christine Boisson, par exemple. Les cinéastes admirent mais préfèrent les raisonnables. Les mignonnes qu'on protège, les vulnérables qu'on viole et qui disent merci, les Cosette, les Gigi, perverses juste ce qu'il faut, ingénues surtout. Marlène Jobert et, après elle, des *Valseuses* (Bertrand Blier) à *la Marche triomphale* (Bellochio) à *F comme Fairbank* (Dugowson) à *Dites-lui que je l'aime* (Claude Miller) et même à *la Femme flic* (Yves Boisset) la douce et fuyante Miou Miou, regard prometteur, sourire triste. Elle est la première fille qu'on a tenue dans ses bras, inoubliable et lointaine. Les spectateurs se souviennent, les spectatrices s'identifient. Même sans talent, elle était gagnante...


CAHIERS DU CINÉMA

Le jeu de l'amour et l'amour du jeu (*le Dernier Métro*).

## Chic et canaille

Son seul handicap : elle parle peu. Par pudeur profonde ou timidité, elle n'aime pas formuler ce qu'elle ressent. Elle reste secrète, c'est une partie de son charme. Malgré tout, en France, on aime que les choses soient dites. Non pas crûment, au contraire. On rêve au fil d'une rhétorique qui roule ironiquement des masses d'arrière-pensées. Témoins, la Maud-Françoise Fabian d'Eric Rohmer, bourgeoise provinciale tentée par l'adultère, ou Claire, fruit vert au genou tentateur, et les copains qui bavardent avec Pauline sur la plage. Sujet de la dissertation : l'amour.

Rohmer doit peut-être à ses origines allemandes de bien cerner le style de chez nous : brillant de la parole, harmonie des comportements, culture d'une classe à la charnière de la haute bourgeoisie citadine et de la petite aristocratie paysanne. Balance entre le chic et le canaille. La gaudriole au fond des yeux, les yeux dissimulés sous une voilette. La qualité française qui s'achète en dollars, Truffaut quand il ne tourne pas *Adèle H* ou *la Chambre verte* mais *le Dernier Métro* avec Catherine Deneuve. Femme fidèle, elle trompe son mari (elle a une faiblesse pour Gérard Depardieu) mais ne le trahit pas, elle le cache de l'occupant. Elle fait marcher la maison, en l'occurrence un théâtre, femme de tête qui sait équilibrer ses plaisirs et ses devoirs, avec un pragmatisme redoutable. Elle a le visage lisse, le maquillage décent, la coiffure nette de la bonne conscience. Elle est la Française idéale, disent les Américains, qui apprécient sa classe, son élégance, son sourire gourmet. Prenant à l'Europe ce que l'Europe leur a pris, ils lui donnent la place de Grace Kelly.

Pourtant, en Europe, la grande amoureuse, c'est encore Romy Schneider. Comme Catherine, elle est belle, pulpeuse, élégante. En plus, elle dégage quelque chose de fané qui émeut. Elle a un « visage vécu » martelé par les échecs, les déceptions, et toujours en attente de donner. Elle ne se préserve pas, sa mort en est la preuve. La réalité est à la hauteur de la fiction. Romy Schneider est la courageuse, la généreuse, sacrifiée parfois, victorieuse jusque dans la mort. Elle triomphe des comédies dramatiques de Claude Sautet et autres (*les Choses de la vie, César et Rosalie, Max et les Ferrailleurs, Mado...*). Elle aime comme on n'ose pas rêver d'être aimé, sans rien demander en échange ou si peu.

Sourire mouillé de larmes, *visage mélancolique,* descendante en ligne directe de Maria Schell, promise à tous les avatars, Nathalie Baye prend la relève. Fille de rien (*la Balance,* de Bob Swaim), institutrice concernée (*la Provinciale,* de Claude Goretta), femme-fantasme caméléon (*Notre histoire,* de Bertrand Blier), elle est douce, doucereuse, mystérieuse, rassurante pourtant : avec elle, l'amour est le plus fort. Amante maternelle.

Les mères, de nos jours sont de séduisantes personnes, pourvues de fils œdipiens (en passe d'être détrônés par leurs pères amoureux de leurs sœurs), depuis que Louis Malle a dédramatisé l'inceste avec *le Souffle au cœur.* On a vu la vibrante Annie Girardot résister non sans troubles aux élans de son grand fils Laurent Malet (*le Cœur à l'envers,* de Franck Apprederis), élevé, il est vrai, loin d'elle. Annie ou la grande copine, la mère compréhensive qui fait trop confiance à ses enfants (*la Clef sous la porte,* d'Yves Boisset). Girardot la vaillante attise les désirs adolescents. Sa capacité de naturel lui permet d'interpréter les pires mélos, mais ce n'est pas sans dommages, et quand elle se transforme en mère vengeresse (*Liste noire,* d'Alain Bonnot), ça ne lui réussit ni artistiquement ni commercialement. Etre mère, c'est l'enfer, mais *c'est le plus bel amour du* monde. Annie Girardot assume ses rides, alors que Jacques Moreau trimballe sa fièvre dans son corps alourdi. Sa voix, pourtant, son rire, gardent leur séduction. La sexualité n'a pas d'âge. Danièle Delorme, épouse charmante, mais délaissée (*Nous irons tous au paradis, Un éléphant, ça trompe,* d'Yves Robert), se prend de passion physique pour un monsieur lui non plus plus très jeune (*Ma chérie,* de Charlotte Dubreuil). C'est confortable comme au Boulevard, et là en plus on voit les quinquagénaires s'apprêter à une nuit de fol amour, tous bourrelets à l'air.

Le temps n'est plus où Edwige Feuillère faisait scandale en laissant deviner son corps dans une baignoire Renaissance (*Lucrèce Borgia*) et où son exemple servait à persuader les starlettes de tourner en lingerie transparente. La révolution sexuelle a laissé des traces sur les écrans. Au-delà du porno, la caméra ne se détourne plus au moment crucial pour montrer des flammes crépitant dans la cheminée (*le Diable au corps,* d'Autant-Lara), l'amour est joué réaliste – ils sont heureux ensemble, on sait pourquoi et comment. Nicole Garcia se livre à des ébats érotiques sur une chaise avec un beau mouvement de cheveu, sans rien perdre de sa distinction (*Péril en la demeure,* de Michel Deville). Un art dans lequel Dominique Sanda est virtuose. Elle n'a pas besoin de se dénuder, tant sa tranquille beauté éveille des pensées pas simples.

## Fanny l'ardente

D'*Une femme douce* (Bresson) à *1900* (Bertolucci) et aux *Ailes de la colombe* (Benoît Jaquot), la marmoréenne Dominique Sanda, petite sœur de Marlène et d'Ava Gardner, provoque des rêves troubles de vamps blondes, tirées à quatre épingles, étrangères aux choses de la vie. Opaques, comme Isabelle Huppert. Isabelle Huppert, insaisissable, intelligente, sans être pour autant une intellectuelle tourmentée, personnage qui, dans l'esprit des cinéastes, ne fait pas partie des grandes amoureuses. Isabelle Huppert est ambitieuse (*la Truite,* de Losey), vierge suisse (*la Dentellière,* de Goretta), luxueuse cocotte malsaine, entourée d'une cour de mignons en queue-de-pie (*la Dame aux camélias,* de Bolognini), prostituée indifférente (*Passion,* de Godard). Elle incarne les rêves de castration, qui ne sont pas forcément des cauchemars (paraît-il).

En définitive, elles sont nombreuses, les amoureuses : de Fanny Ardant, qui a fini par bien porter son nom, à Maruschka Detmers, la Carmen de Godard, pour qui Jane Birkin éprouve une passion dans *la Pirate* de Jacques Doillon. Le saphisme, qui a longtemps été signe d'audace (*Jeunes filles en uniforme, Olivia*), est passé de mode. En revanche, toute histoire, même pour la télévision, se doit au moins un homme homosexuel, folklorique ou pathétique les gays sont dans le vent.

Il est vrai que *la Pirate* est sans commune mesure avec les jeux de pensionnaires. Jane Birkin n'y est peut-être pas pour rien, elle qui a tant aimé *l'Homme blessé* de Patrice Chéreau, le seul film qui montre le côté fatal de l'amour, de ses vertigineux élans, la rage d'identification-sublimation-destruction. Et qu'un garçon aime un homme, c'est seulement pour dire que dans cette quête folle il n'y a pas d'amour heureux.

**Le coût moyen des films français (en millions de francs)**

| | 1975 | 1984 |
|---|---|---|
| Coût moyen des films intégralement français | 2,87 | 9,78 |
| Coût moyen des films de coproduction | 6,23 | 13,23 |
| Coût moyen général | 4,14 | 10,66 |

**Le devis des films français en 1983**

| BUDGETS | FILMS |
|---|---|
| Plus de 20 millions de francs | 17 |
| De 10 à 20 millions de francs | 27 |
| De 8 à 10 millions de francs | 15 |
| De 5 à 8 millions de francs | 22 |
| De 3 à 5 millions de francs | 21 |
| De 2 à 3 millions de francs | 8 |
| De 1 à 2 millions de francs | 12 |
| Moins de 1 million de francs | 9 |

En 1983, 44 films dont 34 intégralement français ont coûté plus de 10 millions de francs. Ils ont réuni 888,60 millions de francs soit 69 % du total des investissements dans la production.

**La production française (1975/1984)**

| FILMS | 1975 | 1984 |
|---|---|---|
| Intégralement français | 101 | 119 |
| Productions à majorité française | 36 | 16 |
| Productions à majorité étrangère | 25 | 25 |
| Total | 162 | 160 |

**Investissements dans la production française (en millions de francs 84)**

| | 1975 | 1984 |
|---|---|---|
| Coût global de la production | 1 622,72 | 1 705,74 |
| Montant total des investissements français | 1 151,37 | 1 400,93 |

*Tous les chiffres que nous publions dans ce dossier nous viennent du Centre national de la cinématographie, seul organisme officiel habilité à les rassembler.*

# LE RIRE AU CHAMP D'HONNEUR

par Claude Petit-Castelli

*A l'écran, le rire n'est plus honteux.*
*Derrière le grimacier de Funès*
*sont apparus d'autres comiques*
*qui, sans prévenir,*
*allaient manier la grosse farce*
*dans des tonalités très différentes*
*que celles jusqu'ici admises.*
*Ils amusent, ils intriguent, ils triomphent.*

MICHEL BLANC crève l'écran. son *Marche à l'ombre,* premier au box-office, dépasse largement la barre du million d'entrées sur Paris. *Les Ripoux,* de Claude Zidi, et *Pinot simple flic,* de Gérard Jugnot, sont à plus de cinq cent mille. Le comique français se porte bien. Pour le dixième anniversaire des Césars, ils seront tous là et bien là, prouvant que le comique n'est pas le simple divertissemement d'un week-end.

Tendances, sentences ! En dix ans, il s'en est passé des choses ! Le comique tarte à la crème semble s'être évaporé, volatilisé, désintégré. le style farces et attrapes, noces et banquets, revisité marteaupiqueur ne fait plus recette. Il a laissé la place au comique de situation marqué par l'environnement, où la tendresse revient comme un boomerang oublié.

1975. De Funès, « the king », prépare *l'Aile ou la cuisse,* de Claude Zidi. Succès énorme. 1977, c'est au tour de *La Zizanie,* du même Zidi avec le même De Funès, d'ameuter les foules. Ce sera le vrai dernier succès du « petit grincheux grimaçant ».

1975. Pierre Richard est en pleine euphorie galopante avec *la Course à l'échalote,* de Claude Zidi (tiens encore lui ?). Pierre Richard, c'est l'homme en forme, le joker enfin reconnu. Celui qui fait monter l'adrénaline des financiers. En 1976, un certain Coluche joue les trouble-fête en devenant, l'espace d'un film *(l'Aile ou la Cuisse),* l'alter ego, le fils spirituel de sa majesté De Funès. Coluche confirme par la suite avec *l'Inspecteur labavure* du toujours présent Claude Zidi.

1978. Le Splendid arrive. C'est le label d'une bande d'allumé, de copains débridés. Ils sont scénaristes, metteurs en scène, comédiens, nouveaux hommes-orchestres d'un café-théâtre en pleine ébullition. Après le Café de la Gare et ses Coluche, Dewaere, Miou Miou, ils annoncent le renouveau. Cette fois encore, c'est de la dynamite en stock.

1978 : *les Bronzés* déferlent sur les écrans. Satire au vitriol d'un club de vacances. Le Splendid entreprend lentement mais sûrement l'ascension du mont « star ». Mais il y a du beau linge au sommet qui refuse de se laisser glisser vers le bas.

### A la merci d'un « bide »

Années 80. Le Francis Veber illustré sonne toujours deux fois. *La Chèvre* et *les Compères.* Pierre Richard, en digne comète de « allez ! », poursuit et stabilise. Succès « kolossal ». Coluche signe *Tchao Pantin* avant d'être happé par Gérard Oury qui tente de prendre le vent. Francis Perrin, en franc-tireur, fait l'extérieur et cherche, sans y parvenir, à rattraper le peloton de tête.

Mais que la solitude du comique de fond est terrible et dure ! A la merci d'un « bide », d'une contre-performance, et le voilà au pilori, lâché par ceux qui l'ont adulé. Coluche en sait quelque chose avec *le Bon Roi Dagobert,* de Risi suivi de l'insuccès de *La Vengeance du serpent à plume,* d'Oury. Plus dure sera la chute, plus dure sera la remontée ! Rien de bien méchant mais des lézardes, des fissures, des rides difficiles à colmater.

Pierre Richard, sentant son image se ternir quelque peu, essaye de jouer la carte de la sobriété, déjà annoncée dans *les Compères.* Cela donne *le Jumeau,* d'Yves Robert. Mais le film barbote dans des eaux très moyennes. Le recul est sensible.

Années 80 : Où sont passés les « ignobles gloutons » du Splendid ? Ils vont très bien merci. Les cocons s'ouvrent, les papillons volent de leurs propres ailes. Michel Blanc, Gérard Jugnot, Josiane Balasko, Dominique Lavanant, Christian Clavier, Thierry Lhermitte et les autres dévoilent leurs batteries : *Viens chez moi j'habite chez une copine ; Les hommes préfèrent les grosses ; Papy fait de la résistance ; Le Père Noël est une ordure ; Marche à l'ombre,* de Michel Blanc, *Pinot simple flic,* de Jugnot, et bientôt Balasko avec son *Sac de nœuds,* un comique qui dérange, moderne, actuel, jouant avec nos sens, notre zigomatique et notre sensibilité profonde. Un comique détergent liquide, acide, sulfureux mais teinté de délicatesse et d'amour toujours.


SOLA/GAMMA

Avec «Marche à l'ombre» et «Pinot, simple flic», le comique accède aux listes blanches des nominations aux Oscars.

1975-1985. Valeur sûre, étalon or : Claude Zidi le mal-aimé, le laissé-pour-compte, l'éternel oublié des récompenses. Et pourtant, des millions d'entrées, une stabilité désarmante, un *monolithe,* un dinosaure de la pellicule. En dix ans, pas l'once d'une fluctuation, aucune dévaluation. Une route discrètement droite. Cette année, avec *les Ripoux* ou *le Splendid,* a laissé une trace de choc (Thierry Lhermitte), Zidi va enfin connaître la consécration : celle d'être reconnu comme alibi culturel par des médias jusque-là plus que boudeurs – le succès qui entraîne le succès laisse toujours un goût amer.

Pour la première fois, ce faiseur de divertissement grand-public va accéder aux listes blanches des nominations aux Césars ! Le comique par la grande porte ! Et pour concrétiser cette première française, *Marche à l'ombre* et *Pinot simple flic* vont, eux aussi, pénétrer dans le monde très clos des privilégiés du club des cinq (cinq nominations par rubrique cinématographique).

Tendances- sentences 1984-1985 : *Jean-Paul Belmondo* revenu au comique (*les Morfalous* et *Joyeuses Pâques*) en régression.

Pierre Richard : en perte de vitesse, à la recherche d'un autre souffle.

Francis Perrin : stationnaire mais pédale un peu à vide.

Coluche : attention danger.

Splendid and Co : en pleine ascension mais gare aux vertiges, au malaise des sommets.

Césars 85, ils seront tous présents, quoi qu'il arrive, pour dire en chœur : *Ave Cesar, rigolituri te salutant.* Mieux vaut en rire. Le reste, c'est de la spéculation.

CLAP !

# LE VOUVOYEUR

*Avec Eric Rohmer, littérateur en cinéma.*

SI vous demandiez à un Américain, ou à un Espagnol, de citer quelques réalisateurs bien français à leurs yeux, et dont ils connaissent des films, ils prononceraient assurément le nom d'Eric Rohmer, et vous diraient même qu'ils ont vu, à New-York, à Madrid ou Barcelone, *Pauline à la plage, les Nuits de la pleine lune,* ou (qui sait) vous reparleraient du *Genou de Claire,* de *Ma nuit chez Maud.* Etrange, non ?

En fait pas tellement. Et le *cinéaste lui-même, s'il feint d'être* étonné de plaire à l'étranger, *se* l'explique : *« Les films purement français,* dit-il, *ont au fond de meilleures chances. Il y a des genres au contraire qui sont des chasses gardées : un policier fabriqué ici, même parfait, ne traverse pas l'Atlantique. Pas plus qu'un comique. Le succès commercial hors des frontières n'est pas davantage une question de vedettes. Quand bien même j'emploierais des comédiens célèbres en France, ils seraient des inconnus ailleurs, ou presque. Le résultat est le même. »*

Alors, vous, monsieur Rohmer, si français, pensez-vous que toutes ces paroles, si nombreuses, et si précisément prévues, échangées par vos personnages soient traduisibles ?

Il répond : *« Mes films sont toujours montrés en version originale sous-titrée. Les dialogues perdent leurs nuances, mais cette simplification, finalement, contribue à leur succès. Un peu trop de subtilité peut me nuire parfois. L'étranger, par exemple, ne se rend pas compte des passages du style écrit au style parlé, de finesses comme le glissement du vous au tu. Alors il lui arrive de rire plus fort. »*

A ce point, il se peut bien que l'auteur esquisse l'amorce d'un demi-sourire. Mais pas vraiment. Monsieur Rohmer est quelqu'un de superlativement sérieux, presque froid. On le sait : un être d'apparence sévère et qui protège son temps, et défend sa tranquillité de solitaire.

Français, si Français que cela ? *« J'ai appris le dialogue chez les grands Anglais et les grands Russes. Dostoïevski ne cherchait pas à faire dire. Il est devenu ses personnages. Ça part, comme de soi. On sent qu'il n'est plus le maître. Nous, les gens de la nouvelle vague, avons voulu nous affirmer comme dialoguistes. »*

La nouvelle vague. Cette époque. Les années 60. On n'a pas demandé à M. Rohmer de raconter s'il voit encore Godard, Rivette. (Il s'explique là-dessus, dit-il, dans le récent numéro des *Cahiers du cinéma,* dédié à Truffaut.) Les histoires de génération ? Notre question — les dix dernières années du cinéma français... La rejoindre. Même si toute coupure est arbitraire. Il dira (on reprend ici dans un style télégraphique qui n'est pas le sien) :

*« Les années 70 n'ont pas laissé de témoignage très brillant de leur époque. Les années 50; il y avait un esprit. Les années 60 ont correspondu à la naissance d'un tas de choses. Une mode nouvelle. Mai 1968, le tournant. Bon, les années 70 ont été le prolongement des années 60. Les années 80 ? Je ne sais pas. Je suis dans le courant. »*

Ce Rohmer, de l'avis unanime, chaque fois si « moderne ». Voilà qui le fait (à demi) sourire car, par exemple, le sujet de *la Femme de l'aviateur,* décrété partout branché, était dans sa tête depuis les années 40, tandis que celui du *Beau Mariage,* trouvé sur le moment (en 1982), a paru moins contemporain.

Eric Rohmer se souvenant du temps où, aux *Cahiers du cinéma,* il prophétisait : *« On a pu penser à ce moment-là que la vedette c'était fini. Or le cinéma français se fait aujourd'hui sur des noms. Des noms destinés à attirer les gens. La bande annonce fait le film. Des noms. Un système qui se nourrit de lui-même et ne correspond à aucune réalité. Le nom reste un nom. On fabrique des couvertures de magazines. Des vedettes qui n'en sont pas. A l'inverse, il y a même des films très bons qui ne marchent pas. Comme* le Rouge-Gorge *de Pierre Zucca, faute de noms au générique. C'est très grave. »*

*Le Rouge-Gorge,* où joue Fabrice Luchini, un acteur de Rohmer, si l'on peut parler ainsi. Car M. Rohmer n'appelle jamais les mêmes pour incarner ses personnages principaux. Fabrice Luchini était dans *Perceval le Gallois,* et dans *les Nuits de la pleine lune.* Luchini, pour lui, *« un être de cinéma », « un mystère capable d'inspirer des situations identiques à des metteurs en scène n'ayant rien en commun ».* Il évoque aussi Pascale Ogier, qui sut rendre son rôle sympatique. Très content M. Rohmer, si ceux qu'il a fait débuter jouent avec d'autres que lui. N'a jamais voulu s'abonner aux mêmes, créer une famille Rohmer. Qui, ainsi, a commencé avec lui ou quasi ? Marie-Christine Barrault, Françoise Fabian, entre autres.

Les jeunes réalisateurs qui, *hormis Pierre Zucca, lui paraissent* prometteurs ? Ceux qui font un cinéma d'auteur, dans un style français. *« Ce côté français, il leur faut le garder, même s'ils cherchent dans des directions différentes.*

*» Des vrais nouveaux venus ? Je ne parle pas de tel assistant qui fait un policier, mais de ceux qui arrivent après Jean Eustache ».* Il cite Philippe Garrel, Jean-Claude Brisseau, Danièle Dubroux, Paul Vecchiali, Jean-Claude Guiguet, Alain Bergala. Et il ajoute : *« etc. »,* un peu hypocritement.

*« Mais, très franchement,* résume-t-il, *depuis les années 70, je n'ai pas été marqué par des films comme je l'ai été autrefois. Arrive un âge où l'on est moins marqué. »* Il ajoute qu'il ne va point autant au cinéma qu'en sa jeunesse de critique.

Il estime qu'il y a sinon de grandes personnalités, du moins d'excellents talents parmi les réalisateurs de téléfilms. Il a déjà souvent insisté là-dessus : *« Un jeune metteur en scène a plus de chances en s'exprimant à la télévision qu'en faisant du cinéma commercial courant. Le cinéma est trop fermé. »*

Aurait-on contourné la question des dix ans de cinéma en France ? Encore que... 1975-1985. Si l'on regarde dans la carrière de Rohmer... 1975 marque une césure. Fin de la période des *Contes moraux,* qui ont été au nombre de six. Rohmer, en 1975, tourne un film sur l'architecture contemporaine à Paris. S'attaque à Kleist : *la Marquise d'O* sortira en 1976, film historique. *« Je coïncidais en cela avec la mode rétro, mais en allant carrément plus loin dans le passé. Je n'ai jamais eu la nostalgie de l'avant-guerre. En réalité, mon grand projet à ce moment-là était déjà* Perceval. La Marquise d'O *n'a été qu'un exercice préliminaire. »*

Les années 80 ? Retour à l'air du temps. Nouvel intérêt pour l'époque. C'est *la Femme de l'aviateur* (1981). La série des *Comédies et proverbes* a continué, peut se poursuivre. Reste ouverte : déjà une comédie est *semble-t-il* en boîte, prête. Un proverbe mûrit dans ses petits cahiers de notes. Les cahiers d'écolier de Rohmer, qui seront tout pareils en 1995.

MATHILDE LA BARDONNIE.

## Le film français à l'exportation (1983)

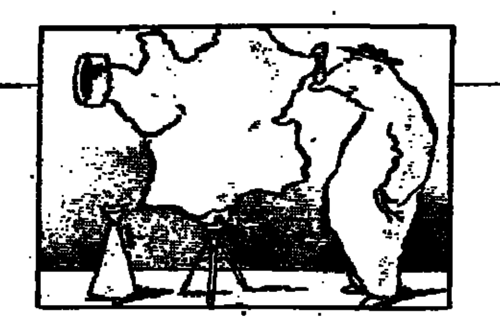
(Chiffre d'affaires total : 329,75 millions de francs)

| RANG | Pays ou zone | Montant des recettes (MF) | Part de marché |
|---|---|---|---|
| 1 | RFA (1) | 55,442 | 19,1 |
| 2 | USA (2) | 37,214 | 12,4 |
| 3 | Suisse | 28,512 | 9,5 |
| 4 | Italie | 27,798 | 9,2 |
| 5 | Belgique (3) | 26,452 | 8,8 |
| 6 | Japon | 15,477 | 5,2 |
| 7 | Canada | 11,387 | 3,8 |
| 8 | Grande-Bretagne | 7,589 | 2,6 |
| 9 | Pays-Bas | 7,440 | 2,5 |
| 10 | URSS | 5,299 | 1,8 |
| 11 | Argentine | 3,372 | 1,1 |
| 12 | Espagne | 3,363 | 1,1 |
| 13 | Israël | 3,219 | 1,1 |

(1) Y compris RDA et Autriche. – (2) Y compris Canada. – (3) Y compris Pays-Bas.

C'est en Europe que le film français s'exporte le mieux. Ce marché représente 60 % des recettes. Avec près de 20 % des recettes mondiales, la RFA est le premier client de la France. Plus de deux cent vingt films y ont été présentés en 1983, les principaux succès étant *le Marginal* et *les Morfalous* (avec Jean-Paul Belmondo).

Le fait le plus important est le développement du marché américain où le cinéma français a atteint la première place des films étrangers. Principaux succès : *la Guerre du feu, Diva, le Retour de Martin Guerre* et *Coup de foudre.*



# BLEU, BLANC, NOIR

par Jacques Siclier

*Longtemps prisonnier derrière les barbelés du film purement policier, le film noir à la française trouve des marques plus originales dans les années 80. Soit dans le retour vers un « réalisme poétique » façon Prévert ou Carné, soit en s'appuyant sur les repérages moins convenus du « néo-polar ». Un style est né.*

LA création, après la guerre, de la « Série noire », collection de Marcel Duhamel publiée aux Editions Gallimard, fut une aubaine pour un genre existant de longue date, mais mineur, du cinéma français : le film policier.

En empruntant au romancier anglais Peter Cheyney l'agent fédéral américain Lemmy Caution, Bernard Borderie ajouta au genre la fantaisie, l'humour, la bagarre, et fit de l'acteur Eddie Constantine un mythe. Avec intrigue criminelle ou non, le film noir, en France, relevait de l'étude de mœurs naturalistes et d'une vision assez sombre de la société.

On pouvait, à cette époque, le trouver chez Henri-Georges Clouzot, Yves Allégret et Julien Duvivier. Mais, en tant que genre spécifique, le film de série noire l'emporta, avec, Peter Cheyney mis à part, des adaptations d'auteurs français, Albert Simonin et Auguste Le Breton.

S'inspirant du premier, Jacques Becker réalisa *Touchez pas au grisbi* (1953), étude de mœurs exemplaire (par son réalisme) du milieu, qui allait être souvent – et mal – imitée. S'inspirant du second, Jules Dassin, cinéaste américain chassé par le maccarthysme, réalisa *Du Rififi chez les hommes* (1954), où il tenta d'acclimater à une ambiance française le film noir qu'il avait lui-même pratiqué aux Etats-Unis et en Angleterre. Là encore, il y eut de nombreuses imitations.

Pendant une vingtaine d'années, le film français de série noire se confondit très étroitement avec le film policier, Jean Gabin en étant une figure dominante chez Henri Decoin, Gilles Grangier, Henri Verneuil.

Fortement influencé par les techniques narratives du cinéma américain, Jean-Pierre Melville, dans ses études de comportement des truands, inventa son propre univers de film noir (*Bob le flambeur*, 1956, *Deux hommes dans Manhattan*, 1959, *le Doulos*, 1962, *l'Aîné des Ferchaux*, *le Deuxième Souffle*, 1966, et *le Samouraï*, 1967, qui en fut la quintessence). Le cinéma policier français a continué de vivre sur ces acquis, même si François Truffaut, avec ses transpositions de David Goodis (*Tirez sur le pianiste*) et William Irish (*La mariée était en noir*, *la Sirène du Mississippi*), indiquait des voies nouvelles.

**Films français ayant réalisé plus d'un million d'entrées en 1983**
(en millions de spectateurs)

| | |
|---|---|
| Le Marginal | 4,619 |
| L'Eté meurtrier | 4,447 |
| Banzaï | 3,736 |
| Papy fait de la résistance | 3,700 |
| Les Compères | 3,616 |
| Le Ruffian | 3,372 |
| J'ai épousé une ombre | 2,520 |
| Le Battant | 1,921 |
| La Balance | 1,850 |
| La Crime | 1,796 |
| L'Africain | 1,777 |
| La Boum 2 | 1,771 |
| Coup de foudre | 1,596 |
| Le Bourreau des cœurs | 1,551 |
| La Femme de mon pote | 1,455 |
| Le Prix du danger | 1,380 |
| Danton | 1,310 |
| Garçon | 1,258 |
| Au nom de tous les miens | 1,140 |
| Vivement dimanche | 1,113 |

## Le truand viril

Au cours des années 60-70, José Giovanni, auteur « Série noire » passé à la réalisation, a cultivé la mythologie des truands virils, des codes d'honneur et d'amitié, des règlements de comptes avec la police. Dans le même temps, Georges Lautner parodiait allègrement la série noire, avant d'en arriver aux aventures de Belmondo, et Jacques Deray apportait au film policier et criminel un sens de l'action et une violence intenses. Après les deux *Borsalino*, il fut le réalisateur attitré d'Alain Delon pour *Flic story* (1975) et *le Gang* (1976), d'après les souvenirs de l'inspecteur Borniche, et *Trois hommes à abattre* (1980), d'après un roman de Jean-Patrick Manchette. Et Delon devint réalisateur pour prolonger et amplifier lui-même le mythe du héros cerné par le mystère et la mort, affrontant tous les dangers fût-ce au prix de sa vie : *Pour la peau d'un flic* (1981), *le Battant* (1983).

Or, en 1977, Jacques Deray s'était écarté de l'intrigue policière pour une forme de film noir à base d'espionnage et d'angoisse psychologique : *Un papillon sur l'épaule*, avec Lino Ventura, que Claude Pinoteau avait déjà placé dans un univers semblable (*le Silencieux*, 1972). Ce nouveau genre se retrouve chez Henri Verneuil – qui a dirigé, en 1974, Belmondo dans une production de pure action policière, *Peur sur la ville* – avec deux œuvres ambitieuses, traversées de préoccupations socio-politiques : *I... comme Icare*, (1979) et *Mille milliards de dollars* (1981). Une inspiration semblable a guidé Claude d'Anna pour *l'Ordre et la Sécurité du monde* (1978).

Il y a donc un tournant, à la fin des années 70, à l'époque même où la « tradition de la qualité » reprend tout à fait ses droits et où le film policier a besoin de se renouveler, de se détacher de la vieille série noire. Claude Sautet et Yves Boisset ont un peu travaillé en ce sens, mais c'est surtout Alain Corneau qui oriente le genre vers le roman noir à l'américaine, avec *Police Python 357* (1975), *la Menace* (1977), *Série noire* (1979), où l'atmosphère de désespoir intégral propre à Jim Thompson est tragiquement transposée dans la banlieue parisienne, et *le Choix des armes* (1981). Un autre roman de Jim Thompson devient *Coup de torchon*, de Bertrand Tavernier (1981), caricature bouffonne et cruelle du monde blanc colonial en Afrique, à la veille de la guerre de 1939-1945.

Hasardons-nous à dire que le film noir français, en reconsidérant l'influence des romans et films noirs américains, commence seulement à exister en tant que genre à part entière. *Pile ou face* de Robert Enrico (1980), *Garde à vue* (1981) et *Mortelle randonnée* (1982), de Claude Miller, s'inscrivent dans le courant amené par Alain Corneau et auquel on peut rattacher aussi le fameux *Tchao Pantin*, de Claude Berri (1983), qui valut à Coluche son premier rôle dramatique dans une sorte de résurgence du réalisme poétique façon Prévert et Carné.

Parallèlement, s'installe le « néo-polar », qui donne une vision plus neuve, plus moderne, des méthodes policières dans la société contemporaine, avec jeunes inspecteurs en jeans et baskets, recours à la technologie pour les enquêtes : *la Guerre des polices* (1979), de Robin Davis, *la Balance* (1982), de Bob Swaim, *l'Indic* (1982), de Serge Leroy, *Flics de choc* (1983), de Jean-Pierre Desagnat. Le fonctionnement de la police comme institution de protection sociale reste entaché de certains préjugés, dans un pays où les « flics » ne sont pas bien aimés. De là vient, sans doute, l'ambiguïté roublarde de *la Balance*, et le succès populaire d'un film tout *compte fait médiocre*. *La Crime* (1983), de Philippe Labro, est une œuvre bien autrement nuancée, en ce qui concerne les affaires criminelles et les problèmes de la police.

Que la police y intervienne ou non, le film noir français semble bien avoir pris son essor. Avec Jean-Claude Missiaen, il part de la réalité sociale, violence, insécurité, manipulations : *Tir groupé* (1981), *Ronde de nuit* (1983). Avec Jean-Jacques Beineix, il prend une sophistication excessive mais révélatrice, au moins pour *Diva* (1980), de certains phénomènes sociaux, de modes adoptées par toute une génération adolescente.

## Univers survolté

Chez Beineix, l'esthétisme l'emporte sur le sujet, le rythme se fait frénétique, la mise en scène mégalomane et les décors peuvent atteindre à une sorte de fantastique. *La Lune dans le caniveau* (1982), d'après David Goodis, exacerbe autant les qualités que les défauts d'un réalisateur capable de créer un univers nouveau, survolté.

Gilles Béhat a beaucoup mieux transposé l'atmosphère de crime, de solitude, d'amours étranges et de malheur propre à Goodis dans *Rue Barbare* (1983), mais il n'a pas entièrement retrouvé cette aptitude au film noir baroque avec *Urgence* (1984). Enfin, si *l'Eté meurtrier* (1983), de Jean Becker, grand succès public, avec Isabelle Adjani en femme fatale acharnée à sa vengeance, relève, plutôt, de l'angoisse psychologique, *Polar*, de Jacques Bral, sorti fin mars 1984, est un authentique film noir d'auteur, reprenant, à travers l'adaptation d'un des meilleurs romans de Jean-Patrick Manchette, les fantasmes et la fascination nocturne d'un film précédent, *Extérieur nuit*, qui n'avait rien à voir avec le crime ou quelque intrigue policière.


CAHIERS DU CINÉMA

**Alain Corneau s'inspire du roman noir à l'américaine pour *Police Python 357*.**

## Le Hit-Parade du marché français de 1956 à 1983

Spectateurs (en millions)

| | |
|---|---|
| *La Grande Vadrouille* | 17,226 |
| Il était une fois dans l'Ouest (I) | 14,256 |
| Ben Hur (EU) | 13,465 |
| Pont de la rivière Kwaï (GB) | 13,419 |
| Les Dix Commandements (EU) | 13,348 |
| Le Jour le plus long (EU) | 11,756 |
| *Le Corniaud* | 11,722 |
| Le Livre de la jungle (EU) | 10,223 |
| Les Canons de Navarone (EU) | 10,166 |
| Les Cent un dalmatiens (EU) | 10,003 |
| *Les Misérables 2 époques* | 9,938 |
| Docteur Jivago (EU) | 9,700 |
| *La Guerre des boutons* | 9,465 |
| Les Aristochats (EU) | 9,161 |
| *La Vache et le Prisonnier* | 8,843 |
| La Grande Evasion (EU) | 8,735 |
| *Emmanuelle* | 8,710 |
| West Side story (EU) | 8,367 |
| ET l'extra-terrestre (EU) | 7,879 |
| *Le Gendarme de Saint-Tropez* | 7,780 |
| *Les Bidasses en folie* | 7,454 |
| *Les Aventures de Rabbi Jacob* | 7,353 |
| Les Sept Mercenaires (EU) | 7,024 |
| *Les Grandes Vacances* | 6,944 |
| *La Chèvre* | 6,933 |
| *Michel Strogoff* | 6,868 |
| *Le gendarme se marie* | 6,786 |
| Sissi (AU) | 6,593 |
| Goldfinger (GB) | 6,465 |
| Sissi jeune impératrice (AU) | 6,393 |
| *La Cuisine au beurre* | 6,381 |
| Le Bon, la Brute et le Truand (I) | 6,277 |
| Les Dents de la mer (EU) | 6,238 |
| *Le Gendarme et les extra-terrestres* | 6,222 |
| *Oscar* | 6,092 |
| *Mourir d'aimer* | 5,914 |
| Guerre et paix (EU) | 5,856 |
| *L'Aile ou la Cuisse* | 5,839 |
| *Le Bossu* | 5,820 |
| Sissi face à son destin (AU) | 5,777 |
| *Les Fous du stade* | 5,740 |
| *A nous les petites Anglaises* | 5,703 |
| *Notre-Dame de Paris* | 5,675 |
| *La Vérité* | 5,655 |
| Orange mécanique (EU) | 5,625 |
| *La Folie des grandeurs* | 5,562 |
| *Les Valseuses* | 5,558 |
| *Le Cerveau* | 5,540 |
| *Le Petit Baigneur* | 5,539 |
| *Le Gendarme à New-York* | 5,494 |
| *L'As des as* | 5,378 |
| Les dieux sont tombés sur la tête (Afr.du Sud) | 4,933 |

CLAP !

# CAPITAINE FRACASSE

*Gérard Depardieu, vedette. En grande forme.*

*« OUI, oui. Le cinéma français, depuis dix ans, se porte pas mal »*, dit Gérard Depardieu, que l'on a vu partout, en comique, en romantique, en personnage historique. En « chèvre », avec son complice Pierre Richard ; en « camion », avec son amie Marguerite Duras. Dix années dont il est le héros, silhouette carrée, voix couverte, diction mâchonnée, essoufflée. Coups de gueule, coups de passion. Et l'appétit à dévorer les mots de celui qui n'a fréquenté qu'une école, celle de la vie buissonnière.

Le cinéma français va bien. *« Mais il devient de plus en plus difficile*, dit Depardieu, *de discerner la frontière entre « faire un succès » et « faire un beau film ». J'aime travailler longtemps sur un projet avant de tourner. Je préfère que l'on se haïsse d'abord autour d'une table. »*

Ce travail de préparation, l'acteur vient de le faire pour une comédie de Daniel Vigne sur la découverte paléontologique : Lucy, la première femme debout, vieille de trois millions d'années. *« Formidable, la chance de la découverte. Et formidable que ce soit une femme ! »*

Pialat, avec qui il vient de terminer *Police*, une chronique des années 80, c'est autre chose. *« Un cas à part. »* Pialat, avec qui Depardieu fut *Loulou*, avec qui il aurait aimé tourner *A nos amours*. Pialat, *« qui ne travaille vraiment qu'à partir du moment où commencent les heures supplémentaires »*. Confiance absolue, dit Depardieu. *« Fatigant, éreintant, magnifique*, dit l'acteur. *Il y a des gens qui trouvent leur équilibre de cette façon. D'autres, comme Francis Veber, qui travaillent deux ans sur un script. La recherche de l'équilibre, seule, compte. »*

Le comique ? *« En France, c'est vrai, c'était plutôt mal vu. Un peu moins maintenant. Veber est un des rares auteurs qui puisse assurer et l'audience et la qualité. Après les un million et demi d'entrées de* la Chèvre, *on l'attendait. On aurait pu faire une* « after-Chèvre ». *On a préféré les* Compères, *plus dans la veine d'auteur de Veber. Il faut s'habituer à mieux prévoir, tout en restant naïf pour fabriquer de la magie. Deux arts nécessaires, le calcul et la magie. La comédie, c'est une discipline irréfutable. On n'a pas le droit de se tromper. Il faut travailler avec des gens exigeants. Veber, Bertrand Blier, Truffaut. »*

Irremplaçable, Truffaut ? *« Bien sûr, personne n'aura sa voix, son ton. Mais il aura des émules. Je l'ai connu trop tard, malheureusement : deux films avec lui, trois en préparation. Mais j'ai eu la chance de passer dans son sillon... Il était dans son état d'urgence à lui, dans la vérité de la création. L'acteur travaille avec des auteurs pour se trouver, pour se décaper. Moi, je n'ai jamais su écrire, jamais eu le courage. Mais je regarde le film en lisant le scénario. Je vois la vraie histoire qui fera la magie du cinéma. »*

On vient de vous revoir à la télévision en « Danton ». Pourquoi les Français ne font-ils pas de films historiques ? *« C'est compliqué, cela devient vite très cher. Il faudrait faire du cinéma avec un compteur de taxi, comme dit Pialat.*

*»* Danton, *en fait, c'est formidable qu'on l'ait fait. Tout, pas tellement à cause de l'argent, mais des passeports pour tous ces Polonais, était difficile. C'est un vrai exemple de passion du cinéma. Maintenant, il y a ce* Paris-Molière, *chez Gaumont, avec Planchon. L'idée est de faire, à la manière de Guitry quand il a réuni Gabin, Stroheim pour son* Napoléon, *un film avec cette faune du cinéma, Serrault, Brasseur, Pierre Richard et moi (pour les filles, on ne sait pas encore), un Molière en quatre thèmes : la séduction, la mort, le mariage, les servants. Cela coûte 35 millions ; pourtant les acteurs ne sont pas payés. Un projet formidable auquel on pense depuis trois ans. Mais la décision n'est toujours pas prise. Elle doit l'être le 4 mars. »*

Vous avez été déçu du relatif insuccès de *Tartuffe*, le film ? *« Non, pas du tout, pas déçu. Je l'ai fait pour qu'il reste quelque chose. Si l'on pouvait voir Jouvet au théâtre... Je voulais faire un film sur les répétitions, sur le travail des acteurs. Mais* « le chemin est long du projet à la chose », *comme dit Molière. Je n'ai pas eu le temps de le mettre en images. Alors, c'est seulement la pièce, fixée, une trace de ce travail. »*

Le cinéma pour apprendre ? *« Non, pour découvrir. Le cinéma, c'est une société, peut-être l'école de demain. Moi, je n'ai jamais pu lire Proust. Et il y a dans* Un amour de Swann *tant de richesses, de détails, de respirations ; il y a des temps, des silences, qui pourraient m'assouplir à la lecture d'un livre de Proust. »*

Les autres, ceux avec lesquels vous n'avez pas tourné ? Godard ?

*« Il ne pense qu'au pognon. Quand il prend Montand ou Fonda, il a des idées derrière la tête. Il n'aime pas vraiment les acteurs. Il ne les regarde pas. Il filme un avion, une vache, une campagne. C'est bien aussi. Tous les cinémas doivent exister.* Passion, *c'est très beau. Et peut-être que* Je vous salue Marie *remet en cause les premières phrases idiotes qu'on apprend au caté... »*

Rohmer ? *« Dans la salle, oui, j'ai de belles émotions de spectateur. »* Comme acteur, vous auriez peur de casser la porcelaine ? *« Peur de respirer, même... »*

MICHÈLE CHAMPENOIS.

# SANS LAURIERS NI CÉSARS

par Christian Zimmer

***Le cinéma est une industrie. Pourtant, certains cinéastes préfèrent aux méthodes de fabrication lourdes et onéreuses un travail artisanal. D'autres sont, bien malgré eux, rejetés en marge des systèmes. Ils tournent cependant et font progresser le septième art.***

Y a-t-il encore en France des cinéastes maudits ? Disons que la malédiction, de nos jours, ne s'y porte pas trop mal.

Pour cette raison assez simple que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, la seule ligne de partage qui compte est, plus que jamais, tracée par l'économie. Ou, pour exprimer la chose autrement, que les entreprises les plus audacieuses, les plus marginales sont de plus en plus rapidement ne disons pas récupérées, le mot ne signifiant plus grand-chose, mais intégrées au système, tout en conservant leur rôle – créatif, nécessaire – de contestation des normes et des codes.

D'où les deux sens, large ou étroit, qu'on peut donner à cette notion de cinéma différent : il s'agira, d'un côté, d'un cinéma, en dépit de toutes les apparences, parfaitement « normalisé » ; de l'autre, d'un cinéma rejeté par le système, exclu de son fonctionnement, totalement marginalisé.

C'est là que se manifeste l'importance décisive de la dimension économique : si les films de la seconde catégorie apparaissent « inassimilables » par le système, c'est essentiellement parce qu'ils se sont en quelque sorte placés d'eux-mêmes en dehors de la légalité, en refusant, tant en ce qui concerne la production que la réalisation, de se plier aux habitudes de la profession (un cas exemplaire : celui d'Armand Gatti).

Jouez le jeu, ou vous êtes relégué dans le ghetto « culturel ». Mais si vous avez déjà une position bien assise dans le système, vous pouvez vous permettre toutes les hardiesses, toutes les transgressions : bien plus, on célébrera votre audace et votre indépendance.

Il y a un bon usage des marges : elles sont nécessaires pour jouir pleinement de la « légalité », de la sécurité du texte. Le marginal devient valeur culturelle consacrée, sans cesser d'être marginal.

Il y eut Godard. Sera-ce demain Marguerite Duras ? Ou Alain Robbe-Grillet ? Ou quelqu'un de ces jeunes cinéastes issus de la plus lointaine marginalité, un Philippe Garrel *(Liberté, la nuit)* ou un Luc Moullet *(Genèse d'un repas)*, une Chantal Ackerman *(Toute une nuit)* ou une Marie-Claude Treilhou *(Simone Barbès ou la Vertu)* ? Il se fait un incessant travail de légalisation, d'officialisation des marges, commencé par la multiplication des sections parallèles dans les festivals de large audience et poursuivi par le discours de la critique, dont on peut même se demander si le rôle n'est pas exactement celui-ci : intégrer ou exclure, en faisant jouer ou non tout l'appareil de références qui légitime une œuvre, l'inscrit dans une filiation.

N'est-ce pas ce qui s'est passé pour un film comme *A nos amours*, de Maurice Pialat, qui fait désormais partie de la cohorte des réalisateurs « sérieux » grâce à l'admiration quasi unanime de la presse, et, en sens contraire, pour un film comme *Aimée*, de Joël Farges, éliminé par la critique avec le même et étrange unisson ?

Un fait peut contribuer à expliquer que ce phénomène *d'intégration paraisse prendre* de nos jours une telle extension : la disparition presque totale – du moins, du circuit commercial – de tout ce cinéma militant, ou dit d'« *intervention* », *né aux alentours* de mai 1968, et dont l'élaboration, qu'elle ait été l'œuvre de professionnels ou de ces « collectifs de réalisation » qui fleurirent au début *des années 70, mais n'ont* guère survécu, était, soit marquée d'un amateurisme parfois gênant, soit résolument conduite au mépris de toutes les règles en vigueur.

*Le moment est sans doute* venu maintenant de tenter une classification de ces films qui, intégrés ou non au système, méritent, pour des motifs variés, d'être appelés *différents.*

Une première catégorie nous semble constituée par des œuvres qui sont comme les fruits tardifs de mai 68, ou, si l'on veut, comme les ultimes retombées du cinéma militant. Leur technique est empruntée à celle du film d'intervention, du film de lutte, mais les thèmes en sont, puisque c'est là leur raison d'être, ceux de l'actualité : la réforme de l'enseignement supérieur et l'éducation de l'enfant *(le Ghetto expérimental* et *Alertez les bébés*, de Jean-Michel Carré), l'équipement nucléaire *(Nucléaire, danger immédiat*, de Serge Poljinsky), le scandale de l'immobilier et le problème de l'urbanisme à outrance *(la Ville à prendre*, de Patrick Brunie), les nouveaux rapports entre le patronat et le monde du travail *(la Voix de son maître*, de Nicolas Philibert et Patrick Mordillat), la condition de la femme *(Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?*, de Coline Serreau), et plus particulièrement, la question de l'avortement *(Regarde, elle a les yeux grands-ouverts*, de Yann Le Massón), la revendication régionaliste *(Euskadi*, d'Arthur McCraig).

A cette survivance du militantisme, peut être associée l'émergence d'un cinéma décentralisé qui commence à être diffusé à l'échelle nationale : films de Philippe Haudiquet sur le Larzac *(Gardarem lo Larzac)*, de René Vautier et de l'Unité de Production Cinéma Bretagne *(la Folle de Toujane)*, films en langue occitane de Jean-Pierre Denis *(Histoire d'Adrien)* et de Jean Fléchet *(le Montreur d'ours)*. On mentionnera également ici les films tournés en France par des cinéastes immigrés : ceux de Sidney Sokhona, Med Hondo, Ali Ghalem, Okacha Touita *(les Sacrifiés)*.

La politique elle-même n'a du reste pas tout à fait déserté le cinéma français : une œuvre comme celle de Chris Marker *(Le fond de l'air est rouge, Sans soleil)* en témoigne, (et, d'une manière un peu différente, le *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil). Mais ce qu'il y a de remarquable ici, c'est que la politique se marie harmonieusement à la subjectivité, alliance au premier abord paradoxale, puisque c'est, paraît-il, pour faire barrage aux « abus » de la première que la seconde est ainsi revenue sur le devant de la scène.



**Christine Boisson dans « Liberté, la nuit » de Philippe Garrel, en 1984. Un cinéaste, tout comme Luc Moullet ou Chantal Ackerman, issu de la plus lointaine marginalité.**

De cette seconde catégorie, on rapprochera la troisième, celle des auteurs, qu'on pourrait nommer les « cinéastes du Moi », la caméra prenant chez eux le relais de la plume, et ne servant plus qu'à transcrire la parole intérieure au lieu d'être un instrument destiné à capter le réel et à créer de la fiction en lui donnant forme objective. Duras, bien sûr, Godard semblant plutôt s'inspirer, des modèles musical et pictural.

La relève de la fiction classique, ainsi, est plutôt assurée par les débutants venus de la passion cinéphilique : celle-ci, du reste, marque fortement leur création de son empreinte *(Boy meets Girl*, de Léo Carax). *Les Cahiers du cinéma*, ayant définitivement rompu avec tout ce qui peut ressembler à l'engagement idéologique ou à la recherche théorique, et renouant avec la voie royale du cinéma de genre, sont au premier rang du mouvement : l'itinéraire d'un Jean-Louis Comolli, de *la Cecila*, film politique, à *Balles perdues*, petit thriller moqueur et désinvolte, en passant par *l'Ombre rouge*, où le cinéma engagé est « liquidé » par la double intrusion du romanesque et de la bande dessinée, est certes bien révélateur. Quant à Danièle Dubroux, elle commence sa carrière avec des *Amants terribles*, qui, pour être d'un ton très personnel, ne dissimulent pas pour autant leur appartenance à la tradition.

Tradition théâtrale autant que cinématographique, mais sans doute est-ce là l'un des articles du credo de ces zélateurs du « retour aux sources » (profession de foi clairement proclamée par l'usage de la *référence, voire de la citation* textuelle). S'il est exact que le spectacle – érigé en valeur suprême pour les représentants de cette quatrième catégorie – repose à la fois sur l'acteur et la fiction, il ne convient pas de distinguer trop nettement l'art de la scène et l'art de l'écran, et encore moins les opposer.

Mais la confrontation, la mise en rapport de leurs structures respectives, ne donnent-elles pas naissance à des formes de fiction inédites, qui sapent les fondements de la représentation traditionnelle liée à la notion de spectacle ? N'assiste-t-on pas ici à l'apparition de ce qu'on pourrait appeler une fiction de fiction, celle-ci, en quelque sorte, « ne prenant pas », parce que chacun de ses sens possibles se volatilise aussitôt qu'entrevu ? Ce cinéma du ludisme intégral, de la théâtralisation en abyme, de la géographie imaginaire et des fausses pistes, c'est, on l'a deviné, celui de Rivette (et, peut-être, dans une assez large mesure, celui de Robbe-Grillet). Il constituera si l'on veut la cinquième catégorie, dont celle qui serait représentée essentiellement par Raoul Ruiz (*les Trois Couronnes du matelot*) nous semble très proche.

Il resterait à évoquer le cas de ces cinéastes qui, au cours d'une carrière déjà longue et riche, sont demeurés dans une situation ambiguë, à mi-chemin du système et de la marginalité, oscillant de l'un à l'autre, selon la nature de leur film ou la façon dont il est distribué : Agnès Varda, Gérard Blain, Jean Rouch, Jean Eustache, Alain Cavalier, René Allio... Mais ne peut-on se demander si ce n'est pas, au fond, l'audience limitée rencontrée par leur œuvre qui leur a permis de rester à l'abri des concessions et des reniements ? N'est-on pas en droit de dire la même chose d'un Marcel Hanoun, dont l'œuvre se construit patiemment, loin du tumulte et de la fièvre médiatiques (*Un film* est un étonnant journal intime sur pellicule), ou de Jean-Marie Straub et Danièle Huilliet, à qui l'on doit, peut-être, le plus beau film français de ces dix dernières années, *Amerika/Rapports de classe ?* Il est aussi, il est vrai, des cinéastes dont la carrière est tout autant exempte de compromis, et qui, sans doute, aimeraient parfois recueillir les faveurs d'un public un peu plus large, tels Paul Vecchiali, dont l'œuvre, très proche de la sensibilité populaire *(Corps à cœur, En haut des marches)*, n'a toujours pas trouvé accès aux grands circuits de distribution, ou René Gilson, prix Jean-Vigo en 1980 pour *Ma blonde, entends-tu dans la ville ?* Au cinéma, le prix de l'indépendance est parfois un peu trop lourd.

CLAP !

## FRÉDÉRIC LES ÉTOILES

*Mitterrand, Frédéric, homme de télévision, fou de cinéma.*

TROIS millions de spectateurs en moyenne, le lundi soir, tard. C'est, à la télévision, le public d'« Etoiles et toiles » la dernière production d'un « partageur » du septième art, ce Frédéric Mitterrand qui milite depuis 1971, avec les trois salles Olympic, sur les sentiers libres de la trouvaille, dans ce marché aux puces du cinéma où l'inconfort de l'essai ne décourage pas le plaisir de l'art.

Voix de nez, ton faussement plat. Vocabulaire d'un passionné, celui qui veut *« transmettre, faire partager tout ce qu'il aime »*, le glamour des images, les répliques d'hier et d'aujourd'hui, des raretés, des clichés revus et corrigés.

Ce qui semblait possible dans la foulée de mai 1968 *(« les gens bougeaient, ils allaient loin, dans les quartiers nouveaux »)* est devenu un métier à haut risque *(« ils veulent du confort »)*. *« Tout a changé,* dit Frédéric Mitterrand. *Les conditions de l'exploitation sont devenues féroces. Les grands groupes prennent n'importe quoi pour meubler les écrans. Même les films que nous étions les seuls à pouvoir montrer. On ne va pas vendre Becket dans les supermarchés ; il faut le petit libraire du coin. Alors même si le film « difficile » marche, ils le remplacent pour occuper tous les secteurs du marché, au risque de le bousiller. On massacre l'idée même de cinéphilie. Les salles de référence ont un mal fou à faire entendre leur voix.*

*« La réussite de ces dernières années aura seulement été de faire admettre aux pouvoirs publics que le cinéma est une activité sérieuse, alors qu'il était considéré comme un jeu forain...*

Un mauvais film français, qu'est-ce que c'est ? *« C'est un type qui arrive et dit : tiens, j'ai gardé une bouteille de château Margaux. Un style vulgaire, quelque chose qui copie ; Jantzen par rapport au Louis XVI. C'est le monde des aéroports, le style duty free. » C'est un type qui fume des Monte Cristo au volant de sa Range Rover. » « Le mauvais cinéma français, c'est une façon de projeter comme un but esthétique et moral les désirs de consommation d'une classe sociale sans aucune spiritualité. Lelouch, par exemple, penseur nul, réalisateur habile. On m'a reproché de faire parler Gérard Oury. Mais je préfère de loin Oury* à Paroles et musique. *Alors que Rohmer porte sur le même vide son regard, sa chaleur, sa spiritualité. »*

Et le bon cinéma français ? *« Etonnant de qualité, d'adéquation à une société. Il arrive que succès commercial et qualité artistique soient liés. Celui qui avait ce lien le plus fort, Truffaut, faisait des films totalement personnels et qui rapportaient de l'argent. Une perte énorme. Si on l'a tant pleuré, c'est qu'il était une personnalité emblématique. La France est un petit pays : quand les gens disparaissent, ce sont des pertes immenses. Patrick Dewaere est mort ; on essaie Giraudeau, Lhermitte, Anconina, dans des rôles qui étaient pour lui, et ils n'y arrivent pas. »*

Depardieu ? *« C'est le fils voyou qu'on aime, que l'on préfère et qui deviendra le « papa ». Depardieu, c'est Du Guesclin... »*

L'amour, spécialité française... *« Dans la tradition de Racine, de Marivaux, plutôt la description des sentiments.* Les Nuits de Rohmer, *encore, et cette vision de la chair, cette violence incroyable...* Le désir *« inavoué – ou inassouvi – qu'il porte aux très jeunes filles...*

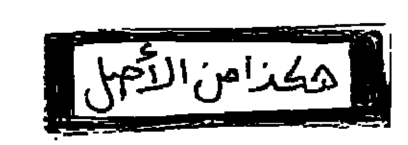
*» Nous vivons encore avec les cinéastes de la nouvelle vague. Comme ils sont très bons, ils occupent toujours la place. L'an dernier, ils ont tous donné quelque chose : Resnais, Rivette, Rohmer, Godard... »*

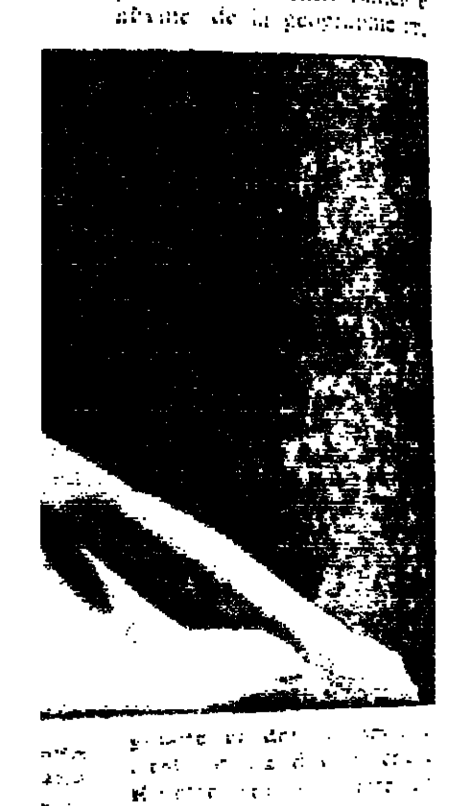
Le cinéma français a-t-il ses chances sur le marché mondial ? *« C'est difficile. Le cinéma français parle français. Les Italiens, Visconti, Fellini, tournent en anglais, ou en muet ou tout comme. Chez nous, au contraire, c'est la langue qui compte. Pourquoi les classiques, Guitry, Janson, sont-ils tellement connus, diffusés de génération en génération, avec les « mots » que l'on se répète. C'est à cause de la langue. Mais ce cinéma qui parle français s'exporte mal, sauf, paradoxe, quand il est national à l'extrême. Voyez Duras, Truffaut. Ou bien, à l'autre bout, Jean-Jacques Annaud et les grognements de* la Guerre du feu. *Mais peut-être faut-il revenir aux grognements... »*

La télévision ? *« Un plaisir extraordinaire. Avec la contrainte de l'hebdomadaire, j'ai l'impression d'être à la Warner dans les années 40, et on me dit : lundi prochain tu vas faire un mélo... »*

Le jeune homme passionné qui ne veut pas *« abandonner les Olympic »* prépare une fête : la « centième » d'« Etoiles et toiles », qui sera, le 26 mars, en fait, la cent vingt-sixième émission, avec une pochette-surprise : les premières amours de Fellini racontées par le maître, le rocher des Grimaldi comme décor de film, en compagnie de Caroline, BB dansant avec Dario Moreno... Des cadeaux !

M. Ch.





# LE CHOC DU FUTUR N'EXISTE PAS

**De l'informatique comme un sport au Club Méditerranée.**

N'EN déplaise aux prophètes, le choc du futur n'existe pas. Si la mise en relation de l'informatique et des techniques de communication représente sans doute une révolution scientifique ou technologique, celle-là n'est pas pour autant accoucheuse de transformations sociales, de modifications des mentalités permettant plus d'inventivité, fournissant le support d'imaginaires nouveaux, de rapports sociaux originaux, etc.

Qu'on se rassure, ceux qui ne sauront pas manier l'informatique dans quelques années ne seront pas les analphabètes de demain. Ah ! stéréotype, quand tu nous tiens ! La promotion technologique des Toffler, Ducros et Cie traduit pourtant une sensibilité relativement neuve dans les relations que nous entretenons avec les machines, analogue par ailleurs au souci porté à notre propre corps. Cette promotion mérite un embryon d'analyse car elle nous renseigne non sur la technologie, mais sur l'évolution des idées et des mœurs dans la France d'aujourd'hui.

L'évolution technologique que constitue le passage de l'informatique « traditionnelle », réservée aux informaticiens, à la micro-informatique, accessible à tous, serait l'exemple typique d'un bouleversement de la vie quotidienne. Elle permettrait tout à la fois de transformer les rapports d'autorité dans les entreprises, d'abolir les hiérarchies trop pesantes et le schéma du travailleur obéissant mais routinier, le contrôle de la consommation par le consommateur, la modification de la vie familiale et de l'école par l'auto-éducation des enfants, le retour du travail à la maison, etc. Bref, le mariage de l'utopie technicienne et de celle du sujet souverain. Cas typique du confusionnisme intellectuel qui fait mécaniquement d'une innovation technique une innovation sociale. C'est parce qu'ils mélangent l'une et l'autre que certains croient au choc du futur, oubliant ainsi que les rapports à la technique ne sont jamais d'ordre technique, mais d'ordre social.

En matière de micro-informatique, l'innovation technique est des plus simples à énoncer : elle se caractérise par la miniaturisation (les puces) et la possibilité d'employer les langages évolués (logo et basic surtout) plus faciles d'accès qu'un langage machine (l'assembleur, par exemple). Elle donne donc un second souffle à l'informatique en élargissant dans des proportions considérables sa clientèle potentielle. Ce constat n'autorise pas pour autant à conclure à des innovations socio-culturelles, il ne nous indique pas comment différents groupes sociaux perçoivent cette évolution, comment leurs expériences sociales différenciées conditionnent des rapports différents à la modernité technologique. Les « technophiles » font pourtant comme si tout le monde était dans le même sac : jeune, fonceur et moderne. Quand on exclut dans la litanie si moralisante de la résistance au changement ceux qui refusent la technologie ou lui sont indifférents, on ne se rend pas compte que ce discours ne fait qu'exprimer, le plus souvent, le point de vue de ceux qui ont intérêt au changement.

L'exemple de l'informatique au Club Méditerranée montre que les potentialités techniques d'un objet, même ultra-sophistiqué comme la micro-informatique, ne produisent pas nécessairement des transformations dans la mentalité des gens qui l'utilisent. Quand le Club lance, en 1981, des ateliers de micro-informatique dans plusieurs de ses villages, il ne révolutionne pas sa conception du loisir. Au contraire, il la modernise en la mettant au goût du jour.

Il initie pendant une ou deux semaines les « GM » au basic et, depuis 1984, au logo, sur des micro-ordinateurs à raison d'une heure par jour, entre de multiples activités. Comment ? Dès la première heure, on pianote sur sa machine de la même façon qu'un débutant est invité à grimper tout de suite sur une planche à voile. Le Club ne s'embarrasse pas de méthodes d'apprentissage scolaire, du carcan de la pédagogie et de ses classements minutieux.

Le secret de cette manière d'envisager l'informatique consiste à banaliser une consommation de pointe, afin de rendre le Club remarquable, unique en son genre. Ce faisant, on conforte l'image d'une entreprise d'avant-garde vendant des services d'avant-garde. La recette ? Elle est fort simple : les « GO » ne s'enferment pas dans l'étiquette « *informaticiens* », *ils* sont accessibles, utilisent le langage le moins technique possible, installent les « GM » dans une ambiance décontractée et sont à leur écoute.

Quelles que soient les motivations des « GM », l'informatique est enseignée dans le même esprit que les sports : comme un loisir, avec seulement ses difficultés spécifiques. Les « GM » apprennent au Club une technique technologique comme ils s'initient ou se distraient avec une technique corporelle. Ils se mettent à l'informatique non parce qu'elle est susceptible de servir *à quelque chose — la fonction* instrumentale est secondaire, — mais parce qu'elle est encore relativement difficile d'accès. Pour dire les choses avec brutalité, l'informatique ça sert d'abord à apprendre l'informatique. Paradoxe ? Certainement pas quand on se rappelle que Mac Luhan nous a appris, il y a longtemps déjà, que *« le médium, c'est le message »*.

Si la micro-informatique nous donne à tous le sentiment d'effacer les frontières, de révolutionner la vie quotidienne, ce n'est pas grâce à ses potentialités immenses ou à son emploi virtuel à la maison comme au bureau, mais parce qu'elle ne fait pas encore l'objet de logiques sociales clairement repérables dans le champ de la consommation. La micro-informatique n'est qu'un sous-produit du discours actuel sur l'individualisme.

En effet, la micro-informatique fait passer l'informatique d'un statut de bien d'équipement, public et collectif, à celui d'un objet de consommation courante (tendanciellement du moins), privé et individuel. Ce changement de statut évacue les connotations négatives attachées *aujourd'hui* au lourd, au collectif, au centralisé, synonyme, croit-on, d'emprise sur les personnes, d'étouffement des libertés et des initiatives créatrices. Un consensus paraît s'instaurer sur une technologie donnée d'emblée dans une naturalité conviviale. Si l'informatique lourde faisait peser le danger d'une domination politique, d'un contrôle social généralisé, l'informatique légère, elle, serait au service de l'individu, se soumettrait à la multiplicité de ses désirs. Elle restituerait au sujet sa souveraineté, accroîtrait son autonomie par rapport aux contraintes diverses de la vie sociale. Prisonnière d'une société qui succombe à l'intime, à l'épidémie de l'individu, avec le même ravissement que Juliette au vice dans le livre du divin marquis, elle fait ainsi partie de ce courant culturel qui contribue à disqualifier les grands appareils technologiques autant que politiques. Symptomatique de ce consensus est l'insistance sur le jeu (tellement inoffensif), sur les enfants (si innocents en apparence, même quand ils bloquent l'ordinateur du Pentagone) ou la tendance à donner des noms aux ordinateurs comme s'ils étaient humains... presque humains. L'évolution technologique a seulement rendu possible le raccrochement de l'informatique aux valeurs privées qui caractérisent la consommation courante. Or, stéréotype oblige, ce qui est privé doit être personnalisant, doit permettre d'obtenir de la plus-value psychologique, autrement dit, de se vivre comme incommensurable.

Le choc du futur n'est donc qu'une métaphore démocratique appliquée à une consommation technique en pointe sur son temps. L'élargissement du public de l'informatique par la micro-informatique dynamise les différences (c'est à votre portée et vous en faites ce que bon vous semble) qui ne sont plus ni le privilège de quelques-uns ni le droit réclamé par des minorités diverses, mais le devoir de modernité. La nouvelle sensibilité aux technologies n'est pas autre chose que cette nouvelle normalité. Concernant pour l'essentiel le développement de son « moi », elle ne peut être le lieu que de dérisoires enjeux si l'on excepte bien entendu les enjeux financiers et industriels. Dans ce contexte, la micro-informatique représente moins l'axe du progrès technique venant bouleverser nos modes de vie que *la pointe du progrès psychologique :* s'opposant à des technologies classiques de communication comme la télévision, source de passivité — ce que personne n'a jamais prouvé, — elle installe l'usager (on ne dit plus le consommateur) dans une construction culturelle où il est poussé à se réaliser, à participer, à être actif. La micro-informatique n'est donc pas de ce point de vue une innovation culturelle : elle ne fait que mettre en relief la soumission nouvelle de la technologie à la psychologie. Elle exprime, ni plus ni moins, les idéaux démocratiques de la consommation moderne qui enjoignent à chacun d'être la vedette de sa propre vie plutôt que le spectateur de la vie des autres.

CHANTAL LORIO-VIGNAL

L. BACHMAN.
et A. EHRENBERG.

● Auteurs de *Tropiques du futur — l'Informatique au Club Méditerranée,* rapport rédigé pour le SPES/DGT.

**Publi-Regards**

# A BORD DU LANCE-VISA

UN porte-avions, le *Clemenceau,* un sous-marin classique, la *Praya,* un forfait de cinq jours signé par une agence de publicité et l'armée, l'armée française — après le coup de fil décisif d'un président de la République qui se souvenait de la « campagne » menée pour lui par cette agence, — décidément la publicité se permet tout.

Déjà entrée dans les familles, dans les écoles, à l'église, elle n'avait pas encore investi l'armée, ni les couloirs du pouvoir. En attendant de louer pour un temps, le temps d'un film publicitaire, la salle du conseil des ministres et peut-être les ministres eux-mêmes, en guise de figurants — le premier qui osera cela entrera dans l'histoire, — les troupes de l'agence RSCG (Roux, etc.) ont requis la Royale. Rien de moins.

Il y a peu, le porte-avions *Clemenceau,* et son équipage au complet, devait quitter Toulon, son port d'attache, pour partir en exercice au large de la Côte d'Azur. Dans le même temps, Yves Lucas, rédacteur-concepteur, et Richard Raynal, directeur de création de RSCG, imaginaient à leur table de travail un film encore plus ambitieux que « les chevrons sauvages » — déjà réalisé par Richard Raynal — pour le lancement de la Citroën Visa GTI.

Dans le hangar d'un porte-avions, la petite véloce donnerait dans la frime au milieu d'un groupe de pilotes s'apprêtant à rejoindre leurs appareils. Discussion de son conducteur avec les pilotes : *« Je te parie que ma Visa décollera plus vite que ton Super-Etendard... »* Pari stupide, pari tenu. Un ascenseur élève le groupe et la voiture jusqu'à la piste d'envol. Les moteurs chauffent. Un Super-Etendard est amené au centre de la piste et arrimé à la catapulte. Plein gaz, il décolle. Aussitôt, la Visa est arrimée à son tour. Et décolle, à plus de 230 kilomètres à l'heure. En un instant, la voiture rejoint l'avion, signes de victoire du conducteur, puis, inéluctablement, tombe à l'eau. Les pilotes sur le pont rigolent doucement.

Quelques instants plus tard, la Visa réapparaît des profondeurs marines négligemment posée sur un sous-marin qui remonte à la surface. Moralité : *« Elle décoiffe et moi j'arrache avec elle »* (Julien Clerc) et *« Visa GTI, la GTI sauvage »* (Citroën).

COFD. Et les publicitaires l'ont fait, secondés fort habilement par Jean Becker à la réalisation, armé de quatre caméras et d'un hélicoptère. Une minute de cinéma authentique tournée en une seule prise. Performance. Au son, Denise Donders, qui a mixé le bruit *réel* du navire, la chanson de Julien Clerc et la *Cadet Corps March* d'Edrich Siebert avec une impressionnante habileté. Et l'armée a tout accepté. D'enthousiasme, affirme Richard Raynal, et on le croit. Ça se voit à l'image.

On ne sait ce qu'est devenue la commission armée-jeunesse ; on ne sait quelle traduction ont trouvé les discours tenus depuis des lustres qui voulaient réconcilier l'armée et la nation. On peut être sûr que ce petit film fera mieux que tout cela. Les mêmes, tels Richard Raynal, fervent antimilitariste il y a peu encore, qui s'indignaient de la visite de Jean Gabin sur le *Foch* ou des parades militaires organisées par Yves Mourousi dans les jardins des Tuileries découvrent aujourd'hui l'utilité de cette moins « grande muette » et, dans un monde troublé, l'importance de sa mission de paix. Les temps changent.

Sur un tout autre registre, l'autre bonne production de ce mois de mars chez RSCG sera certainement le nouveau film de 30 secondes tourné pour Woolite, interprété par Miou-Miou.

Récemment, dans la famille Woolite, on avait déjà eu le père, Jacques Dutronc, qui *découvrait les vertus économiques* de cette lessive. On avait eu aussi la mère, Catherine Deneuve, qui en vantait la spécificité, une lesive pour la laine. On avait eu encore la fille, Clio Goldsmith, qui nous enseignait que Woolite était l'ami des textiles délicats.

Miou-Miou boucle la boucle. Woolite est son produit de beauté. Dans la douce lumière d'un appartement parisien, l'actrice, magnifique, chante : Woolite ne feutre pas, ne ternit pas, n'abîme pas. Sur un air de Rossini. Coup de sonnette. Miou-Miou descend les marches de son duplex et ouvre la porte : *un baryton plus italien que* nature s'enflamme : *« Woolite lave plus belle ».* Miou-Miou sourit, puis rit. Comme pour se moquer d'elle-même et de son rôle, de Woolite et du film. Avec tellement de gentillesse et de persuasion que l'on n'a pas coupé la scène. Avec raison. Un coup de cœur comme cela ne se refuse pas.

OLIVIER SCHMITT.

# CRÉATION D'INITIAL

**Nouvelles images, nouveaux producteurs**

ILS sont jeunes, tous deux polytechniciens et viennent de se lancer dans la production d'images.

La création de leur société, Initial, était un petit événement mondain très parisien l'autre semaine, mais elle risque aussi d'apporter un peu d'air frais dans l'audiovisuel français. Les responsables d'Initial ont en effet plus d'atouts que leur simple diplôme d'une grande école. M. Jean Cazès était responsable *du service commercial d'Antenne 2* avant de devenir le conseiller du ministre de la culture pour le cinéma et les industries culturelles. M. Denis Freyd, ancien responsable de la production à l'Institut national de la communication audiovisuelle est un spécialiste reconnu des nouvelles images.

Derrière eux, on trouve trois actionnaires de poids : la Caisse des dépôts et consignations, Innovacom (département de la Sofinova spécialisé dans le capital-risque audiovisuel en liaison avec la direction générale des télécommunications) et Telepictures, un des plus importants producteurs et distributeurs américains indépendants. On ne saurait marier plus habilement financement public et privé, enracinement institutionnel français et ouverture sur l'étranger. Mais ce cocktail bien dosé apporte surtout à Initial 10 millions de francs de financement à long terme. *Une somme* dont aucun producteur indépendant ne peut disposer et que les grands groupes de communication français préfèrent investir traditionnellement dans la distribution et dans l'exploitation plutôt que se risquer dans la production.

Avec ces fonds, Initial compte bien jouer les trouble-fête et démontrer d'abord que l'heure est au décloisonnement entre cinéma, télévision ou autres technologies. La société a déjà coproduit avec le Canada un long métrage de Jean Beaudin, « le Matou » (avec Jean Carmet et Julien Guiomar), film couplé avec une série de six heures pour Antenne 2. Pour cette année, un projet de long métrage réunit Raoul Ruiz et Raphaël Pividal sur une nouvelle de Stevenson. En télévision, Initial travaille sur deux grandes séries documentaires : « Les tentations de l'Occident », cinq heures sur le Japon, qui réunissent des télévisions de France, d'Italie, de Belgique et du Japon, et « Dinning in France », coproduit avec FR 3, où Pierre Salinger fera découvrir en treize épisodes aux Américains les sommets de la cuisine française.

Il faut y ajouter une fiction pour la jeunesse — utilisant nombre de trucages vidéo — et une série d'animation en trente-neuf épisodes avec le Canada. Loin de s'enfermer dans l'Hexagone, Initial se spécialise dans les productions à vocation internationale, seules capables de trouver un marché. Décidés à prouver que la production privée est une activité rentable, MM. Jean Cazès et Denis Freyd entendent également démontrer qu'il n'est pas trop tôt pour s'intéresser aux nouvelles technologies. Initial travaille sur deux vidéodisques interactifs et lance un appel d'offres pour la programmation de quinze journées de jeux sur un canal d'un réseau câblé pour la fin de l'année. L'expérience servira de maquette pour un service permanent dans la cadre des études de la mission « TV câble ». Elle comprendra des jeux interactifs, mais aussi des jeux télévisés traditionnels. Une manière de se préparer aussi aux futures télévisions privées.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS

France Culture — Le Monde

# EROS ET POLITIQUE

**« Passage du témoin » de Henri Colpi à Pierre Bourgeade.**

*DEPUIS son premier roman,* les Immortelles, *en 1966, Pierre Bourgeade construit une œuvre faite à la fois de courts récits élégants, frivoles, voire libertins, et de textes plus ambitieux, nés d'une réflexion sur les tragédies de l'histoire. Sa veine légère lui a valu la réputation d'un auteur érotique, tandis que son inspiration « sérieuse » lui attirait celle d'un écrivain politique renforcée par ses nombreuses prises de position dans les colonnes du* Monde. *Sur cette dualité, Pierre Bourgeade s'explique, en réponse aux questions du cinéaste Henri Colpi. Il expose sa conception de la littérature, mais fait part aussi de l'évolution de sa pensée sur le grave problème de la peine de mort.* – T. F.

## I. – LA LITTÉRATURE

**H. Colpi.** – De tous les sujets que je pourrais aborder avec vous, littérature, théâtre, politique... il en est un qui m'intéresse tout particulièrement, c'est Pierre Bourgeade, écrivain français. J'aimerais tout d'abord vous demander comment vous êtes venu à la littérature.

**P. Bourgeade.** – C'est très simple. Dès mon enfance, j'ai désiré écrire. Je suis né dans les Pyrénées-Atlantiques et le premier livre que j'ai écrit est *un journal de la guerre* d'Espagne, qui nous a toujours été proche puisqu'elle se déroulait à notre porte.

Mon père, d'origine basquaise, était percepteur dans un petit village du Béarn ; ma mère était fille d'un petit exploitant local. Un dimanche, je suis allé avec les gens du village, jusqu'à Hendaye, voir les combattants s'affronter à coups de canon à Fontarabie. J'avais huit ans et demi ; c'est là, je crois, que, décidant de tenir le journal de ce que je venais de voir, j'ai été pris à la fois par les virus de la littérature et de l'histoire qui ne m'ont pas quitté.

**H. Colpi.** – Ce que j'aime particulièrement dans votre œuvre, c'est la langue, le style. C'est pourquoi je disais tout à l'heure, Pierre Bourgeade écrivain français.

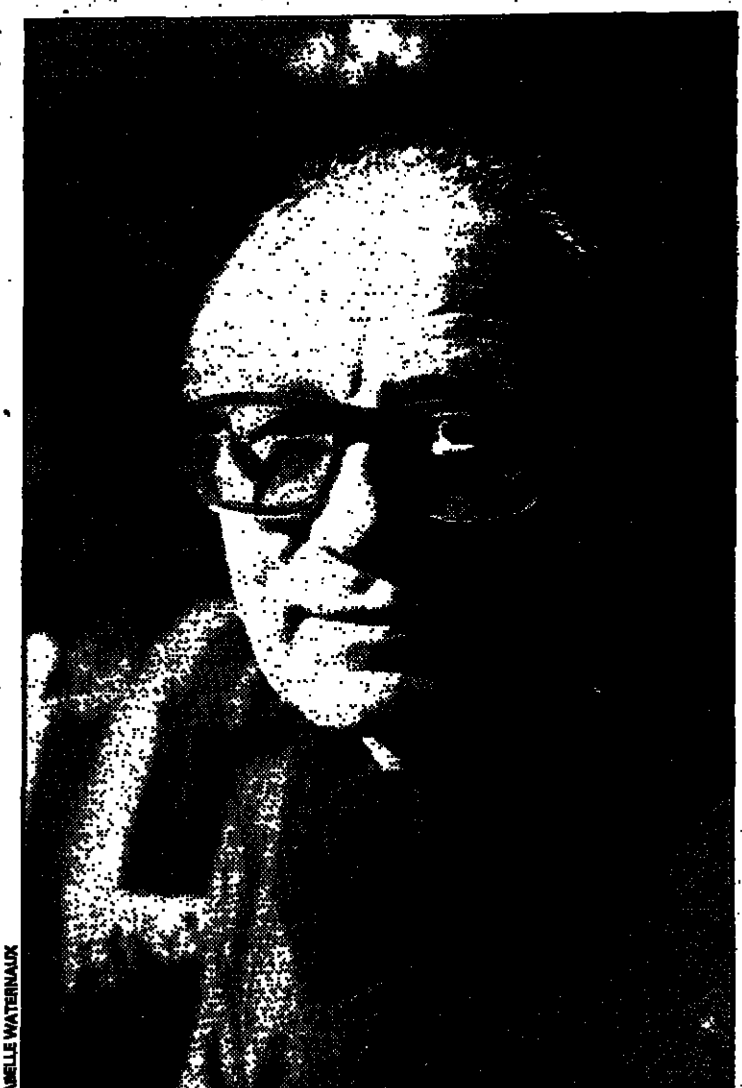
**P. Bourgeade.** – La langue est en effet quelque chose de très important pour moi. Mes grands-parents maternels parlaient patois ; mon grand-père paternel, maire de son village, interdisait à ses petits-enfants de parler patois – je le parle encore ! Evidemment, la langue française était pour moi quelque chose de formidable. J'aime beaucoup le français. Bien sûr, je reste attaché à ma région, qui est très particulariste, mais je crois qu'on est d'abord fils de sa langue. La France existe et existera beaucoup par sa langue.

**T. Ferenczi.** – Vous reconnaissez-vous dans la définition d'auteur érotique ?

**P. Bourgeade.** – Je crois d'abord qu'un écrivain doit s'exprimer avec sincérité, auquel cas, il ne peut exclure la sexualité. Je n'ai publié mon premier livre qu'à quarante ans. Je suis né à quarante ans, le jour où Georges Lambrichs, directeur de la collection « le Chemin » chez Gallimard, a eu par hasard mon manuscrit entre les mains et a décidé de le publier. A l'époque, les théories du nouveau roman étaient en vogue, théories selon lesquelles l'écriture était arrivée à une espèce de terme, la littérature n'était qu'un objet inaccessible. On ne pouvait plus parler du temps historique, présenter des personnages animés par la seule volonté du romancier... Or, je crois que la littérature était au contraire en train de naître, comme les faits l'ont ensuite prouvé. Elle s'est développée dans une direction qui n'a pas été celle du nouveau roman. Direction que n'a pas reconnue la critique, universitaire en particulier. *Il s'agissait d'un* retour, ou d'une avancée, du romancier dans son histoire qui était double : d'une part, l'histoire, de son peuple, d'autre part sa propre histoire, laquelle inclut la sexualité, s'il est sincère. On me présente parfois comme un écrivain chez qui coexistent deux tendances, l'une dirigée vers l'histoire, l'autre vers l'érotisme ; il ne s'agit en fait que d'une seule et même tendance à envisager l'homme à la fois dans son temps et dans son histoire personnelle. Si l'écrivain est sincère, il est souvent aux franges de l'érotisme, de l'obscénité même. Pourquoi pas, puisqu'à l'intérieur de nous tout se confond ?

**H. Colpi.** – Je trouve que vous maniez la langue, de manière remarquable. Je suis toujours étonné, en même temps qu'ému, par ces phrases brèves que suivent immédiatement un long *andante,* une page entière sans point...

**P. Bourgeade.** – Je crois que l'écriture n'est que la traduction de la pulsion intérieure de l'écrivain. De même que chaque individu a sa respiration, son langage, ses gestes, de même il a son écriture. On reconnaît tout de suite les écritures fabriquées...



ISABELLE WATERNAUX

**Pierre Bourgeade, né en 1927, est l'auteur d'une dizaine de romans, dont le dernier, *la Fin du monde,* a paru en 1984 chez Denoël, et de plusieurs pièces de théâtre, dont deux vont être jouées au Théâtre Marie-Stuart à partir du 8 mars, cependant qu'une adaptation des *Oiseaux* d'Aristophane est présentée au Théâtre du Rond-Point.**

Ce point de vue m'a d'emblée écarté de toute école. Je me suis par exemple opposé à la tentative de Philippe Sollers, que par ailleurs j'admire comme écrivain, de fonder une école avec *Tel Quel.* Je ne crois pas qu'il puisse y avoir d'écoles en art. Mon écriture, tantôt brève, tantôt ample, correspond à un rythme intérieur. Chaque écrivain véritable a le sien, qu'il est facile de reconnaître, d'aimer... et qui révèle fidèlement son intimité.

**H. Colpi.** – Si j'admire beaucoup votre style, j'aimerais également souligner combien on s'amuse à vous lire. Permettez-moi de citer une phrase de votre dernier roman : *« Pour la seconde fois en vingt secondes, je vois le plaisir envahir son visage aussi distinctement que l'on voit un camion de quinze tonnes déboucher dans un sens interdit. Ma gorge malgré moi laisse échapper un cri de désespoir qui ressemble à l'éclatement d'un pneu. »*

**P. Bourgeade.** – Je crois que la littérature doit avancer avec son temps, et donc renouveler ses métaphores. Borgès notait que les véritables métaphores sont les lieux communs, celles qui appartiennent à tout le monde. L'image du croissant de lune a traversé les siècles précisément parce que cette belle image ne provoque aucun étonnement. Il notait aussi l'abondance dans les littératures archaïques de métaphores très curieuses. Ainsi ce vers d'un sonnet de Quevedo qui a trait au tombeau d'un grand capitaine espagnol :

*« Ton tombeau c'est l'immensité étoilée*

*Et ton épitaphe la lune sanglante ».*

A mon échelle, j'ai tenté d'introduire par d'humbles métaphores les éléments de la société contemporaine comme la civilisation automobile dans les déchirements d'âme de mon héros.

**H. Colpi.** – Vous avez également écrit pour le théâtre...

**P. Bourgeade.** – Le théâtre en tant qu'art connexe à la littérature, m'a toujours intéressé. Borgès, dans une nouvelle intitulée *la Quête d'Averroès* raconte l'histoire du grand philosophe arabe qui *est mis à mort pour mensonge* par ses compatriotes au retour d'un voyage en Grèce parce qu'il a vu, dit-il, des cavaliers morts remonter à cheval et rentrer chez eux. Ne disposant pas du terme, il ne peut expliquer qu'il a vu du théâtre – les Arabes n'ont pas connu le théâtre. Le théâtre est fascinant. De plus, c'est un temps de repos pour l'écrivain, qui partage sa responsabilité avec le metteur en scène, le décorateur, les acteurs... Ce travail d'équipe est passionnant, mais il est un peu dangereux. Le partage des responsabilités, l'excitation du travail en commun peuvent conduire à l'indulgence des uns à l'égard des autres, qui se porte parfois sur l'objet théâtral, lui-même. Devant la page blanche, l'écrivain est un critique plus vigilant...

## II. – LA PEINE DE MORT

**T. Ferenczi.** – Vous m'avez dit tout à l'heure que vous avez été amené à changer de position sur un problème aussi important que celui de la peine de mort...

**P. Bourgeade.** – Il s'agit là d'une question très grave. J'ai connu sur ce sujet, à ma grande surprise, une évolution depuis quelques années. J'avais toujours été un adversaire de la peine de mort, d'autant que *j'ai commencé* dans la vie comme avocat. Au début de ma carrière, j'ai eu, en 1952, à rendre visite aux SS, jeunes gens de mon âge, qui avaient brûlé Oradour et qui ont été jugés à Bordeaux. Il est alors entré dans ma conscience comme une écharde. Parmi les gens qui avaient commis le crime d'Oradour, il y avait des Français, Alsaciens rentrés chez eux à la fin de la guerre et venus se faire juger à Bordeaux en tant que prévenus libres, alors qu'ils avaient participé à cette opération infernale. Le jugement prononcé a été d'une grande indulgence : il n'y a pas eu de condamnation à mort parce qu'il y avait des Français qui, malgré eux, avaient participé au crime. Je me suis alors rendu compte combien ces questions de vie et de mort demandaient à être abordées avec une grande réserve, qu'elles tenaient beaucoup aux conditions des crimes, des guerres, etc., jamais les mêmes, et qu'elles pouvaient être appréciées très différemment selon les consciences. Donc, j'avais toujours été contre la peine de mort.

Récemment mon opinion a brusquement changé sur ce grave sujet. Je dois dire que, bien qu'âgé, j'ai des enfants tout petits, des bébés. En voyant mes bébés et d'autres de leur âge, j'ai fait la découverte de l'innocence. L'innocence de ces enfants m'est apparue comme une valeur absolument sacrée. J'ai été amené à penser que celui qui attente à cette innocence doit subir un châtiment à la hauteur de son outrage. Un fait divers récent comme l'affaire Grégory n'a pu que renforcer ma position. Celui qui a jeté un enfant vivant, pieds et poings liés, dans une rivière doit subir les conséquences de son acte.

Cette conviction, dont j'ai presque honte, s'est imposée à moi avec une force viscérale. J'ai cherché des justifications théoriques à cette position viscérale.

Tout d'abord un argument de forme : la peine de mort, loin d'être une vengeance individuelle, est exercée par la collectivité. Si à un moment de son histoire, un peuple estime que le peine de mort doit figurer dans l'échelle de ses peines, qui pourrait remettre en question cette volonté et au nom de quoi ? Je parle bien sûr des hommes qui exercent des responsabilités publiques, chacun restant libre d'adopter dans sa conscience la position contraire. Cet argument vaut aussi bien, remarquons-le, pour l'abolition.

Le second argument serait de cohérence.

M. Mitterrand a eu le grand courage de faire voter l'abolition de la peine de mort, mais *il* est partisan de la force de dissuasion nucléaire. Je trouve incohérent qu'on puisse être partisan de l'abolition de la peine de mort en matière de crime individuel et partisan du crime collectif que constituerait la guerre atomique, dont on sait bien qu'elle ne sera pas déclenchée contre les armées, mais contre les populations civiles des grandes métropoles.

Mon troisième argument est historique. Même si la campagne pour son rétablissement en France est actuellement menée par un mouvement réactionnaire, l'histoire nous enseigne que les peuples qui se forment ont toujours été d'accord pour appliquer la peine de mort. Personne ne peut reprocher aux révolutionnaires de 1791-1793 d'avoir fait fonctionner la guillotine ou au tribunal de Nüremberg d'avoir condamné onze dignitaires nazis à la potence. Ceux qui ont commandé les horreurs des camps de concentration méritaient la mort.

Mon quatrième argument, à mon avis le plus convaincant, est que la peine de mort a valeur symbolique. Par elle, la société ne se venge pas, elle n'exprime pas non plus son désir d'empêcher le criminel de récidiver, ni même celui de prononcer une peine exemplaire. Non, la société affirme seulement que pour elle l'innocence est une valeur sacrée. Une société, qui se donne comme société humaine, doit instaurer ou restaurer des valeurs sacrées. Nous n'avons plus guère de dieux ; pour ma part, je ne crois pas que le sacré réside en Dieu, mais bien dans les enfants, qui sont l'avenir de la société. Une société abolitionniste est une société d'où le sacré a disparu.

Nous avons vu une société élever l'innocence à la hauteur d'une valeur. Ce fut au temps des nazis, qui l'avaient outragée. Himmler ne fut pas pendu parce qu'il avait défait l'armée française en 1940, mais parce que des femmes et des enfants juifs avaient été raflés, mis dans des wagons à bestiaux et brûlés comme du bois.

Notre société ne pourra retrouver ses forces qu'en retrouvant la notion de sacré, en restaurant la valeur de l'innocence et la défense de l'innocent.

## III. – LÉON BLUM

**H. Colpi.** – Vous travaillez actuellement à un projet sur Léon Blum pour la télévision...

**P. Bourgeade.** – En effet, il s'agit d'une grande soirée sur Léon Blum qui sera présentée en 1986 pour le 50e anniversaire du Front populaire. J'ai passé les six derniers mois à lire ses *Œuvres complètes ;* je connaissais ses positions, ses idées, mais j'ignorais quel grand écrivain et quel grand esprit il était.

Il n'a jamais varié sur les grands principes démocratiques, mais il était, je crois, un grand idéaliste. Beaucoup de ses erreurs, qui ne sont pas sans rappeler ce qui s'est passé depuis mai 1981, peuvent s'expliquer par cet idéalisme un peu naïf.

**France-Culture, samedi 2 mars, 19 h 15 : Pierre Bourgeade-Philippe Sollers (rediffusion mercredi 6 mars, 14 h 30).**

**Samedi 9 mars, 19 h 15 : Philippe Sollers-Hector Bianciotti (rediffusion mercredi 13 mars, 14 h 30).**

# CELUI QUI AVAIT ÉPOUSÉ LES TROIS SŒURS

par Jean-Pierre Otte

AU cœur de l'hiver 80, en fin de journée, alors que l'air semblait pris dans la matière d'un verre obscur, l'on pouvait croiser Alban B. dans presque tous les cafés situés à Cahors le long du grand boulevard Gambetta. Au Tivoli, au Café du Palais et le plus couramment au Bordeaux près de la préfecture, en haut de la ville.

Il arrivait hors d'haleine, comme si, de façon tacite, il avait convenu là d'un rendez-vous. Du dehors, il se penchait pour distinguer les visages derrière les perspectives fuyantes du boulevard que réfléchissaient les grandes vitres.

Il entrait sans regarder personne, s'asseyait autour d'une table animée, prenait pour lui une menthe à l'eau – aimant ce goût, confiait-il, qui glaçait l'haleine et la rendait presque transparente, tandis que l'hiver s'était arrêté au-dessus de la ville tel un grand oiseau silencieux.

Continuellement il racontait la même histoire. Les mots, comme sous une aiguille, s'étaient gravés dans le vernis noir d'un microsillon – et s'élevait alors, à chaque fois, une voix monocorde, étrange, éperdue.

Dans une rencontre, il y a ce principe selon lequel l'on n'entretient quelqu'un que de choses qui sont en lui, peut-être à son insu, d'une manière ou d'une autre. Pourtant l'on reste désemparé, interdit : on rencontre alors celui que l'on est pour soi-même.

Alban B. se mettait à parler, sans demander de la part de ceux qui l'entouraient ni réponse, ni approbation, ni apitoiement. Il avait seulement besoin de présence, d'attention, de complicité, et d'une capacité d'écoute pour lui permettre d'explorer, d'exprimer, un univers familier, et, après un long étourdissement, d'être enfin celui à qui toutes ces choses étaient arrivées. A force de les reprendre, à force de les répéter, les mêmes mots s'étaient affermis, nets, drus et sans bavure – et Alban B. pensait sans doute qu'à la longue les paroles rendraient un peu d'épaisseur et de consistance aux événements qui l'avaient traversé.

Ainsi commençait-il toujours :

*« Dieu vous préserve à jamais d'épouser les trois sœurs ! »*

Ensuite, dans sa barbe peu fournie, il marmonnait quelques répliques apprises par cœur dans Tchekhov : *« Pourquoi êtes-vous toujours en noir ? – Je porte le deuil de ma vie. Je suis malheureuse. »* Et cela faisait, au sortir de ses lèvres fines, une petite musique plaintive, à peine comme un peu de vent glissant entre les branches d'un églantier.

*« J'avais fait la connaissance de l'aînée de manière inattendue et extravagante,* racontait-il. *Marianne arborait, arbore encore une chevelure rousse et abondante, et sa peau, de façon troublante, est blanche, lumineuse, éclairée de l'intérieur, peau de lait délicieusement mouchetée de taches de son et d'éphélides. J'avais été ébloui sur le champ.*

*» Elle était descendue au bain-douche et je l'avais suivie, sans comprendre ce qui m'emportait. Mes mouvements s'accomplissaient sans moi. Nous avions traversé – moi relié à elle par une corde invisible – de longs couloirs laqués d'émail blanc. Elle était entrée dans une cabine sans se retourner une seule fois et – je vous prie de penser qu'il ne s'agissait pas là d'une fâcheuse habitude – j'avais glissé derrière elle le verrou extérieur. Quel démon s'était emparé de moi ? Une sensation nouvelle, voluptueuse, troublante, montait du fond de ma poitrine comme une pluie levée contre une vitre. J'avais collé le côté de mon visage contre la porte, le cœur battant, le souffle en suspens. Heureusement, il ne vint personne : il est toujours désobligeant d'être trouvé en pareille posture (et l'on pourrait aussi bien parler d'imposture).*

*» Sous l'emprise d'un ravissement extrême, j'entendis l'eau ruisseler sur la peau nue. Un bruit très particulier, un bruit d'averse tintant sur un parterre de jacinthes. Je restai interdit, momentanément en arrêt, jusqu'à ce que l'eau cessât de jaillir du pommeau. Il y eut un long écoulement durant lequel je retrouvai ma présence d'esprit.*

*» Après un instant – elle avait certainement regroupé ses cheveux mouillés en une grappe grossière contre sa nuque – elle voulut sortir et découvrir que la porte était close. Elle essaya encore.*

– Ouvrez-moi ! *cria-t-elle. Puis, comme je ne disais rien :*

– Il y a quelqu'un ?

*» Sur un ton plus suppliant, devinant intuitivement qu'il ne convenait pas de lever le ton, mais au contraire de me prendre par les bons sentiments, elle ajouta doucement :*

– Je sais que vous êtes là. Je vous entends respirer. Ouvrez-moi, je vous prie...

*» Quelle ineffable impression de la savoir en mon pouvoir, en mon bon plaisir, nue et ruisselante, dans la cabine étroite dont les murs lisses s'étaient emperlés de gouttes de vapeur !...*

*» S'imaginant qu'il s'agissait peut-être d'une plaisanterie d'enfant, elle me parle comme l'on s'adresse à un petit garçon en culottes courtes ou à une petite fille jolie et espiègle, et je me sentis rougir jusqu'aux oreilles.*

*» Elle changea encore de ton (et tout cela était entrecoupé d'un silence profond, résonnant à mes tempes) :*

– Je ne peux demeurer ici toute l'éternité, *dit-elle.* Je vais crier. L'on m'entendra et vous serez pris en flagrant délit. Soyez raisonnable. Cette plaisanterie n'a que trop duré. Sachez que je ne vous en tiendrai pas rigueur...

*» Je m'entendis dire :*

– Je vous ouvre, mais à une condition...

*» Il y eut un grand silence et je la sentis troublée, émue peut-être par le timbre chaud de ma voix.*

– Laquelle ? *demanda-t-elle sur le souffle.*

– Vous êtes la femme de ma vie, *dis-je,* épousez-moi, accordez-moi votre main...

*» Le cœur me battait à se rompre. Je retirai le verrou.*

*» Elle entrouvrit la porte de la cabine, surprise, prudente, examinant curieusement l'image que je pouvais offrir en ce temps-là : une allure pitoyable de vieux garçon, des vêtements râpés et taillés trop court, un visage émacié, des yeux de mésange et une barbe peu fournie.*

*» A ma grande surprise, elle me sourit et dit seulement ceci :*

– Je tiendrai parole.

*» Quelques mois de vie commune s'écoulèrent, baignés dans un bonheur sans mélange. L'épouse était devenue une sœur : c'était presque un inceste de la toucher, de couvrir ses petits seins blancs, émaillés de taches de rousseur. Marianne ne cessait d'être douce, prévenante, avec pourtant un feu caché.*

*» Quelques livres lui tombèrent entre les mains – j'allais ajouter : inopinément ; mais je sais aujourd'hui qu'il n'y a pas de hasard, ou, si vous préférez, qu'il n'y a que des hasards. Elle dévora Kate Millet, Rosa Luxemburg, Flora Tristan et* le Deuxième Sexe. *Le feu se déclara : flammes, véhémences, fureurs. La maison devint le lieu d'assemblées de femmes dignes des meilleures pages d'Aristophane. Et je ne serais jamais, selon leurs propos, qu'*« un sale mâle, oppresseur, tyran... et victime ». *Je servais le thé et les gâteaux, puis je me retirais sur la pointe des pieds. Dans la cuisine, je jouais à nouer et dénouer mes doigts ; j'allumais la radio et, d'une oreille distraite, j'écoutais les potins épouvantables de la comète. »*

Parvenu à cet endroit du récit, l'un de ceux qui étaient assis autour de la table, gagné par une émotion grandissante, renversait maladroitement son verre de vin – et une figure étrange et rougeâtre s'étendait dans la nappe de papier – ou se brûlait au feu d'une cigarette oubliée entre ses doigts. Alban B. poursuivait aussitôt sur le même ton monocorde.

Il enchaînait ainsi :

*« Je me réfugiai chez la seconde des sœurs. Sabine vivait dans un vaste appartement aux parquets cirés, craquelant sous le moindre pas, avec de grandes fenêtres donnant sur l'avenue et une sorte de terrasse entièrement vitrée, envahie par des plantes d'intérieur. Les vitraux, lorsque la lumière glissait silencieusement au travers, remuaient sur le plancher une large mosaïque aux tons passés : bleu de nuit, velours de Venise, ocre jaune, chatoiement d'eau glauque.*

*» A longueur de journée, Sabine répétait (pour un concert qu'elle ne donnerait jamais) les* Suites *de Bach pour violoncelle. On sait que ces* Suites *sont splendides ; elles sont envoûtantes ; elles sont entêtantes. Leur rythme se substitue au flux et au reflux de la respiration, aux pulsations de plus en plus lointaines du cœur, et c'est sur cet autre rythme que l'on parvient à une approche plus profonde du monde – et peut-être, qui sait ? d'un autre monde. Mais lorsqu'une jeune femme s'escrime sur ces* Suites *à longueur de temps, les apprend, hésite, les reprend encore comme les mailles d'un tricot qui s'effiloche, alors tout devient infernal et insoutenable.*

*» Les longs cheveux de Sabine – vous ai-je dit qu'elle avait les plus beaux cheveux, dansant comme les blés sous la brise d'été ? – finissaient par s'enrouler aux cordes frémissantes et offertes du violoncelle et l'entraîner par le fond comme une carène prise dans des filets d'algues soyeuses – c'est du moins la vision que j'avais au bout d'un moment, en la regardant étirer son archet.*

*» Nous dormions ensemble, comme carme et carmélite. Couché près d'elle, j'éprouvais un besoin incoercible de parler, de confier ce qui me tenait le cœur aux abois. Mais Sabine se tournait et, reprenant son souffle, s'assoupissait profondément. La musique ne cessait de résonner dans la chambre, grave, vibrante, déchirante. Dans mon sommeil, je finissais par grincer des dents. Sabine se réveillait, me heurtait, me secouait, et je me retrouvais, détendu par un ressort, assis au milieu du désordre des draps, hagard et hébété. Je me recouchais, m'efforçais de ne pas m'agiter comme une carpe. La musique crissait comme du sable entre mes dents. Dans un état de nervosité extrême, je me levais et arpentais la chambre de long en large. Sabine s'en apercevait, me lançait dans la pénombre un regard chargé de reproche, puis s'enfouissait la tête sous l'oreiller. »*

A ce moment de son histoire, Alban B. avait coutume de se prendre la tête entre les mains. Son visage pesait à peine. Il relevait des yeux presque transparents et me disait : *« Ne désirez-vous pas prendre autre chose : une bière blonde, une Suze, un thé-citron ?... »* et l'on disait : *« Merci, sans façons »* ; on avait hâte qu'il aborde le troisième volet.

*« Un médecin,* poursuivait alors Alban B., *me convia à prendre du repos et me changer les idées. Je passais mes loisirs au bord de la mer, avec la cadette.*

*» Babeth était mince, agile et glissante comme une anguille. Elle aimait la cuisine macrobiotique, les gadgets, les mobiles, les collections de chouettes, les meubles en osier, la danse* « jusquà l'aube » *et le vin blanc servi glacé aux grandes occasions. J'étais dérouté par ses excentricités, ses sautes d'humeur, tant de spontanéité ingénue pleine de caprices et d'idées folles. Elle restait pour moi énigmatique et me semblait une créature de rêve, elfe ou sylphide.*

*» Nous nous allongions à proximité des flots, sur le sable brûlant : onguent solaire, lunettes noires, familles, transistors. Etendue indolemment à mon côté, elle était une petite chose fragile, exposée à la cruauté du monde – et je me sentais désormais un instinct de protecteur et de champion. J'observais, ému, les pulsations si légères du sang dans les veinules de son cou. Babeth était, à ces instants, la seule femme que j'aurais aimé épouser. Et pourtant, une chose incompréhensible – une contrainte intérieure, une timidité ou Dieu sait quoi – m'empêchait de me déclarer.*

*» Une fin d'après-midi, alors que nous étions sur la plage, je la crus endormie. La rumeur des vagues se faisait plus lointaine, comme un large plissement de plumes. Déjà les gens repliaient leurs transatlantiques et s'en allaient. Çà et là, des vols de mouettes flottaient comme des bouts de chiffon avec des reflets de perle. J'étais étendu, sans pensée, sans tourment, et j'en éprouvais une sensation bienfaisante. Subitement, je me redressai. Le sang frappait dans mes tempes. J'observai son visage paisible, dans la matière évanescente d'un rêve. je voulus la toucher pour m'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un mirage. Je fus mordu violemment à la main par une piqûre d'oursin !... »*

Alban B. s'interrompait encore. Autour de lui, les gens prenaient un air scandalisé, amusé ou compatissant – leur attente était comblée. Alban B. buvait lentement sa menthe à l'eau, par petites gorgées glacées.

*« Aujourd'hui,* concluait-il, *les trois sœurs vivent ensemble et il est bien qu'il en soit ainsi. Le dimanche, je me lave et me rase, passe mon plus charmant costume. Devant le miroir mural, alors que le tourne-disque joue les* Suites *de Bach, je me brillantine les cheveux, les peigne soigneusement en faisant une raie très nette au milieu. Je glisse un œillet rouge à ma boutonnière et je traverse ainsi la ville, d'un pas alerte, délié, avec l'air de celui qui est libre de ses mouvements et a tout son temps.*

*» Je voudrais me présenter ainsi, les couvrir de compliments, prendre avec elles « le vin blanc des grandes occasions », bavarder agréablement de choses et d'autres. Mais, au seuil de la maison où elles vivent à présent – Marianne organise toujours des meetings intimes, Sabine s'escrime avec son archet, Babeth s'est occupée d'aménager les chambres avec des meubles légers* « à la japonaise » *et d'accrocher çà et là des estampes peintes sur papier de riz – j'ai les lèvres liées, les gestes gelés. Un sentiment de panique s'empare de tous mes membres et je tourne sur moi-même. A la première venue, je déclare :*

– C'est moi ! Comme le merle à la saison des amours, j'ai mis mes plus beaux atours...

*» Elle me regarde étonnée et confuse ; elle ne comprend pas bien, mais je vois aussi qu'elle attend de moi autre chose, quelques mots que je ne me décide pas à prononcer. Je la salue le plus gentiment du monde et je passe mon chemin... »*

*« Et pourtant,* ajoutait-il parfois, *les choses ne se seraient pas passées de la sorte si j'avais eu plus d'estime pour moi-même !... »*

Alban B. se levait alors et, sans saluer personne, les laissait autour de la table, perplexes, étourdis, fascinés malgré les précautions d'usage : *« Et Dieu vous préserve à jamais d'épouser les trois sœurs !... »* Dehors, la nuit était tombée sur Cahors, volatile et claire, criblée d'une poussière d'or.



NICOLAS GUILBERT

**● Jean-Pierre Otte, né en 1949 dans les Ardennes liégeoises, vit aujourd'hui au Grès-de-Calvignac, dans le Haut-Quercy. Il est l'auteur de plusieurs livres (romans et récits) parus aux éditions Robert Laffont, parmi lesquels : *Julienne et la Rivière ; Nicolas Gayoûle ; les Gestes du commencement ; Celui qui oublie où conduit le chemin.***



## MÉMOIRES EN COMMUNION

L'ÉVÉNEMENT protestant – et, il faut l'espérer, œcuménique – en France, cette année, est le tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes. La commémoration de l'événement lui-même tombe en octobre, mais l'année tout entière sera émaillée de manifestations diverses : colloques, conférences, tables rondes, émissions de télévision, expositions...

Il y a trois cents ans que le roi Louis XIV révoquait l'édit de Nantes, privant ainsi les protestants des droits religieux et politiques que Henri IV leur avait octroyés quatre-vingt-sept ans plus tôt. Pourquoi célébrer une date aussi funeste ? Sûrement pas dans un esprit revanchard, ou pour porter un regard moralisateur sur l'intolérance au dix-septième siècle.

Pour les protestants, il s'agit de marquer une fidélité et d'affirmer une identité. Minorité influente dans ce pays (environ un million de pratiquants et un million de sympathisants), mais menacés d'être assimilés dans notre *société sécularisée*, les protestants doivent rester fidèles à ce qui constitue leur spécificité chrétienne – *Scriptura sola, gratia sola* (la Bible seule, la grâce seule) – sans renoncer à défendre les valeurs de laïcité qu'ils ont *largement aidé à promouvoir.*

### Un climat de « restauration »

Pour les catholiques, il s'agit de reconnaître non seulement la monstruosité de la persécution religieuse pratiquée par leur Eglise dans le passé, mais aussi les valeurs de la tolérance et l'apport toujours nécessaire des intuitions de la Réforme protestante dans le dialogue œcuménique aujourd'hui. Dialogue rendu plus difficile dans le climat de « restauration » qui plane actuellement sur le Vatican.

Pour tous les Français, enfin, croyants ou non, cet anniversaire vaut la peine d'être médité. A une époque de polarisation politique toujours plus marquée, où le débat d'idées est remplacé par des échanges d'invectives, il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur les prétentions abusives d'une chrétienté qui voulait nier tout droit à la différence, face à une minorité *religieuse qui, comme l'écrit* très justement le pasteur Roger Mehl, *« a répandu le germe d'où devait sortir l'idée de la pleine liberté de conscience et l'idée des droits de l'homme ».*

C'est pourquoi on lira avec profit l'historique de la révocation de l'édit de Nantes par une spécialiste, Mme Janine Garrisson, qui vient d'y consacrer un ouvrage. Et l'on jugera de l'importance politique et économique de ce geste d'intolérance à la lecture des articles de Christian-Luc Parison et Bertrand de La Tour d'Auvergne sur l'influence de la diaspora huguenote dans le monde. Pour sa part, le pasteur Roger Mehl explique l'actualité de cette commémoration d'*« un des derniers sursauts de la doctrine selon laquelle l'unité est incompatible avec la différence. »*

ALAIN WOODROW.

# LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES : PIRE

*Reconnus libres d'exercer leur culte par Henri IV, en 1598, les protestants seront, tout au long du dix-septième siècle, persécutés par ses successeurs et conduits par l'épée à la conversion ou à l'exil. Avant et après la révocation, en 1685, de l'Edit de Nantes, par Louis XIV.*

POUR que cessent les guerres de Religion, pour que le nouveau roi Henri IV paye son tribut à ses anciens coreligionnaires dont l'aide nécessaire lui a servi de marchepied au trône, il fallait installer le large million de huguenots dans un statut politique et social cohérent. L'édit signé à Nantes en mai 1598 donne à cette minorité – elle représente environ 6 % de la population du royaume – le droit d'exister ; celui de pratiquer en des lieux bien déterminés son culte ; celui, pour ses adeptes, de prétendre à toutes les fonctions, même celles de l'Etat.

Cependant, soit pression des protestants peu lucides et trop avides, soit rouerie politique de notre Machiavel béarnais, le contenu de ce texte législatif se trouve être trop favorable aux rebelles d'hier. Afin de protéger les huguenots contre d'éventuelles agressions, on leur accorde en toute propriété plus de cent villes, bourgs ou châteaux au titre des places de sûreté dont le gouvernement paie les garnisons. Dans la même perspective, on leur accorde des tribunaux particuliers.

Cet édit, instituant en loi organique de l'Etat la coexistence de deux communautés religieuses, représente non pas un acte d'une exceptionnelle tolérance – quoique peu de pays dans l'Europe de cette époque acceptent d'un cœur léger la diversité confessionnelle, – mais bien plutôt l'image politique du rapport de forces entre un gouvernement à peine renaissant du maëlstrom des troubles civils et la minorité réformée. Celle-ci se trouve bien implantée à Paris, dans les provinces méridionales et celles du Centre-Ouest ainsi que dans les couches supérieures de chaque groupe formant la société française. Aussi présente-t-elle des exigences auxquelles les envoyés royaux répondent par cette étrange générosité. Car, alors que la monarchie remise *en état de marche* par Henri IV se fait plus autoritaire et donc plus centralisée, gommant pouvoirs intermédiaires et disparités administratives afin d'établir le pouvoir unique des décisions du roi, cette monarchie, par contradiction, installe ce surprenant « Etat dans l'Etat ».

D'autant que l'opinion française majoritaire se trouve être hostile aux huguenots ; dans les milieux populaires comme dans les élites locales ou parisiennes, perdure sinon s'enracine *l'idée que la différence* religieuse défigure un royaume ; l'adage « une foi, une loi, un roi », appelé à un bel avenir, chemine dans les esprits. L'Eglise catholique revigorée par un puissant mouvement de réforme intérieure consolide ses positions publiques en désignant avec force le huguenot comme l'adversaire à abattre.

Dans le même temps, aux alentours de 1600, en contraste avec les libertés humanistes du siècle précédant, une intense dévotion s'empare de la société française. Elle transforme le vicaire crotté comme la grande dame en convertisseurs, œuvrant *ad majorem gloriam Dei* afin de réduire le territoire de l'hérétique protestant. Celui-ci, pourtant, se montrera au longde ce siècle de fer tout à fait bien portant ; résistant aux coups qu'on lui assène, se levant parfois en armes pour défendre son espace religieux menacé de destruction, s'exilant lorsque les temps deviennent trop durs. La communauté, moins agressive que par le passé, n'aspire qu'à jouir des fruits de l'édit sans pour autant rien abandonner de son identité religieuse.

Dotée d'une incroyable confiance en sa « vraie foi », passionnée par les controverses théologiques, la communauté protestante possède une grande force, au point d'attirer à elle des catholiques. Grâce à de robustes institutions ecclésiastiques, où l'Eglise de base s'épanouit en autonomie et où des synodes provinciaux et nationaux constituent un système représentatif qui fait participer chaque élément au *tout*, la *structure* de l'Eglise réformée demeurera vivante jusqu'à la révocation.

Ce n'est donc pas comme d'une exsangue communauté qu'il convient de parler du protestantisme français au dix-septième siècle ; si l'on s'est plu, si l'on se plaît à peindre *sous des couleurs moribondes* cette minorité, il faut y voir une volonté de limiter la responsabilité, en cette affaire, de l'Etat et de l'Eglise catholique, qui n'auraient eu dès lors qu'à lever un pouce nonchalant pour l'achever. Or il a fallu déchaîner la violence, celle de la guerre, celle des lois discriminatoires, puis celle des dragons, pour contraindre le million de huguenots à la conversion ou à l'exil.

C'est *en trois temps* que l'on viendra à bout de la « religion prétendue réformée ». Le premier épisode est militaire, conduit par Louis XIII et Richelieu. Dans leur visée politique, les superprivilèges, dont se trouve dotée la communauté protestante, apparaissent inacceptables et contraires à la logique de centralisation et d'unification qui sous-tend la pratique gouvernementale. C'est donc la guerre entre 1620 et 1629, menée très volontairement et jusqu'au bout par le roi et son premier ministre. Le siège de Montauban en 1621, celui de La Rochelle en 1627, orchestré par un cardinal de Richelieu botté, le sac de Privas en 1629, autant d'images d'Epinal de l'historiographie française, autant de démonstrations belliqueuses aux fins de convaincre les sujets catholiques comme les dissidents religieux de l'alignement nécessaire. En 1629, l'édit de grâce d'Alès, en supprimant leurs prérogatives, transforme les protestants en sujets très ordinaires.



BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Les massacres de protestants à Nantes.

# LIBRE D'ÊTRE DIFFÉRENT

POURQUOI commémorer un événement aussi sinistre, que la révocation de l'édit de Nantes, un acte aussi cruel d'intolérance ? On conçoit certes que la communauté protestante de France commémore un événement de son histoire : car cette redécouverte d'un passé tragique et héroïque contribue à raffermir la conscience de son identité. Mais le ministère de la culture a bien voulu inscire cette commémoration au programme des célébrations nationales. Nombreuses seront, en effet, tout au long de l'année 1985, les manifestations organisées en accord avec les églises protestantes et le ministère de la culture.

Le climat œcuménique et irénique dans lequel nous vivons aujourd'hui ne sera certainement pas détérioré par ces diverses manifestations. Il y a aujourd'hui unanimité pour reconnaître que la révocation fut une faute et une erreur, dont l'absolutisme royal et aussi, pour une bonne part, le clergé portent la responsabilité. La France s'est trouvée considérablement appauvrie par l'exode de milliers d'artisans, dont les techniques de pointe (pour l'époque !) firent le bonheur... de la Prusse.

Ces événements ont-ils un sens pour nous aujourd'hui ? Remarquons qu'exclus de la nation, traqués et torturés les protestants restés en France ne cessèrent de proclamer leur loyalisme à l'égard du souverain, loyalisme qui était alors la forme du patriotisme. Ils entretinrent le mythe du roi mal informé : si le roi avait été mieux conseillé, il n'aurait pas signé l'édit de révocation. Ce mythe est en lui-même très significatif : il atteste la conviction que la dissidence religieuse ne porte pas atteinte à l'unité de la nation, il porte en germe l'idée d'une société pluraliste. On dit et on dira sûrement encore cette année que les protestants français sont les témoins de la liberté de conscience, de la tolérance et des droits de l'homme. C'est à la fois faux et vrai.

C'est faux parce que, au moins jusqu'à une date assez avancée, les protestants ignoraient, tout comme les catholiques, les notions de droits de l'homme et de tolérance. Ces idées ont été répandues par les milieux étrangers à toute conviction religieuse, par des milieux agnostiques et sceptiques. La seule chose que réclamaient les huguenots, c'était le droit de rendre à Dieu le culte conforme aux données de la révélation biblique. Ils n'étaient pas tolérants pour autant, car partout où ils l'ont pu, et particulièrement à l'époque de la guerre des camisards, *ils* ont détruit les sanctuaires catholiques, en tout cas brisé les statues, tué des prêtres.

Mais, ce nonobstant, en revendiquant le droit d'être différents dans la manière de rendre leur culte à Dieu, ils ont effectivement, *dans une époque de chrétienté*, – et c'est ici que la formule devient vraie – répandu le germe d'où devait sortir l'idée de la pleine liberté de conscience et l'idée des droits de l'homme. En effet, dès que le droit à la différence à l'intérieur d'une nation est proclamé, même sur un point particulier et dans un domaine limité, la porte s'entrouvre pour une généralisation et une extension de tous les autres droits de l'homme. Le droit à la différence est la matrice de tous les autres droits.

C'est là, me semble-t-il, la raison pour laquelle catholiques, protestants, juifs, musulmans et agnostiques peuvent s'associer à cette commémoration de l'un des moments les plus pathétiques de notre histoire nationale et de l'histoire de toute l'Europe. La *révocation* aura été, dans une partie de l'Occident, l'un des derniers sursauts de la doctrine selon laquelle l'unité est incompatible avec la différence. Nous savons aujourd'hui que la partie n'est pas encore gagnée dans le monde. Raison de plus pour donner à cette commémoration toute la portée symbolique qui est la sienne.

ROGER MEHL.

## CALENDRIER HUGUENOT

A l'occasion du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes, une exposition itinérante des Archives de France sera présentée, du 2 au 10 mars, à la Société de l'histoire du protestantisme français (54, rue des Saints-Pères, Paris-7e), la plus importante bibliothèque privée sur le sujet. Elle fera halte en Ile-de-France (Enghien, Aulnay-sous-Bois, Fontainebleau, Dreux, et Champigny), dans le Nord et l'Est (Saint-Quentin, Troyes, Sedan, Charleville, Mulhouse, Strasbourg et Besançon), dans l'Ouest et le Sud-Ouest (Angers, Tours, La Rochelle, Montauban et Bordeaux), dans les Alpes et le Midi (Orange, Alès, Anduze, Nîmes, Saint-Hippolyte-du-Fort).

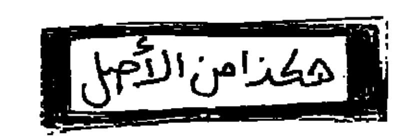
Du 7 au 14 octobre, la direction des Archives de France présentera à Paris une grande exposition sur *« la révocation de l'édit de Nantes »*.

En province :

- Eté 85 : expositions et manifestations à Saint-Jean-du-Gard, Saintes, Poet, Laval (Drôme) et Saint-Germain-de-Calberte (Lozère).
- 1er septembre : rassemblement protestant au musée *du Désert à Mialet (Gard)*.
- 15 septembre-15 novembre : Metz : exposition sur « L'importance de la Réforme dans le nord de la Lorraine ».
- 19 et 20 septembre : colloque à l'université de Montpellier sur « La révocation de l'édit de Nantes et l'extérieur du *royaume* ».
- 11 octobre : conférence à l'UNESCO en *présence* de M. François Mitterrand.
- 16-19 octobre : Société de l'histoire du protestantisme français. Colloque historique sur « La révocation de l'édit de Nantes, ses causes et ses suites immédiates » (1). 54, rue des Saints-Pères, 75007 Paris, téléphone : 548.62.07.

Un film a été *réalisé* par Bernard Kurt pour FR3, à la demande de la faculté de théologie protestante de Strasbourg. Il s'intitule : *Résister ou les captives d'Aigues-Mortes* et Marie Durand sera incarnée par Emmanuelle Riva.





ES : PIRE

# QU'UNE FAUTE, UNE ERREUR

par Janine Garrisson

L'histoire aurait pu s'en tenir là, à cette égalisation civile des Français papistes et huguenots. Mais à ce pouvoir intolérant par nature, il en fallait *plus* : il y fallait l'uniformisation des croyances et des rituels et même des comportements. Soutenue par l'Eglise romaine et par l'opinion publique – *« Tout est missionnaire présentement »*, se prépare à écrire la marquise des lettres françaises, – la monarchie s'applique désormais à cette tâche. Avec cependant des périodes de moindre activité et même des années où les protestants pouvaient se croire revenus au bon temps de l'édit appliqué loyalement, celui du roi Henri. Car après l'édit d'Alès, au long du règne de Louis XIII jusqu'en 1643, la communauté n'a pas tout à fait les moyens de sa politique antiprotestante.

Le grand orage pourtant s'annonce, préparé par plus de cinquante ans d'intolérance religieuse. C'est en 1656 que paraît une déclaration signée de Louis XIV ; celle-ci ouvre franchement l'ère de la marginalisation et même de l'exclusion des huguenots. A dater du 18 juillet 1656 s'abat une pluie d'édits, d'arrêts, d'ordonnances hostiles aux religionnaires que l'on appelle désormais par mépris ceux de la RPR (Religion Prétendue Réformée). A quantifier cet ensemble législatif, on éprouve presque un vertige, celui de l'accélération d'un processus totalitaire :

– entre 1629 (édit d'Alès) et 1656 (la déclaration), quelque quarante mesures répressives ou discriminatoires ;

– entre 1657 et juillet 1682, près de deux cents ;

– entre juillet 1682 et le 17 octobre 1685, près de cent.

Ces mesures s'articulent *selon trois axes. Elles visent à* bannir tout signe distinctif ou manifestation extérieure de la communauté honnie : c'est ainsi que les protestants n'ont plus le droit de chanter haut et clair des psaumes, de mourir en compagnie de coreligionnaires, de se faire enterrer après la pointe du jour ou avant la tombée de la nuit, de se trouver à plus de dix aux cérémonies de noces et de baptêmes. Aux ministres, l'on proscrit le port des robes à longues manches ou de soutanes, celles-ci les apparentant trop aux magistrats ou aux conformes clercs.

### 700 temples démolis

D'autres interdits voudraient empêcher que, sous l'effet de la parole , la graine huguenote ne prospère ou *même ne germe*. Ici encore l'on s'attaque aux ministres qui ne pourront prêcher qu'en un seul lieu ; l'on ferme aussi la plupart des académies et les collèges réformés, l'on restreint le nombre des écoles élémentaires. C'est sans doute dans les familles que l'intervention de l'Etat se fait le plus durement ressentir : les enfants dont les pères sont catholiques seront forcément élevés par l'Eglise romaine, tandis que pour les autres est créée une sorte de majorité de conscience.

Un troisième type de mesures peut se résumer en un mot : exclusion ! Il serait trop *long d'énumérer la désespé*rante litanie des professions et métiers interdits, de l'avocat au maître-artisan, de l'huissier au médecin, nul ne peut exercer s'il ne signe son catholicisme. A leur tour, les lieux de culte sont frappés d'ostracisme ; entre 1661 et octobre 1685, 700 temples sur les 760 *que comptait le territoire fran*çais se trouvent pour une raison ou pour une autre abattus !

Depuis les années 1660, le courage comme l'esprit de résistance de certains protestants français cèdent le pas ; ils prennent alors le chemin de l'exil. Mais le plus grand nombre reste : ils se vivent comme travailleurs, pieux, dévoués sujet du Roi Soleil ; la disparité dans le rythme de la persécution légale fait qu'il existe des régions de moindre application et des périodes de moindre *dureté* : *on peut croire* alors que cela n'arrive qu'aux autres ou bien que l'orage s'apaise et qu'à nouveau on peut espérer, vivre et agir.

Aussi les conversions attendues au terme de cette persécution légale ne sont pas à la hauteur des moyens déployés. Le groupe protestant, à peine entamé par des conversions et par l'exil, demeure solide dans ses territoires traditionnels. Il faut pour obtenir le ralliement général de ces *irrédentistes* de la foi plus de violences encore.

Le logement militaire, pratique ancienne et éprouvée, installait chez les contribuables récalcitrants ou chez les rustres rebelles des soldats auxquels toute licence était permise. A Marcillac, intendant du Poitou, vient en 1683 l'idée d'installer chez les religionnaires ces missionnaires bottés afin que le supplice de leur présence les rende plus souples. De fait, la panique provoque des conversions, mais surtout un fort mouvement d'émigration et les protestations des pays étrangers d'accueil. Pourtant, même si le zélé fonctionnaire est réprouvé, l'idée fait son chemin.

En Béarn, l'affolement est tel que des vingt mille ou vingt-deux mille huguenots du Béarn, *« il n'en reste pas mille »* en juillet 1685.



BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Les dragons, «missionnaires» du Roi-Soleil, pourchassent les irrédentistes de la foi durant toute l'année 1686.

La méthode désormais bien rodée s'étend, au cours de l'été et de l'automne 1685, à toute la France, d'autant que la conjoncture internationale se fait soudain propice. La trêve de Rastibonne signée l'an passé établissait une paix de vingt ans entre la France et l'Espagne et sur le trône d'Angleterre vient de s'installer le catholique Jacques II qui ne pourra maugréer sur la manière dont Louis XIV traite ses sujets huguenots. Comparables à ceux du Béarn, les résultats sont magnifiques : les conversions de la peur se moissonnent comme épis mûrs, des listes toujours plus longues arrivent à Versailles, persuadant le roi et son conseil de l'inutilité de l'édit de Nantes. Mais existait-il encore ? Aussi, le 17 octobre 1685, le texte de Henri IV est-il solennellement révoqué, le protestantisme aboli, les derniers temples abattus, les pasteurs convertis ou expulsés, les enfants à naître obligatoirement baptisés catholiques ; les adultes privés de culte et de sacrements autorisés – avant la conversion inéluctable, puisque l'exil leur est interdit ! – à profiter *d'un temps de réflexion spirituelle « en attendant qu'il plaise à Dieu de les éclairer comme les autres »*. Les dragons, pour hâter cette illumination, rôdent dans le royaume durant toute l'année 1686.

La violence seule est venue à bout des protestants ; pas loin de sept cent mille d'entre *eux sont devenus des NC*, c'est-à-dire des nouveaux convertis. Ce sont sûrement de « bien méchants catholiques », en pratiquant en secret le culte désormais interdit, lisant en cachette la Bible en français, fréquentant au Désert, dans les lieux écartés, les assemblées clandestines. Certains d'entre eux, qu'il n'a pas plu à Dieu d'éclairer, persistent dans l'erreur sans vouloir pratiquer le catholicisme de façade qu'exige d'eux le Roi Soleil ; on enferme les filles dans des couvents, on expédie en prison les prédicants des réunions illégales ou encore on les met à la chaîne des galériens. Aussi bien l'on disperse les insoumis du Désert à coups de mousquet, on en tue, on en blesse. Brutal traumatisme que l'arrachement d'une foi, *d'une pratique, qui sont égale*ment une culture. En Cévennes où le protestantisme formait le tissu social et politique, le choc est violent qui provoque dès 1684 le phénomène de prophétisme et plus tard la révolte des Camisards.

Mais beaucoup ne se résignent ni au double jeu religieux ni à la clandestinité totale, ils fuient, malgré les interdits, ce royaume d'intolérance. Deux cents ou trois cent mille religionnaires sont ainsi partis, emportant leur intelligence, leur savoir et leur fortune.

Alors qu'une gigantesque coalition européenne s'apprête à combattre en lui le souverain despotique, Louis XIV peut-il jouir de ce rêve enfin réalisé et qu'expriment ces trois vocables : « une foi, une loi, un roi ».

(1) Janine Garrisson, l'*Edit de Nantes et sa révocation. Histoire d'une intolérance*, Paris, Le Seuil. 99 F. Sortie en librairie le 6 mars.

ER HUGUENOT

# HORS D'UN PAYS MAUDIT MAIS JAMAIS RENIÉ

UN cimetière à Berlin, Amalienstrasse : les inscriptions sur les tombes, les titres, les noms et une grande partie des prénoms – tout est en français. Sur le monument aux morts de la guerre de 1870, à l'inscription « A ceux qui sont morts pour le roi et pour la patrie » correspond, de l'autre côté, une citation de la Bible : *« Sois fidèle et je te donnerai la couronne de vie. »*

Bon nombre de huguenots, certes, bien avant 1685, avaient déjà quitté la France. Mais le courant d'émigration des protestants français prit, au moment de la révocation, l'ampleur d'une hémorragie et draina vers les *« pays de refuge »* des dizaines de milliers de familles, qui, pour la plupart, s'intégrèrent rapidement aux élites locales quand elles n'en formèrent pas – comme ce fut le cas en Afrique du Sud – la part la plus active et la plus brillante.

*Qu'ils aient été, repartis des* Pays-Bas, parmi les premiers colons « hollandais » en Amérique – tel Jean Minuit, l'acquéreur de la presqu'île de Manhattan à une tribu indienne, – en Afrique du Sud – telle Marie de la Queillerie, la jeune femme de Jan Van Riebeeck, *fondateur de la* colonie du Cap, – ou même aux Indes orientales – tels ces du Perron, dont un descendant, Eddy du Perron, se vit dédier par Malraux sa *Condition humaine ;* qu'ils aient créé des industries d'un bout à l'autre de l'Europe – celles du textile à Belfast, par exemple, ou des chantiers navals en Scandinavie ; qu'ils soient devenus ambassadeurs du tsar, généraux de l'empereur germanique ou chanceliers de Suède; qu'ils aient introduit la viticulture en Afrique du Sud ou compté parmi les rédacteurs de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis; ou encore qu'ils aient francisé Berlin pour des décennies... – presque tous, ils ont constitué une immigration hautement qualifiée, que l'on se disputa à travers l'Europe.

Ce qui est remarquable aujourd'hui, c'est que les descendants des huguenots, où qu'ils soient dans le monde, ont gardé leur place dans les milieux dirigeants. En Afrique du Sud, où les descendants de Français ne représentent guère plus de 16 % de la population blanche, ils se taillent la part du lion à la tête de l'Etat ou dans les grandes industries – deux présidents de la République, des premiers ministres, des généraux en chef, des ministres par dizaines.




**TERRES D'ACCUEIL**

1. Iles Britanniques. – 2. Pays-Bas actuels. – 3. Cantons helvétiques. – 4. Allemagne (voir cartes détaillées). 5. Pays scandinaves (Altona, Copenhague, Stockholm...). 6. Russie (Moscou, Saint-Pétersbourg). 7. Afrique du Sud (Le Cap). 8. Guyane (Suriname, Paramaribo). 9. Amérique du Nord (Massachusetts, New-York, Pennsylvanie, Maryland, Virginie, Caroline du Nord et Caroline du Sud).

De fait, jusqu'à nos jours, les traditions se sont maintenues : M. d'Ailly, bourgmestre d'Amsterdam, avait naguère pour collègue, en Allemagne, M. Toussaint, qui était, lui, bourgmestre d'Essen, et M. de Chapeau-Rouge, président du Sénat de la ville-Etat de Hambourg. Inspecteur général de la Bundeswehr a maintenu outre-Rhin, parmi beaucoup d'autres officiers à nom français, la tradition militaire huguenote, tout comme *les généraux Viljoen – défor*mation de Villon – et Malan le font actuellement dans leur pays, à la tête des Forces armées sud-africaines. Et le temps n'est pas si lointain où, à Ankara, l'ambassadeur de France, M. de Fontenay, avait pour collègue un autre Fontenay, qui était l'ambassadeur du royaume de Danemark...

Remarquables par leurs noms et aussi, très souvent, par leurs prénoms français, les huguenots sont, aujourd'hui, parfaitement intégrés et assimilés dans leurs pays respectifs. Dans quelques temples des Pays-Bas, d'Allemagne ou des Etats-Unis, les prières sont encore dites en français. Dans certains villages du Taunus, on se répète encore quelques chants, quelques mots en patois français. L'essentiel n'est pas là. L'important est que les descendants de huguenots continuent à former des groupes parfaitement conscients de la singularité de leurs origines françaises, de leur histoire, de leurs traditions, et désireux de survivre et de se développer comme tels.

L'idée de la création d'une Fédération internationale des sociétés huguenotes réparties à travers le monde, avec siège à Paris – idée lancée par MM. Hervé Lavenir et André Lewin, – est l'une de celles qui sont le plus souvent retenues et évoquées à l'occasion du tricentenaire que marque l'année 1985. Sa concrétisation permettrait, en effet, à ces influents descendants *d'émigrés, de proscrits du dix*-septième siècle, de renouer davantage avec un pays qu'ils ont pu maudire, mais n'ont jamais renié.

BERTRAND DE LA TOUR D'AUVERGNE.





# CHEZ JEAN BONNET, ALLEMAND ET HUGUENOT

par Christian-Luc Parison

*Autour de Kassel, dans des villages et des villes créées pour eux, comme Karlshafen, les familles issues des huguenots ont conservé une identité et des coutumes qui entretiennent le souvenir des émigrés français que l'Allemagne avait accueillis.*

LES enfants blonds de Karlshafen s'amusent. Ils se bousculent en riant sur la glace du port miniature transformé en patinoire dès la sortie des classes. Dans le froid sec de l'hiver allemand, les voix qui s'envolent portent toutes l'intonation germanique. S'ils s'appellent encore Louis, Jean ou Pierre, les enfants de Karlshafen ont tout oublié de leurs origines françaises.

Avant de devenir une ville de cure et de changer son nom en Bad-Karlshafen (Karlshafen-les-Bains), la petite cité a servi de refuge à plusieurs centaines de réfugiés huguenots. Elle a même été entièrement conçue pour eux. Anticipant la révocation de l'édit de Nantes, l'électeur Charles de Hesse, par sa « concession hessoise de liberté » du 12 avril 1685, avait décidé d'ouvrir son pays aux protestants français. En renouvelant son initiative en décembre de la même année, il garantissait sa protection à tous ceux qui désiraient s'établir chez lui. Une mesure assortie de larges facilités : aide économique, liberté religieuse, maintien de la langue française dans le culte et l'administration.

En quelques années, au cours des trois grandes vagues d'immigration, près de quatre mille huguenots devaient s'installer en Hesse. Le pays du landgrave Charles devenait ainsi le deuxième centre d'accueil des protestants français après la Prusse-Brandebourg, qui a offert l'hospitalité à deux cent mille réfugiés, principalement à Berlin.

Vingt et un centres huguenots ont été implantés dans la province de Hesse-Kassel. Des villages, pour la plupart, créés de toutes pièces et baptisés aux noms de la famille princière : Carlsdorf pour Charles I^er, Mariendorf pour sa femme, Maria Amalia de Courlande, Louisendorf pour leur fille Louise. A part Friedrichdorf, conçu comme un village-rue, toutes les colonies huguenotes sont en forme de croix. Dessinées par les du Ry, une famille d'architectes français travaillant pour le landgrave Charles, elles présentent la même disposition géographique : deux rues qui se coupent à angle droit avec, disposés le long de l'axe vertical, les trois bâtiments importants : l'église au sommet, le moulin au milieu, et l'école à la base. L'âme, le corps et l'esprit réunis en quelques dizaines de mètres.

Seule véritable ville huguenote, Karlshafen illustre à la fois les espérances placées par le prince de Hesse dans l'immigration et leur échec sur un plan local. Afin d'éviter certaines barrières douanières, Charles I^er avait, en effet, envisagé de relier Karlshafen à la mer du Nord par l'intermédiaire d'un canal menant de la Weser au Rhin. Le projet a tourné court, et le petit port, encadré par les bâtiments municipaux, paraît anachronique aujourd'hui ; tout comme l'embryon de canal qui s'arrête définitivement au coin d'une rue.

## Avance technologique et grosses fortunes

La charité chrétienne du prince Charles était associée à une intelligence politique évidente. Durement éprouvé par la guerre de Trente Ans, le pays manquait d'hommes. En offrant l'asile, surtout aux artisans et aux ouvriers et techniciens des manufactures, Charles espérait relancer l'activité économique de la Hesse. Tandis que les paysans huguenots défrichaient laborieusement les treize arpents (environ 3,2 hectares) alloués à chaque famille, les artisans et les ingénieurs donnaient un coup de fouet essentiel à l'économie allemande. Ils avaient apporté avec eux les métiers à tisser les bas (inconnus en Hesse) et introduisirent par la suite l'élevage des vers à soie.

L'avance technologique des huguenots explique certaines grosses fortunes. A Kassel, la famille Landré, originaire de Gien, employait en 1760 près de six cent cinquante personnes dans ses manufactures de laine et de chapeaux. Quant aux Grandidier, arrivés en Hesse dès 1685, ils ont fondé une dynastie de financiers et se sont alliés aux du Ry – les architectes auteurs des villages français de refuge huguenot et de plusieurs édifices de Kassel : la Karlskirche, l'église du quartier français d'Oberneustadt, le musée Fridericianum, et le château de Wilhelmshöhe, qui servit de résidence au roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte.

Il ne faudrait pas oublier non plus que c'est à Kassel que Denis Papin a réalisé ses expériences de navigation à vapeur. Une petite statue, plantée derrière ce qui fut le premier théâtre municipal d'Europe, est là pour nous le rappeler. La révocation de l'édit de Nantes n'a donc pas été seulement une décision contraire aux droits de l'homme. Elle s'est aussi soldée par une fuite des cerveaux et des énergies, que ni Louis XIV ni Colbert n'avaient envisagée.





FOTO KLIER

**Ci-dessus, la fête de Mayence à Kelze. Chaque premier dimanche de mai, les fillettes défilent dans les rues du village. Parmi elles, un enfant de quatre ou cinq ans habillée de blanc (au milieu sur la photo. Choisie pour être la « Mayence » de l'année, elle évoque le souvenir d'une petite fille perdue pendant la fuite de 1685 et miraculeusement retrouvée.**

## 1964 : un conte encore en français

Après avoir profité d'une situation privilégiée, sans impôts et avec l'aide financière des protestants d'autres pays, les huguenots français devaient passer, progressivement, à un régime plus « normal ». Un processus d'intégration qui s'est étalé sur des décennies, favorisant la survivance de la langue et de la culture françaises. L'incorporation des colonies françaises de Hesse-Kassel dans la juridiction allemande a été ratifiée par un décret du 3 janvier 1800, et l'attachement à l'Église de la Hesse électorale date de 1836. Le prêche en français a été maintenu jusqu'en 1867 dans la Karlskirche de Kassel, mais c'est, bien sûr, dans les petits villages que la tradition s'est maintenue le plus longtemps.

C'est à Louisendorf qu'on retrouve les traces les plus récentes de la langue française. Le village est une impasse, ce qui explique que les transformations y aient été plus lentes qu'ailleurs. Willy Pöhling, un professeur de français du lycée de Kassel, y a réalisé, en 1964, le seul enregistrement existant d'un descendant de huguenot parlant français. Le maire de l'époque, M. Becker-Estrée, était le dernier habitant capable de réciter un conte en français transmis par la tradition orale. Une histoire de loup et de chèvres qu'on retrouve chez les frères Grimm et chez Perrault, mais avec, ici, en prime, un accent du terroir directement hérité de la langue du dix-septième siècle. A mi-chemin entre le cajun de Louisiane et le québécois.

La langue s'est éteinte avec le vieillard, il y a dix ans. Mais elle est restée longtemps vivace, ou tout au moins influente. Au point que les Allemands se sont bien gardés d'envoyer des prisonniers français à Louisendorf durant la dernière guerre.

A Mariendorf, où les immigrés venant de Savoie ont débarqué avec la première vague, en 1686, Heinrich Massie se souvient que son père, mort en 1925, parlait couramment français. Dans le vieux livre de comptes de l'église, il montre, rédigés de la main du pasteur, les noms des bénéficiaires des aides pour l'année 1756 : « *Pour habiller le fils de Jean Massie* », « *A Edmond Mouflot, pour faire guérir son bras* », « *A un pauvre* »...

Dans chaque village, les traces des origines françaises subsistent. Au-dessus des portes, où les inscriptions religieuses, gravées dans le bois sont repeintes régulièrement, dans les églises, sur certaines pierres tombales, et, évidemment, sur les monuments aux morts. A Carlsdorf, on ne compte plus les Martin, les Mulot et les Carrière tombés sur les champs de bataille d'Europe. On a même vu un Martin, juge de paix à Homberg, participer à l'insurrection contre Jérôme Bonaparte. Un réfugié français opposé au frère de Napoléon...

« Zum Jean Bonnet » : Chez Jean Bonnet. L'enseigne de l'auberge de Kelze ne laisse planer aucun doute sur l'origine du propriétaire. Pourtant, ici pas plus qu'ailleurs, on ne parle français. Brigitte Bonnet, la petite-fille du fondateur de l'établissement, ne se fait pas prier pour réciter ce *Chant de mai* que les mères apprennent traditionnellement à leurs filles.

Le texte, apparemment issu du dialecte des vallées vaudoises, a subi des transformations qui le rendent difficilement compréhensible. Il s'attache cependant à une coutume à laquelle tiennent beaucoup les deux cent quarante-sept habitants de Kelze : la fête de Mayence. Chaque premier dimanche de mai, les fillettes défilent dans les rues du village et reçoivent les œufs et l'argent collectés dans les maisons.

Parmi elles, une enfant de quatre ou cinq ans, habillée de blanc. Choisie pour être la « Mayence » de l'année, elle évoque le souvenir d'une petite fille perdue pendant la fuite de 1685 et miraculeusement retrouvée.

Sylvie Bonnet a été Mayence, elle aussi, en son temps ; et si elle ne parle qu'allemand, la jeune femme annonce avec un soupçon de fierté les prénoms français de ses enfants. Les armoiries de la famille Bonnet, datées de l'an 1500, voisinent, dans la grande salle, avec celles des Löwenstein. Massif comme le lion de pierre dont il porte le nom, Egon Löwenstein, mari de Brigitte et patron du restaurant, appartient, lui aussi, à la catégorie des défenseurs de la tradition huguenote. Il précise d'ailleurs tout de suite : « *Ma grand-mère était une de Lauzier...* »

Leurs ancêtres sont partis il y a trois siècles de Chambon, dans le Dauphiné. Alors, pour boucler l'anneau des souvenirs, les Bonnet, les Chalvais, les Morel et tous les autres habitants de Kelze viennent de jumeler leur village avec Maringues, une commune proche de Clermont-Ferrand. A l'occasion de la cérémonie officielle, pendant la dernière fête de Mayence, on a pu évoquer les points communs des deux communautés : les racines huguenotes, bien sûr ; et les différences : ici l'église calviniste, dépouillée à l'extrême, évoque la rigidité de la religion ; à Maringues, le temple, détruit après la révocation de l'édit de Nantes, a fait place à la rue des Enfers...

## LE MUSÉE DE BAD-KARLSHAFEN

POUR visiter le Musée huguenot de Bad-Karlshafen, il suffit de pousser la petite porte attenante à l'entrée de l'Auberge des Cévennes. Quasiment unique en son genre en Allemagne, cet endroit présente l'avantage de ne pas décourager le curieux par des dimensions excessives. Au contraire, on se sent immédiatement à l'aise dans ce musée de poche où les objets les plus humbles côtoient des textes religieux et des ouvrages de valeur.

Ouvert en octobre 1980, à l'initiative du couple Kelly-Suchier (il est américain, elle allemande d'origine huguenote), il donne un aperçu général de l'histoire des huguenots : les chemins de fuite à partir de la France vers l'Allemagne, les documents officiels, les objets, les outils de l'artisanat des réfugiés, et notamment un métier à tisser prêté par le Musée cévenol de Saint-Jean-du-Gard.

Sans chercher à rivaliser avec le célèbre musée du Désert d'Anduze, le Musée huguenot de Bad-Karlshafen apporte sa contribution à l'histoire des émigrants, qu'ils aient été huguenots proprement dits, wallons, vaudois ou grisons.

## EXPOSITION

A l'occasion du tricentenaire de l'arrivée des huguenots en Hesse, le musée Fridericianum de Kassel accueillera, du 12 avril au 28 juillet 1985, l'exposition « L'importance des huguenots dans la vie culturelle, sociale et économique de leur pays hôte, représentée par l'exemple de leur immigration et intégration en Hesse ».

Le village de Carlsdorf célébrera le tricentenaire de sa création l'an prochain, du 27 mai au 2 juin 1986.

Parallèlement, dans le cadre des manifestations « Deux cents ans de frères Grimm », visiter le musée Grimm à Kassel. Château Bellevue, Schöne Aussicht 2, tél. 787-40-59. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 heures ; samedi et dimanche, de 10 heures à 13 heures. Entrée gratuite.

● **Pour tous renseignements : Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-04-38.**